

La Minerve



MUNICIPALITÉ DE LA MINERVE

RÈGLEMENT DE ZONAGE

NUMÉRO 2013-103

PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE LA MINERVE

RÈGLEMENT NO. 2013-103

RÈGLEMENT DE ZONAGE

Avis de motion:	1 octobre 2012 / 6 mai 2013
Adoption du projet de règlement :	5 novembre 2012
Avis d'assemblée publique :	9 novembre 2012
Assemblée publique :	3 décembre 2012
Adoption du règlement :	6 juin 2013
Délivrance du certificat de conformité :	29 août 2013
Entrée en vigueur :	29 août 2013

AUTHENTIFIÉ PAR :

Le maire

Directeur general / secrétaire - trésorier

TABLEAU DES MODIFICATIONS	
---------------------------	--

[illegible]

CHAPITRE 3 : RÈGLEMENT DE ZONAGE NO 2013-103

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES52

6.1 Généralités.....	52
6.1.1 Administration du règlement de zonage	52
6.2 Zones	52
6.2.1 Répartition du territoire municipal en zones et en unités de votation (L.A.U., art.113, 1 ^o , 2 ^o)	52
6.2.2 Interprétation du plan de zonage	52

SECTION 7 CLASSIFICATION DES USAGES53

7.1 Méthodologie de la classification des usages	53
7.1.1 Hiérarchie et codification	53
7.1.2 Origine et structure de la classification des usages	53
7.2 Les groupes d'usage et les classes d'usage.....	53
7.2.1 Le groupe habitation (H).....	53
7.2.1.1 Classes d'usage	53
7.2.1.2 Habitation unifamiliale (H1).....	54
7.2.1.3 Habitation bifamiliale (H2).....	54
7.2.1.4 Habitation trifamiliale (H3)	54
7.2.1.5 Habitation multifamiliale (H4).....	54
7.2.1.6 Habitation collective (H5).....	54
7.2.2 Le groupe Commercial (C)	55
7.2.2.1 Classes d'usage	55
7.2.2.2 Commerce de détail (C1)	55
7.2.2.3 Commerce de services professionnels et bureaux (C2).....	57
7.2.2.4 Commerce semi-industriel (C3)	58
7.2.2.5 Commerce pétrolier (C4)	61
7.2.2.6 Commerce de récréation (C5)	62
7.2.2.7 Commerce de restauration et d'hôtellerie (C6)	64
7.2.3 Le groupe industriel (I).....	65
7.2.3.1 Classes d'usage	65
7.2.3.2 Industrie légère de nuisance limitées (I1)	65
7.2.3.3 Industrie lourde (I2)	65
7.2.3.4 Industrie extractive (I3).....	66
7.2.4 Le groupe public et communautaire (P).....	66
7.2.4.1 Classes d'usage	66
7.2.4.2 Service public de voisinage (P1).....	66
7.2.4.3 Service public régional (P2).....	66
7.2.4.4 Communautaire récréatif (P3).....	67
7.2.4.5 Utilité publique légère (P4).....	67
7.2.4.6 Utilité publique moyenne (P5)	68
7.2.4.7 Utilité publique lourde (P6).....	68

7.2.5 Le groupe agricole (A).....	68
7.2.5.1 Classes d'usage.....	68
7.2.5.2 Agriculture et pisciculture (A 1).....	69
7.2.5.3 Fermette et élevage artisanal (A2).....	69
7.2.5.4 Élevage (A3)	69
7.2.6 Le groupe forestier (F).....	70
7.2.6.1 Classes d'usage.....	70
7.2.6.2 Exploitation commerciale (F1)	70
7.2.6.3 Utilisation non commerciale (F2)	70
7.2.6.4 Exploitation des Érablières (F3)	70
7.2.7 Le groupe conservation (CN).....	70
7.2.7.1 Classes d'usage.....	70
7.2.7.2 Conservation (CN).....	70
7.3 Grille des usages et normes.....	71
7.3.1 Groupe d'usages.....	71
7.3.1.1 Les dispositions spécifiques	72
7.3.1.2 Usages complémentaires	72
7.3.2 Normes du bâtiment principales	72
7.3.2.1 Marges	72
7.3.2.2. Bâtiments (largeur minimale des murs, hauteur, superficie d'implantation).....	72
7.3.2.3 Densité d'habitation (Logement/hectare)	72
7.3.2.4 Coefficient d'emprise au sol.....	73
7.3.2.5 Types de structure.....	73
7.3.3 Lot.....	73
7.3.4 Divers.....	73
7.3.4.1 Espace naturel	73
7.3.4.2 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A)	73
7.3.4.3 Projet d'aménagement d'ensemble (P.A.E)	74
7.3.4.4 Projet intégré d'habitation (P.I.H).....	74
7.3.5 Notes.....	74
7.3.6 Amendements	74
SECTION 8 USAGES	75
8.1 Normes générales (L.A.U., art. 113, 3°).....	75
8.2 Usages permis dans toutes les zones	75
8.3 Usages provisoires.....	75
8.3.1 Dispositions générales	75
8.3.2 Usages provisoires autorisés.....	75
8.3.3 Dispositions particulières.....	76
8.4 Usages complémentaires à l'habitation	77
8.4.1 Usages complémentaires de service dans les bâtiments résidentiels.....	77
8.4.2 Usage complémentaire artisanal léger sur les emplacements résidentiels ..	78
8.4.3 Logement accessoire	79

8.4.4 Location en court séjour	80
8.4.5 Location de chambre dans des habitations.....	80
8.5 Mixité d'usages.....	80
8.5.1 Logements dans les bâtiments commerciaux	80
8.5.2 Plusieurs commerces dans un bâtiment commercial	81
8.6 Roulotte, remorque de camping, caravane motorisé et tente.....	81
8.6.1 Occupation d'une roulotte à l'extérieur d'un terrain de camping.....	81
8.6.2 Entreposage d'une roulotte sur un terrain résidentiel disposant d'un bâtiment principal.....	81
8.7 Commerces temporaires	82
8.7.1 Règles générales	82
8.7.2 Endroit autorisé	82
8.7.3 Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation	82
8.7.4 Validité du certificat d'autorisation	82
8.7.5 Renouvellement du certificat d'autorisation	82
8.7.6 Affichage du certificat d'autorisation	83
8.7.7 Enseignes	83
SECTION 9 BÂTIMENTS ET CONSTRUCTIONS	84
9.1 Bâtiment principal (L.A.U., art. 113, 5°, 5.1 et 6°).....	84
9.1.1 Superficie d'implantation minimale au sol.....	84
9.1.1.1 Réduction de la superficie minimum	84
9.1.2 Superficie d'implantation maximale	84
9.1.3 Coefficient d'emprise au sol	84
9.1.4 Largeur.....	84
9.1.5 Architecture des bâtiments comportant des unités contiguës	84
9.1.6 Hauteur maximale en étage	84
9.1.7 Implantation et orientation	85
9.1.8 Identification de la façade principale.....	85
9.1.9 Bâtiments d'utilité publique de petit gabarit.....	85
9.1.10 Permis de construction sur un terrain rénové par la rénovation Cadastrale (L.A.U., art. 117.1, par.2°)	85
9.2 Bâtiments et constructions accessoires aux usages habitation (L.A.U., art. 113, 5°)	85
9.2.1 Norme générale.....	85
9.2.2 Garage privé et dépendances	86
9.2.3 Garages jumelés ou abris d'auto jumelés.	86
9.2.4 Nombre et dimensions des dépendances.....	86
9.2.5 Abri d'auto permanent	87
9.2.6 Abri d'auto temporaire (hiver)	87
9.2.7 Piscines.....	88
9.2.8 Spa.....	89
9.2.9 Quai.....	89

9.3 Constructions accessoires aux usages autres qu'habitation et production agricoles	90
9.3.1 Règle générale	90
9.3.2 Café-terrasses	90
9.3.3 Chapiteau	92
9.3.4 Entrepôt	92
9.3.5 Quai	92
9.4. Constructions accessoires pour les usages de production agricoles	93
9.4.1 Règle générale	93
9.5 Construction accessoires applicables à tout les usages	93
9.5.1 Antenne	93
9.5.1.1 Nombre d'antenne	93
9.5.1.2 Antenne installée sur un support vertical	93
9.5.1.3 Antenne installée sur un toit	94
9.5.1.4 Antenne parabolique	94
9.5.1.5 Construction	94
9.6 Architecture et apparence extérieure des constructions (L.A.U., art. 113, 5,1 ^o)	94
9.6.1 Forme et genre de constructions prohibées	94
9.6.2 Nombre de revêtements sur un bâtiment	95
9.6.3 Revêtements extérieurs prohibés	95
9.6.4 Traitement des surfaces extérieures	96
9.6.5 Matériaux de parement extérieur des murs autorisés	96
9.6.5.1 Revêtement de toiture	96
9.6.6 Cheminé	97
9.6.7 Escalier extérieur	97
9.6.8 Panneau solaire	97
9.6.9 Appareil de mécanique	97
9.6.10 Porche	97
9.6.11 Entrée électrique	97
9.6.12 Accès au logement	97
9.7 Maison mobile	98
9.7.1 Normes spécifiques d'aménagement	98
SECTION 10 DÉROGATIONS (L.A.U., art. 113, 18^o et 19^o)	99
10.1 Champ d'application	99
10.2 Dispositions générales	99
10.3 Usage dérogatoire abandonné (perte de droit acquis)	99
10.4 Remplacement d'un usage ou construction dérogatoire	99
10.4.1 Reconstruction d'un bâtiment ou d'un ouvrage d'élevage dérogatoire protégé par droit acquis	100
10.5 Modification d'une construction dérogatoire sans usage dérogatoire	100

10.5.1 Modification d'une construction dérogatoire située dans la rive d'un lac ou d'un cours d'eau	101
10.6 Agrandissement d'un usage dérogatoire se localisant à l'extérieur d'un bâtiment	101
10.7 Agrandissement d'un usage dérogatoire se localisant à l'intérieur d'un bâtiment.	101
10.7.1 Agrandissement d'un usage dérogatoire se localisant à l'intérieur d'un bâtiment dont l'agrandissement est requis	101
10.8 Les perrons, balcons, galeries, etc.	102
10.9 Construction de fondations pour un bâtiment dérogatoire.....	102
10.10 Fondations et agrandissement pour une maison mobile dérogatoire	102
10.11 Réparation et entretien d'une construction dérogatoire.....	102
10.12 Enseignes dérogatoires et enseignes des usages dérogatoires	102
10.13 Cessation de la reconnaissance de droits acquis pour une enseigne dérogatoire	102
10.14 Modification ou agrandissement d'une enseigne dérogatoire	103
10.15 Enseigne et changement d'usage.....	103
10.16 Retour à un usage ou construction dérogatoire	103
10.17 Bâtiment accessoire sans bâtiment principal	103
10.18 Construction sur un lot dérogatoire au règlement de lotissement.....	103
SECTION 11 MARGES ET COURS	104
11.1 Marges de recul (L.A.U., art. 113, 4° et 5°)	104
11.1.1 Marges de recul avant, arrière, latérales des marges latérales.....	104
11.1.2 Marges de recul pour les emplacements d'angle et les emplacements transversaux	104
11.1.3 Calcul de la profondeur de la marge avant en fonction de l'implantation des bâtiments sur les emplacements adjacents dans les zones U	104
11.1.4 Marge de recul arrière pour les bâtiments d'utilité publique de petit gabari.....	105
11.2 Constructions accessoires et usages complémentaires dans les cours et les marges par zone (L.A.U., art. 113, 5° et 6°)	105
11.2.1 Dispositions d'exceptions pour certaines constructions accessoires pour les terrains riverains	111

SECTION 12 AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR SE RAPPORTANT AU PAYSAGE OU À LA PROTECTION DU MILIEU NATUREL 112

12.1 Aménagement extérieur se rapportant aux paysages et à l'abattage d'arbres (L.A.U., art. 113, 12° et 15°)	112
12.1.1 Règles générales	112
12.1.2 Préservation des espaces naturels.....	112
12.1.3 Aménagement des espaces libres.....	112
12.1.4 Aménagement de la cour avant.....	112
12.1.5 Nombre d'arbres par emplacement	113
12.1.6 Abattage d'arbres.....	113
12.1.7 Normes de dégagement	114
12.1.8 Restriction de plantation	114
12.1.9 Ceinture de sauvegarde d'un arbre	114
12.1.10 Triangle de visibilité.....	114
12.1.11 Allées d'accès aux bâtiments pour les personnes handicapées	115
12.1.12 Délai de réalisation des aménagements.....	115
12.2 Clôture, mur, muret et haie (L.A.U. art. 113, 15°).....	115
12.2.1 Localisation d'une clôture, d'un mur ou muret décoratif et d'une haie.....	116
12.2.2 Hauteur	116
12.2.3 Matériaux	117
12.2.4 Matériaux prohibés pour la construction d'une clôture.....	118
12.2.5 Clôture opaque pour un espace d'entreposage	118
12.2.6 Poteaux antivol.....	118
12.3 Aires tampons (L.A.U., art. 113, 2° et 5°)	118
12.3.1 Usages contraignants.....	118
12.3.1.1 Exigence de l'aire tampon.....	118
12.3.1.2 Aménagement de l'aire tampon	118
12.3.2 Bande boisée le long du chemin de la Minerve.....	119
12.3.3 Écran visuel.....	119
12.3.4 Aménagement d'une aire tampon sur les propriétés résidentielles adjacentes à une zone permettant certains usages contraignants	120
12.4 Constructions, ouvrages ou travaux sur le littoral d'un lac ou d'un cours d'eau (L.A.U., art. 113, 16°).....	120
12.5 Constructions, ouvrages ou travaux sur les rives des lacs et cours d'eau (L.A.U., art., 113, 14°).....	121
12.5.1 Rénovation ou reconstruction d'un bâtiment principal sur une rive	122
12.5.2 Les ouvrages et travaux relatifs à la végétation sur une rive.....	122
12.5.3 Revégétalisation sur 5 mètres de la rive.....	124
12.5.4 Culture du sol à des fins d'exploitation agricole sur une rive.....	135
12.5.5 Autres ouvrages et travaux autorisés sur une rive	135
12.6 Dispositions particulières applicables à proximités des lacs et des cours d'eau à débit régulier	136
12.6.1 Implantation des bâtiments.....	137
12.6.2 Implantation des systèmes de traitement des eaux usées.....	137

12.6.3 Accès	138
12.6.4 Allée véhiculaire	138
12.7 Normes sur la protection des zones à risque de mouvement de terrain (L.A.U., art.113, 16°)	138
12.7.1 Zones à risque de mouvement de terrain	138
12.7.1.1 Conditions particulières.....	143
12.7.2 - Abrogé	151
12.7.3 Dérogations mineures interdites dans une zone à risque de mouvement de terrain	151
12.8 Protection des milieux humides et des prises d'eau potable (L.A.U., art. 113,16°)	151
12.8.1 Règles générales	151
12.8.2 Constructions, ouvrages, travaux de déblai ou remblai dans un milieu humide	151
12.8.3 Normes relatives à la protection des prises d'eau potable publique.....	152
12.8.4 Distance entre un puits et une installation septique	152
12.9 Respect de la topographie naturelle (L.A.U., art. 113, 12°)	152
12.9.1 Règles générales	152
12.9.2 Sommet de montagne - Abrogé.....	152
12.9.3 Nivellement d'un emplacement et construction ou ouvrage de soutènement	152
12.10 Coupes forestières commerciales.....	153
12.10.1 Dispositions applicables à certaines zones.....	153
12.10.2 Coupes d'assainissement.....	155
12.10.3 Coupe forestière domestique.....	154
12.10.4 Coupe forestière au sein d'une érablière se localisant dans une zone agricole ou agroforestière.....	154
12.11 Disposition sur le déboisement dans les ravages de cerfs de Virginie	156
12.11.1 Certificat d'autorisation pour la coupe d'arbres dans un ravage de Cerfs de Virginie.....	156
12.11.2 Norme sur la coupe totale dans un ravage de cerfs de Virginie	156
12.11.3 Conservation d'une bande boisée lors d'une coupe forestière dans un ravage de cerfs de Virginie.....	156
12.12 Dispositions sur l'abattage d'arbres le long des corridors touristiques.....	156
12.13 Intervention dans une zone d'héronnière	157
SECTION 13 STATIONNEMENT ET ACCÈS AUX EMPLACEMENTS	158
13.1 Normes de stationnement (L.A.U., art. 113, 10°)	158
13.1.1 Règles générales	158
13.1.2 Dimensions des cases de stationnement.....	158
13.1.3 Permanence des espaces de stationnement	159
13.1.4 Nombre de cases requises	159

13.1.5 Localisation des cases de stationnement	161
13.1.6 Accès aux aires de stationnement (allée d'accès)	162
13.1.7 Aménagement et tenue des aires de stationnement	163
13.1.8 Réduction du nombre de cases requises.....	164
13.1.9 Stationnement commun.....	164
13.1.10 Espaces pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées	165
13.1.11 Dimensions des cases de stationnement utilisées par les personnes handicapées physiquement.....	166
13.1.12 Emplacement des cases de stationnement pour handicapés	166
13.1.13 Allées d'accès aux bâtiments pour fauteuils roulants.....	166
13.1.14 Aménagement de stationnement pour bicyclette	166
13.2 Espace de chargement de véhicule	166
13.2.1 Règles générales	166
13.2.2 Nombre d'espace de chargement et de déchargement requis	166
13.2.3 Emplacement des espaces de chargement	167
13.2.4 Contenants à déchets.....	167
13.2.5 Aménagement, tenue et permanence des espaces de chargement	167
13.3 Normes concernant les accès le long des corridors routiers	167
13.3.1 Normes relatives au nombre et à la localisation d'un accès ou d'une entrée charretière se raccordant au chemin de La Minerve	167
13.3.2 Dispositions spéciales relatives aux accès au chemin de La Minerve.....	168
13.3.3 Dispositions relatives à l'aménagement des accès	169
SECTION 14 ENSEIGNES ET AFFICHAGES (L.A.U., art. 113, 14°)	170
14.1 Règles générales	170
14.2 Disposition applicable sur l'ensemble du territoire	170
14.2.1 Enseignes prohibées	170
14.2.2 Enseignes autorisées sans certificat d'autorisation d'affichage.....	171
14.2.3 Endroit où la pose d'enseigne est prohibée	175
14.2.4 Structure et construction de l'enseigne.....	175
14.2.5 Entretien et permanence d'une enseigne	175
14.2.6 Éclairage des enseignes	176
14.2.7 Message de l'enseigne.....	176
14.2.8 Enlèvement des enseignes et supports	176
14.3 Dispositions particulières applicables dans les zones du périmètre urbain (zones U).....	177
14.3.1 Nombre	177
14.3.2 Superficie	177
14.3.3 Hauteur	177
14.3.4 Empiètement dans l'emprise de rue	178
14.3.5 Matériaux	178

14.4 Dispositions applicables dans les zones qui permettent les usage de type (C3) Commerce semi-industriel.	178
14.4.1 Nombre	178
14.4.2 Superficie	179
14.4.3 Hauteur	179
14.4.4 Localisation	180
14.4.5 Matériaux	180
14.5 Disposition applicable le long des corridors touristiques	180
14.5.1 Champ d'application concernant les dispositions sur l'affichage le long des corridors touristiques	180
14.5.2 Enseignes prohibées le long d'un corridor touristique	181
14.5.3 Nombre d'enseignes pour un usage principal le long d'un corridor touristique	181
14.5.4 Localisation d'une enseigne pour un usage principal le long d'un corridor touristique	182
14.5.5 Hauteur d'une enseigne pour un usage principal le long d'un corridor touristique	183
14.5.6 Superficie d'une enseigne pour un usage principal le long d'un corridor touristique	183

SECTION 15 NORMES APPLICABLES À CERTAINS USAGES ET DANS CERTAINES ZONES 184

15.1 Projet intégré d'habitation	184
15.1.1 Normes générales applicables à tous les projets integrs d'habitation	184
15.1.1.1 Les dispositions suivantes s'appliquent au projet intégré d'habitation.....	184
15.1.2 Critères généraux.....	184
15.1.2.1 Nombre minimal de constructions requises.....	185
15.1.2.2 Implantation des constructions.....	185
15.1.2.3 Superficie du terrain.....	185
15.1.2.4 Superficie du bâtiment principal	186
15.1.2.5 Critères ou normes pour l'aménagement des espaces communs	186
15.1.2.5.1 Allées véhiculaires.....	185
15.1.2.5.2 Réseaux récréatifs et espaces naturels.....	185
15.1.2.5.3 Aire de stationnement.....	186
15.1.2.5.4 Bâtiment accessoire.....	186
15.1.2.5.5 Piscine.....	186
15.1.2.5.6 Quai.....	186
15.2 Terrain de camping	187
15.3 Commerces d'hébergement (C603).....	188
15.4 Regroupement de chalets en location	189
15.5 Motel	189

15.6 Stations-service et postes de distribution d'essence au détail (L.A.U., art. 113, 5 ^o)	190
15.6.1 Usage spécifiquement exclu	190
15.6.2 Réparation d'automobile	191
15.6.3 Normes d'implantation	191
15.6.4 Normes d'aménagement	191
15.6.5 Occupation d'un espace libre	192
15.6.6 Dispositions particulières concernant un lave-auto	192
15.7 Centre commercial	192
15.7.1 Centre commercial	193
15.8 Distance minimale pour l'implantation de certains usages à proximité de constructions imposant des contraintes	193
15.9 Normes relatives aux sites d'extraction	194
15.9.1 Exploitation par phase	194
15.10 Normes relatives sur les implantations situées à proximité d'usages à caractère industriel et d'utilité publique	194
15.11 Normes sur les marges de recul le long des principaux sentiers de motoneige ..	195
15.12 Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole	195
15.12.1 Définitions relatives aux dispositions sur l'atténuation des odeurs liées aux usages / activités agricoles	196
15.12.2 Application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole	199
15.12.3 Dispositions particulières pour un ouvrage d'entreposage des déjections animales	200
15.12.4 Droit de développement à certaines exploitations agricoles	200
15.12.5 Implantation ou agrandissement d'un bâtiment agricole	202
15.12.6 Dispositions particulières sur l'application des distances séparatrices ..	202
15.12.7 Application des distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage	207
15.12.8 Application des distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme	207
15.12.9 Marge de recul et distance séparatrice pour une nouvelle résidence dans l'affectation agroforestière.	208
15.13 Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agricole ou agroforestière	209
15.13.1 Dispositions particulières applicables à un usage du groupe Habitation se localisant dans une zone agricole	209
15.13.1.1 Superficie autorisée à des fins résidentielles en zone agricole	209
15.13.2 Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière	210

15.13.2.1 Superficie autorisée à des fins résidentielles en zone agroforestière.	210
15.14 Cabane à sucre artisanale.....	211
15.15 Dispositions applicables à un poulailler.....	211

ANNEXE 1 - PLAN DE ZONAGE

ANNEXE 2 - GRILLES DES USAGES & NORMES

ANNEXE 3 - DISPOSITIONS SUR L'ATTENUATION DES ODEURS LIEES AUX USAGES / ACTIVITES AGRICOLES

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU B	CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES PERMIS DANS LES COURS ET MARGES	106
TABLEAU C	LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (ARBRES)	126
TABLEAU D	LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (ARBUSTES).....	127
TABLEAU E	LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (HERBES)	129
TABLEAU F	LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (HERBES-FOUGÈRES)	131
TABLEAU G	LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (HERBES - GRAMINÉES & CYPÉRACÉES).....	132
TABLEAU H	LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (PLANTES GRIMPANTES- MURET)	134
TABLEAU I-1	CONSTRUCTIONS, BÂTIMENTS OU OUVRAGES RÉGIS DANS LES ZONES À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN – SOLS À PRÉDOMINANCE SABLEUSE –	139
TABLEAU I-2	EXPERTISE GÉOTECHNIQUE REQUISE POUR CERTAINES INTERVENTIONS DANS UNE ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN.....	144
TABLEAU J	DIMENSIONS DES ALLÉES DE CIRCULATION	158
TABLEAU K	NOMBRE DE CASES MINIMALES REQUISES	159
TABLEAU L	NOMBRE DE CASES DE STATIONNEMENT REQUISES	165
TABLEAU M	LARGEUR MAXIMALE DES ACCÈS	169
TABLEAU N	NORMES SUR LA HAUTEUR MAXIMALE D'UNE ENSEIGNE AUTONOME LE LONG D'UN CORRIDOR TOURISTIQUE	183
TABLEAU O	NORMES SUR LA SUPERFICIE MAXIMALE D'UNE ENSEIGNE AUTONOME LE LONG D'UN CORRIDOR TOURISTIQUE	183
TABLEAU P	NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (PARAMÈTRE A)	203
TABLEAU P1	DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B)	204
TABLEAU P2	CHARGES D'ODEUR PAR ANIMAL (PARAMÈTRE C)	205
TABLEAU P3	TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D)	205
TABLEAU P4	TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E) NOUVEAU PROJET OU AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES.....	206
TABLEAU P5	FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)	207
TABLEAU P6	DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME	208

SECTION 6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

6.1 Généralités

6.1.1 Administration du règlement de zonage

Les dispositions du Règlement régissant les Règlements d'urbanismes complètent le présent règlement et servent à son application. L'utilisation des mots «présent règlement» vise à la fois le présent règlement et le Règlement régissant les règlements d'urbanisme.

6.2 Zones

6.2.1 Répartition du territoire municipal en zones et en unités de votation (L.A.U., art.113, 1^o, 2^o)

Le plan de zonage qui fait parti du présent règlement permet de diviser l'ensemble du territoire en zones. Certaines de ces zones peuvent être divisées en secteurs de zone.

Chaque zone est identifiée par une ou des lettres et un chiffre. Un secteur de zone est identifié par une ou des lettres et deux chiffres.

Chaque zone ou secteur de zone identifié par une ou des lettres et un chiffre ou des chiffres correspondant à un secteur de votation.

6.2.2 Interprétation du plan de zonage

Sauf indication contraire, les limites des zones coïncident avec la ligne médiane des rues existantes ou projetées, des rivières et des ruisseaux ainsi qu'avec des lignes de lots, des lignes de propriétés, des sentiers piétons et les limites du territoire.

Elles peuvent également être indiquées par une cote (distance) portée sur le plan de zonage à partir d'une limite ci-dessus indiquée. Lorsqu'une limite de zone suit à peu près la limite d'un lot, la première sera réputée coïncider avec la seconde

Lorsqu'une limite d'une zone est approximativement parallèle à la ligne médiane d'une emprise de rue, la première est considérée comme vraiment parallèle à la seconde, à la distance prévue au plan de zonage.

Lorsqu'une limite de zones coïncide avec la ligne médiane d'une rue projetée, la limite des zones est la limite médiane de la rue cadastrée ou construite lorsqu'elle est effectivement cadastrée ou construite

En aucun cas, la profondeur d'une zone ne peut être moindre que la profondeur minimale de terrain spécifiée à la grille des usages et norme.

SECTION 7 CLASSIFICATION DES USAGES

Définition des catégories d'usages et de construction (L.A.U., art. 113, 3°)

7.1 Méthodologie de la classification des usages

7.1.1 Hiérarchie et codification

Au plan de zonage, le territoire est divisé en zones. Ces zones sont séparément identifiées par un code composé d'une (1) ou deux (2) lettres suivies d'un trait d'union et d'un chiffre. Ce code se divise en deux séries importantes. La première série est composée d'une (1) ou de deux (2) lettres indiquant la vocation principale de la zone. La deuxième série est composée d'un chiffre servant à la numérotation de la zone.

7.1.2 Origine et structure de la classification des usages

Les usages ont été regroupés selon les caractéristiques communes d'occupation du sol portant sur la volumétrie, la compatibilité, le type d'activité et l'esthétique. De plus, pour la réalisation de la classification, d'autres critères d'importance ont également été retenus :

- 1) La desserte et la fréquence d'utilisation : la classification commerciale réfère généralement au rayon d'action et d'opération qu'un commerce donné en regard des biens et services qu'il peut offrir aux consommateurs. Ce rayonnement tient compte de la fréquence d'utilisation des biens et services (courants, semi-courants ou réfléchis) offerts par un commerce donné en fonction des critères de proximité (hebdomadaire, mensuel ou autre) leur étant associés;
- 2) Le degré de nuisance associé à une activité donnée : La classification a également tenu compte du degré de nuisance émis par un usage donné que ce soit du point de vue de la pollution de l'air, de l'eau, par le bruit, visuelle ou toute espèce de pollution perceptible hors des limites du terrain tel que l'entreposage, l'étalage, l'achalandage des lieux, les heures d'ouverture et de fermeture de l'usage.

7.2 Les groupes d'usage et les classes d'usage

7.2.1 Le groupe habitation (H)

7.2.1.1 Classes d'usage

Le groupe habitation comprend les classes d'usage suivantes :

Habitation unifamiliale (H1)
Habitation bifamiliale (H2)
Habitation trifamiliale (H3)
Habitation multifamiliale (H4)
Habitation collective (H5)

7.2.1.2 Habitation unifamiliale (H1)

Habitation érigée sur un (1) terrain comprenant un seul (1) logement.

1° Maisons mobiles (H101)

Lorsqu'indiquées à la grille des usages et normes, les maisons mobiles (H101) font aussi partie de la classe d'usage « habitation unifamiliale (H1) »

7.2.1.3 Habitation bifamiliale (H2)

Bâtiment à deux (2) logements superposés avec entrées séparées ou communes, bâti sur un (1) terrain distinct. -

7.2.1.4 Habitation trifamiliale (H3)

Bâtiment érigé sur un terrain distinct, composé de trois (3) logements dont deux (2) sont superposés.

7.2.1.5 Habitation multifamiliale (H4)

Les habitations multifamiliales comprenant au minimum quatre (4) logements et au maximum six (6) logements, érigé sur un terrain distinct.

7.2.1.6 Habitation collective (H5)

1° Résidences collectives (H501)

Les résidences collectives font partie de ce groupe si elles répondent aux conditions suivantes :

- Cet usage s'exerce que dans un bâtiment destiné à cet usage et lorsqu'il est jumelé à un bâtiment correspondant à un usage de logement collectif;
- L'accès aux chambres doit s'effectuer par l'intermédiaire d'un ou plusieurs corridors ou vestibules communs;
- Les chambres ne comportent aucun équipement de cuisine ou de buanderie;
- L'établissement doit fournir les services suivants à ses clients : préparation et service de repas, buanderie;
- Un minimum de dix pourcent (10%) de la superficie totale des logements doit être réservé pour des espaces communs. Ces espaces n'incluent pas les aires réservées pour l'entreposage du matériel d'entretien du bâtiment, les aires d'entreposage destinées aux locataires ainsi que les locaux techniques;
- L'accès aux espaces communs doit s'effectuer par le biais d'un corridor commun de façon à ce que tous les résidents puissent accéder à tous les espaces communs sans avoir à sortir du bâtiment;
- L'immeuble doit être composé d'un minimum de six (6) chambres.

2° Logements collectifs (H502)

Les logements collectifs font partie de ce groupe s'ils répondent aux conditions suivantes :

- Cet usage s'exerce que dans un bâtiment destiné à cet usage et lorsqu'il est jumelé à un bâtiment correspondant à un usage de résidence collective;
- L'accès aux logements doit s'effectuer par l'intermédiaire d'un ou plusieurs corridors ou vestibules communs. Cependant, une fois à l'intérieur du bâtiment, il doit être possible d'accéder à tous les logements sans avoir à sortir à l'extérieur;
- Un minimum de dix pourcent (10%) de la superficie totale des logements doit être réservé pour des espaces communs. Ces espaces n'incluent pas les aires réservées pour l'entreposage du matériel d'entretien du bâtiment, les aires d'entreposage destinées aux locataires ainsi que les locaux techniques;
- L'accès aux espaces communs doit s'effectuer par le biais d'un corridor commun de façon à ce que tous les résidents puissent accéder à tous les espaces communs sans avoir à sortir du bâtiment;
- L'immeuble doit être composé d'un minimum de six (6) logements;
- L'immeuble peut fournir les services suivants à ses clients : Préparation et service de repas, buanderie.

7.2.2 Le groupe Commercial (C)

7.2.2.1 Classes d'usage

Le groupe commercial comprend les classes d'usage suivantes :

Commerce de détail (C1)
Commerce de services professionnels et bureaux (C2)
Commerce semi-industriel et artériel lourds (C3)
Commerce pétrolier (C4)
Commerce de récréation (C5)
Commerce de restauration et d'hôtellerie (C6)

7.2.2.2 Commerce de détail (C1)

1° Commerce de quartier (C101)

Cette classe de commerces doit avant tout répondre aux besoins immédiats des consommateurs. Généralement, les biens offerts aux consommateurs sont non durables et les achats se font en petite quantité et de façon quotidienne.

Cette classe de commerces doit être compatible avec l'habitation et ne causer aucun inconvénient à cette dernière.

Ces commerces agissent sur le milieu à titre de complémentarité à la fonction résidentielle tout en s'intégrant à l'environnement et au milieu immédiat.

Particularités :

- Toutes les opérations s'effectuent à l'intérieur du local;
- Aucun entreposage et étalage ne sont permis à l'extérieur du local;
- Les activités ne devront causer aucune pollution de l'air, de l'eau, par le bruit, visuelle ou toutes espèces de pollution perceptibles hors des limites du terrain;
- Les commerces ou services de cette classe ne doivent comporter aucune nuisance pour les résidents étant donné qu'ils s'intègrent au milieu bâti existant;
- Ces commerces s'intègrent au milieu résidentiel par leur volumétrie et par leur fonction;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges à moins qu'un autre aménagement soit autorisé par le présent règlement.

Cette sous-classe d'usages comprend, de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

- Dépanneur;
- Épicerie;
- Boucherie;
- Pâtisserie;
- Magasin de fruits et de légumes
- Buanderie;
- Salon de coiffure.

2° Commerce local (C102)

Ces commerces sont des services et possèdent un caractère local (au niveau de la municipalité).

Habituellement, les services sont complémentaires les uns aux autres et de plus ils s'adressent principalement à la personne. Les biens offerts aux consommateurs sont durables et non durables et les achats se font de façon hebdomadaire ou mensuelle (nourriture et vêtement).

Généralement, l'achat s'effectue par automobile ou par tout autre moyen de transport motorisé.

Particularités :

- Toutes les opérations s'effectuent à l'intérieur du local;
- Aucun entreposage et étalage ne sont permis à l'extérieur du local;
- Les activités ne devront causer aucune pollution de l'air, de l'eau, par le bruit, visuelle ou toutes espèces de pollution perceptibles hors des limites du terrain;
- Les commerces ou services de cette classe doivent comporter aucune nuisance pour les résidents étant donné qu'ils s'intègrent au milieu bâti existant;
- Ces commerces s'intègrent au milieu résidentiel de par leur volumétrie et de par leur fonction;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges à moins qu'un autre aménagement soit autorisé par le présent règlement.

Cette sous-classe d'usages comprend de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

- Plombier;
- Électricien;
- Imprimerie;
- Rembourseur;
- Quincaillerie;
- Magasin de meubles;
- Magasin de vente pour les piscines;
- Magasin de chaussures, vêtements et de variétés;
- Magasins à rayons.

7.2.2.3 Commerce de services professionnels et bureaux (C2)

Ces commerces se distinguent par un type d'établissement commercial où l'on offre des services et traite directement avec le consommateur.

Particularités :

- Toutes les opérations s'effectuent à l'intérieur du local;
- Aucun entreposage et étalage ne sont permis à l'extérieur du local;
- Les activités ne devront causer aucune pollution de l'air, de l'eau, par le bruit, visuelle ou toutes espèces de pollution perceptibles hors des limites du terrain;
- Les commerces ou services de cette classe doivent comporter aucune nuisance pour les résidents étant donné qu'ils s'intègrent au milieu bâti existant;
- Ces commerces s'intègrent au milieu résidentiel par leur volumétrie de par leur fonction;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges à moins qu'un autre aménagement soit autorisé par le présent règlement.

Cette classe d'usage est divisée en sous-classes qui comprennent de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

1° Services financiers (C201)

- Banque;
- Courtage.

2° Services professionnels (C202)

- Bureau d'urbanisme;
- Étude d'avocats et de notaires;
- Bureau de professionnels;
- Bureau de physiothérapie, d'acupuncture, de massothérapie et de chiropratique;
- Clinique médicale et dentaire;
- Agence de voyages;
- Institution de formation spécialisée (notamment une école de conduite, de poterie ou de couture).

3° Bureaux administratifs (C203)

- Bureau d'affaires;
- Organisme;
- Association;
- Entrepreneur général.

7.2.2.4 Commerce semi-industriel (C3)

1° Commerce régional (C301)

Ces commerces ou services répondent généralement aux besoins régionaux.

Occasionnellement, ces commerces font de l'entreposage extérieur. Cependant, la vente au détail constitue la principale activité. Ces commerces ou services peuvent représenter des inconvénients pour le voisinage au point de vue de l'achalandage, de l'esthétique, de la grosseur des structures ou de toutes autres nuisances.

Ces commerces ou services doivent être localisés de façon à causer le moins d'impact négatif possible pour les secteurs résidentiels avoisinants.

Particularités :

- Les activités doivent s'effectuer à l'intérieur du local;
- L'intensité du bruit aux limites du terrain ne doit pas dépasser l'intensité moyenne du bruit normal de la rue;
- Le regroupement d'activités commerciales est permis à grande échelle;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges prescrites par le présent règlement à moins qu'un autre aménagement soit autorisé par le présent règlement.

Cette sous-classe d'usages comprend de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

- Détaillants automobiles neuf et usagés ;
- Services de location d'automobiles et de camions;
- Magasins de plus de neuf cent trente (930) mètres carrés.

2° Commerce de faible nuisance (C302)

Ces commerces font de l'entreposage extérieur à grande échelle. Ils peuvent représenter plusieurs inconvénients pour le voisinage au point de vue de l'achalandage de camions, de l'entreposage, de l'esthétique ou de toutes autres nuisances. Ils doivent obligatoirement se localiser hors des zones résidentielles.

Particularités :

- Les activités peuvent se produire à l'intérieur et/ou à l'extérieur, mais jamais en totalité à l'extérieur;
- Ces commerces doivent clôturer leurs terrains pour camoufler leurs entreposages de la voie publique, selon les dispositions du présent règlement;

- La marchandise entreposée ne doit subir aucune transformation, aucune réparation, ni aucun usinage à l'extérieur du bâtiment.

Cette sous-classe d'usages comprend de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants:

- Entrepreneur en construction;
- Entrepreneur en rénovation;
- Centre de location d'équipement.

3° Commerce de forte nuisance (C303)

Ces commerces font de l'entreposage extérieur à grande échelle. Ils peuvent représenter plusieurs inconvénients pour le voisinage au point de vue de l'achalandage de camions, de l'entreposage, de l'esthétique, du danger pour l'environnement des produits qu'ils utilisent ou de toutes autres nuisances. Ils doivent obligatoirement se localiser hors des zones résidentielles.

Particularités :

- Les activités peuvent se produire à l'intérieur et/ou à l'extérieur, mais jamais en totalité à l'extérieur.
- Ces commerces doivent clôturer leurs terrains pour camoufler leurs entreposages de la voie publique selon les dispositions du présent règlement.
- La marchandise entreposée ne doit subir aucune transformation, aucune réparation, ni aucun usinage à l'extérieur du bâtiment.

Cette sous-classe d'usages comprend de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants:

- Entreprise de transport et de camionnage;
- Services d'entreposage.

4° Commerce de gros (C304)

Ces commerces constituent un palier intermédiaire entre le producteur ou le fabricant et le détaillant. En général, toutes les activités sont produites à l'intérieur du bâtiment. Il peut y avoir de l'entreposage extérieur important.

Particularités :

- Ces commerces peuvent causer des nuisances au voisinage par suite de la nature des produits impliqués;
- De plus, ceux-ci comportent souvent de l'entreposage extérieur important;
- L'intensité du bruit aux limites du terrain ne doit pas dépasser l'intensité moyenne du bruit normal de la rue;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges prescrites par le présent règlement à moins d'indication contraire.

Cette sous-classe d'usages comprend de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

- Commerce de gros de machines, matériaux et fournitures agricoles;
- Commerce de gros de machines, matériaux et fournitures pour l'industrie;
- Services d'entreposage;
- Entreposage de marchandises générales sèches;
- Commerce de gros de machines, matériaux et fournitures pour l'extraction minière;
- Commerce de gros de ferraille et vieux métaux;
- Commerce de gros de rebuts et de matériaux de récupération.

5° Commerce semi-industriel (C305)

Seuls sont de ce groupe les usages commerciaux ayant des exigences similaires à l'industrie. On distingue deux (2) sous-classes:

a) Sans nuisance (C3051)

Les établissements dont l'équipement et l'exercice de la fonction n'entraînent ni fumée, ni éclat de lumière, ni vibration, ni aspect inesthétique et aucun bruit plus intense que l'intensité moyenne du bruit de la rue aux limites du terrain et ne nécessitant aucun entreposage extérieur tels que :

- Les ateliers de poterie, de cuivre, de céramique;
- Les ateliers de peintres, de plâtriers, d'électriciens.

b) Avec nuisance limitée (C3052)

Les établissements commerciaux semi-industriels ne se conformant pas aux exigences du **sous-groupe a)** tels que :

- Les ateliers d'ébénisterie, de sculpture;
- Les ateliers de soudure;
- Les imprimeries;
- Les établissements de vente et d'entreposage de bois et matériaux de construction;
- Les établissements d'entreposage en général;
- Les entreprises de construction, de démolition, d'excavation;
- Les établissements de ventes et d'entreposage de maisons préfabriquées, de machineries lourdes, de piscines;
- Les établissements de vente et de débitage de bois de chauffage ;
- Les entreprises de forage ou sciage de béton sans travaux de forage et de sciage de béton sur le site ;
- Les entreprises d'entreposage d'équipements excluant l'entreposage de la dynamite.

6° Établissement exploitant l'érotisme (C306)

On retrouve dans cette classe les usages commerciaux dont l'incidence et l'achalandage de personnes et de véhicules automobiles sont élevés occasionnant une perte de tranquillité pour les habitations environnantes. De plus, les heures de fermeture de ces usages sont incompatibles avec le secteur résidentiel.

Particularités :

- Les activités doivent s'effectuer à l'intérieur du local;
- Les activités ne peuvent s'effectuer dans un bâtiment servant ou pouvant servir à l'habitation;
- L'intensité du bruit aux limites du terrain ne doit pas dépasser l'intensité moyenne du bruit normal de la rue;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges prescrites par le présent règlement à moins qu'un autre aménagement soit autorisé par le présent règlement.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Établissement offrant des spectacles érotiques;

7.2.2.5 Commerce pétrolier (C4)

Les commerces ou services de cette classe sont reliés directement à l'utilisation d'une automobile. Ils apportent le soutien nécessaire au bon fonctionnement du parc automobile de la municipalité. Ils peuvent causer des inconvénients sur le voisinage, en raison du bruit, de la poussière et de l'achalandage.

Particularités :

- Les activités peuvent se produire à l'intérieur et/ou à l'extérieur, mais jamais en totalité à l'extérieur;
- Cependant, les ateliers de réparations de véhicules motorisés ne doivent en aucun cas entreposer des véhicules à l'extérieur du bâtiment, dans la marge de recul;
- Ils peuvent cependant utiliser la cour latérale pourvu que les véhicules soient camouflés hors de vue des passants par une clôture opaque d'au moins deux (2) mètres de hauteur;
- Cette clôture doit respecter les normes prescrites dans le présent règlement.
- Les commerces ne doivent causer aucun préjudice majeur à l'environnement immédiat, tant du point de vue du bruit, de la pollution de l'air et de la pollution visuelle.
- Les commerces de cette classe ne doivent, en aucun temps, transformer, réparer ou usiner de la marchandise ou des véhicules à l'extérieur du bâtiment.
- Le regroupement contigu ne doit pas excéder trois (3) unités commerciales.

Cette classe d'usages est divisée en sous-classes qui comprennent de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

1° Station-service (C401)

- Station-service, avec ou sans services;
- Station-service, avec ou sans services avec lave-auto;
- Station-service, avec ou sans services avec commerce (restaurant ou dépanneur);

2° Atelier de réparations (C402)

- Ateliers de peinture et de carrosserie;
- Ateliers de réparations générales ou spécialisées;

7.2.2.6 Commerce de récréation (C5)

1° Commerce récréatif (C501)

Ces commerces visent une clientèle régionale. Les activités associées à ces commerces consomment généralement de grandes superficies. Elles engendrent un achalandage véhiculaire important.

Particularités :

- Les activités reliées à ces commerces sont cause d'inconvénients majeurs pour le voisinage, surtout au niveau du bruit;
- Elles sont sous l'égide de l'entreprise privée;
- Elles sont totalement incompatibles avec l'habitation.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Cirques;
- Courses d'automobiles;
- École d'équitation (privée);
- Foire;
- Parcs d'amusement;
- Pistes de courses de chevaux (Hippodrome);
- Pistes d'accélération;
- Courses de motocyclettes;
- Stade, arène, établissement de sports opéré par l'entreprise privée;
- Champs de tir.

2° Récréotourisme de terrain de camping (C502)

Les établissements commerciaux comprenant un ensemble de terrains et de bâtiments communautaires spécialement aménagés, permettant, moyennant paiement, un séjour nocturne à court terme.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Tente;
- Tente-roulotte;
- Roulotte;
- Véhicule récréatif.

4° Récréo-tourisme extérieur extensif (C503)

Les établissements de récréation commerciale extérieure de superficies importantes et utilisées de façon extensive.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Camps de vacance;
- Base de plein air;
- Terrain de golf;
- Centre de ski alpin;
- Centre équestre;
- Pourvoirie;
- Terrain de tir (sauf pour armes à feu).

5° Récréo-tourisme extérieur intensif (C504)

Les établissements de récréation commerciale extérieure de superficies réduites et/ou utilisées de façon intensive.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Location d'embarcations nautiques non motorisées;
- Mini-golf;
- Glissades.

6° Récréo-tourisme culturel (C505)

Les commerces offrant des services et des biens de consommation qui contribuent à la mise en marché du produit touristique local et régional.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Les boutiques d'artisanat;
- Les galeries d'art;
- Les restaurants excluant les casse-croûtes et les bars laitiers;
- L'exploitation commerciale des érablières;
- Les boîtes à chanson;
- Les théâtres d'été.

7.2.2.7 Commerce de restauration et d'hôtellerie (C6)

Les établissements spécialement aménagés pour que, moyennant un paiement, les voyageurs y trouvent à loger et/ou à manger avec ou sans vente de boisson sur place.

Cette classe d'usages est divisée en sous-classes qui comprennent de façon non limitative, les types d'établissements commerciaux suivants :

1° Commerce de divertissement (C601)

Généralités

On retrouve dans cette classe les usages commerciaux dont l'incidence et l'achalandage de personnes et de véhicules automobiles sont élevés, occasionnant une perte de tranquillité pour les habitations environnantes. De plus, les heures de fermeture de ces usages sont incompatibles avec les secteurs résidentiels.

Particularités :

- Les activités doivent s'effectuer à l'intérieur du local;
- L'intensité du bruit aux limites du terrain ne doit pas dépasser l'intensité moyenne du bruit normal de la rue;
- L'aménagement paysager est obligatoire dans toutes les marges prescrites par le présent règlement à moins qu'un autre aménagement soit autorisé par le présent règlement.

Les types d'établissements commerciaux suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Bars salons;
- Boîtes de nuit;
- Brasseries;
- Cabarets;
- Discothèques;
- Pubs;
- Tavernes.

2° Restauration (C602)

- Brasserie;
- Restaurant;
- Casse-croûte;
- Bar laitier.

3° Hébergement léger (C603)

- Les auberges;
- Les gîtes du passant;
- Les tables champêtres ;

4° Hébergement (C604)

- Les entreprises hôtelière de faible capacité (moins de 50 unités) ;
- Les centres de thérapie ;
- Les copropriétés hôtelières de moins de 50 unités;
- Et autres établissements similaires servant aux mêmes fins.

7.2.3 Le groupe industriel (I)

7.2.3.1 Classes d'usage

Le groupe industriel comprend les classes d'usage suivantes :

- **Industrie légère de nuisances limitées (I1);**
- **Industrie lourde (I2);**
- **Industrie extractive (I3).**

7.2.3.2 Industrie légère de nuisance limitées (I1)

Les établissements industriels dont toutes les opérations sont exercées à l'intérieur d'un bâtiment fermé pour lesquels aucune marchandise, matériaux ou matériel, n'est laissé à l'extérieur du ou des bâtiments qui ne représentent aucun danger d'explosion ou d'incendie et qui ne produisent ni bruit, ni fumée, ni poussière, ni odeur, ni gaz, ni chaleur, ni éclat de lumière, ni vibration, ni aucune autre incommodité de quelque nature, perceptible aux limites du terrain où ils se trouvent situés.

Les types d'établissements industriels suivants sont de cette classe, de façon non limitative :

- Les industries du vêtement;
- Les industries d'appareils électroménagers;
- Les industries du verre;
- Les industries de fourniture et de matériel électronique;
- Les industries de fournitures et matériel de bureau;
- Les industries de fournitures et matériel de sport;
- Les industries d'instruments et d'accessoires de musique.

7.2.3.3 Industrie lourde (I2)

En ce qui concerne le bruit, la fumée, la poussière, les odeurs, les éclats de lumière, la chaleur et les vibrations quelque soit la classe d'industrie, le fardeau de la preuve incombe au demandeur. La Corporation peut exiger que cette preuve soit faite aussi souvent qu'elle le juge à propos. De même, elle peut exiger que les émissions incommodes soient enrayerées au moyen de dispositifs approuvés.

Les types d'établissements industriels suivants sont de cette classe, de façon non limitative :

- Les moulins à scie;
- Les cours d'entreposage et triage du bois;

- Les industries agroalimentaires;
- Les industries du fer et des autres métaux;
- Les industries de produits chimiques;
- Les industries de récupération.
- Les sites de dépôt de neiges usées.

7.2.3.4 Industrie extractive (I3)

Les industries d'extraction, de manutention, de raffinage, de transformation primaire des matériaux naturels extraits du sol ou du sous-sol.

Les types d'établissements industriels suivants sont de cette classe, de façon non limitative :

- Carrière;
- Sablière;
- Gravière;
- Extraction du minerai.

Toute construction ou activité permettant la transformation du matériel extrait sur le même site est considérée comme un usage complémentaire.

7.2.4 Le groupe public et communautaire (P)

7.2.4.1 Classes d'usage

Le groupe public et communautaire comprend les classes d'usage suivantes :

- **Service public de voisinage (P1);**
- **Service public régional (P2);**
- **Communautaire récréatif (P3);**
- **Utilité publique légère (P4);**
- **Utilité publique moyenne (P5);**
- **Utilité publique lourde (P6).**

7.2.4.2 Service public de voisinage (P1)

Les établissements ayant pour fonction de desservir le voisinage tels que:

- Les garderies;
- Les parcs de quartiers;
- Les parcs d'amusement;
- Les espaces verts;
- Les réseaux de randonnée pédestre et motorisée;
- Les accès publics à l'eau.

7.2.4.3 Service public régional (P2)

Les établissements ayant pour fonction de desservir l'ensemble d'une région tels que:

- Les établissements d'enseignement du niveau secondaire et postsecondaire;
- Les hôpitaux;
- Les maisons de retraite, les couvents, les orphelinats, les monastères, les hospices;
- les établissements d'administration et les services gouvernementaux;
- les bibliothèques centrales.

7.2.4.4 Communautaire récréatif (P3)

Les établissements ayant pour fonction d'accueillir et de diriger la clientèle touristique sur des sites d'intérêt naturel tels que :

- Les parcs régionaux;
- Les réseaux de randonnée;
- Les chalets de service;
- Les plages publiques;
- Les parcs de quartiers;
- Les parcs d'amusement;
- Les espaces verts;
- Les réseaux de randonnée pédestre et motorisée;
- Les parcs urbains.

1° Abris naturel(P301)

Bâtiment sommaire destiné à un usage occasionnel et destiné à abriter des personnes

7.2.4.5 Utilité publique légère (P4)

Les établissements ayant pour fonction de desservir l'ensemble de la collectivité tels que :

- Les jardins d'enfants et écoles maternelles;
- Les établissements d'enseignement du niveau élémentaire et secondaire;
- Les centres communautaires;
- Les parcs urbains;
- Les lieux de culte;
- Les bibliothèques;
- Les salons funéraires;
- Résidences pour personnes pré-retraitées ou retraitées;
- Habitation à loyer modique;
- Les cimetières;
- Les édifices gouvernementaux : hôtel de municipalité, caserne de pompiers, bureau de poste;
- Les écoles privées;
- Les centres médicaux;
- Les terminus.

7.2.4.6 Utilité publique moyenne (P5)

Les établissements, équipements et infrastructures ayant pour fonction de desservir l'ensemble de la collectivité tels que :

1° Voirie (P501)

- Garages et ateliers de voirie;
- Établissements de transport public;
- Dépôts et entrepôts gouvernementaux.

2° Hygiène (P502)

- Les réseaux d'aqueduc et d'égout;
- Les stations de pompage;
- Les réservoirs.

7.2.4.7 Utilité publique lourde (P6)

Les établissements, équipements et infrastructures ayant pour fonction de desservir l'ensemble de la collectivité tels que:

1° Transport aérien (P601)

- Aéroports;
- héliports.

2° Gestion des déchets (P602)

- Les stations d'épuration;
- Les sites de traitement des déchets;
- Les dépôts de matériaux secs.

3° Transport d'énergie et communication (P603)

- Lignes de transport et de répartition d'électricité;
- Réseaux de télécommunication.

7.2.5 Le groupe agricole (A)

7.2.5.1 Classes d'usage

Le groupe agricole comprend les classes d'usage suivantes :

- **Service agriculture et pisciculture (A 1);**
- **Service ferme et élevage artisanal (A 2);**
- **Service élevage (A 3).**

7.2.5.2 Agriculture et pisciculture (A 1)

1° Culture (A101)

Les activités agricoles s'apparentant à la culture et à la vente de ce qu'elles produisent ainsi que la vente en détail d'accessoires qui y sont reliés. Cependant, la vente des accessoires complémentaires ne doit jamais représenter plus de vingt pourcent (20%) du chiffre d'affaires de l'activité principale de l'entreprise agricole. Ces activités sont et ce, d'une manière non limitative, les suivantes :

- Champignonnière;
- Culture de gazon;
- Fermes expérimentales et d'institution;
- Fermes fruitières et maraîchères;
- Floriculture;
- Culture en serre;
- Fermes de grandes cultures spécialisées et mixtes.

2° Les établissements piscicoles (A102)

- La pêche à l'étang.

7.2.5.3 Fermette et élevage artisanal (A2)

La classe fermette et élevage artisanal comprend les ensembles composés d'une habitation unifamiliale isolée et d'au moins un bâtiment accessoire servant à l'entreposage de machinerie et de produits agricoles ou à l'élevage non commercial d'animaux.

7.2.5.4 Élevage (A3)

1° Élevage avec faible nuisance (A301)

- L'épandage de fumiers solides;
- Les élevages laitiers;
- Le bœuf;
- Les chevaux;
- Les moutons;
- Le dindon de grille dont l'élevage se fait sur litière sèche;
- Le poulet dont l'élevage se fait sur litière sèche;
- Les pensions pour chevaux;
- Les élevages de porcs sur litière sèche.

2° Élevage avec forte nuisance (A302)

- Les épandages de fumiers liquides;
- Les dindonniers;
- Les visonnières;
- Les engraisements de porc;
- Les maternités porcines;
- Les élevages de sangliers;

- Les chenils;
- Garde et activités de chiens de traîneau.

7.2.6 Le groupe forestier (F)

7.2.6.1 Classes d'usage

Le groupe forestier comprend les classes d'usage suivantes :

- **Exploitation commerciale (F1);**
- **Utilisation non commerciale (F2);**
- **Exploitation des érablières (F3).**

7.2.6.2 Exploitation commerciale (F1)

- La coupe à blanc (par bande ou par trouée);
- La coupe sélective;
- Les opérations d'empilement, de transport et d'entretien;
- Les éclaircies jardinatoires et d'entretien;
- Le reboisement;
- La coupe d'assainissement.

7.2.6.3 Utilisation non commerciale (F2)

- La coupe d'assainissement;
- La cueillette à la tige.

7.2.6.4 Exploitation des Érablières (F3)

- La cueillette de l'eau d'érable et la production des produits de l'érable;
- L'exploitation commerciale des érablières avec salle de réception;
- Sylviculture incluant les érablières commerciales avec ou sans salles de réception;
- Arboriculture (Pépinière).

7.2.7 Le groupe conservation (CN)

7.2.7.1 Classes d'usage

Le groupe conservation comprend la classe d'usage suivante :

- **Conservation**

7.2.7.2 Conservation (CN)

1° Conservation (CN01)

Cette sous-classe se distingue par un territoire généralement public comprenant une unité paysagère fragile de par ses pentes et ses sols contraignants limitant l'accessibilité

au territoire, mais pouvant offrir un potentiel pour certaines activités récréatives et d'étude de la nature.

Les types d'activités suivants sont de cette sous-classe, de façon limitative :

- Réserve faunique;
- Poste d'observation;
- Étude de la nature;
- Pistes de ski de fond;
- Raquette;
- Sentiers de randonnées ;
- Boisés ;
- Sentiers écologiques.

2° Conservation (CN02)

Cette sous-classe se distingue par un territoire comprenant une unité paysagère intéressante pouvant constituer une réserve en vue d'une expansion future de la municipalité. Cette sous-classe fait une place aux activités de détente qui nécessitent de grandes étendues naturelles.

Les types d'activités suivants sont de cette sous-classe, de façon non limitative :

- Base de plein air;
- Pourvoyeurs de chasse et de pêche;
- Camps de vacances;
- Camping;
- Camps naturistes;
- Centres de glissade d'eau;
- Centres de ski de randonnée;
- Centres de tir (au pigeon d'argile, à l'arc, etc.);
- Clubs de curling;
- Écoles de voile;
- Golfs;

7.3 Grille des usages et normes

La grille des usages et normes présentée en annexe à la réglementation d'urbanisme fait partie intégrante du présent règlement de zonage et prévoit les usages et normes applicables pour chacune des zones en plus de toute autre disposition du présent règlement, sauf les dispositions contraires autorisées.

La grille des usages et normes s'interprète suivant les variantes d'aménagement permises dans une zone déterminée.

7.3.1 Groupe d'usages

Un point vis-à-vis un ou des usages, indique que ces usages sont permis dans cette zone en tant qu'usage principal, sous réserve des usages spécifiquement permis et des usages spécifiquement exclus.

7.3.1.1 Les dispositions spécifiques

Le numéro d'un article ou un numéro de renvoi à la case «note» inscrit dans la case « usage spécifiquement prohibés » de la grille des usages et normes indique spécifiquement que l'usage correspondant est précisément exclu pour la zone.

De même, tout numéro d'article ou un numéro de renvoi à la case «note» inscrit dans la case « usage spécifiquement autorisées » indique que l'usage correspondant est spécifiquement permis en plus des usages des autres classes d'usages permis pour cette zone à la grille des usages et normes.

L'autorisation d'un usage spécifique, exclut tout les autres usages de la catégorie générique le comprenant.

7.3.1.2 Usages complémentaires

Le numéro d'un article ou un numéro de renvoi à la case «note» inscrit dans la case « usages complémentaire autorisés » de la grille des usages et normes indique spécifiquement que l'usage correspondant est permis à titre d'usage complémentaire à un usage principale aussi permis dans la zone.

7.3.2 Normes du bâtiment principales

7.3.2.1 Marges

Sont indiquées à la grille spécifications, pour chaque zone, les normes d'implantation du bâtiment principal :

- la marge avant minimum en mètres
- les marges latérales minimales en mètres
- la marge arrière minimum en mètres.

7.3.2.2. Bâtiments (largeur minimale des murs, hauteur, superficie d'implantation)

Sont indiquées à la grille spécifications, pour chaque zone, les normes de construction suivantes :

- la largeur minimum de la façade du bâtiment principal en mètres incluant, s'il y a lieu, la largeur du garage attenant au bâtiment principal ;
- la largeur minimum des murs latéraux du bâtiment principal en mètres incluant, s'il y a lieu, la profondeur du garage attenant au bâtiment principal ;
- la hauteur maximum en nombre d'étages et/ou en mètres;
- les superficies minimum et maximum du bâtiment au sol en mètres carrés selon le nombre d'étage;

7.3.2.3 Densité d'habitation (Logement/hectare)

Une densité maximale exprimée en nombre de logement à l'hectare est spécifiée à la grille. À moins d'indication contraire à la grille ou au texte, il s'agit d'une densité brute maximale.

Lorsqu'un chiffre entre parenthèses apparaît à la case «Logement / Hectare», il renvoie à une explication ou une prescription à la case «Notes».

7.3.2.4 Coefficient d'emprise au sol

Sauf disposition spéciale, à l'exception des espaces de stationnement, des allées véhiculaires et des bâtiments accessoires, un bâtiment principal ne doit pas excéder le coefficient d'emprise au sol prévu à chacune des zones et indiqué à la grille des spécification.

7.3.2.5 Types de structure

Est indiquée à la grille des usages et normes, pour chaque zone, la structure que prennent les bâtiments principaux :

- isolée;
- jumelée
- contiguë.

7.3.3 Lot

Sont indiquées à la grille des usages et normes, pour chaque zone, les normes de lotissement particulières suivantes :

- la superficie minimale de l'emplacement en mètres carrés
- la profondeur minimale de l'emplacement en mètres;
- la largeur minimale mesurée sur la partie de la ligne avant de l'emplacement

Lorsqu'un chiffre entre parenthèses apparaît à l'une des cases relatives à la superficie ou aux dimensions des terrains, il renvoie à un numéro d'article, une explication ou une prescription à la case «Notes»

7.3.4 Divers

7.3.4.1 Espace naturel

Est indiqué à la grille des usages et normes le pourcentage de la superficie d'un emplacement qui doit être préservé à l'état naturel selon les dispositions du présent règlement.

Lorsqu'un chiffre entre parenthèses apparaît à la case «Espace naturel», il renvoie à un numéro d'article, une explication ou une prescription à la case «Notes»

7.3.4.2 Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A)

Un point vis-à-vis un ou des usages, indique que les dispositions relatives au règlement de Plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A) no. 582, s'applique à la zone.

7.3.4.3 Projet d'aménagement d'ensemble (P.A.E)

Un point vis-à-vis un ou des usages, indique que les dispositions relatives à un Projet d'aménagement d'ensemble (P.A.E), s'applique à la zone.

7.3.4.4 Projet intégré d'habitation (P.I.H)

Un point vis-à-vis un ou des usages, indique que cette usage peut faire l'objet d'un projeté intégré d'habitation (P.I.H).

7.3.5 Notes

Une notes peut être indiquée dans la section « Notes » , pour faciliter la référence à une norme particulièrement applicable dans une zone, ou s'il y a lieu, correspond à l'article du règlement qui doit s'appliquer.

Lorsqu'un chiffre entre parenthèses apparaît à la grille des usages et normes, il renvoie à une explication ou une prescription à la case «Notes »

7.3.6 Amendements

L'item amendement permet de prendre note et de rappeler qu'un amendement quelconque a été adopté par le Conseil concernant la zone considérée.

SECTION 8 USAGES

8.1 Normes générales (L.A.U., art. 113, 3°)

Les usages permis sont indiqués aux dispositions applicables à chaque zone inscrites à la GRILLE DES USAGES ET NORMES ET AU PLAN DE ZONAGE et tous les usages qui ne sont pas expressément permis sont interdits. Sauf exception indiquée au présent règlement, un seul bâtiment principal est permis par terrain.

Il appartient au requérant de faire la preuve que l'usage demandé satisfait aux conditions d'éligibilité de l'occupation visée.

8.2 Usages permis dans toutes les zones

Les usages suivants sont autorisés dans toutes les zones :

- les logements accessoires sont permis pour le groupe d'usage habitation (H1, H2, H3) à l'exception de celles qui sont situées dans des zones industrielles (art. 7.2.1.1) ;
- les usages service public de voisinage (P 1) (art. 7.2.4.2);
- les usages Hygiène (P502) (art. 7.2.4.6);
- les usages transport d'énergie et communication (P603) (art. 7.2.4.7) ;
- les usages complémentaires de service dans les bâtiments résidentiels (art. 8.4.1).

8.3 Usages provisoires

8.3.1 Dispositions générales

Sont considérés comme des usages provisoires, tous usages autorisés pour une période de temps préétablie et pour lesquels un certificat d'autorisation doit être émis à cet effet. Un usage provisoire est réputé illégal à la fin de l'expiration du délai fixé ou lorsque toutes les activités de l'usage provisoire sont interrompues définitivement avant la date fixée. La notion de droits acquis ne s'applique pas à l'usage concerné par le certificat d'autorisation. Par nature, un usage provisoire peut ne pas être conforme à toutes les dispositions du présent règlement. Toutefois, les prescriptions applicables doivent être observées intégralement.

Pour prendre et conserver un caractère provisoire, un usage ne doit pas donner lieu à la construction, l'aménagement ou le maintien en place d'installations permanentes sur l'emplacement ou dans le bâtiment sur lequel et/ou dans lequel l'événement est autorisé exceptionnellement.

8.3.2 Usages provisoires autorisés

À titre indicatif, peuvent être considérés comme usages provisoires les usages suivants :

- 1) les roulottes de chantier de construction servant pour les réunions et le remisage d'outils et documents nécessaires à la construction. Elles doivent être installées à au moins deux (2) m des lignes de l'emplacement ;

Toutefois, ces bâtiments doivent être démolis ou déménagés dans les trente (30) jours suivant la fin des travaux;

- 2) les constructions temporaires destinées à la tenue d'assemblées publiques ou d'exposition dont la durée n'excède pas trente (30) jours;
- 3) l'utilisation d'une habitation comme maison modèle et bureau de location ou vente à l'intérieur d'un projet de développement résidentiel;
- 4) les bâtiments préfabriqués et transportables, d'une superficie moindre que vingt (20) m² utilisés pour la vente ou la location immobilière sur les lieux d'une nouvelle construction ou d'un projet de développement immobilier pour une période n'excédant pas deux (2) ans;
- 5) la vente d'arbres de Noël durant une période n'excédant pas trente (30) jours ;
- 6) les cirques, carnivals, festivals, foires, kermesses, vente-bénéfice et vente-trottoir ou autres événements comparables pour une période n'excédant pas trente (30) jours.
- 7) les ventes de garage pour un usage résidentiel d'une durée maximale de trois (3) jours consécutifs entre huit heures (8h) et vingt heures (20h) et selon une fréquence maximale de deux (2) fois par année par emplacement, une (1) seule enseigne d'une superficie maximale de trois mètres carrés (3 m²) pouvant être installée sur l'emplacement au plus tôt quatre (4) jours avant le début de la vente;
- 8) les spectacles de plein-air ou événements sportifs.
- 9) l'utilisation d'équipement de camping, tel les roulottes, tentes-roulottes, motorisé, et tentes est autorisé sur l'ensemble du territoire de la Municipalité lors de festivals se tenant dans les endroits publics, et ce, pour la durée du festival, incluant la journée qui précède son début et celle qui suit sa fin.

Dans tous les cas d'utilisation d'équipement de camping, des installations sanitaires autonomes à l'équipement de camping, de résidences situées à proximité ou autres installations temporaires telles toilettes mobiles devront être disponible pour les utilisateurs des équipements de camping.

Tous les usages provisoires non énumérés et comparables à ceux mentionnés précédemment sont permis dans le délai prescrit pour l'usage provisoire comparable. Il appartient au requérant de faire la preuve que l'usage provisoire projeté rencontre les conditions d'éligibilité

8.3.3 Dispositions particulières

Les commerces temporaires, les comptoirs extérieurs, les marchés aux puces et les terrasses commerciales ne sont pas considérés comme des usages provisoires.

Sauf spécification contraire, un certificat d'autorisation pour un usage provisoire ne peut être émis pour une période de temps excédant trois (3) mois pour un même usage, sur un même emplacement, pour plus de deux (2) fois au cours d'une même année de calendrier, que cette durée soit continue ou intermittente.

8.4 Usages complémentaires à l'habitation

8.4.1 Usages complémentaires de service dans les bâtiments résidentiels

Les usages complémentaires de service sont permis aux conditions suivantes :

- 1) un (1) seul usage complémentaire de service est permis par unité de logement,
- 2) lorsque l'usage complémentaire est exercé dans un bureau ou un atelier, moins de trente (30 %) pour cent de la superficie d'un logement peut servir à cet usage;
- 3) lorsque l'usage complémentaire est une garderie de jour, un service de garde ou une famille et résidence d'accueil, toute la superficie d'un logement peut servir à cet usage;
- 4) l'usage doit être exercé par l'occupant de l'usage principal;
- 5) aucun produit provenant de l'extérieur de l'habitation n'est offert ou vendu sur place, sauf les produits reliés à l'activité exercée;
- 6) aucun étalage n'est visible de l'extérieur et aucun étalage extérieur n'est permis sauf selon la disposition prévue à la grille des usages et normes;
- 7) aucune modification du caractère résidentiel de l'architecture du bâtiment principal ou accessoire ne doit être visible de l'extérieur;
- 8) en plus, l'usage complémentaire de service peut être exercé à l'intérieur d'un bâtiment accessoire, sans toutefois occuper plus de soixante-cinq (65) m²;
- 9) l'usage complémentaire doit être exercé à l'intérieur du bâtiment et ne donner lieu à aucun entreposage extérieur sauf selon disposition prévue à la grille des usages et normes;
- 10) l'usage ne comporte pas l'utilisation de camion d'une masse nette de plus de deux mille cinq cents (2500) kg ;
- 11) aucune case de stationnement supplémentaire n'est exigée pour l'usage complémentaire de service;
- 12) aucune case de stationnement supplémentaire ne doit être située dans la cour avant;

13) toutes les autres prescriptions du présent règlement qui s'appliquent doivent être respectées.

À titre indicatif, font partie des usages complémentaires de service, les activités ou occupations suivantes exercées principalement par l'occupant du logement et celles qui s'inscrivent dans le cadre des normes et critères établis :

- les garderies de jour;
- service de garde en milieu familial;
- service de garde fourni par une personne qui détient un permis permettant un centre d'accueil appartenant à la classe de centre de garderie, délivré par le ministère de la Santé et des Services sociaux avant le 29 novembre 1979;
- famille et résidence d'accueil avec copie certifiée de l'entente avec un établissement public relié à la Santé et aux Services sociaux;
- les professionnels (urbaniste, avocat, notaire, dentiste...);
- les agents d'affaires (courtier d'assurance, agent d'immeubles...);
- les cours privés (arts, musique, cuisine, rattrapage scolaire, etc.);
- les bureaux privés d'entrepreneurs;
- les métiers d'arts ou d'artisanat;
- les services personnels sur place (coiffeuse, barbier, manucure, esthéticienne, couturière, tailleur...);
- les ateliers de réparation de petits appareils domestiques;
- dessinateur; • studio de photographie.

8.4.2 Usage complémentaire artisanal léger sur les emplacements résidentiels

Dans les zones où il est permis, l'usage complémentaire artisanal léger est permis aux conditions suivantes :

- 1) l'usage complémentaire artisanal léger ne peut être complémentaire qu'à l'usage habitation unifamiliale isolée ou maison mobile;
- 2) si l'usage complémentaire artisanal léger est exercé à l'extérieur d'un bâtiment principal, il n'est exercé que dans un seul bâtiment accessoire;
- 3) l'usage complémentaire artisanal léger peut être exercé dans un bâtiment accessoire dont la superficie n'excède pas cent (100) m²;
- 4) si l'usage complémentaire artisanal léger est exercé à l'intérieur d'un bâtiment principal, cet usage peut occuper au maximum trente (30 %) pour cent de la superficie du logement;
- 5) aucune case de stationnement supplémentaire n'est exigée pour l'usage complémentaire de service;
- 6) aucune case de stationnement supplémentaire ne doit être située dans la cour avant;
- 7) aucun produit n'est vendu sur place sauf les produits reliés à l'activité exercée;

- 8) aucun entreposage extérieur n'est autorisé sauf en cour arrière, sur une superficie maximum d'entreposage de cinquante cinq (55) m² et à condition d'être entouré d'une clôture opaque et d'une haie dense sur la face extérieure de la clôture;
- 9) aucun étalage extérieur n'est permis sauf un comptoir extérieur de vente;
- 10) toutes les autres prescriptions du présent règlement qui s'appliquent doivent être respectées.

À titre indicatif, font partie des usages complémentaires artisanaux légers, les activités ou occupations suivantes exercées principalement par l'occupant du logement et celles qui s'inscrivent dans le cadre des normes et critères établis, à moins d'indication contraire à la grille des usages et normes :

a) Les services commerciaux et industriels :

- atelier de menuiserie
- atelier de plomberie
- atelier de plâtrier
- entrepreneur général en construction
- entrepreneur artisan
- atelier d'électricien
- atelier de rembourrage
- production et vente de bois de chauffage

b) Les ateliers d'artisans exerçant un métier d'art :

- sculpteur
- peintre
- céramiste
- tisserand
- ébéniste

c) Fabrication sur place :

- boulangerie
- pâtisserie
- traiteur
- Cabane à sucre artisanale (voir les normes applicables prévues à la section 15 du présent règlement)

8.4.3 Logement accessoire

En lien avec l'article **8.2**, l'aménagement d'un logement accessoire dans un bâtiment résidentiel ou à l'étage d'un garage isolé est permis aux conditions suivantes :

- 1) un seul logement est permis et ce logement doit occuper une superficie maximale cinquante mètres carrés (50 m²) mesurée à partir de la paroi intérieure

des murs du logement; toutefois, dans le cas où les usages h1 et h2 sont permis dans la zone, la superficie maximale prescrite est de cent mètres carrés (100m²);

- 2) le logement doit être pourvu d'au moins une entrée indépendante et distincte, laquelle doit être localisée sur un mur latéral ou le mur arrière;
- 3) aucune case de stationnement supplémentaire n'est exigée pour un logement accessoire;
- 4) toutes les autres prescriptions et normes des présents règlements s'appliquant doivent être respectées.

8.4.4 Location en court séjour

La location d'une résidence principale ou secondaire pour un court séjour (une journée et plus) est permise sur l'ensemble du territoire. Cette activité n'autorise aucun affichage permanent sur le terrain ou le bâtiment.

8.4.5 Location de chambre dans des habitations

Sauf disposition contraire à la grille des usages et normes, la location d'au plus cinq (5) chambres dans une habitation, entre autres les résidences privées d'hébergement, est permise sur l'ensemble du territoire, le tout sujet aux normes suivantes• ces chambres doivent faire partie intégrante du logement;

- les équipements de cuisine sont prohibés à l'intérieur de ces chambres;
- aucune case de stationnement supplémentaire n'est exigée;
- aucune case de stationnement supplémentaire ne doit être située dans la cour avant.

8.5 Mixité d'usages

8.5.1 Logements dans les bâtiments commerciaux

Dans les zones U, l'aménagement de logements dans les bâtiments commerciaux est autorisé aux conditions suivantes :

- 1) le logement doit posséder une entrée distincte du commerce; toutefois un accès du logement au commerce est permis;
- 2) les logements ne sont permis qu'aux étages des bâtiments commerciaux ou au rez-de-chaussée en autant que la largeur de la façade commerciale au rez-de-chaussée donnant sur la rue ne soit réduite;
- 3) un logement ne peut jamais être aménagé au-dessous d'un établissement commercial;
- 4) toutes les autres prescriptions du présent règlement s'appliquant doivent être respectées.

8.5.2 Plusieurs commerces dans un bâtiment commercial

Un bâtiment dont l'usage principal est commercial peut comporter plus d'un local à usage commercial sans dépasser quatre (4) locaux commerciaux. Seuls les usages commerciaux permis dans la zone peuvent y être autorisés. Toutes les autres prescriptions du présent règlement s'appliquant doivent être respectées.

Les usages de la catégorie "services professionnels et bureaux" (C2) ne sont pas comptabilisés dans le nombre de locaux commerciaux.

8.6 Roulotte, remorque de camping, caravane motorisée et tente

Les roulottes et les tentes doivent être implantées à l'intérieur des limites d'un terrain de camping.

8.6.1 Occupation d'une roulotte à l'extérieur d'un terrain de camping¹

L'occupation d'une roulotte ou d'une tente sur un terrain résidentiel construit est autorisée sur l'ensemble du territoire municipal à l'extérieur des limites d'un terrain de camping pourvu que les conditions suivantes soient respectées :

- L'occupation de la roulotte ou de la tente s'effectue entre le 1er mai et le 31 octobre de la même année ;
- La roulotte ou la tente est occupée un maximum de 14 jours dans cette période;
- Les occupants de la roulotte ou de la tente bénéficient des installations de la résidence en place (installations sanitaires, bacs à ordures et recyclage, etc.).
- L'occupant de la roulotte ou de la tente a obtenu un certificat d'autorisation de la Municipalité.

Dispositions d'exception :

L'occupation d'une roulotte, à l'exception d'une tente-roulotte, est autorisée sur un terrain résidentiel en construction durant la construction du bâtiment principal aux conditions suivantes² :

- Que le propriétaire ait obtenu tous les permis requis pour la construction d'un nouveau bâtiment principal, soit :
 - Installation septique
 - Captage d'eau souterraine ou prise d'eau au lac
 - Construction d'un bâtiment principal
- L'occupation est permise pour une période maximale de 180 jours calculée à partir du moment de l'installation de la roulotte sur l'emplacement ;

¹ MRC DES LAURENTIDES (juin 2000) Schéma d'aménagement révisé, Document complémentaire, article 41 – 2^o

² MRC DES LAURENTIDES (juin 2000) Schéma d'aménagement révisé, Document complémentaire, article 41 – 3^o

- Que l'installation septique soit mise en place avant tous autres travaux et que la roulotte soit raccordée à l'installation septique.

8.6.2 Entreposage d'une roulotte sur un terrain résidentiel disposant d'un bâtiment principal

L'entreposage d'une embarcation ou d'une roulotte est permis dans les marges latérales et arrière ainsi qu'à l'extérieur de la bande de protection riveraine sur un terrain résidentiel disposant d'un bâtiment principal.

Aucun entreposage n'est autorisé dans les cours avant du bâtiment principal.

En tout temps, une roulotte ne peut être considérée au sens du présent règlement comme un logement permanent ou une maison mobile.

8.7 Commerces temporaires

8.7.1 Règles générales

L'article **9.3.3** du présent règlement s'applique s'il y a lieu, à la vente extérieure de produits provenant de commerces temporaires.

8.7.2 Endroit autorisé

Les commerces temporaires doivent opérer à l'intérieur d'un local commercial où l'usage est autorisé. Les roulottes, maisons mobiles, tentes, chapiteaux, abris d'autos et autres installations temporaires ainsi que les bâtiments accessoires ne peuvent être utilisés comme local aux fins d'un commerce temporaire.

8.7.3 Obligation d'obtenir un certificat d'autorisation

Toute personne morale ou physique désirant exploiter un commerce temporaire doit obtenir un Certificat d'autorisation pour commerces temporaires de la Municipalité en remplissant une demande à cet effet.

8.7.4 Validité du certificat d'autorisation

Les commerces temporaires ne peuvent opérer pour une période supérieure à trente (30) jours, au-delà de laquelle l'occupant doit retirer toute marchandise et tout équipement des lieux.

8.7.5 Renouvellement du certificat d'autorisation

Le commerçant désirant poursuivre son activité commerciale temporaire peut renouveler son certificat d'autorisation une (1) seule fois par année de calendrier. Il devra, au préalable, présenter une nouvelle demande de certificat d'autorisation pour commerce temporaire et payer les frais d'émission relatifs au renouvellement du certificat d'autorisation pour commerces temporaires.

8.7.6 Affichage du certificat d'autorisation

L'occupant doit afficher le Certificat d'autorisation dans un lieu visible du local ou de l'emplacement.

8.7.7 Enseignes

Les enseignes annonçant un commerce temporaire doivent respecter les dispositions du présent règlement relatives aux enseignes applicables.

Les enseignes annonçant un commerce temporaire doivent être enlevées dès l'expiration du Certificat d'autorisation.

Dans le cas d'un commerce temporaire, il est autorisé de substituer une enseigne rigide par une enseigne ayant la forme de bannière ou banderole, faite de tissu ou autre matériel non rigide, pourvu :

- qu'elle soit non lumineuse;
- qu'elle soit solidement ancrée;
- qu'elle respecte toutes les autres dispositions relatives à l'affichage du présent règlement.

SECTION 9 BÂTIMENTS ET CONSTRUCTIONS

9.1 Bâtiment principal (L.A.U., art. 113, 5°, 5.1 et 6°)

9.1.1 Superficie d'implantation minimale au sol

Sauf disposition spéciale, tout bâtiment principal doit, selon l'usage, respecter la superficie d'implantation minimale indiquée à la grille des usages et normes.

La superficie minimale du bâtiment principal ne comprend pas la superficie de toute annexe au bâtiment principal.

9.1.1.1 Réduction de la superficie minimum

Dans le cas des habitations unifamiliales isolées de deux étages, la superficie minimum du bâtiment au sol peut être réduite à quatre-vingt-cinq (85 %) pour cent de la superficie au sol minimum prescrite à la grille des usages et normes.

9.1.2 Superficie d'implantation maximale

Lorsqu'indiqué à la grille des usages et normes, tout bâtiment principal doit, selon l'usage, respecter la superficie d'implantation au sol.

La superficie maximale du bâtiment principal ne comprend pas la superficie de toute annexe au bâtiment principal.

9.1.3 Coefficient d'emprise au sol

Sauf disposition spéciale, à l'exception des espaces de stationnement, des allées véhiculaires et des bâtiments accessoires, un bâtiment principal ne doit pas excéder le coefficient d'emprise au sol prévu à chacune des zones et indiqué à la grille des spécification.

9.1.4 Largeur

Sauf disposition spéciale, la largeur de tout bâtiment principal, incluant la largeur du garage attenant au bâtiment principal, doit respecter la dimension minimale indiquée à la grille des usages et normes.

9.1.5 Architecture des bâtiments comportant des unités contiguës

Sauf disposition spéciale, aucun bâtiment ne peut comporter plus de trois (3) unités contiguës au sol. La longueur maximum du bâtiment est de trente-six (36) m.

9.1.6 Hauteur maximale en étage

Elle est propre à chaque zone et est indiquée à la grille des usages et normes en annexe.

La hauteur de tout bâtiment principal, mesurée depuis le niveau moyen du sol jusqu'au faite ne peut être inférieure à trois (3) m. La hauteur d'un bâtiment en étages signifie le nombre indiqué des étages au dessus du rez-de-chaussée et comprend celui-ci. Cependant, la présente réglementation ne s'applique pas aux édifices du culte, cheminées, réservoirs élevés, silos, tours d'observation, tours de transport d'électricité, tours et antennes de radiodiffusion et de télédiffusion et aux constructions hors toit occupant moins de dix (10 %) pour cent de la superficie du toit.

9.1.7 Implantation et orientation

Tout bâtiment principal doit être implanté à l'intérieur de l'aire constructible d'un emplacement en respectant les normes contenues à la **section 11** concernant les marges et cours et implanté en fonction de l'orientation générale par rapport aux voies de circulation et par rapport aux bâtiments existants les plus près, ou par rapport aux pentes du terrain ou au panorama lorsqu'il n'y a pas de bâtiments existants à proximité.

9.1.8 Identification de la façade principale

Sauf dans le but d'harmoniser le bâtiment à la topographie du site, les façades d'un bâtiment principal faisant face à la voie de circulation, c'est-à-dire, à la voie publique et privée doivent être des façades principales.

9.1.9 Bâtiments d'utilité publique de petit gabarit

Les normes de construction d'un bâtiment principal édictées aux articles **9.1.1** à **9.1.9** inclusivement du présent règlement, ne s'appliquent pas aux bâtiments d'une superficie de plancher inférieure à trente-huit (38) m² et destinés aux usages « utilité publique ».

9.1.10 Permis de construction sur un terrain rénové par la rénovation cadastrale (L.A.U., art. 117.1, par.2°)

Avant la délivrance d'un permis de construction pour un nouveau bâtiment principal, le propriétaire d'un immeuble dont l'immatriculation à titre de lot distinct n'a pas fait l'objet de la délivrance d'un permis de lotissement en raison du fait qu'elle a résulté de la rénovation cadastrale, doit effectuer une contribution pour fin de parcs, de terrain de jeux ou d'espaces naturels selon les modalités dictées à la section 19 du règlement de lotissement.

(modification 2015, règlement no. 626)

9.2 Bâtiments et constructions accessoires aux usages habitation (L.A.U., art. 113, 5°)

9.2.1 Norme générale

Sauf disposition spéciale, l'implantation des bâtiments accessoires et annexes (garages privés, dépendances ou cabanons) et des usages et constructions complémentaires (piscines, serres privées, tennis etc.) doit respecter les normes de la **section 11** concernant les marges de recul.

Dans tous les cas, il doit y avoir un bâtiment ou un usage principal sur l'emplacement pour pouvoir implanter un bâtiment accessoire ou un usage complémentaire.

L'aire totale maximale permise pour des constructions accessoires est de 10% jusqu'à concurrence de 400 m².

9.2.2 Garage privé et dépendances

Les prescriptions du présent article s'appliquent exclusivement aux emplacements destinés aux usages résidentiels.

- Nombre et dimensions des garages privés. Un seul garage isolé du bâtiment principal et un seul garage attenant ou compris dans le bâtiment principal sont autorisés par bâtiment principal.
- La superficie maximale du garage attenant au bâtiment principal ne peut excéder soixante (60) m² sans jamais excéder soixante-quinze (75 %) pour cent de la superficie de la partie habitable du bâtiment principal. Dans le cas d'un bâtiment comportant trois unités d'habitation et plus, la superficie permise ci-haut peut être augmentée de dix-huit (18) m² par unité d'habitation supplémentaire.
- La hauteur d'un garage attenant au bâtiment principal ne doit pas excéder la hauteur du bâtiment principal.

Toutefois, dans tous les cas, la hauteur d'un garage ne peut être inférieure à deux virgule cinq (2,5) m ni supérieure à neuf (9) m.

9.2.3 Garages jumelés ou abris d'auto jumelés.

Malgré toute disposition de ce règlement, lorsque deux (2) garages ou deux (2) abris d'auto sont jumelés sur des terrains contigus, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- les deux (2) garages ou les deux (2) abris d'auto doivent être érigés en même temps;
- s'ils sont séparés des bâtiments principaux, la distance minimale à ceux-ci est fixée à un (1) mètre;
- s'ils sont rattachés aux bâtiments principaux, ils ne sont autorisés que dans les cas où la grille des usages et normes permet des structures jumelées ou contiguës.

9.2.4 Nombre et dimensions des dépendances

Une seule remise et un seul atelier, un seul abri à bois, un seul kiosque de jardin, un seul sauna, un seul spa et un seul abri pour matériaux inflammable, isolés, par emplacement, sont autorisés. Leur superficie maximale devra être de trente (30) m² chacun et la hauteur des murs latéraux du bâtiment devra être d'au plus 2,5 m. Cette prescription s'applique exclusivement pour des usages de type H1, H2, H3.

Nonobstant ce qui précède, pour l'usage H4 et H5, la superficie du bâtiment accessoire ne doit pas excéder quatre (4) m² par logement ni excéder une superficie totale de 24 m².

Ces dimensions ne s'appliquent pas à une serre privée qui peut occuper un maximum de cinq (5 %) pour cent de la superficie de la cour arrière du terrain.

Dans les zones où l'usage complémentaire artisanal est permis, une seule dépendance par emplacement est autorisée pour cet usage. Sa superficie maximale est de cent (100) m². La hauteur des murs latéraux devra être d'au plus trois (3) m. Lorsqu'il y a une telle dépendance sur l'emplacement, il ne peut y avoir un autre bâtiment accessoire servant d'atelier.

9.2.5 Abri d'auto permanent

Les abris d'autos doivent respecter les prescriptions suivantes :

- un seul abri d'auto est autorisé par emplacement;
- aucune porte ne doit fermer l'entrée; toutefois, il est possible de fermer le périmètre ouvert durant la période allant du 15 octobre d'une année au 15 mai de l'année suivante par des toiles ou des panneaux démontables;
- l'égouttement des toitures devra se faire sur l'emplacement même.

9.2.6 Abri d'auto temporaire (hiver)

Les abris d'autos temporaires sont permis entre le 15 octobre d'une année et le 15 mai de l'année suivante.

- 1) il doit être érigé dans l'allée d'accès au stationnement ou l'allée menant au garage;
- 2) il doit être implanté à une distance minimale de deux (2) m de toute ligne avant du terrain ou de la limite des fossés, si ces fossés sont sur les terrains privés;
- 3) il ne doit pas avoir une superficie supérieure à quarante mètres carrés (40 m²);
- 4) les éléments de la charpente dudit abri doivent être en métal tubulaire démontable;
- 5) seul est accepté comme revêtement, la toile, la toile synthétique ou tout autre revêtement similaire. Ce revêtement doit être de couleur uniforme, sans tache et sans perforation;
- 6) seul un abri de fabrication industrielle est accepté ;
- 7) la structure doit être entièrement démontée en dehors de période permise.

9.2.7 Piscines

Les piscines privées extérieures et leurs constructions et installations accessoires doivent respecter les prescriptions suivantes :

- 1) aucune piscine, y compris ses accessoires, ne peut occuper plus du tiers de la superficie de l'emplacement;
- 2) toute piscine doit être installée ou construite à une distance minimale de 1,5 m des lignes de l'emplacement;
- 3) la distance minimale entre les accessoires au sol de la piscine et toute plateforme est fixée à 1,5 m de la ligne de terrain. Toutefois, toute trottoir ou promenade autour de la piscine doit être à une distance minimale d'un (1) m de toute ligne de terrain;
- 4) en aucun temps la piscine ou ses accessoires au sol ne doivent être situés en deçà de toute ligne de servitude publique;
- 5) la distance minimale entre la paroi d'une piscine et tout mur d'un bâtiment principal, incluant les murs d'une partie d'un bâtiment en porte-à-faux, est de 1,5 m sans être moindre que la profondeur de la piscine au point le plus rapproché du bâtiment;
- 6) une piscine ne doit pas être située sous un fil électrique ou sur une installation septique;
- 7) des trottoirs d'une largeur minimale de un (1) m doivent être construits autour d'une piscine creusée et doivent s'appuyer à la paroi de la piscine sur tout son périmètre. Ces trottoirs doivent être construits de matériaux antidérapants;
- 8) toute piscine doit être entourée d'un mur ou d'une clôture à paroi lisse ou à canevas de broche de 4,5 cm maximum et d'au moins 1,25 m de hauteur. Cette clôture ou mur doit être muni d'une porte se refermant d'elle-même avec une serrure ou un cadenas. Cette clôture ou mur doit être situé à au moins 1,5 m des rebords de la piscine

Toutefois, les parois d'une piscine hors-terre peuvent être considérées comme faisant partie intégrante de cette clôture ou mur. S'il n'y a pas de clôture ou de mur qui entoure la piscine et si la piscine est entourée, en tout ou en partie, d'une promenade adjacente à ses parois, celle-ci doit être entourée d'un garde-corps d'une hauteur minimale de 1,25 m et maximale de 2,0 m calculée du niveau du plancher et la promenade ne doit pas être aménagée de façon à y permettre l'escalade;

- 9) si ce sont les seules parois d'une piscine hors-terre qui constituent la clôture ou le mur, l'échelle donnant accès à cette piscine doit pouvoir être relevée ou enlevée ou l'accès à cette échelle doit pouvoir être empêché lorsque la piscine n'est pas sous surveillance;

- 10) si une promenade surélevée est installée directement en bordure d'une piscine ou d'une partie de celle-ci, l'accès à cette promenade doit pouvoir être empêché lorsque la piscine n'est pas sous surveillance;
- 11) il ne doit pas y avoir une distance supérieure à 5 cm entre le sol et la clôture ou le mur;
- 12) la clôture ou le mur doit être conçu de façon à ce qu'il ne soit pas possible d'y grimper ou de l'escalader;
- 13) aux fins du présent article, un talus, une haie ou une rangée d'arbres ne constituent pas une clôture ou un mur;
- 14) une piscine doit être équipée d'un système de filtration assurant le renouvellement et la filtration de l'eau de manière continue au moins à toutes les douze (12) heures;
- 15) le système de filtration d'une piscine hors-terre doit être situé et installé de façon à ne pas créer de moyen d'escalade donnant accès à la piscine;
- 16) une piscine hors-terre ne doit pas être munie d'une glissoire ou d'un tremplin;
- 17) une trousse de premiers soins, une bouée de sauvetage et une perche devront se trouver proximité de la piscine;
- 18) aucun système d'évacuation d'une piscine ne doit être raccordé directement au réseau municipal.

9.2.8 Spa

Les spas privées extérieures et leurs constructions et installations accessoires doivent respecter les prescriptions suivantes :

- 1) ne doit pas être situé sous un fil d'alimentation électrique.
- 2) Un seul spa extérieur est autorisé par terrain;
- 3) Tout spa extérieur peut inclure un couvercle rigide muni d'un mécanisme de verrouillage le tenant solidement fermé et recouvrant entièrement celui-ci lorsque non utilisé;
- 4) Tout spa n'étant pas muni d'un couvercle prescrit au point précédent, doit être clôturé conformément aux dispositions prévues à l'article **9.2.7** ou se situer à l'intérieur d'un bâtiment dont l'accès est contrôlé par un mécanisme de verrouillage.

9.2.9 - Quai

Un quai constitue une construction accessoire. Il doit y avoir un bâtiment ou un usage principal sur l'emplacement pour y aménager une construction accessoire.

La construction ou la modification d'un quai privé nécessite un permis de construction et est assujettie aux dispositions suivantes :

1. Tous les travaux, y compris les travaux de re-végétalisation de la rive affectés par l'installation d'un tel ouvrage, doivent être complétés dans un délai maximal de douze (12) mois suivant l'émission du permis.
2. Un seul quai par propriété est autorisé. Il doit être construit sur pilotis ou fabriqué d'une plate-forme flottante.
3. Le quai doit être localisé de manière à respecter une distance minimale de 5 mètres des lignes de propriété, y compris le prolongement de ces lignes de propriété en direction du plan d'eau. Cette localisation doit se faire sans nuire aux propriétaires riverains. Tout quai qui ne peut respecter la marge latérale minimale est prohibé.
4. La superficie maximale d'un quai est de 20 mètres carrés. Cette superficie maximale n'inclut pas la passerelle permettant d'accéder au quai. Au-delà de 20 mètres carrés, une autorisation d'occupation du domaine hydrique de l'État conformément à la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c.R.-13, a.2 et 2.1) est obligatoire.
5. Seuls les matériaux ne présentant aucun risque pour l'environnement sont autorisés. Le bois traité sous pression à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC) est notamment interdit.
6. Un quai flottant doit permettre la circulation de l'eau de surface sur au moins 50 % de la longueur du quai. Un quai sur pilotis doit être aménagé de façon à ce que seuls les pilotis empêchent la libre circulation de l'eau, même en surface.
7. Les hangars, remises et abris à bateaux sont prohibés sur la rive et le littoral.
8. L'entretien et la réparation des structures doivent se faire en milieu terrestre afin d'empêcher la perte ou le largage de contaminants dans le plan d'eau.

9.3 Constructions accessoires aux usages autres qu'habitation et production agricoles

9.3.1 Règle générale

Les constructions accessoires sont permises dans toutes les cours arrière et latérales à moins d'indication contraire.

L'aire totale maximale permise pour des constructions accessoires est de 15% jusqu'à concurrence de 600 m².

9.3.2 Café-terrasses

L'installation de café-terrasses, à des fins d'usage complémentaire à un usage commercial (débit de boisson et restaurant), doit répondre aux conditions suivantes :

- 1) Peut être localisé dans les marges de recul avant, latérales et arrière d'un bâtiment principal;
- 2) Doit être situé à une distance d'au moins trois (3 m) de toutes lignes d'un emplacement utilisé ou destiné exclusivement à des fins résidentielles;
- 3) dans le cas des emplacements d'angle, la localisation d'un café-terrasse ou d'une partie de celui-ci est interdite dans le triangle de visibilité, sauf en zones U;
- 4) le café-terrasse doit être accessible de l'intérieur de l'établissement.
- 5) le périmètre du café-terrasse peut être clôturé ou bordé d'une haie ou de plantations de type arbustif sur tous ses côtés sauf aux endroits donnant accès à celui-ci. Si elle est utilisée, la clôture doit être faite de matériaux résistants et solidement fixée au plancher. L'emploi de broche, fil, corde, chaîne ou filet est interdit;
- 6) un comptoir de vente de boissons alcoolisées ou non et les équipements de bar peuvent être installés dans le prolongement de l'un des murs extérieurs de l'établissement;
- 7) lors de la construction de la plate-forme du café-terrasse, les arbres existants doivent être conservés et intégrés à l'aménagement de l'ensemble;
- 8) la terrasse doit être suffisamment éclairée afin d'assurer la sécurité des lieux et des personnes. Toutefois, aucun éclat de lumière ne doit être projeté hors de l'emplacement;
- 9) lors de la cessation des activités de la terrasse, l'ameublement, l'auvent et le comptoir de vente doivent être démontés et placés à l'intérieur d'un bâtiment jusqu'à la date de reprise des activités;
- 10) un auvent constitué de tissus et supporté par des poteaux peut être installé au-dessus de l'aire couverte par la terrasse. Les couleurs de l'auvent doivent s'agencer avec celles du bâtiment principal ;
- 11) Une terrasse commerciale peut comporter un toit permanent et fermé sur ses côtés par de la toile et/ou du tissu aux conditions suivantes :
 - la terrasse et son recouvrement doivent être rattachés au bâtiment principal;
 - la terrasse doit respecter les marges minimales prévues à la grille des usages et normes;
 - des ouvertures permettant le passage de l'air doivent être prévues (moustiquaires ou autre);
 - toute toile et/ou tissu utilisé doit être traité avec un produit ignifuge
- 12) toutes les autres prescriptions du présent règlement qui s'appliquent doivent être respectées.

9.3.3 Chapiteau

L'utilisation d'un chapiteau comme construction accessoire temporaire est autorisée entre le 15 avril et 15 novembre de la même année, pour une période n'excédant pas deux (2) semaines consécutives, une seule fois par année.

9.3.4 Entrepôt

Malgré toute indication contraire, un entrepôt peut être attenant à un bâtiment principal pourvu que :

- 1) l'entrepôt respecte les marges édictées pour le bâtiment principal à la grille des usages et normes;
- 2) le revêtement des murs de l'entrepôt soit le même qu'un des revêtements utilisés sur le bâtiment principal;
- 3) les fondations de l'entrepôt soient construites comme celles d'un bâtiment principal;
- 4) la pente du toit soit égale ou présente une variation d'au plus un sixième (2/12) de celle du toit du bâtiment principal ;
- 5) la superficie de l'entrepôt doit s'ajouter au calcul du coefficient d'emprise au sol du bâtiment principal.

9.3.5 - Quai

Un quai constitue une construction accessoire. Il doit y avoir un bâtiment ou un usage principal sur l'emplacement pour y aménager une construction accessoire.

La construction ou la modification d'un quai privé nécessite un permis de construction et est assujettie aux dispositions suivantes :

1. Tous les travaux, y compris les travaux de re-végétalisation de la rive affectés par l'installation d'un tel ouvrage, doivent être complétés dans un délai maximal de douze (12) mois suivant l'émission du permis.
2. Un seul quai par propriété est autorisé. Il doit être construit sur pilotis ou fabriqué d'une plate-forme flottante.
3. Le quai doit être localisé de manière à respecter une distance minimale de 5 mètres des lignes de propriété, y compris le prolongement de ces lignes de propriété en direction du plan d'eau. Cette localisation doit se faire sans nuire aux propriétaires riverains. Tout quai qui ne peut respecter la marge latérale minimale est prohibé.
4. La superficie maximale d'un quai est de 20 mètres carrés. Cette superficie maximale n'inclut pas la passerelle permettant d'accéder au quai. Au-delà de 20 mètres carrés, une autorisation d'occupation du domaine hydrique de l'État conformément à la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c.R.-13, a.2 et 2.1) est obligatoire.

5. Seuls les matériaux ne présentant aucun risque pour l'environnement sont autorisés. Le bois traité sous pression à l'arséniate de cuivre chromaté (ACC) est notamment interdit.
6. Un quai flottant doit permettre la circulation de l'eau de surface sur au moins 50 % de la longueur du quai. Un quai sur pilotis doit être aménagé de façon à ce que seuls les pilotis empêchent la libre circulation de l'eau, même en surface.
7. Les hangars, remises et abris à bateaux sont prohibés sur la rive et le littoral.
8. L'entretien et la réparation des structures doivent se faire en milieu terrestre afin d'empêcher la perte ou le largage de contaminants dans le plan d'eau.

9.4. Constructions accessoires pour les usages de production agricoles

9.4.1 Règle générale

Les constructions accessoires pour les usages de production peuvent être construites en tout temps, même s'il n'y a pas de bâtiment principal. Elles peuvent être construites partout sur le terrain à condition de respecter les marges prévues à la grille des usages et normes.

Les constructions accessoires pour fins agricoles reliées à l'exploitation agricole ou pour l'élevage, l'hébergement commercial et la vente d'animaux domestiques ne doivent comporter ni logement, ni habitation de quelque nature que ce soit, sauf la résidence du propriétaire ou de l'occupant, à laquelle s'appliquent les normes relatives à l'habitation et aux usages résidentiels

L'aire totale maximale permise pour des constructions accessoires est de 15%.

9.5 Construction accessoires applicables à tout les usages

9.5.1 Antenne

Les dispositions suivantes s'appliquent aux antennes comme construction accessoire et non aux antennes de transmission des télécommunications comme usage principal de la catégorie usage d'utilité publique lourde (P6).

9.5.1.1 Nombre d'antenne

Une (1) seule antenne servant à la réception des signaux radio ou de télévision est autorisée par emplacement.

9.5.1.2 Antenne installée sur un support vertical

Lorsqu'une antenne est installée sur un support vertical, la hauteur maximale autorisée est de dix-huit (18) m mesurée à partir du niveau du sol à sa base. De plus, lorsque l'antenne est installée sur un support vertical fixé au sol, elle doit être installée dans la cour latérale, à l'arrière d'une ligne correspondant au centre du bâtiment principal ou dans sa cour arrière.

9.5.1.3 Antenne installée sur un toit

Lorsqu'une antenne est installée sur le toit d'un bâtiment principal, la hauteur maximale de l'antenne est de cinq (5) m. L'antenne doit être installée sur la partie ou la moitié arrière du toit.

9.5.1.4 Antenne parabolique

L'installation d'une antenne parabolique doit répondre aux conditions suivantes:

- 1) l'antenne parabolique doit être localisée à une distance minimale de deux (2) m de toute ligne de terrain;
- 2) lorsqu'une antenne parabolique est installée dans une cour latérale, sur le mur latéral ou sur le soffite latéral, sa base, sa fixation et l'antenne doivent être implantées de telle manière à ce qu'aucune des parties ne dépasse la façade avant du bâtiment principal;
- 3) lorsqu'installée sur le toit du bâtiment principal, toute partie de l'antenne parabolique doit être située dans la partie arrière du toit à au moins 7,5 m de la façade avant du bâtiment principal. Dans le cas d'un toit à versants, l'antenne parabolique doit être installée sur la partie du versant arrière;
- 4) dans le cas d'un bâtiment principal ayant un toit plat, la partie la plus haute de l'antenne parabolique doit respecter une hauteur maximale équivalente à trois (3) m au-dessus du niveau du toit;
- 5) dans le cas d'un bâtiment principal ayant un toit à versants, la partie la plus haute de l'antenne parabolique doit respecter une hauteur maximale équivalente à deux (2) m au-dessus du niveau le plus haut du toit.

9.5.1.5 Construction

L'antenne et son support doivent être conçus structuralement selon des méthodes scientifiques basées sur des données éprouvées ou sur les lois ordinaires de la résistance des matériaux et la pratique courante du génie. Les preuves nécessaires doivent être fournies sur demande du fonctionnaire désigné

9.6 Architecture et apparence extérieure des constructions (L.A.U., art. 113, 5,1°)

9.6.1 Forme et genre de constructions prohibées

Tout bâtiment de forme d'être humain, d'animal, de fruit ou de légume, ou tendant par sa forme à symboliser un être humain, un animal, un fruit ou un légume, est interdit sur le territoire municipal. Il en est de même pour tout bâtiment de forme, en élévation, demi-circulaire, elliptique ou en forme de dôme, à l'exception des serres autorisées et des bâtiments agricoles.

L'emploi de wagons de chemin de fer, de tramways, d'autobus, de boîtes de camion ou de remorque ou autres véhicules ou parties de véhicules désaffectés de même nature est prohibé pour toutes fins.

9.6.2 Nombre de revêtements sur un bâtiment

Un maximum de trois (3) matériaux distincts, à l'exception des fascias et soffites en aluminium, peut être utilisé pour les bâtiments principaux et accessoires, à l'exclusion des matériaux pour la toiture.

9.6.3 Revêtements extérieurs prohibés

Sont prohibés comme revêtements extérieurs de tout bâtiment principal et accessoire les matériaux suivants (toiture ou murs) :

- 1) le papier, les cartons-planches imitant ou tendant à imiter la pierre, la brique ou d'autres matériaux naturels;
- 2) le polythène et autres matériaux semblables, sauf pour les serres et à condition qu'il soit de calibre «extra-fort»;
- 3) le papier goudronné ou minéralisé et les papiers similaires;
- 4) la tôle non-architecturale non galvanisée, non émaillée ou non pré-peinte, pour tout bâtiment à l'exception des bâtiments de ferme;
- 5) le bloc de béton non nervuré ou non recouvert d'un matériau ou d'une peinture de finition adéquate;
- 6) les panneaux de fibre de verre, sauf pour les bâtiments d'utilité publique de petit gabarit d'une superficie de plancher inférieure à 38 m²; les bâtiments d'usage commercial, industriel, communautaire et public d'une superficie de plancher supérieure à 67 m² et construits sur fondations permanentes; ainsi que les bâtiments accessoires des bâtiments d'usage commercial, industriel, communautaire et public dont le revêtement extérieur est en panneaux de fibre de verre;
- 7) les panneaux de bois (contre-plaqué, aggloméré) peints ou non-peints sauf lorsqu'ils sont utilisés pour ceinturer la base des bâtiments; ils doivent alors être peints d'une couleur s'harmonisant avec la couleur du bâtiment;
- 8) les enduits de mortier imitant ou tentant d'imiter la pierre naturelle;
- 9) les œuvres picturales tentant d'imiter la pierre ou la brique, sauf s'il s'agit de planche engravée ou de tôle embossée de facture ancienne ou traditionnelle;
- 10) la mousse d'uréthane et les matériaux ou produits servant d'isolants;
- 11) tout autre matériau spécifié à la grille des usages et normes

9.6.4 Traitement des surfaces extérieures

Les matériaux de parement extérieurs doivent être entretenus de façon à préserver leur aspect d'origine. Les surfaces extérieures en bois de tout bâtiment, doivent être protégées contre les intempéries par de la peinture, teinture, vernis, huile ou recouvertes de matériaux de finition extérieure reconnus comme non-polluants.

Les surfaces de métal de tout bâtiment doivent être peintes ou émaillées en usine, anodisées ou traitées de toute autre façon équivalente. Cette prescription ne s'applique pas au bois de cèdre qui peut être laissé à l'état naturel.

Il est prohibé de peindre les murs de brique ou de pierre à moins qu'ils ne soient déjà peints.

9.6.5 Matériaux de parement extérieur des murs autorisés

- Brique d'argile ou de ciment;
- Pierre naturelle ou pierre usinée;
- Panneau architectural de béton;
- Bloc de béton cannelé;
- Bloc de béton à nervures éclatées;
- Verre (mur-rideau);
- Clin de bois véritable, peint teint ou traité;
- Bois rond ou demi-log peint teint ou traité;
- Clin ou panneau profilé de fibrociment;
- Clin de bois d'ingénierie peint et précuit en usine;
- Clin en fibre de bois peint et précuit en usine;
- Bardeau de cèdre peint teint ou traité;
- Stuc d'agréats;
- Stuc de ciment acrylique;
- Clin de vinyle
- Clin d'aluminium peint et précuit en usine;
- Panneau ou clin d'acier peint et précuit en usine.

9.6.5.1 Revêtements de toiture

L'ardoise, le bardeau de cèdre ainsi que les matériaux conçus en usine aux fins de revêtement de finition de toiture sont autorisés à l'exception des matériaux suivants qui sont prohibés comme revêtement de toiture des bâtiments :

- Le bardeau d'amiante;
- La tôle autre que pincée, émaillée ou à la canadienne.

Le présent article ne vise pas les bâtiments de ferme.

9.6.6 Cheminée

Toute cheminée ou toute conduite de fumée faisant saillie dans une cour avant doit être recouverte par un matériau de parement extérieur autorisé au présent règlement. La construction et l'installation d'une conduite de fumée préfabriquée, non recouverte conformément à cet article, sont prohibées en cour avant.

Les cheminées en bloc de béton sont prohibées sur tout le territoire de la Municipalité

9.6.7 Escalier extérieur

Les escaliers extérieurs sur la façade d'un bâtiment sont prohibés pour tout niveau autre que pour l'accès au rez-de-chaussée. Les escaliers extérieurs de service sont permis sur les côtés et à l'arrière du bâtiment.

9.6.8 Panneau solaire

Tout panneau solaire est autorisé sur le toit pourvu qu'il fasse saillie d'un maximum de 0,5 m du toit.

9.6.9 Appareil de mécanique

Aucun réservoir et/ou gaine de ventilation ne doit être apparent de l'extérieur, sauf à l'arrière ou sur le côté latéral du bâtiment.

9.6.10 Porche

La hauteur de tout porche ne peut excéder un (1) étage. La largeur de tout porche ne peut excéder le tiers de la largeur du bâtiment principal.

9.6.11 Entrée électrique

L'installation de toute entrée électrique est prohibée sur la façade avant d'un bâtiment principal; sur le mur latéral ou arrière, l'installation est permise. En cour latérale, l'entrée électrique doit être située à au moins 1,50 m du coin du mur de la façade donnant sur la rue.

9.6.12 Accès au logement

Chaque logement doit être indépendant et accessible sans passer par un autre logement.

De plus, l'accès à un niveau autre que le rez-de-chaussée doit se faire par l'intérieur des murs du bâtiment et doit être situé en cours latérale ou arrière, exception faite des escaliers de service, pourvu qu'ils ne soient pas situés dans la cour avant.

9.7 Maison mobile³

Quiconque désire installer et occuper une maison mobile à l'intérieur des zones permettant cet usage doit obtenir un permis d'installation (permis de construction) conformément aux dispositions du règlement de régie interne.

L'implantation d'une maison mobile doit respecter l'ensemble des prescriptions relatives à l'implantation d'une habitation unifamiliale isolée.

9.7.1 Normes spécifiques d'aménagement

1) Contour de la maison mobile

- En vue d'améliorer l'apparence générale des unités et en faciliter l'accès, le niveau du plancher fini devrait être à 0,75 m maximum du sol fini adjacent.
- Toutefois, pour les terrains en pente, la hauteur du plancher fini pourra être portée à 1,2 m du niveau moyen du sol en autant que cette hauteur n'excède pas 1,5 m du niveau du sol.
- Les maisons mobiles peuvent être installées sur une fondation étant conforme aux dispositions du règlement de construction.

2) Ancrage⁴

- Des ancres, sous forme d'œillets métalliques encastrés dans un béton moulé sur place, de vis en tire-bouchon ou d'ancres à têtes de flèche, doivent être prévues à tous les angles de la plate-forme de la maison mobile et aux endroits où elles peuvent être nécessaires pour arrimer solidement la maison mobile et la rendre capable de résister à la poussée du vent. Ces dispositifs d'ancrage du châssis de la maison mobile doivent être assujettis par un câble ou tout autre dispositif approuvé.

3) Nivellement et écoulement de l'eau

- Toute l'aire située sous la maison mobile ainsi que sous les extensions doit être recouverte d'asphalte ou de gravier bien tassé. Toute la superficie du terrain entourant la plate-forme de la maison mobile doit être nivelée de façon que l'eau de surface s'écoule en direction inverse de la plate-forme.
- Lorsque la plate-forme de la maison mobile est recouverte de gravier, il est recommandé de prévoir un muret à la partie inférieure de la ceinture du vide technique pour empêcher l'éparpillement du gravier

³ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 40

⁴ *ibid*

SECTION 10 DÉROGATIONS (L.A.U., art. 113, 18° et 19°)

10.1 Champ d'application

Le terme DÉROGATION s'applique aux éléments suivants :

- 1) les usages dérogatoires;
- 2) les constructions dérogatoires;
- 3) les enseignes dérogatoires;
- 4) les enseignes des usages dérogatoires;
- 5) les constructions et usages sur un lot dérogatoire au règlement de lotissement.

10.2 Dispositions générales

Pourvu qu'ils rencontrent les exigences de continuité applicables, les usages qui ont débuté légalement, les constructions et les enseignes qui ont été construites légalement mais qui sont dérogatoires à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, bénéficient de droits acquis aux conditions stipulées aux articles suivants du présent chapitre.

10.3 Usage dérogatoire abandonné (perte de droit acquis)⁵

Si un usage dérogatoire d'un bâtiment ou d'un terrain conforme ou dérogatoire, protégé par droits acquis, a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période de six (6) mois consécutifs, on ne pourra de nouveau faire usage des lieux sans se conformer aux usages permis par le présent règlement de zonage et ses amendements et il ne sera plus possible de revenir à l'utilisation antérieure.

Un usage est réputé «abandonné» lorsque cessent toutes formes d'activités normalement attribuées à l'opération de l'usage.

Le calcul du six (6) mois peut comprendre une période débutée avant l'entrée en vigueur du règlement dans la continuité de celui remplacé par le présent règlement.

10.4 Remplacement d'un usage ou construction dérogatoire

Tout usage ou construction dérogatoire protégé par droits acquis ne peut être remplacé que par un usage ou une construction conforme au présent règlement.

Nonobstant le paragraphe précédent, une construction dérogatoire et protégée par droits acquis, qui est devenue dangereuse ou ayant perdu au moins la moitié de sa valeur suite à un incendie ou un sinistre involontaire, peut être reconstruite aux conditions suivantes :

- la reconstruction doit être effectuée durant les 6 mois suivants l'incendie ou le sinistre involontaire;

⁵ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 87

- la reconstruction doit se faire de façon à corriger tout élément dérogatoire de l'implantation, lorsque cela est réalisable, afin que l'implantation de la construction tende le plus possible vers une conformité en regard de toutes dispositions du présent règlement ou de tout autre règlement applicable;
- la reconstruction n'a pas pour effet d'augmenter la superficie habitable;
- la reconstruction, lorsque situé dans la rive d'un lac ou d'un cours d'eau, doit respecter les dispositions de l'article 10.5.1 du règlement de zonage;
- les dispositions relatives aux zones inondables doivent être respectées.

10.4.1 Reconstruction d'un bâtiment ou d'un ouvrage d'élevage dérogatoire protégé par droit acquis⁶

Une installation d'élevage située en zone agricole détruite en tout ou en partie par un incendie ou un cataclisme, possède un droit à la reconstruction.

Cette reconstruction peut impliquer le déplacement sur le terrain de l'usage de manière à améliorer la situation antérieure. Le tout afin d'améliorer la cohabitation avec les usages avoisinants, notamment en regard des distances séparatrices.

Dans tous les cas, les marges prévues à la grille des usages et norms doivent être respectées.

10.5 Modification d'une construction dérogatoire sans usage dérogatoire

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être modifiée ou agrandie si le projet de modification ou d'agrandissement, pris individuellement, respecte toutes les dispositions de ce règlement.

Les bâtiments dérogatoires peuvent être agrandis sans restriction par rapport à la superficie du bâtiment existant en respectant l'alignement de chacun des murs extérieurs du bâtiment par rapport à la ligne de propriété.

En aucun cas, on ne doit aggraver le caractère dérogatoire des éléments suivants prévus à la grille des usages et normes:

- en empiétant davantage par rapport aux marges de recul;
- le coefficient d'emprise au sol prescrit pour la zone;
- le ratio minimal d'espace naturel.

Aucun agrandissement horizontal ou vertical d'un bâtiment dérogatoire ne peut empiéter dans la rive d'un lac ou d'un cours d'eau.

Aucune construction dérogatoire protégée par droits acquis qui est modifiée de manière à la rendre conforme ou de façon à tendre vers une situation de conformité, ne peut être à nouveau modifiée pour faire réapparaître les éléments de non conformité disparus.

⁶ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 83.3

10.5.1 Modification d'une construction dérogatoire située dans la rive d'un lac ou d'un cours d'eau

Dans le cas d'une construction dérogatoire déjà implantée dans la rive d'un lac ou d'un cours d'eau, certains travaux peuvent être autorisés aux conditions suivantes :

1. aucun ouvrage, travaux, construction ne se retrouve à l'intérieur d'une bande de cinq (5) mètres de la rive calculée à partir de la ligne des hautes eaux;
2. la rénovation ou la reconstruction après incendie ou cataclysme naturel, d'un bâtiment existant n'ayant pas pour effet d'augmenter la superficie habitable, n'empiète pas davantage sur la rive;
3. lorsque les travaux de rénovation, ou de reconstruction du bâtiment principal nécessitent aussi la reconstruction ou le remplacement de la fondation, ces travaux doivent être réalisés à l'extérieur de la rive ou lorsque cela est impossible, doivent être le plus loin possible de la ligne des hautes eaux.

10.6 Agrandissement d'un usage dérogatoire se localisant à l'extérieur d'un bâtiment

Un usage dérogatoire localisé à l'extérieur d'un bâtiment ne peut être agrandi.

10.7 Agrandissement d'un usage dérogatoire se localisant à l'intérieur d'un bâtiment

Un usage dérogatoire localisé dans un bâtiment peut être agrandi à l'intérieur du même bâtiment une seule fois, jusqu'à concurrence de :

- cinquante (50 %) pour cent de la superficie de plancher occupé par l'usage dérogatoire à la date d'entrée en vigueur du présent règlement si la superficie de plancher de l'usage dérogatoire est inférieure à 300 m²;
- vingt-cinq (25 %) pour cent de la superficie de plancher occupé par l'usage dérogatoire à la date d'entrée en vigueur du présent règlement si la superficie de plancher de l'usage dérogatoire est supérieure à 300 m².

L'agrandissement ne peut servir à une fin dérogatoire autre que l'usage dérogatoire existant à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

10.7.1 Agrandissement d'un usage dérogatoire se localisant à l'intérieur d'un bâtiment dont l'agrandissement est requis

L'agrandissement d'un bâtiment dans lequel se localise un usage dérogatoire peut être agrandi une seule fois jusqu'à concurrence de :

- vingt-cinq (25 %) pour cent de la superficie de plancher à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

L'agrandissement ne peut servir à une fin dérogatoire autre que l'usage dérogatoire existant à la date d'entrée en vigueur du présent règlement.

10.8 Les perrons, balcons, galeries, etc.

Dans le cas des escaliers ouverts ou fermés, des perrons, des balcons, des galeries, des vérandas, des porches, des avant-toits, des auvents, des marquises et des garages ou remises, ils ne peuvent être transformés en pièce habitable ou devenir une extension de l'usage principal.

10.9 Construction de fondations pour un bâtiment dérogatoire

Règle générale, la construction ou reconstruction de fondations pour un bâtiment principal dérogatoire doit être effectuée en fonction de la réinsertion du bâtiment à l'intérieur des limites de l'aire constructible de l'emplacement où il se situe.

Nonobstant ce qui précède, lorsque cette réinsertion est impossible, les fondations d'un bâtiment principal dérogatoire peuvent être implantées en fonction de l'implantation actuelle du bâtiment ou de manière à réduire la dérogation et sans pour autant aggraver tout autre empiètement ou rendre une distance d'implantation non conforme.

10.10 Fondations et agrandissement pour une maison mobile dérogatoire

La construction de fondations et l'agrandissement pour une maison mobile dérogatoire par son usage sont autorisés, sauf dans un terrain de camping, en respectant les conditions suivantes :

- l'agrandissement n'est pas restreint par rapport à la superficie de la maison mobile;
- l'agrandissement n'est autorisé qu'une seule fois;
- les normes d'implantation de la zone doivent être respectées.

10.11 Réparation et entretien d'une construction dérogatoire

La réparation et l'entretien ayant pour but de maintenir ou d'entretenir une construction dérogatoire et de la garder en bon état sont autorisés.

10.12 Enseignes dérogatoires et enseignes des usages dérogatoires

Les enseignes dérogatoires et les enseignes des usages dérogatoires pourront être entretenues et réparées en tout temps, sans toutefois être agrandies ou remplacées en tout ou en partie.

10.13 Cessation de la reconnaissance de droits acquis pour une enseigne dérogatoire

Lorsqu'une enseigne dérogatoire annonce un établissement qui a été abandonné, qui a cessé ou interrompu ses opérations durant une période d'au moins six (6) mois, la protection des droits acquis dont elle bénéficiait est perdue.

La cessation de la reconnaissance de droits acquis pour une enseigne dérogatoire implique que l'enseigne, incluant poteau, support et montant, doit sans délai être enlevée, modifiée ou remplacée conformément aux dispositions de ce règlement.

Une enseigne dérogatoire ne peut être remplacée par une autre enseigne dérogatoire.

10.14 Modification ou agrandissement d'une enseigne dérogatoire

Une enseigne dérogatoire ne peut être modifiée, agrandie ou reconstruite que conformément aux dispositions de ce règlement.

10.15 Enseigne et changement d'usage

Dans le cas d'un changement d'usage, toute enseigne incluant son support doit être conforme aux dispositions du présent règlement

10.16 Retour à un usage ou construction dérogatoire

Une construction ou un usage dérogatoire qui aurait été modifié pour le rendre conforme au présent règlement, ne peut être utilisé ou modifié à nouveau de manière dérogatoire.

10.17 Bâtiment accessoire sans bâtiment principal

Les bâtiments accessoires sont exceptionnellement autorisés sans qu'il y ait de bâtiment principal pour une période maximale de deux (2) ans après que le bâtiment principal ait été détruit par le feu ou par toute autre cause.

10.18 Construction sur un lot dérogatoire au règlement de lotissement

Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, sur les lots dérogatoires au règlement de lotissement et protégés par droits acquis, la construction d'un bâtiment principal et de ses dépendances est permise.

SECTION 11 MARGES ET COURS

11.1 Marges de recul (L.A.U., art. 113, 4° et 5°)

11.1.1 Marges de recul avant, arrière, latérales des marges latérales

Les spécifications relatives aux marges de recul avant, arrière et latérales sont propres à chaque zone et sont contenues à la grille des usages et normes en annexe.

Dans le cas des bâtiments contigu et jumelée, la marges latérale calculée au mur mitoyen est nulle.

11.1.2 Marges de recul pour les emplacements d'angle et les emplacements transversaux

Pour les emplacements d'angle et les emplacements transversaux, la marge de recul avant ne s'applique que pour le mur de la façade principale du bâtiment.

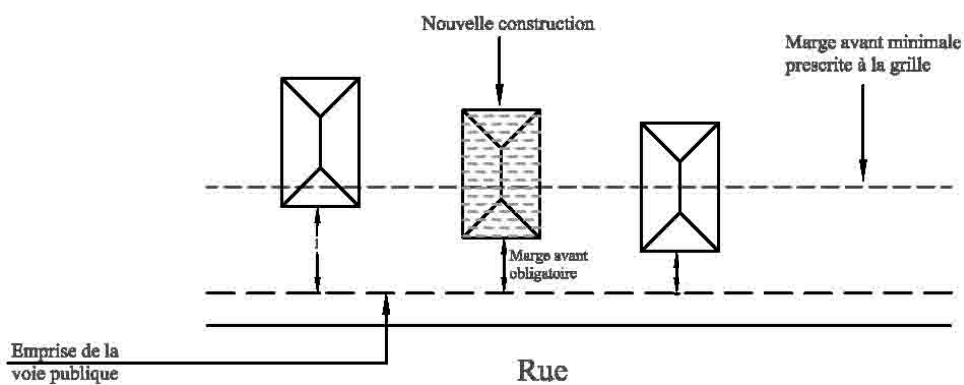
Les cours arrière et latérales sont déterminées en faisant abstraction de la présence de cette rue, comme si la ligne de rue était une ligne latérale.

11.1.3 Calcul de la profondeur de la marge avant en fonction de l'implantation des bâtiments sur les emplacements adjacents dans les zones U

Les règles qui suivent s'appliquent à l'encontre des dispositions prescrites à la grille des usages et normes pour établir la marge avant pour tout emplacement construit ou non.

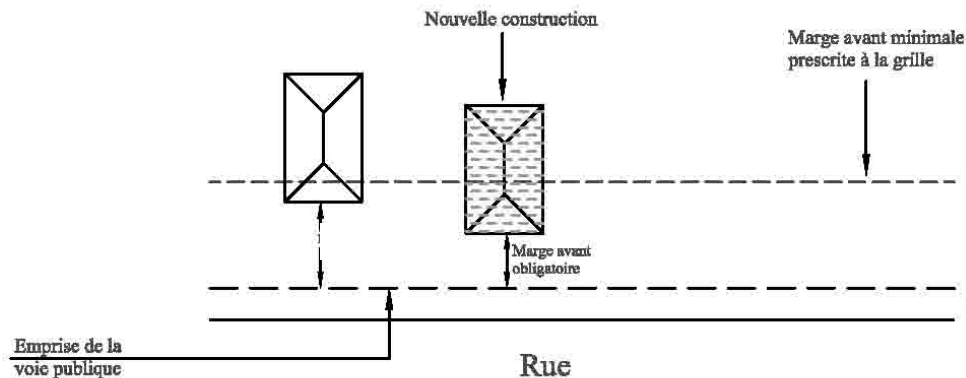
- 1) Cas où deux (2) bâtiments principaux sont déjà construits sur les emplacements adjacents.

Lorsque deux (2) bâtiments principaux implantés sont déjà construits sur les emplacements adjacents, une marge avant minimale s'applique selon la formule suivante. En établissant la moyenne d'implantation des deux bâtiments voisins existants et la marge prescrite à la grille des usages et normes.



Dans tous les cas, le calcul s'effectue uniquement pour des bâtiments ayant une entrée principale donnant sur le même tronçon de rue.

- 2) Cas où seulement un (1) bâtiment principal est déjà implanté sur un emplacement adjacent, la marge avant minimale de toute nouvelle construction est établie en établissant la moyenne d'implantation entre le bâtiment voisin existant et la marge prescrite à la grille des usages et normes.



11.1.4 Marge de recul arrière pour les bâtiments d'utilité publique de petit gabarit

Les normes pour la marge de recul arrière édictées à l'article 11.1.1 ne s'appliquent pas aux bâtiments d'utilité publique d'une superficie de plancher de trente-huit (38) m² ou moins.

La marge de recul arrière pour ces bâtiments peut être d'un minimum de quatre (4) m.

11.2 Constructions accessoires et usages complémentaires dans les cours et les marges par zone (L.A.U., art. 113, 5° et 6°)

Les usages complémentaires, bâtiments, constructions et équipements accessoires autorisés dans les marges et les cours, sont ceux identifiés aux tableaux suivants, lorsque le mot «oui» apparaît vis-à-vis de la ligne identifiant l'usage, le bâtiment, la construction ou l'équipement est autorisé pourvu que les normes énumérées à ladite grille et toute autre disposition de ce règlement les concernant soient respectées.

**TABLEAU B : CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES
PERMIS DANS LES COURS ET MARGES**

CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES	COUR ET MARGE AVANT	COURS ET MARGES LATÉRALES	COUR ET MARGE ARRIÈRE
1. Les trottoirs, les plantations, les allées ou autres aménagements paysager	oui	oui	oui
2. Les clôtures, mur, murets, haies	oui	oui	oui
a) distance minimum de toute emprise de rue dans le périmètre urbain	0,6 m	0,6 m	0,6 m
b) distance minimum de toute emprise de rue en dehors du périmètre urbain	2,0 m	2,0 m	2,0 m
3. Tonnelle	oui	oui	oui
a) distance minimum de toute ligne de terrain	0,6 m	0,6 m	0,6 m
4. terrasse, gloriette	non	oui	oui
a) distance minimum de toute ligne de terrain (m)	2 m	2 m	2 m
5. Les aires de stationnements conformément aux dispositions du présent règlement	oui sans occuper plus de 50 % de la superficie de la cour avant ou dans la marge avant lorsqu'autorisé	oui	oui
6. Les espaces de chargement conformément aux dispositions du présent règlement	non	oui	oui

CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES	COUR ET MARGE AVANT	COURS ET MARGES LATÉRALES	COUR ET MARGE ARRIÈRE
7. Les galeries, balcons, perrons, porches, vérandas, caveaux faisant corps avec le bâtiment	oui	oui	oui
a) empiètement maximum dans la marge	3 m	2 m	4 m
b) distance minimum de la ligne de l'emplacement sauf entre les bâtiments jumelés ou contigus	0,3 m	1,5 m	3 m
8. Les auvents, avant-toits, marquises faisant corps avec le bâtiment	oui	oui	oui
a) empiètement maximum dans la marge	2 m	2 m	4 m
b) distance minimum de la ligne de l'emplacement sauf entre les bâtiments jumelés ou contigus	0,3 m	1,5 m	3 m
9. Les fenêtres en saillie	oui	oui	oui
a) largeur maximum	3 m	3 m	2 m
b) saillie maximum par rapport au bâtiment	0,6 m	0,6 m	0,6m
10. Escalier ouvert donnant accès au rez-de- chaussée	oui	oui	oui
a) empiètement maximum dans la marge	3 m	2 m	4 m
b) distance minimale de toute ligne de terrain	0,3 m	1,5 m	3 m

CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES	COUR ET MARGE AVANT	COURS ET MARGES LATÉRALES	COUR ET MARGE ARRIÈRE
11. Escalier ouvert donnant accès au sous- sol	non	oui	oui
a) empiètement maximum dans la marge	-----	2 m	4 m
b) distance minimale de toute ligne de terrain	-----	1,5 m	1,5 m
12. Escalier autre que celui donnant accès au rez-de-chaussée ou au sous-sol	non	oui	oui
a) empiètement maximum dans la marge	-----	2 m	4 m
b) distance minimum de toute ligne de terrain	-----	1,5 m	1,5 m
13. Les escaliers de secours	non	oui	oui
14. Les constructions souterraines et non apparentes	oui	oui	oui
a) distance minimum de toute ligne	0,75 m	0,75 m	0,75 m
15. Annexe au bâtiment principal servant à l'entreposage d'équipement domestique	non	oui	oui
a) saillie maximum par rapport au bâtiment principal	-----	1,5 m	1,5 m
b) superficie maximum	-----	2,5 m ²	2,5 m ²
16. Les cheminées et porte-à-faux faisant corps avec le bâtiment	oui	oui	oui
a) saillie maximum par rapport au bâtiment	0,6 m	0,6 m	0,6 m
b) empiètement maximum dans la marge	0 m	0 m	0 m

CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES	COUR ET MARGE AVANT	COURS ET MARGES LATÉRALES	COUR ET MARGE ARRIÈRE
17. Garage privé et abri d'auto permanent	oui	oui	oui
a) empiètement maximum dans la marge	-----	-----	-----
b) exception si la pente du terrain naturel mesurée entre l'alignement de la rue et la ligne de construction réglementaire est supérieure à quinze pour cent (15 %), un garage peut être construit jusqu'à deux (2) m de l'emprise de rue	2 m	-----	-----
c) distance minimum de toute ligne de l'emplacement	2 m	1 m	1 m
d) distance minimum du bâtiment principal dans le cas d'un garage ou abri d'auto non attenant	3 m	3 m	3 m
e) distance minimum d'un autre bâtiment accessoire	2 m	2 m	2 m
18. Cabanon, atelier, serre domestique et autres dépendances	non	oui	oui
a) distance minimum des lignes latérales et arrière de l'emplacement	-----	1 m	1 m
b) distance minimum du bâtiment principal	-----	3 m	3 m
c) distance minimum d'un bâtiment accessoire	-----	2 m	2 m
19. Les piscines, spa, les tennis et autres équipements similaires conformément aux dispositions du présent règlement	non	oui	oui
20. Remisage d'instruments aratoires et machinerie	non	oui	oui

CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES	COUR ET MARGE AVANT	COURS ET MARGES LATÉRALES	COUR ET MARGE ARRIÈRE
21. Réservoirs, bonbonnes, citernes non complètement emmurés	non	oui	oui
a) distance minimum de toute limite d'emplacement	non	2 m	2 m
22. Les supports et antennes de télévision et paraboliques	non	oui	oui
23. Les cordes à linge et leurs points d'attaches	non	oui	oui
24. Thermopompe et appareil de climatisation	non	oui	oui
a) distance minimum de toute ligne d'emplacement		2 m	2 m
25. Entreposage de bois de chauffage	non	oui	oui
a) hauteur maximum	-----	1,8 m	1,8 m
b) largeur maximum	-----	1 m	1 m
c) distance minimum de toute ligne d'emplacement	-----	0,75 m	0,75 m
26. Foyer, four, cheminée, barbecue	non	oui	oui
a) hauteur maximum	-----	3 m	3 m
b) distance minimum de toute ligne de terrain	-----	2,5 m	2,5 m
27. Boîte à déchets	non	oui	oui
a) exception pour les zones I et CI	-----	oui	
b) distance minimale d'une ligne de terrain	0 m	2 m	2 m
c) hauteur minimale de l'écran opaque	-----	1 m	1 m

CONSTRUCTIONS ACCESSOIRES ET USAGES COMPLÉMENTAIRES	COUR ET MARGE AVANT	COURS ET MARGES LATÉRALES	COUR ET MARGE ARRIÈRE
28. Entreposage des poubelles de la régie intermunicipale des déchets et autres	non	oui	oui
a) distance d'une ligne de terrain	-----	1,5 m	1,5 m
29. Entreposage d'une embarcation, d'une roulotte ou autre équipement similaire	non	oui	oui
30. Autres entreposages et étalages extérieurs	non	non	non

11.2.1 Dispositions d'exceptions pour certaines constructions accessoires pour les terrains riverains

Malgré toute disposition contraire, sont autorisés du côté de la façade principale, les cabanons, abris à bois et garages aux conditions suivantes :

- la construction est accessoire à un usage de la catégorie d'usage «habitation unifamiliale» ou «commerce d'hébergement » (C604) »;
- la construction accessoire respecte la marge de recul avant minimale prescrite à la grille pour la zone;
- la construction accessoire n'est pas implantée dans la partie de la cour avant située entre le bâtiment principal, le prolongement de ses murs latéraux et la rue;
- toutes les autres dispositions du règlement sont respectées.

SECTION 12 AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR SE RAPPORTANT AU PAYSAGE OU À LA PROTECTION DU MILIEU NATUREL

12.1 Aménagement extérieur se rapportant aux paysages et à l'abattage d'arbres (L.A.U., art. 113, 12° et 15°)

12.1.1 Règles générales

Tout espace libre d'un emplacement construit ou vacant doit comprendre soit des espaces naturels (couverture forestière et arbustive) ou des espaces aménagés selon les prescriptions suivantes ou tel qu'indiqué à la grille des usages et normes. Sur tout emplacement faisant l'objet d'un projet de construction ou d'aménagement, la préservation des arbres existants doit être évaluée avant de prévoir la plantation nécessaire pour répondre aux prescriptions du présent règlement.

12.1.2 Préservation des espaces naturels

Lorsque spécifié à la grille des usages et normes, le pourcentage de l'espace naturel indiqué doit être préservé, c'est-à-dire en conservant les trois (3) strates de végétation (herbe, arbuste et arbre).

12.1.3 Aménagement des espaces libres

Tout espace libre sur un emplacement, c'est-à-dire les espaces non occupés par les bâtiments, les entrées charretières, le stationnement, les espaces naturels, la bande de protection riveraine, les aires de services, etc. doit être paysager, entretenu et couvert soit de gazon, de haies, arbustes, arbres, fleurs, rocailles, trottoirs et allées en dalles de pierre ou autres matériaux.

12.1.4 Aménagement de la cour avant

Sur tout emplacement au moins cinquante (50 %) pour cent de la cour avant doit être aménagé ou maintenu en espace de verdure.

En plus des dispositions du précédent paragraphe, dans les zones autre que U, l'emplacement doit comprendre une zone tampon d'au moins 5 mètres de profondeur s'étant au minimum sur 50% de la largeur de la cour avant. Cette zone tampon doit être maintenu à l'état naturel ou reboisé.

De plus, sur tout emplacement adjacent aux corridors touristiques tel qu'identifiés sur le plan de Hiérarchie du réseau routier faisant partie intégrante du Plan d'urbanisme, les normes suivantes s'appliquent :

- 1) un espace de terrain d'une profondeur de 15 mètres doit être constitué d'espaces verts tels aménagement paysager, aire d'engazonnement, boisé ou allée piétonnière et, une bande d'une profondeur minimale de 2,5 mètres doit être constituée d'aménagements paysagers dans la cour avant ou sur un espace de terrains adjacent au chemin de La Minerve, excluant les accès véhiculaires ou l'emplacement requis pour l'installation d'une enseigne.

Malgré le premier paragraphe, sur tout emplacement dont l'usage est commercial ou industriel adjacent à la rue et dans la zone (CI), les normes suivantes s'appliquent :

- 2) une proportion minimale de 20% de la cour avant doit être aménagée lorsqu'un usage comporte un bâtiment principal (existant ou projeté). De plus, une bande d'une profondeur minimale de 2,5 mètres calculée à partir de la limite extérieure de l'emprise de la rue doit être aménagée;
- 3) un espace de terrain d'une profondeur de 15 mètres calculé à partir de la limite extérieure de l'emprise de la rue doit être aménagé lorsqu'un usage ne comporte pas de bâtiment principal (existant ou projeté);

Les aménagements requis doivent être constitués d'espaces verts tels aménagement paysager, aire d'engazonnement, boisé ou allée piétonnière. Les espaces requis et devant être aménagés excluent les accès véhiculaires ou l'emplacement requis pour l'installation d'une enseigne.

- 4) Lorsqu'autorisé dans la cour avant, tout site d'entreposage doit être délimité par un écran visuel formé d'une bande boisée de 2,5 mètres de profondeur sur tout son pourtour.

12.1.5 Nombre d'arbres par emplacement

Sur chacun des emplacements localisés sur l'ensemble du territoire, un nombre d'arbres minimum ayant un diamètre minimal de 2,5 cm à 30 cm du sol est exigé selon le ratio suivant :

- un (1) arbre par 150 m² de superficie de terrain pour les premiers 900 m² ;
- un (1) arbre par 500 m² de superficie de terrain pour la superficie au-delà de 900 m².

Un minimum de trente (30 %) pour cent du nombre total d'arbres requis doit être situé dans la cour avant. Les arbres existants, à l'exception des arbres inclus dans la bande de protection riveraine des lacs et cours d'eau et dans les espaces naturels, peuvent entrer dans le calcul du nombre d'arbres requis.

12.1.6 - Abattage d'arbres

À l'intérieur des espaces naturels à préserver ou des espaces libres, l'abattage d'arbres peut être autorisé exclusivement pour les raisons suivantes :

- l'arbre doit être mort ou atteint d'une maladie incurable;
- l'arbre doit être dangereux pour la sécurité des personnes;
- l'arbre doit être une nuisance pour la croissance et le bien-être des arbres voisins;
- l'arbre doit causer des dommages à la propriété publique ou privée;
- l'arbre doit être nécessairement abattu dans le cadre de l'exécution de travaux publics;

- l'arbre doit être nécessairement abattu pour la réalisation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé par le présent règlement.

Les travaux de reboisement, lorsque requis, doivent débuter dans les douze (12) mois suivant la délivrance du certificat d'autorisation

12.1.7 Normes de dégagement

Sur tout le territoire de la municipalité, les arbres doivent être plantés à une distance minimale de :

- 1) cinq (5) m de tout poteau portant des fils électriques;
- 2) deux (2) m des réseaux d'aqueduc et d'égout;
- 3) deux (2) m des tuyaux de drainage des bâtiments;
- 4) deux (2) m de tout câble électrique ou téléphonique;
- 5) trois (3) m de tout câble électrique à haute tension;
- 6) cinq (5) m d'une bouche d'incendie;
- 7) un (1) m de l'emprise de rue;
- 8) un (1,5) m et demi des emprises de rues aux intersections.

12.1.8 Restriction de plantation

La plantation de peupliers (blanc, de Lombardie, du Canada), érables argentés et de saules est défendue en deçà de vingt (20) m de toute fosse septique, de tout tuyau souterrain, de toute rue ou toute emprise où sont installés des services d'utilité publique, en deçà de neuf (9) m de la limite d'un emplacement et en deçà de quinze (15) m d'un bâtiment principal.

12.1.9 Ceinture de sauvegarde d'un arbre

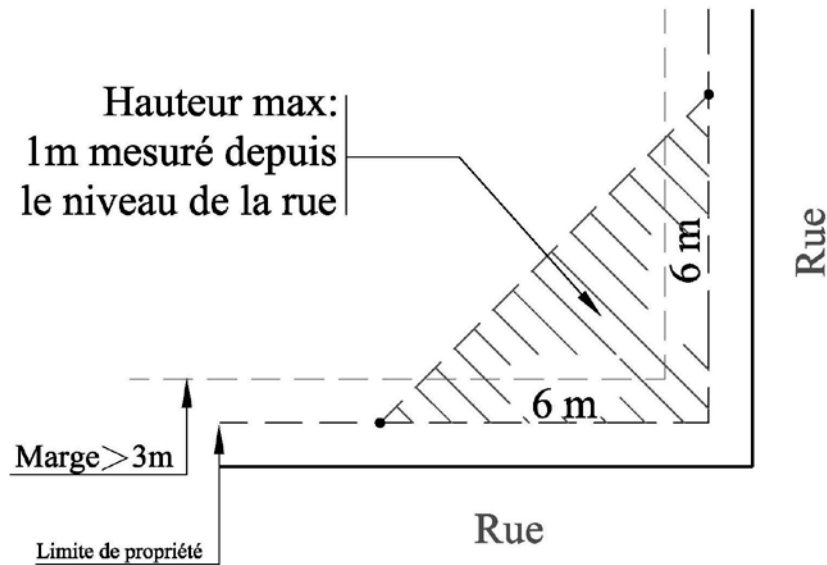
La réalisation d'une construction ou d'un ouvrage à proximité d'un arbre à protéger exige la préservation (ni remblai, déblai, etc.) ou la mise en place d'une ceinture de sauvegarde qui prend une forme circulaire ayant un (1) m de hauteur et un rayon égal à dix (10) fois le diamètre du tronc mesuré à 1,30 m au-dessus du niveau du sol.

12.1.10 Triangle de visibilité

Lorsque la marge avant minimale requise est de plus de 3 mètres, sur un emplacement d'angle, on doit aménager un triangle de visibilité dont les côtés ont six (6) m mesurés à partir de l'intersection des lignes des emprises de rues le long de ces dernières.

Ce triangle doit être laissé libre de tout obstacle d'une hauteur supérieure à un (1) m du niveau de la rue, ou au niveau de l'aire de stationnement. Des entrées de cours, de garage et de stationnement sont interdites dans ce triangle de visibilité.

Malgré toute disposition contraire de cet article, une enseigne sur poteau peut être implantée dans le triangle de visibilité à condition qu'un dégagement minimum de trois (3) m sous l'enseigne soit respecté.



12.1.11 Allées d'accès aux bâtiments pour les personnes handicapées

Tous les édifices publics doivent avoir au moins une (1) entrée principale qui soit conforme aux normes et utilisable par les handicapés physiques et donnant sur l'extérieur au niveau du trottoir ou d'une rampe d'accès à un trottoir ou au niveau de l'aire de stationnement. Ces allées extérieures doivent avoir des surfaces antidérapantes. Les allées extérieures doivent former une surface continue et ne doivent comporter aucune dénivellation brusque, telle que marches ou bordures. Les voies piétonnières ne doivent pas comporter d'obstacles tels que panneau, haubans, arbres et autres s'ils peuvent présenter un risque pour les utilisateurs.

12.1.12 Délai de réalisation des aménagements

L'aménagement de l'ensemble des espaces libres doit être complètement réalisé, conformément au présent règlement, dans les vingt-quatre (24) mois qui suivent la délivrance du permis de construction ou certificat d'autorisation. Pour un changement d'usage, le délai est de douze (12) mois suivant la date de l'émission du certificat d'autorisation.

12.2 Clôture, mur, muret et haie (L.A.U. art. 113, 15°)

À moins d'indication contraire, les clôtures, mur, muret et haie sont permis dans les cours avant, arrière et latérales en lien avec l'article 11.2 aux conditions prescrites par le présent règlement.

12.2.1 Localisation d'une clôture, d'un mur ou muret décoratif et d'une haie

Une clôture, un mur ou muret et une haie peuvent être érigés le long d'une ligne de terrain et autour d'une piscine.

En aucun cas, une clôture, un mur ou muret ou une haie ne doit être implanté dans l'emprise d'une rue.

Une distance minimale de un (1,5) m cinquante doit être respectée entre une clôture, un mur ou muret ou une haie et une borne-fontaine.

Une distance minimale de cinquante cm (0,5 m) doit être respectée entre une clôture, un mur ou muret ou une haie et une vanne de branchement d'aqueduc ou d'égout.

Les murets et clôtures des terrasses commerciales et les rampes pour handicapés ne sont pas visés par le présent article.

12.2.2 Hauteur

1) Marge avant

En règle générale, dans la marge avant, les clôtures, murs et murets ne doivent pas excéder un (1) m de hauteur mesurée en fonction du niveau moyen du sol, à l'endroit où la construction est érigée.

La hauteur maximale d'une haie en cour avant est de deux (2) m

2) Cours

Dans les cours avant, arrière et latérales, les clôtures et les haies sont permises en autant qu'elles n'aient pas plus de deux (2) m de hauteur; un mur ou un muret, excluant un mur de soutènement, ne doit pas excéder 1,25 m de hauteur.

3) Industries, commerces et usages d'utilité publique et extraction

Malgré ce qui précède, la hauteur minimale des clôtures, murs et haies entourant les sites d'entreposage pour les usages industrie, extraction, utilité publique et commerce autres que détail et services est fixée à deux (2) m et la hauteur maximale à trois (3) m.

Toutefois, dans la marge avant du côté de la façade principale du bâtiment, la hauteur maximale des clôtures, murs et haies ne doit pas dépasser un (1) m.

En tout temps, les objets et les matériaux entreposés ne doivent pas dépasser la hauteur de la clôture ceinturant l'espace d'entreposage de plus de trois (3) m.

4) Fil barbelé

Le fil de fer barbelé est autorisé seulement au sommet des clôtures d'au moins deux (2) m de hauteur. Dans ce dernier cas, le fil de fer barbelé doit être installé vers l'intérieur du terrain à un angle minimal de cent dix (110) degrés par rapport à la clôture.

5) Triangle de visibilité

Les clôtures, murs et haies doivent respecter les dispositions de l'article **12.1.10** relatif au triangle de visibilité.

12.2.3 Matériaux

1) Clôtures de métal

Sauf pour les clôtures érigées sur des terrains pour fins agricoles, les clôtures de métal doivent être ornementales ou en maille métallique, de conception et de finition propres à éviter toute blessure. Les clôtures de métal sujettes à la rouille doivent être peinturées.

2) Fil de fer barbelé

La pose de fil de fer barbelé est interdite à l'exception des deux (2) cas suivants :

- pour les usages industrie, commerce autre que de détails et services, d'utilité publique et extraction sujets aux prescriptions de l'article **12.2.2**,
- les clôtures érigées pour fins agricoles.

3) Clôtures à neige

Les clôtures à neige sont permises du quinze (15) novembre d'une année au quinze (15) avril de l'année suivante.

4) Murs et murets décoratifs

Les murs et murets doivent être de maçonnerie, de briques d'argile ou de béton, de pierres, de blocs de béton à face éclatée, bois traité contre le pourrissement ou de béton recouvert de pierre ou de brique.

5) Clôture de bois

Une clôture de bois doit être confectionnée de bois neuf plané, peint, verni ou teinté; cependant, il est permis d'employer le bois à l'état naturel dans le cas d'une clôture rustique faite avec des perches de bois. La rigidité doit être assurée par une série de poteaux dont l'espacement ne devra pas excéder trois (3) m.

6) Clôture en résine de polychlorure de vinyle (PVC)

Une clôture en résine de polychlorure de vinyle (PVC) est autorisée.

12.2.4 Matériaux prohibés pour la construction d'une clôture

À moins d'indication contraire ailleurs dans ce règlement, les matériaux suivants sont prohibés pour la construction d'une clôture:

- 1) le fil de fer barbelé
- 2) le grillage métallique sauf une clôture à mailles de chaîne;
- 3) la broche à poule, sauf pour fins agricoles;
- 4) la tôle;
- 5) les agglomérés, le contreplaqué et le panneau-particule (*presswood*)

12.2.5 Clôture opaque pour un espace d'entreposage

La clôture entourant un espace d'entreposage extérieur situé dans une zone (C4) doit être opaque, sauf si cet espace sert à l'entreposage de véhicules automobiles, de véhicules légers, de véhicules roulants, de bateaux ou de maisons mobiles mis en vente ou en location, ou à l'entreposage de plantes dans un centre de jardin ou une pépinière.

12.2.6 Poteaux antivol

Les poteaux antivol sont autorisés pour les cours d'entreposage ou d'étalage de véhicules en vente ou en démonstration, dans la cour avant, en autant qu'il ne soit pas reliés l'un à l'autre et que leur hauteur maximale n'excède pas 1,25 m.

12.3 Aires tampons (L.A.U., art. 113, 2° et 5°)

12.3.1 Usages contraignants

12.3.1.1 Exigence de l'aire tampon

Dans toutes les zones, les usages suivants requièrent l'aménagement d'une aire tampon si l'emplacement est adjacent à un emplacement utilisé ou pouvant être utilisé à des fins résidentielles ou communautaire situé dans une autre zone :

- 1) commerce lourd (C3);
- 2) industrie légère (I1) et lourde (I2);
- 3) utilité publique moyenne (P5) et lourde (P6);

12.3.1.2 Aménagement de l'aire tampon

Lors de l'implantation d'une nouvelle construction ou de l'agrandissement d'un bâtiment existant ou d'un changement d'usage dont l'usage principal requiert l'aménagement

d'une aire tampon, l'aménagement de cette aire doit être conforme aux prescriptions suivantes :

- 1) l'aire tampon doit être aménagée en bordure des limites attenantes des emplacements adjacents;
- 2) elle doit avoir une profondeur minimale de six (6) m mesurée à partir de la limite de l'emplacement;
- 3) elle doit être constituée de conifères dans une proportion minimale de soixante (60 %) pour cent;
- 4) dans le cas d'un emplacement dérogatoire par la superficie bénéficiant d'un droit acquis à la construction, la largeur minimale de l'aire tampon est de quatre (4) m;
- 5) au début de l'occupation de l'emplacement exigeant une aire tampon, les arbres devront avoir une hauteur minimale de deux (2) m et être disposés de façon à ce que trois (3) ans après leur plantation, ils forment un écran continu à l'exception des espaces réservés pour la circulation véhiculaire et piétonnière;
- 6) les espaces libres de plantation devront être gazonnés et entretenus ;
- 7) l'aire tampon peut être aménagée à même le boisé existant si ce dernier comporte les conifères requis à la continuité exigée;
- 8) elle doit être terminée dans les douze (12) mois qui suivent le début de l'occupation du bâtiment principal ou de l'emplacement.

12.3.2 Bande boisée le long du chemin de la Minerve

Dans les zones d'application, lorsque la disposition **12.3.2** est indiquée à la grille des usages et normes, une bande boisée d'une profondeur minimale de dix mètres (10 m) doit être conservée en bordure du chemin de la Minerve.

À cet effet, aucun abattage d'arbres n'est autorisé dans cette bande sauf pour l'installation d'une enseigne ou pour l'ouverture d'une nouvelle rue. De plus, toute ligne électrique doit être située à une distance minimale de 10 mètres de l'emprise du chemin de la Minerve et située à l'arrière de la bande boisée, cette disposition n'étant pas applicable dans le cas où la ligne traverse du chemin de La Minerve d'un côté à l'autre.

12.3.3 Écran visuel

Dans toutes les zones, lorsque l'usage C1 à C4 est adjacent à un emplacement utilisé ou pouvant être utilisé pour une habitation unifamiliale (H1) ou pour une habitation bifamiliale (H2), un écran visuel doit être implanté sur la ligne arrière séparant ces deux usages ou sur la ligne latérale située en cour latérale et arrière et séparant ces deux usages.

L'écran visuel peut être une clôture opaque d'une hauteur minimale de 1,5 m ou une haie dense d'une hauteur minimale de 1,2 m à la plantation

12.3.4 Aménagement d'une aire tampon sur les propriétés résidentielles adjacentes à une zone permettant certains usages contraignants

- Application

Dans les zones d'application, pour les emplacements voués à des fins résidentielles qui sont contigus à une zone à l'intérieur de laquelle sont autorisés des usages contraignants, l'aménagement d'une bande tampon visant à atténuer les impacts visuels et/ou sonores est requise. Les emplacements visés par cette disposition sont ceux qui sont adjacents aux zones à l'intérieur desquelles sont autorisés l'un ou plusieurs des usages suivants : (C1) commerce de détail, (C3) commerce artériel lourd, (I2) industrie lourde, (P5) usage d'utilité publique moyenne et (P6) usage d'utilité publique lourde.

Aménagement de l'aire tampon

- 1) l'aire tampon doit être aménagée sur l'emplacement non résidentiel, en bordure des limites attenantes de l'emplacement adjacent;
- 2) elle doit avoir une largeur minimale de cinq (5) mètres mesurée à partir de la limite de l'emplacement;
- 3) elle doit être constituée de conifères dans une proportion de soixante (60%) pour cent. Elle peut aussi être aménagée dans le boisé existant si ce dernier comporte les conifères requis à la continuité exigée;
- 4) elle doit être terminée dans les douze (12) mois suivant le début de l'occupation du bâtiment principal ou de l'emplacement. Cette bande tampon peut être combinée à un talus ou à un autre type d'ouvrage ou construction.
- 5) Elle peut aussi être remplacée par un aménagement ou une structure différente dûment attestés par un professionnel en la matière (ingénieur, architecte du paysage, etc.). La performance de l'aménagement proposé aura pour effet de limiter les impacts sonores et visuels en fonction de l'activité contraignante en cause sur l'emplacement voisin

12.4 Constructions, ouvrages ou travaux sur le littoral d'un lac ou d'un cours d'eau (L.A.U. art. 113, 16°)⁷

Tous les lacs et cours d'eau, à débit régulier ou intermittent, sont visés par les dispositions du présent article. Cependant, les fossés sont exemptés de l'application du présent article.

Sur le littoral, sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux à l'exception des constructions, des ouvrages et des travaux suivants qui peuvent être permis;

⁷ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 21

1. les quais ou débarcadères sur pilotis, sur pieux ou fabriqués de plates-formes flottantes;
2. l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué (à pied), aux ponceaux et ponts;
3. les prises d'eau, à condition d'être réalisées avec l'application des mesures de mitigation (notamment par l'installation d'une barrière de géotextile ou autres) visant à minimiser l'apport de sédiments dans les lacs et les cours d'eau;
4. l'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés sur la rive, tel qu'identifiés aux articles de la sous-section 12.5 du présent règlement, à condition d'être réalisé avec l'application des mesures de mitigation visant à minimiser l'apport de sédiments dans les lacs et les cours d'eau, telles qu'indiquées au paragraphe précédent;
5. les travaux de nettoyage et d'entretien dans les cours d'eau, sans déblaiements, effectués par une autorité compétente conformément aux pouvoirs et devoirs qui lui sont conférés par la loi;
6. les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou aux fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.Q-2), de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c.C-61.1), de la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ou de toute autre loi;
7. l'entretien, la réparation et la démolition de constructions et d'ouvrages existants au 18 décembre 2008, qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales, publiques ou d'accès public;

12.5 Constructions, ouvrages ou travaux sur les rives des lacs et cours d'eau (L.A.U., art. 113, 14^o)⁸

Rappel :

- a) la rive a un minimum de dix (10) mètres :
 - lorsque la pente est inférieure à 30%.
 - Ou, lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de moins de cinq (5) mètres de hauteur.
- b) La rive a un minimum de quinze (15) mètres :
 - Lorsque la pente est continue et supérieure à 30%.
 - Ou, lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de plus de cinq (5) mètres de hauteur.

Les dispositions du présent article s'appliquent exclusivement à un lac, à un cours d'eau à débit régulier, à un cours d'eau à débit intermittent.

Sur une rive d'un lac ou d'un cours d'eau sont interdits toutes les constructions, tous les ouvrages ou tous les travaux, à l'exception de ceux qui sont spécifiquement autorisés.

⁸ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 22

Cependant, sur les terres du domaine public, les lacs et cours d'eau visés par l'application du présent article sont ceux définis à la réglementation se rapportant aux normes d'intervention dans les forêts du domaine de l'État.

12.5.1 Rénovation ou reconstruction d'un bâtiment principal sur une rive⁹

La rénovation ou la reconstruction après incendie ou cataclysme naturel d'un bâtiment principal déjà existant et utilisé à des fins résidentielles peuvent être autorisés sur la rive d'un cours d'eau ou d'un lac si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- 1) le terrain sur lequel est implanté le bâtiment principal était existant avant la date d'entrée en vigueur (2 avril 1984) du règlement de contrôle intérimaire numéro 16-83 de la MRC des Laurentides (2 mars 1984 pour la MRC d'Antoine Labelle);
- 2) les dimensions du terrain et la norme de protection de la rive de dix (10) ou quinze (15) m font en sorte qu'il devient impossible de réaliser la rénovation ou la reconstruction d'un bâtiment principal, eu égard à l'application des normes d'implantation du présent règlement et du Règlement sur l'évaluation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (R.R.Q., 2010, c. Q-2, r.22 et règlements subséquants) édictées en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- 3) l'endroit où se retrouve le bâtiment principal sur le terrain, ou sa relocalisation projetée, est situé à l'extérieur d'une zone d'inondation ou d'un milieu humide incluant sa bande de protection qui l'entoure;
- 4) la rénovation ou la reconstruction du bâtiment n'empiète pas davantage sur la rive, à la condition qu'aucun ouvrage à réaliser ne se retrouve à l'intérieur d'une bande minimale de cinq (5) mètres de la rive calculée à partir de la ligne des hautes eaux.
- 5) dans le cas où les travaux de rénovation, ou de reconstruction du bâtiment principal nécessitent la reconstruction ou le remplacement de la fondation, la nouvelle implantation du bâtiment doit être réalisée à l'extérieur de la rive ou lorsque cela est impossible, sa nouvelle implantation doit être le plus loin possible de la ligne des hautes eaux;
- 6) une bande de terrain adjacente à la ligne naturelle des hautes eaux, d'une profondeur minimale de 5 mètres doit être revégétalisée tel qu'indiqué à l'article 12.5.3.

12.5.2 Les ouvrages et travaux relatifs à la végétation sur une rive¹⁰

Seuls les ouvrages et travaux relatifs à la végétation identifiés ci-après sont autorisés sur la rive d'un cours d'eau ou d'un lac :

⁹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 23

¹⁰ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 24

- 1) les activités d'aménagement forestier sur les terres du domaine de l'État dont la réalisation est assujettie à la *Loi sur les forêts* et à ses règlements d'application;
- 2) la coupe d'assainissement;
- 3) la coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé uniquement après l'obtention du permis à cet effet;
- 4) lorsque la pente de la rive est inférieure à 30 %, la coupe nécessaire à l'aménagement d'une (1) ou plusieurs ouvertures dont leur largeur combinée n'excède pas 5 mètres. Tout accès doit être couvert d'un couvre-sol végétal.
 - Toutefois, pour les terrains riverains dont la largeur calculée à la ligne des hautes eaux est inférieure à 10 mètres, une seule ouverture d'une largeur maximale de 2 mètres est autorisée;
- 5) Lorsque la pente de la rive est supérieure à 30 % et possède une profondeur minimale de quinze (15) mètres composé des trois (3) strates de végétation :

(modification 2015, règlement no. 626)

- l'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre (trouée dans l'écran de végétation visant à permettre la vue sur le plan d'eau) d'une largeur maximale de 5 mètres;
- le débroussaillage et l'élagage nécessaire à l'aménagement d'un sentier d'une largeur maximale de 1,2 mètre, réalisé sans remblai ni déblai. Dans le but d'éviter l'érosion, ce sentier doit être végétalisé et, autant que possible, être aménagé de façon sinueuse en fonction de la topographie. L'imperméabilisation du sol (béton, asphalte, tuile ou dalle, etc.) est interdite.

ou

le débroussaillage et l'élagage nécessaire à l'aménagement d'un escalier d'une largeur maximale de 1,2 m construit sur pieux ou sur pilotis de manière à conserver la végétation herbes et les arbustes existants en place. Cet escalier ne doit pas inclure de plate-forme ou terrasse; seuls les paliers d'une largeur de 1,2 m peuvent être autorisés;

- 6) Les semis d'herbes et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes de type riverain et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable;
- 7) le dégagement de la végétation et l'entretien de la végétation herbacée dans une bande de 2 mètres au pourtour immédiat des bâtiments et constructions existants.

Les travaux d'aménagement ou d'entretien visant le contrôle de la végétation à l'intérieur des trois (3) strates de la végétation (herbacée, arbustes et arbres), tel la tonte de gazon, et le débroussaillage ne sont pas autorisés.

12.5.3 Revégétalisation sur 5 mètres de la rive¹¹

Les dispositions relatives à la revégétalisation du présent article ne s'appliquent pas dans les situations suivantes :

1. aux emplacements utilisés à des fins d'exploitation agricole et situés dans la zone agricole décrétée en vertu de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*;
2. aux emplacements situés dans une zone d'inondation;
3. aux interventions autorisées sur les rives et le littoral en vertu de l'article **12.4** et **12.5** du présent règlement;
4. aux ouvrages spécifiquement permis par une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c.Q-2), de la *Loi sur la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c.C-61-1), de la *Loi sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) ou de toute autre loi;
5. aux emplacements aménagés pour fins de plage publique, plage d'un établissement commercial ou plage d'un établissement récréatif, pour fins d'accès publics à un plan d'eau, ou pour fins d'utilités publiques lorsque celles-ci nécessitent un dégagement de la végétation;
6. aux cours d'eau à débit intermittent;
7. dans une bande de dégagement d'une profondeur de 2 mètres au pourtour des bâtiments et constructions existants sur la rive.

Dans tous les cas, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent, lorsque la rive ne possède plus son couvert végétal naturel ou que celui-ci est dévégétalisé à un niveau supérieur à ce qui est autorisé par les dispositions de la présente sous-section ou, dans les situations où les ouvrages altérant la végétation riveraine ont spécifiquement fait l'objet d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, (L.R.Q., c.Q-2) de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c.C-61.1), de la *Loi sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) ou de toute autre loi, des mesures doivent être prises afin de revégétaliser la bande de terrain adjacente à la ligne des hautes eaux sur une profondeur minimale de 5 mètres avec une combinaison de végétaux représentant les trois (3) strates (herbes, arbustes et arbres) de type indigène et riverain.

Les tableaux **C** à **H**-du présent règlement présentent les végétaux autorisés pour la revégétalisation sur les rives. D'autres végétaux pourront être autorisés s'il s'agit d'espèces indigènes régionalement et s'ils sont approuvés et recommandés par un professionnel en botanique ou en biologie.

¹¹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 24.1

Sur toute la superficie du terrain à revégétaliser, d'une profondeur minimale de 5 mètres adjacente à la ligne des hautes eaux, les plantations et semis doivent être réalisés de la façon suivante :

- les herbes sous forme de plantes et de semis doivent couvrir toute la superficie à revégétaliser;
- les arbustes doivent être plantés en quinconce à une distance approximative de 1 m l'un de l'autre, ou d'un arbre;
- les arbres doivent être plantés en quinconce à une distance approximative de 5 m l'un de l'autre;

TABLEAU C

LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES
POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (ARBRES)

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
ARBRES		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Acer rubrum	Érable rouge	S, MO	F, H	3	25	O, A
Acer saccharum	Érable à sucre	O	S, F	3	30	O, A
Acer saccharinum *	Érable argentée	S	F, H	4	25	O, T
Betula alleghaniensis *	Bouleau jaune	S, MO	F, H	3	25	O
Fraxinus americana	Frêne d'Amérique	MO, O	S, F	4	25	O
Fraxinus nigra	Frêne noir	S	H	2	15	O, T
Larix laricina	Mélèze laricin	S	F, H	2	25	S, T, O
Picea glauca	Épinette blanche	O, MO	S	2	28	O
Picea mariana	Épinette noire	O, MO	H	1	16	T
Pinus strobus *	Pin blanc	S, MO	S	2	35	R, S
Pinus resinosa*	Pin rouge	S, MO	S	2	35	R, S
Prunus pensylvanica	Cerisier de Pennsylvanie	S	F	3	8	O, A
Prunus serotina	Cerisier tardif	S, MO	F	2	20	O, A
Prunus virginiana	Cerisier de Virginie	S	S, F	2	4.5	O
Quercus rubra *	Chêne rouge	S	S, F	3	25	R, O
Salix nigra	Saule noir	S, MO	H	4	12	O, A
Sorbus americana	Sorbier d'Amérique	S, MO	S, F, MH	2	10	R, S, A, O, T
Thuja occidentalis	Thuya occidental	S, MO, O	F, H	3	15	O, T
Tilia americana	Tilleul d'Amérique	S, MO, O	S, F	3	20	R, O, A
Tsuga canadensis	Pruche de l'Est	MO, O	F	3	22	R, O
Légende : 1 - Lumière : S : Soleil, O : Ombre, MO : Mi-Ombre 2 - Humidité : S : Sec, F : Frais, H : Humide 3 - Type de sol : R : Rocailleux, S : Sablonneux, A : Argileux, O : Organique, T : Tourbeux * Attention à la distance en relation au bâtiment, système racinaire important						

TABLEAU D

LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA
REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (ARBUSTES)

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Alnus rugosa	Aulne rugueux	S	H	1	6	O, T
Alnus crispa	Aulne crispé	S	H	1	3	O, T
Amelanchier sanguinea	Amélanchier sanguin	S, MO	S	3	10	R, S, A
Amelanchier stolonifera	Amélanchier stolonifère	S, MO	S	3	10	R, S, A
Amelanchier arborea	Amélanchier arbre	S, MO	S	3	10	R, S, A
Amelanchier laevis	Amélanchier glabre	S, MO	S, F, H	3	13	O
Andromeda glaucophylla	Andromède glauque	S, MO	H	1	1	T
Aronia melanocarpa	Aronia noir	S	F, H	3	2	O, T
Cassandra calyculata	Cassandre caliculé	n.d.	H	2	2	S, T
Cornus alternifolia	Cornouiller à feuilles alternes	MO	F, H	3	6	O
Cornus rugosa	Cornouiller rugueux	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Cornus stolonifera	Cornouiller stolonifère	S, MO	S, F	1	3	O
Corylus cornuta	Noisetier à long bec	S, O	F, H	3	3	O
Diervilla lonicera	Dièreville chèvrefeuille	S, MO, O	S, F	3	1.2	O
Ilex verticillata	Houx verticillé	S, MO	F, H	3	8	O, A, T
Kalmia angustifolia	Kalmia à feuilles étroites	S	F, H	3	0.75	S, T
Ledum groenlandicum	Lédon du Groenland	S	F, H	2	1.2	S, O, T
Nemopanthus mucronatus	Némopanthé mucroné	S	H	1	3	O, T
Myrica gale	Myrique baumier	S	H	2	1.25	T, O
Physocarpus opulifolius	Physocarbe à feuilles d'Obier	S, O	F, H	3	3	T, O
Lonicera canadensis	Chèvrefeuille du Canada	MO	F, H	3	1.5	O
Lonicera dioica	Chèvrefeuille dioïque	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Prunus nigra	Prunier sauvage	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Rhododendron canadense	Rhododendron du Canada	MO, S	S, F, H	2	1	S, T
Rhus typhina	Sumac vinaigrier	S	S	3	6	R, S, O

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
ARBUTES (SUITE)		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Ribes lacustre	Gadellier lacustre	S	F, H	2	1.5	O
Ribes americanum	Gadellier américain	S	F, H	2	1	O
Ribes glandulosum	Gadellier glanduleux	S	F, H	2	1	O
Rosa blanda	Rosier inerme	S	S	2	1.5	O, S
Rubus odoratus	Ronce odorante	S, O, MO	S, F, H	2	2	S, O
Rubus idaeus	Ronce du mont Ida	S	S	2	1.5	R, S, O, A
Rubus pubescens	Ronce pubescente	S	F, H	2	2 rampante	O
Rubus allegheniensis	Ronce alléghanienne	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Salix bebbiana	Saule de Bebb	S	F, H	2	8	S, O, A, T
Salix discolor	Saule discolore	S	F, H	3	6	O, T
Salix lucida	Saule brillant	S	F, H	2	10	O, T
Salix pellita	Saule satiné	S	F, H	3	5	O, T
Salix petiolaris	Saule pétiolé	S	S, F, H	3	5	S, T
Salix serissima	Saule très tardif	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Sambucus canadensis	Sureau du Canada	S, MO, O	F	3	3	O
Sambucus pubens	Sureau pubescent	S, MO, O	F	3	4	O
Spiraea alba	Spirée blanche	S, MO	F, H	3	2	S, O, T
Spiraea latifolia	Spirée à larges feuilles	S, MO	F, H	3	1.5	S, O, T
Spiraea tomentosa	Spirée tomenteuse	S, MO	F, H	3	1.5	S, O, T
Vaccinium myrtilloides	Airelle fausse myrtille	S	F, H	1	0.75	O, T
Vaccinium angustifolium	Airelle à feuilles étroites	S	F, H	1	0.6	O, T
Viburnum cassinoides	Viorne cassinoïde	S	F, H	2	4	A, O
Viburnum trilobum	Viorne trilobée	S, MO	F, H	3	3	O, T
Viburnum alnifolium	Viorne à feuilles d'aulne	S, MO	F, H	3	4	O
Légende : 1 - Lumière : S : Soleil, O : Ombre, MO : Mi-Ombre 2 - Humidité : S : Sec, F : Frais, H : Humide 3 - Type de sol : R : Rocailleux, S : Sablonneux, A : Argileux, O : Organique, T : Tourbeux * Attention à la distance en relation au bâtiment, système racinaire important						

TABLEAU E

LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA
REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (HERBES)

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
HERBES		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Actaea rubra	Actée rouge	O, MO	F	4	0.9	O
Anaphalis margaritacea	Anaphale marguerite	S	S	3	0.5	R, S
Anemone canadensis	Anémone du Canada	S, MO, O	F, H	3	0.6	O
Anemone virginiana	Anémone de Virginie	MO	S, F	3	0.9	R
Angelica atropurpurea	Angélique noire-pourprée	S, MO	F, H	3	2.5	O
Apocynum cannabinum	Apocyn chanvrin	S, MO	F, H	3	1	O, T, R
Aster cordifolius	Aster à feuilles cordées	S	F	3	1	R, O
Aster lateriflorus	Aster latériflore	S, MO	S, F, H	3	1.5	O
Aster novae-angliae	Aster de la Nouvelle-Angleterre	S	S, F	3	1.5	O
Aster novi-belgii	Aster de la Nouvelle-Belgique	S	S, F	3	0.9	O
Aster puniceus	Aster ponceau	S	S, F	3	2.5	O
Aster umbellatus	Aster à ombelles	S	S, F	3	2.5	O
Bidens cernua	Bident penché	S, MO	F, H	2	1	S, O
Caltha palustris	Populage des marais	S, MO, O	H	3	0.6	O, T
Chelone glabra	Galane glabre	S, MO	F, H	3	0.9	O
Clintonia borealis	Clintonie boréale	O, MO	F	1	0.25	O
Cornus canadensis	Cornouiller du Canada	O, MO	S, F	1	0.15	O
Epilobium angustifolium	Épilobe à feuilles étroites	S	S, F	2	2	O
Eupatorium maculatum	Eupatoire maculée	S, MO	F, H	3	1.5	T
Eupatorium perfoliatum	Eupatoire perfoliée	S, MO	F, H	3	1.5	T
Gaultheria procumbens	Gaulthérie couchée	MO, O	S, F	2	0.15	O
Geum canadense	Benoîte du Canada	MO, O	F, H	3	1	O, T
Geum rivale	Benoîte des ruisseaux	S, MO	F, H	3	0.6	T

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Heracleum maximum	Berce très grande	S, MO	F, H	3	3	T
Impatiens capensis	Impatiente du Cap	MO	F, H	3	1	T, O
Iris versicolor	Iris versicolore	S, MO	F, H	2	0.65	O, T
Lobelia cardinalis	Lobélie du cardinal	S	F, H	4	1.2	O
Maianthemum canadense	Maïanthème du Canada	MO, O	F, S	2	0.1	O
Mentha canadensis	Menthe du Canada	S, MO	F, H	3	0.6	O
Myosotis laxa	Myosotis laxiflore	MO, S	F, H	3	0.5	O, T
Oenothera biennis	Onagre de Victorin	S	S, F	2	1.25	R
Potentilla palustris	Potentille palustre	S, MO	H	3	0.5	T
Scutellaria epilobiifolia	Scutellaire à feuilles d'épilobe	S, MO	H	3	1	O, T
Scutellaria lateriflora	Scutellaire latériflore	S, MO	H	3	0.8	T, O
Solidago canadensis	Verge d'or du Canada	S	S, F	3	1.5	R, S
Solidago flexicaulis	Verge d'or à tige zizaguante	O, MO	F	3	0.75	O
Solidago squarrosa	Verge d'or squarreuse	S, MO, O	S, F	3	1.6	O
Solidago uliginosa	Verge d'or des marais	S, MO	F, H	3	2	O, T
Smilacina racemosa	Smilacine à grappes	O, MO	F	2	0.9	O
Thalictrum pubescens	Pigamon pubescent	S, MO	F	3	2	O
Tiarella cordifolia	Tiarelle cordifoliée	O, MO	F	3	0.3	S, O
Trillium erectum	Trille dressé	O, MO	F	3	0.45	O
Verbena hastata	Verveine hastée	S, MO	F, H	4	1.8	O
Viola canadensis	Violette du Canada	MO, O	F	3	0.6	O
Viola cucullata	Violette cucullée	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Légende :

1 - Lumière : S : Soleil, O : Ombre, MO : Mi-Ombre

2 - Humidité : S : Sec, F : Frais, H : Humide

3 - Type de sol : R : Rocailleux, S : Sablonneux, A : Argileux, O : Organique, T : Tourbeux

* Attention à la distance en relation au bâtiment, système racinaire important

TABLEAU F

LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA
REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (HERBES-FOUGÈRES)

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
FOUGÈRES		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Athyrium filix-femina	Athyrium fougère-femelle	O, MO	F, H	3	0.9	O
Athyrium thelypteroides	Athyrium fausse thélyptérade	O	F, H		1.25	O
Dryopteris cristata	Dryoptérade accréte	O, MO	F, H	2	0.6	O, T
Dryopteris disjuncta	Dryoptérade disjuncte	MO, O	F	3	0.5	O, T
Dryopteris noveboracensis	Dryoptérade de New-York	MO, O	F	3	0.6	O, T
Thelypteris palustris	Thélyptère des marais	O, MO	H	3	0.8	O
Dryopteris phegopteris	Dryoptérade du hêtre	O, MO	H, F	2	0.3	O, T
Dryopteris spinulosa	Dryoptérade spinuleuse	O, MO, S	S, F, H	1	0.5	O
Onoclea sensibilis	Onoclée sensible	O, MO, S	F, H	2	0.9	O, T
Osmunda cinnamomea	Osmonde cannelle	O, MO, S	F, H	2	2	O
Osmunda claytoniana	Osmonde de Clayton	O, MO, S	F, H	3	1.3	O
Osmunda regalis	Osmonde royale	O, MO, S	F, H	2	1.5	O
Légende : 1 - Lumière : S : Soleil, O : Ombre, MO : Mi-Ombre 2 - Humidité : S : Sec, F : Frais, H : Humide 3 - Type de sol : R : Rocailleux, S : Sablonneux, A : Argileux, O : Organique, T : Tourbeux * Attention à la distance en relation au bâtiment, système racinaire important						

TABLEAU G

LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (HERBES - GRAMINÉES & CYPÉRACÉES)

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
GRAMINÉES & CYPÉRACÉES		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Calamagrostis canadensis	Calamagrostis du Canada	S	F, H	3	1.5	R, S, A, O
Carex bebbii	Carex de Bebb	S	F, H	3	0.6	n.d.
Carex crinita	Carex crépu	S	H	3	0.6	n.d.
Carex intumescens	Carex gonflé	S, MO, O	F, H	3	1	O, T
Carex lurida	Carex luisant	S	H	3	0.5	O, T
Carex plantaginea	Carex plantain	O, MO	F	4	0.3	O
Carex pseudocyperus	Carex faux-souchet	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Carex stipata	Carex stipité	S	H	3	1.5	O, T
Deschampsia cespitosa	Deschampsie cespiteuse	S	F	3	0.6	
Elymus canadensis	Élyme du Canada	S	F	3	1.5	R, S, A, O
Glyceria canadensis	Glycérie du Canada	S, MO	F, H	3	1	O, T
Glyceria grandis	Glycérie géante	S	F, H	3	1.6	O, T
Glyceria striata	Glycérie striée	S, MO, O	F, H	3	1	O, T
Hierochloa odorata	Hiérophloé odorante	S	F	3	0.45	O, T
Juncus alpinus	Jonc alpin	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juncus brevicaudatus	Jonc brévicaudé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juncus effusus	Jonc épars	S	H	3	0.65	O, T
Juncus filiformis	Jonc filiforme	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Juncus nodosus	Jonc noueux	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Leersia oryzoides	Léersie faux-riz	S	F, H	3	1.3	O, T
Panicum depauperatum	Panic appauvri	S	S	n.d.	n.d.	S
Panicum xanthophysum	Panic jaunâtre	S	S	n.d.	n.d.	S
Schizachyrium scoparium	Schizachyrium à balais	S	S, F	4	0.6	n.d.
Scirpus atrocintus	Scirpe à ceinture noire	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Scirpus atrovirens	Scirpe noirâtre	S	H	3	1.2	O, T
Scirpus cyperinus	Scirpe souchet	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Scirpus heterochaetus	Scirpe à soies inégales	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
GRAMINÉES & CYPÉRACÉES (SUITE)		Lumière 1	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Scirpus pedicellatus	Scirpe pédicellé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Scirpus rubrotinctus	Scirpe à gaines rouges	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Scirpus validus	Scirpe vigoureux	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Typha angustifolia	Typha à feuilles étroites	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Typha latifolia	Typha à feuilles larges	S	H	2	2.5	O, T
Schizachyrium scoparium	Schizachyrium à balais	S	S, F	4	0.6	n.d.
Scirpus pedicellatus	Scirpe pédicellé	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Scirpus rubrotinctus	Scirpe à gaines rouges	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Scirpus validus	Scirpe vigoureux	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Typha angustifolia	Typha à feuilles étroites	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Typha latifolia	Typha à feuilles larges	S	H	2	2.5	O, T
Légende : 1 - Lumière : S : Soleil, O : Ombre, MO : Mi-Ombre 2 - Humidité : S : Sec, F : Frais, H : Humide 3 - Type de sol : R : Rocailleux, S : Sablonneux, A : Argileux, O : Organique, T : Tourbeux * Attention à la distance en relation au bâtiment, système racinaire important						

TABLEAU H

LISTE DES PLANTES INDIGÈNES ET RIVERAINES AUTORISÉES POUR LA
REVÉGÉTALISATION DE LA RIVE (PLANTES GRIMPANTES-MURET)

Noms latins	Noms français	Classification indicatrice				
PLANTES GRIMPANTES		Lumière ¹	Humidité ²	Rusticité	Hauteur MAX (m)	Type de sol ³
Virginiana	Clématite de Virginie	S, MO	F	3	4	n. p.
Parthenocissus quinquefolia	Parthénocisse à cinq folioles	S, MO, O	F	2	10	n. p.
Smilax herbacea	Smilax herbacé	O, MO	F, H	4	5	n. p.
Vitis riparia	Vigne des rivages	S, O, MO	F, H	2	6	n. p.
Légende : 1 - Lumière : S : Soleil, O : Ombre, MO : Mi-Ombre 2 - Humidité : S : Sec, F : Frais, H : Humide 3 - Type de sol : R : Rocailleux, S : Sablonneux, A : Argileux, O : Organique, T : Tourbeux * Attention à la distance en relation au bâtiment, système racinaire important						

Note :

- i. Les herbes regroupent : les herbes, les fougères, les graminées et les cypéracées.
 ii. Pour des précisions spécifiques contacter des ressources spécialisées (pépinieristes, horticulteurs, etc.), par exemple pour des plans de revégétalisation personnalisés, des techniques et des espèces à favoriser et autres.

12.5.4 Culture du sol à des fins d'exploitation agricole sur une rive¹²

Dans une zone agricole décrétée en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA), la culture du sol à des fins d'exploitation agricole est autorisée sur la rive d'un lac ou d'un cours d'eau, à la condition qu'une bande minimale de trois (3) m soit maintenue à l'état naturel ou conservée.

De plus, s'il y a un talus et que la partie haute de ce dernier se situe à une distance inférieure à trois (3) m à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la rive doit être d'au moins un (1) m sur le haut du talus.

À l'intérieur de cette rive, les trois (3) strates de végétation (arbres, arbustes et herbes) doivent être laissées à l'état naturel ou préservées. Aucune intervention visant le contrôle de la végétation, incluant la tonte, le débroussaillage et l'abattage d'arbre, n'y est autorisé autre que les interventions prévues au sous-article de l'article 12.5.

12.5.5 Autres ouvrages et travaux autorisés sur une rive¹³

Les autres ouvrages et travaux suivants sont également autorisés sur la rive d'un lac ou d'un cours d'eau :

- 1) l'entretien, la réparation et la démolition des constructions et des ouvrages existants au (12 décembre 2001)- et utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public;
- 2) l'installation de clôtures
- 3) l'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface (fossés), à la condition que le sol situé sous l'extrémité de l'exutoire soit stabilisé (dans le but d'éviter l'érosion);
- 4) les stations de pompage à des fins municipales, commerciales, industrielles ou publiques, uniquement lorsqu'il est impossible de les implanter à l'extérieur de la rive;
- 5) l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;
- 6) les équipements nécessaires à l'aquaculture ou à la pisciculture, dans le cas où cet aménagement est assujéti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (L.R.Q., c.Q-2), de la *Loi sur la mise en valeur de la faune* (L.R.Q., c.C-61-1), de la *Loi sur le régime des eaux* (L.R.Q., c. R-13) ou de toute autre loi;

¹² Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - articles 25

¹³ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - articles 23.1 et 26

- 7) l'implantation de la conduite souterraine d'une prise d'eau autorisée dans le littoral; la station de pompage et le réservoir d'eau doivent être aménagés à l'extérieur de la rive, sous réserve du paragraphe 3) du présent article;
- 8) lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle. Les travaux de stabilisation ne doivent pas avoir pour effet d'agrandir la propriété riveraine en empiétant sur le lit d'un lac ou d'un cours d'eau;
- 9) les puits individuels, uniquement s'il est impossible de les implanter à l'extérieur de la rive ;
- 10) les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral conformément à l'article **12.4** du présent règlement, à condition d'être réalisés avec l'application des mesures de mitigation (notamment par l'installation d'une barrière de géotextile ou de ballots de paille ou paillis de paille vierge) visant à minimiser l'apport de sédiments dans les lacs et les cours d'eau ;
- 11) les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, dûment soumis à une autorisation en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c.C-61.1), la Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13) ou toute autre loi ;
- 12) les activités d'aménagement forestier dont la réalisation est assujettie à la Loi sur les forêts et au Règlement sur les normes d'intervention dans les forêts du domaine public;

De plus, les travaux de reconstruction, de réfection ou d'élargissement d'une route ou rue publique ou privée ou d'un chemin de ferme ou forestier, s'ils existaient avant l'entrée en vigueur du présent règlement et qu'ils ne sont pas assujettis à la Loi sur la qualité de l'environnement, la Loi sur le régime des eaux ou toute autre Loi, peuvent être autorisés sur la rive d'un lac ou d'un cours d'eau dans le but de la rendre conforme au règlement municipal ou plus sécuritaire, lorsqu'il est impossible d'étendre l'emprise du côté de la route non adjacente au cours d'eau ou lac.

Dans ce cas, tout talus érigé sur la rive doit être recouvert de végétation ou autres méthodes de stabilisation favorisant l'implantation de la végétation naturelle, de façon à prévenir ou atténuer l'érosion et le ravinement du sol vers le littoral.

12.6 Dispositions particulières applicables à proximités des lacs et des cours d'eau à débit régulier

Les dispositions de la présente sous-section s'appliquent uniquement à proximité des lacs et des cours d'eau à débit régulier. Dans le cas des cours d'eau à débit intermittent,

la distance à respecter est celle imposée par le respect des dispositions applicables à la rive telles qu'indiquées à la section **12.5**.

Les présentes dispositions ne s'appliquent pas également aux constructions, ouvrages et travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour fins d'accès public, dûment soumis à une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune*, de la *Loi sur le régime des eaux* ou de toute autre loi.

12.6.1 Implantation des bâtiments¹⁴

Tout nouveau bâtiment principal ou complémentaire doit respecter une distance minimale de 20 mètres calculée à partir de la ligne naturelle des hautes eaux.

Cette disposition ne s'applique pas à l'intérieur des limites du périmètre urbain.

12.6.2 Implantation des systèmes de traitement des eaux usées¹⁵

Tout système de traitement des eaux usées ou toute partie d'un tel système qui est non étanche construit pour desservir un nouveau bâtiment doit, en plus des normes de localisation prévues au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*, respecter une distance minimale de 30 m calculée à partir de la ligne naturelle des hautes eaux.

Toutefois, dans le cas d'un projet de construction d'un nouveau bâtiment sur un lot cadastré mais non conforme, tout système de traitement des eaux usées ou toute partie d'un tel système qui est non étanche doit respecter une distance minimale de 30 m ou, lorsque cela est techniquement impossible, à une distance se rapprochant le plus de cette distance.

Dans le cas des bâtiments existants dont le système de traitement des eaux usées doit être modifié ou reconstruit, tout système ou toute partie d'un tel système qui est non étanche doit respecter une distance minimale de 30 m ou, lorsque cela est techniquement impossible, à une distance se rapprochant le plus de cette distance.

Lorsque possible, toute partie d'un système de traitement des eaux usées qui est non étanche doit, en plus de se retrouver à l'extérieur de la rive, se retrouver vis-à-vis une section de rive qui est naturellement boisée ou revégétalisée, afin de maximiser la rétention naturelle du phosphore par le sol et les végétaux.

Cette disposition ne s'applique pas à l'intérieur des limites du périmètre urbain.

¹⁴ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 26.1

¹⁵ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 26.2

12.6.3 Accès¹⁶

L'aménagement de tout nouvel accès y compris l'espace de stationnement doit respecter une distance minimale de 20 m calculée à partir de la ligne naturelle des hautes eaux.

12.6.4 Allée véhiculaire¹⁷

L'aménagement de toute nouvelle allée véhiculaire, y compris les stationnements extérieurs, doit respecter une distance minimale de 30 m calculée à partir de la ligne des hautes eaux.

Malgré ce qui précède, toute nouvelle allée véhiculaire peut être autorisée à une distance inférieure à celle prescrite à l'alinéa précédent dans les cas suivants :

- lorsqu'il s'agit de raccorder l'allée véhiculaire à une rue ou route existante et elle-même située à moins de 30 m de la ligne des hautes eaux;
- lorsqu'il s'agit de prolonger une allée véhiculaire existante et elle-même située à moins de 30 m de la ligne des hautes eaux, à la condition que son prolongement s'éloigne de la ligne des hautes eaux pour atteindre la norme prescrite, sur une longueur n'excédant pas 75 m.

12.7 Normes sur la protection des zones à risque de mouvement de terrain (L.A.U. art. 113, 16°)

12.7.1 Zones à risque de mouvement de terrain¹⁸

Les dispositions du présent article s'appliquent aux zones à risque de mouvement de terrain. Une zone à risque de mouvement de terrain est comprise à l'intérieur d'une bande de terrain située de part et d'autre de la ligne de crête d'un talus. La bande de terrain associable à une zone à risque de mouvement de terrain se compose de trois (3) parties distinctes, soit:

1. une bande de protection au sommet du talus;
2. le talus ;
3. une bande de protection à la base du talus.

La profondeur de la zone à risque de mouvement de terrain est déterminée en fonction des types de sols (prédominance sableuse) et en fonction des interventions projetées, le tout, tel qu'indiqué au tableau I-1 du présent règlement.

Elles s'appliquent également, à tout talus tel que définit au règlement sur les permis et certificats, constitués de matériaux meubles d'une hauteur minimale de 5 m et dont

¹⁶ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 26.3

¹⁷ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 26.4

¹⁸ Découlant du Règlement numéro 267-2012, de la MRC des Laurentides.

l'inclinaison moyenne est supérieure à 27°, avec un **cours d'eau à la base**, c'est-à-dire compris dans la bande de protection à la base du talus.

Les interventions visées par le tableau I-1, sont interdites dans les talus et les bandes de protection au sommet et à la base du talus, selon les largeurs précisées à ce tableau.

Ces interventions peuvent toutefois être permises conditionnellement à ce qu'une expertise géotechnique, répondant aux exigences établies dans le tableau I-2 soit présenté à l'appui d'une demande de permis et certificat.

TABLEAU I-1

CONSTRUCTIONS, BÂTIMENTS OU OUVRAGES RÉGIS DANS LES ZONES À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN – SOLS À PRÉDOMINANCE SABLEUSE –

Type d'intervention projetée	Talus d'une hauteur minimale de 5 m et dont l'inclinaison est supérieure à 27° (50 %) avec un cours d'eau à la base
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole)	Interdit dans le talus, et : <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 m; • à la base d'un talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 m.
AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL SUPÉRIEUR À 50% DE LA SUPERFICIE AU SOL (sauf d'un bâtiment agricole) RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) RELOCALISATION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire à l'usage résidentiel ou agricole) AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire à l'usage résidentiel ou agricole)	Interdit dans le talus, et : <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.

<p>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE¹⁹ (garage, remise, cabanon, etc.) OU D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE À L'USAGE RÉSIDENTIEL (piscine hors terre, tonnelle, etc.)</p> <p>AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (garage, remise, cabanon, etc.) OU D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE À L'USAGE RÉSIDENTIEL (piscine hors terre, tonnelle, etc.)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m. • à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.
<p>AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL INFÉRIEUR À 50% DE LA SUPERFICIE AU SOL QUI S'APPROCHE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est d'une demie fois la hauteur du talus, au minimum 5 m jusqu'à concurrence de 10 m. • à la base d'un talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 m.
<p>AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL INFÉRIEUR À 50% DE LA SUPERFICIE AU SOL QUI S'ÉLOIGNE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la base d'un talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 m.
<p>AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL DONT LA LARGEUR MESURÉE PERPENDICULAIREMENT À LA FONDATION DU BÂTIMENT EST ÉGALE OU INFÉRIEURE À 2 M ET QUI S'APPROCHE DU TALUS²⁰ (sauf d'un bâtiment agricole)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m; • à la base d'un talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 m.
<p>AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL PAR L'AJOUT D'UN 2E ÉTAGE (sauf d'un bâtiment agricole)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.

¹⁹ Les garages, les remises et les cabanons d'une superficie de moins de 15 m² ne nécessitant aucun remblai au sommet du talus, ni aucun déblai ou excavation dans le talus sont permis.

²⁰ Les agrandissements en porte-à-faux dont la largeur mesurée perpendiculairement à la fondation du bâtiment est égale ou inférieure à 2 m et qui s'éloignent du talus sont permis.

AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL EN PORTE-À-FAUX DONT LA LARGEUR MESURÉE PERPENDICULAIREMENT À LA FONDATION DU BÂTIMENT EST SUPÉRIEURE À 1 M²¹ (sauf d'un bâtiment agricole)	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une demie fois la hauteur du talus, au minimum 5 m jusqu'à concurrence de 10 m.
--	--

TABLEAU I-1

CONSTRUCTIONS, BÂTIMENTS OU OUVRAGES RÉGIS DANS LES ZONES À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN – SOLS À PRÉDOMINANCE SABLEUSE (suite)

Type d'intervention projetée	Talus d'une hauteur minimale de 5 m et dont l'inclinaison est supérieure à 27° (50 %) avec un cours d'eau à la base
<p>CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.)</p> <p>AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.)</p> <p>RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.)</p> <p>RELOCALISATION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> au sommet et à la base du talus, dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.

²¹ Les agrandissements en porte-à-faux dont la largeur mesurée perpendiculairement à la fondation du bâtiment est égale ou inférieure à 1 m sont permis.

<p>IMPLANTATION D'UNE INFRASTRUCTURE²² (rue, aqueduc, égout, pont, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN ÉQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.)</p> <p>RÉFECTION D'UNE INFRASTRUCTURE²³ (rue, aqueduc, égout, pont, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN ÉQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.)</p> <p>RACCORDEMENT D'UN BÂTIMENT EXISTANT À UNE INFRASTRUCTURE</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une demi fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 m; • à la base du talus dans une bande de protection dont la largeur est égale à 5 m.
<p>TRAVAUX DE REMBLAI²⁴ (permanent ou temporaire)</p> <p>USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU PUBLIC SANS BÂTIMENT NON OUVERT AU PUBLIC²⁵ (entreposage, lieu d'élimination de neige, bassin de rétention, concentration d'eau, lieu d'enfouissement sanitaire, sortie de réseau de drainage agricole, etc.)</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.
<p>TRAVAUX DE DÉBLAI OU D'EXCAVATION²⁶ (permanent ou temporaire)</p> <p>PISCINE CREUSÉE</p>	<p>Interdit dans le talus, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à la base du talus dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.

²² L'implantation de tout type de réseau électrique n'est pas visé par les présentes dispositions. Cependant, si ces interventions nécessitent des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes pour les travaux de remblai, de déblai et d'excavation doivent être appliquées. Les infrastructures ne nécessitant aucun travaux de remblai, de déblai ou d'excavation sont permis (exemple : les conduites en surface du sol). Dans le cas des travaux réalisés par Hydro-Québec ceux-ci ne sont pas assujettis aux présentes dispositions même si ces interventions nécessitent des travaux de remblai, de déblai et d'excavation (LAU, article 149, 2e alinéa, 2e paragraphe).

²³ L'entretien et la réfection de tout type de réseau électrique n'est pas visé par les présentes dispositions. Les travaux d'entretien et de conservation du réseau routier provincial ne sont pas assujettis, comme le prévoit l'article 149, 2e alinéa, 5e para. de la LAU.

²⁴ Les remblais dont l'épaisseur est de moins de 30 cm suivant le profil naturel du terrain sont permis dans le talus et la bande de protection au sommet du talus. Les remblais peuvent être mis en couches successives à condition que l'épaisseur totale n'excède pas 30 cm.

²⁵ Si l'intervention nécessite des travaux de remblai, de déblai ou d'excavation, les normes pour les travaux de remblai, de déblai ou d'excavation doivent être appliquées.

²⁶ Les excavations dont la profondeur est de moins de 50 cm ou d'une superficie de moins de 5 m² sont permises dans le talus et la bande de protection à la base du talus [exemple d'intervention visée par cette exception : les excavations pour prémunir les constructions du gel à l'aide de pieux vissés ou de tubes à béton (sonotubes)].

TABLEAU I-1

CONSTRUCTIONS, BÂTIMENTS OU OUVRAGES RÉGIS DANS LES ZONES À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN – SOLS À PRÉDOMINANCE SABLEUSE (suite)

Type d'intervention projetée	Talus d'une hauteur minimale de 5 m et dont l'inclinaison est supérieure à 27° (50 %) avec un cours d'eau à la base
USAGE SANS BÂTIMENT OUVERT AU PUBLIC (terrain de camping, de caravanage, etc.)	Interdit dans le talus, et : <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une demi fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 m; • à la base d'un talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 m.
ABATTAGE D'ARBRES ²⁷ (sauf coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation)	Interdit dans le talus, et : <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus dans une bande de protection dont la largeur est de 5 m.
MESURES DE PROTECTION (contrepois en enrochement, reprofilage, tapis drainant, mur de protection, merlon de protection, merlon de déviation, etc.)	Interdit dans le talus, et : <ul style="list-style-type: none"> • au sommet du talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une demi fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 20 m; • à la base d'un talus, dans une bande de protection dont la largeur est égale à une fois la hauteur du talus jusqu'à concurrence de 40 m.

12.7.1.1 Conditions particulières

Les interventions visées par l'article 12.7.1 peuvent toutefois être autorisées par l'appui d'une expertise géotechnique démontrant que l'intervention peut être réalisée sans risqué dans la zone à risque de mouvement de terrain et ce, selon les exigences prévues au tableau I-2 du présent article.

Pour être valide, l'expertise géotechnique doit avoir été effectuée après l'entrée en vigueur du présent règlement. De plus, cette expertise doit être produite à l'intérieur d'un délai de cinq (5) ans précédant la date de la demande de permis ou de certificat. Ce délai permet de s'assurer que le propriétaire du terrain n'a pas modifié les conditions qui prévalaient lors de l'étude.

²⁷ À l'extérieur des périmètres d'urbanisation, l'abattage d'arbres est permis dans le talus et la bande de protection au sommet du talus si aucun bâtiment ou rue n'est situé dans la bande de protection à la base du talus.

Toutefois, ce délai est ramené à un (1) an en présence d'un cours d'eau sur un site localisé à l'intérieur des limites d'une zone de contrainte, et que l'expertise fait des recommandations de travaux afin d'assurer la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude en raison de l'évolution possible de la géométrie du talus.

Le délai prévu à l'alinéa précédent est ramené à cinq (5) ans si tous les travaux recommandés spécifiquement pour l'intervention visée par la demande de permis ou de certificat ont été réalisés dans les douze (12) mois de la présentation de cette expertise.

Si l'expertise n'est plus valide, celle-ci peut être réévaluée par la même firme en géotechnique si possible, afin de s'assurer que les conditions, qui avaient cours lors de sa réalisation, n'ont pas changé ou que les conclusions et recommandations sont toujours pertinentes en fonction des nouveaux règlements.

TABLEAU I-2
EXPERTISE GÉOTECHNIQUE REQUISE POUR CERTAINES INTERVENTIONS DANS
UNE ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN

INTERVENTION PROJÉTÉE DANS UNE ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN, TOUS LES CAS SAUF DANS LES BANDES DE PROTECTION DE LA BASE DES TALUS DONT L'INCLINAISON EST SUPÉRIEURE À 20° (36 %) (VOIR FAMILLE 1A)		
FAMILLE 1	INTERVENTION	BUT
	<ul style="list-style-type: none"> • CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL SUPÉRIEUR À 50 % DE LA SUPERFICIE AU SOL (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL INFÉRIEUR À 50 % DE LA SUPERFICIE AU SOL QUI S'APPROCHE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL INFÉRIEUR À 50% DE LA SUPERFICIE AU SOL QUI S'ÉLOIGNE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL DONT LA LARGEUR MESURÉE PERPENDICULAIREMENT À LA FONDATION DU BÂTIMENT EST ÉGALE OU INFÉRIEURE À 2 M ET QUI S'APPROCHE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL PAR L'AJOUT D'UN 2E ÉTAGE (sauf d'un bâtiment agricole) 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les conditions actuelles de stabilité du site; • Vérifier la présence de signes d'instabilité imminente (tel que fissure, fissure avec déplacement vertical et bourrelet) de mouvements de terrain sur le site; • Évaluer les effets des interventions projetées sur la stabilité du site; • Proposer des mesures de protection (famille 3), le cas échéant. <p>CONCLUSION</p> <p>L'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas d'un agrandissement, qu'aucun signe d'instabilité précurseur de mouvement de terrain menaçant le bâtiment principal existant n'a été observé sur le site; • l'intervention envisagée n'est pas menacée par un mouvement de terrain; • l'intervention envisagée n'agira pas comme facteur déclencheur en déstabilisant le site et les terrains adjacents;

FAMILLE 1	<ul style="list-style-type: none"> • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL EN PORTE-À-FAUX DONT LA LARGEUR MESURÉE PERPENDICULAIREMENT À LA FONDATION EST SUPÉRIEURE À 1 M (sauf d'un bâtiment agricole) • RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) • RELOCALISATION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) • CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire à l'usage résidentiel ou agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire à l'usage résidentiel ou agricole) • USAGE SANS BÂTIMENT OUVERT AU PUBLIC (terrain de camping, de caravanage, etc.) • IMPLANTATION D'UNE INFRASTRUCTURE²⁸ (rue, aqueduc, égout, pont, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN ÉQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.) • RÉFECTION D'UNE INFRASTRUCTURE²⁶ (rue, aqueduc, égout, pont, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN ÉQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.) • RACCORDEMENT D'UN BÂTIMENT EXISTANT À UNE INFRASTRUCTURE 	<ul style="list-style-type: none"> • l'intervention envisagée ne constituera pas un facteur aggravant, en diminuant indûment les coefficients de sécurité qui y sont associés. <p>RECOMMANDATION</p> <p>L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les précautions à prendre et, le cas échéant, les mesures de protection²⁹ requises pour maintenir en tout temps la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude.
----------------------	--	--

²⁸ Tous les travaux de développement et d'amélioration du réseau routier provincial qui requièrent une expertise géotechnique pour l'obtention d'un permis pourront être réalisés sur la foi des expertises géotechniques (avis, évaluation, rapport, recommandation, etc.) produites par le Service de la géotechnique et de la géologie du ministère des Transports (MTQ) ou réalisées par un mandataire du MTQ, puisqu'elles satisfont les critères énoncés ci-dessus et respectent le cadre normatif.

²⁹ Si des mesures de protection sont recommandées, il faut qu'une expertise géotechnique répondant aux critères de la famille 3 soit effectuée avant que l'intervention soit permise.

TABLEAU I-2

EXPERTISE GÉOTECHNIQUE REQUISE POUR CERTAINES INTERVENTIONS DANS UNE ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN (suite)

INTERVENTION PROJETÉE DANS LES BANDES DE PROTECTION À LA BASE DES TALUS DONT L'INCLINAISON EST SUPÉRIEURE À 20° (36 %)		
	INTERVENTION	BUT
FAMILLE 1A	<ul style="list-style-type: none"> • CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL SUPÉRIEUR À 50 % DE LA SUPERFICIE AU SOL (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL INFÉRIEUR À 50 % DE LA SUPERFICIE AU SOL QUI S'APPROCHE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL INFÉRIEUR À 50% DE LA SUPERFICIE AU SOL QUI S'ÉLOIGNE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL DONT LA LARGEUR MESURÉE PERPENDICULAIREMENT À LA FONDATION DU BÂTIMENT EST ÉGALE OU INFÉRIEURE À 2 M ET QUI S'APPROCHE DU TALUS (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL PAR L'AJOUT D'UN 2E ÉTAGE (sauf d'un bâtiment agricole) • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL EN PORTE-À-FAUX DONT LA LARGEUR MESURÉE PERPENDICULAIREMENT À LA FONDATION EST SUPÉRIEURE À 1 M (sauf d'un bâtiment agricole) • RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) • RELOCALISATION D'UN BÂTIMENT PRINCIPAL (sauf d'un bâtiment agricole) • CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire à l'usage résidentiel ou agricole) 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier la présence de signes d'instabilité imminente (tel que fissure, fissure avec déplacement vertical et bourrelet) de mouvements de terrain sur le site; • Évaluer si l'intervention est protégée contre d'éventuels débris de mouvements de terrain; • Évaluer les effets des interventions projetées sur la stabilité du site. • Proposer des mesures de protection (famille 3), le cas échéant <p>CONCLUSION</p> <p>L'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas d'un agrandissement, qu'aucun signe d'instabilité précurseur de mouvement de terrain menaçant le bâtiment principal existant n'a été observé sur le site; • l'intervention envisagée est protégée contre d'éventuels débris en raison de la configuration naturelle des lieux ou que l'agrandissement est protégé par le bâtiment principal ou que l'intervention envisagée sera protégée contre d'éventuels débris par des mesures de protection; • l'intervention envisagée n'agira pas comme facteur déclencheur en déstabilisant le site et les terrains adjacents; • l'intervention envisagée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité qui y sont associés.

<p>FAMILLE 1A</p>	<ul style="list-style-type: none"> • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (sauf d'un bâtiment accessoire à l'usage résidentiel ou agricole) • USAGE SANS BÂTIMENT OUVERT AU PUBLIC (terrain de camping, de caravanage, etc.) • IMPLANTATION D'UNE INFRASTRUCTURE³⁰ (rue, aqueduc, égout, pont, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN ÉQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.) • RÉFECTION D'UNE INFRASTRUCTURE²⁸ (rue, aqueduc, égout, pont, etc.), D'UN OUVRAGE (mur de soutènement, ouvrage de captage d'eau, etc.) OU D'UN ÉQUIPEMENT FIXE (réservoir, etc.) • RACCORDEMENT D'UN BÂTIMENT EXISTANT À UNE INFRASTRUCTURE 	<p>RECOMMANDATION</p> <p>L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les précautions à prendre et, le cas échéant, les mesures de protection³¹ requises afin de maintenir en tout temps la sécurité pour l'intervention envisagée.
------------------------------	---	--

³⁰ Tous les travaux de développement et d'amélioration du réseau routier provincial qui requièrent une expertise géotechnique pour l'obtention d'un permis pourront être réalisés sur la foi des expertises géotechniques (avis, évaluation, rapport, recommandation, etc.) produites par le Service de la géotechnique et de la géologie du ministère des Transports (MTQ) ou réalisées par un mandataire du MTQ, puisqu'elles satisfont les critères énoncés ci-dessus et respectent le cadre normatif.

³¹ Si des mesures de protection sont recommandées, il faut qu'une expertise géotechnique répondant aux critères de la famille 3 soit effectuée avant que l'intervention soit permise.

TABLEAU I-2
EXPERTISE GÉOTECHNIQUE REQUISE POUR CERTAINES INTERVENTIONS DANS UNE
ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN (suite)

INTERVENTION PROJETÉE DANS UNE ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN –TOUS LES CAS		
FAMILLE 2	INTERVENTION	BUT
	<ul style="list-style-type: none"> • CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (garage, remise, cabanon, etc.) OU D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE À L'USAGE RÉSIDENTIEL (piscine hors terre, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les effets des interventions projetées sur la stabilité du site.
	<ul style="list-style-type: none"> • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT ACCESSOIRE (garage, remise, cabanon, etc.) OU D'UNE CONSTRUCTION ACCESSOIRE À L'USAGE RÉSIDENTIEL (piscine hors terre, etc.) 	CONCLUSION
	<ul style="list-style-type: none"> • CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.) 	L'expertise doit confirmer que :
	<ul style="list-style-type: none"> • AGRANDISSEMENT D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • l'intervention envisagée n'agira pas comme facteur déclencheur en déstabilisant le site et les terrains adjacents; • l'intervention envisagée et son utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité qui y sont associés.
	<ul style="list-style-type: none"> • RECONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.) 	RECOMMANDATION
	<ul style="list-style-type: none"> • RELOCALISATION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE (bâtiment principal, bâtiment accessoire ou secondaire, silo à grain ou à fourrage, etc.) OU D'UN OUVRAGE AGRICOLE (ouvrage d'entreposage de déjections animales, etc.) 	L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :
	<ul style="list-style-type: none"> • TRAVAUX DE REMBLAI (permanent ou temporaire) 	<ul style="list-style-type: none"> • les précautions à prendre et, le cas échéant, les mesures de protection³² requises pour maintenir la stabilité actuelle du site.
	<ul style="list-style-type: none"> • TRAVAUX DE DÉBLAI OU D'EXCAVATION (permanent ou temporaire) 	

³² Si des mesures de protection sont recommandées, il faut qu'une expertise géotechnique répondant aux critères de la famille 3 soit effectuée avant que l'intervention soit permise.

FAMILLE 2	<ul style="list-style-type: none">• PISCINE CREUSÉE• USAGE COMMERCIAL, INDUSTRIEL OU PUBLIC SANS BÂTIMENT NON OUVERT AU PUBLIC (entreposage, lieu d'élimination de neige, bassin de rétention, concentration d'eau, lieu d'enfouissement sanitaire, sortie de réseau de drainage agricole, etc.)• ABATTAGE D'ARBRES (sauf coupes d'assainissement et de contrôle de la végétation)	
--------------	---	--

TABLEAU I-2
EXPERTISE GÉOTECHNIQUE REQUISE POUR CERTAINES INTERVENTIONS DANS UNE
ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN (suite)

INTERVENTION PROJETÉE DANS UNE ZONE À RISQUE DE MOUVEMENT DE TERRAIN – TOUS LES CAS		
FAMILLE 3	<ul style="list-style-type: none"> MESURE DE PROTECTION (contrepoids en enrochement, reprofilage, tapis drainant, mur de protection, merlon de protection, merlon de déviation, etc.) 	<p>BUT</p> <ul style="list-style-type: none"> Évaluer les effets des mesures de protection sur la sécurité du site. <p>CONCLUSION</p> <p>Dans le cas de travaux de stabilisation (contrepoids, reprofilage, tapis drainant, etc.) l'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la méthode de stabilisation choisie est appropriée au site; la stabilité de la pente a été améliorée selon les règles de l'art <p>Dans le cas de mesures de protection passives (mur de protection, merlon de protection, merlon de déviation, etc.), l'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> les travaux effectués protègent la future intervention. <p>Dans les deux cas, l'expertise doit confirmer que :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'intervention ne subira pas de dommages à la suite d'un mouvement de terrain; l'intervention envisagée n'agira pas comme facteur déclencheur en déstabilisant le site et les terrains adjacents; l'intervention envisagée et l'utilisation subséquente ne constitueront pas des facteurs aggravants, en diminuant indûment les coefficients de sécurité qui y sont associés. <p>RECOMMANDATION</p> <p>L'expertise doit faire état des recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> les méthodes de travail et la période d'exécution; <p>les précautions à prendre pour maintenir en tout temps la stabilité du site et la sécurité de la zone d'étude après la réalisation des mesures de protection.</p>

12.7.2 - Abrogé

12.7.3 Dérogations mineures interdites dans une zone à risque de mouvement de terrain³³

Conformément à l'article 145.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, une municipalité ne peut accorder une dérogation mineure relative à ses règlements de zonage ou de lotissement à l'égard d'une construction ou d'un ouvrage situé dans une zone à risque de mouvement de terrain.

12.8 Protection des milieux humides et des prises d'eau potable (L.A.U., art. 113,16°)

12.8.1 Règles générales

Les aménagements et la construction des emplacements localisés à proximité d'espaces fragiles devront s'adapter et s'harmoniser avec les dispositions de protection indiquées.

12.8.2 Constructions, ouvrages, travaux de déblai ou remblai dans un milieu humide³⁴

Lorsqu'un milieu humide est adjacent à un lac ou un cours d'eau, celui-ci fait partie intégrante du littoral. Les dispositions des sections **12.4** et **12.5** s'appliquent au milieu humide (littoral) et sur les rives bordant ce milieu humide.

Un milieu humide non adjacent à un lac ou un cours d'eau, qu'on appelle aussi un milieu humide fermé, doit comprendre une bande de protection de 10 mètres de profondeur, calculée à partir de la ligne des hautes eaux.

Dans le cas où l'intervention est assujettie à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c.9-2), les travaux visant une construction, un ouvrage, des travaux de déblai, de remblai, de dragage ou d'extraction dans un milieu humide fermé incluant sa bande de protection, doivent être autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs avant que la municipalité puisse émettre le permis ou le certificat d'autorisation relatif à ces travaux en vertu de la réglementation locale.

Dans le cas où l'intervention n'est pas assujettie à la Loi sur la qualité de l'environnement, seul l'aménagement sur pieux ou sur pilotis d'un pont ou d'une passerelle, à réaliser sans remblai, à des fins récréatives, de lieu d'observation de la nature ou d'accès privé peut être autorisé en vertu de l'application d'un règlement d'urbanisme.

Dans la bande de protection entourant le milieu humide, seuls les travaux ou ouvrages suivants sont autorisés;

³³ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 38

³⁴ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 34

- l'abattage d'arbres ne prélevant pas plus du tiers des tiges de 15 cm et plus de diamètre par période de dix (10) ans, à la condition qu'aucune machinerie n'y circule;
- la coupe d'arbres requis pour permettre l'accès au pont, à la passerelle, ou à l'accès privé.

12.8.3 Normes relatives à la protection des prises d'eau potable publique³⁵

Toute construction, tout bâtiment, ouvrage ou autres travaux ou interventions quelconques sont prohibés à l'intérieur d'un périmètre désigné par un rayon de trente (30) m s'appliquant autour d'une prise d'eau potable publique existante ou future.

12.8.4 Distance entre un puits et une installation septique

Les normes prévues au présent article doivent respecter les distances prévues au Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées et du Règlement sur le captage des eaux souterraines.

12.9 Respect de la topographie naturelle (L.A.U., art. 113, 12^o)

12.9.1 Règles générales

Les aménagements et la construction des emplacements localisés en terrain accidenté devront s'adapter et s'harmoniser avec l'aspect naturel du site.

12.9.2 Sommet de montagne - Abrogé

12.9.3 Nivellement d'un emplacement et construction ou ouvrage de soutènement

Tout nivellement d'un emplacement doit être fait de façon à préserver la topographie naturelle du sol (pente, dénivellation par rapport à la rue et aux emplacements contigus).

Par contre, si les caractéristiques de l'emplacement sont telles que l'aménagement des aires libres y est impossible à moins d'y effectuer des travaux de remblai et de déblai, les conditions suivantes s'appliquent :

- 1) Les murs, parois ou autre constructions de soutènement doivent respecter les matériaux précisés à l'article 12.2.3, point 4).
- 2) dans le cas de tout mur, paroi et autre construction ou aménagement semblable retenant, soutenant ou s'appuyant contre un amoncellement de terre, rapporté ou non, la hauteur maximale permise est de un (1) m dans le cas d'une cour avant, de même qu'en bordure d'un lac où cours d'eau et de deux (2) m dans les autres cas, mesurée verticalement entre le pied et le sommet de la construction ou aménagement apparent. Au-delà d'une hauteur de deux (2) m, un plan préparé par un ingénieur civil est requis et doit inclure une évaluation de la sécurité de la construction ainsi que celle des usagés;

³⁵ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 39

- 3) dans le cas d'une construction ou aménagement sous forme de talus, ayant pour effet de créer ou de maintenir une dénivellation avec un emplacement contigu, l'angle du talus doit être inférieur à 45° avec la verticale et la hauteur, mesurée verticalement entre le pied et le sommet de la construction, ne doit pas excéder deux (2) m;
- 4) tout mur, paroi ou autre construction ou aménagement peut être prolongé au-delà des hauteurs maximales permises sous forme de talus, en autant que l'angle du talus par rapport à l'horizontale n'excède pas 30° en tout point.;
- 5) l'emploi de débris de construction, de souches d'arbres, de pneus et de tout matériau contaminant, contaminé ou non destiné à cette fin est interdit;
- 6) une distance minimale de 0,5 m doit être respectée entre un mur de soutènement et une vanne de branchement d'aqueduc et d'égout ;

Les travaux de remblai et déblai doivent se restreindre à l'aire de la construction ou de l'ouvrage.

Tout travail de déblai remblai doit être effectué de façon à prévenir tout glissement de terrain, éboulis, érosion, inondation ou autre phénomène de même nature tout en prenant en compte la sécurité des occupants.

Dans les zones U (périmètre urbain), un mur, une paroi, une construction ou un aménagement peut excéder les hauteurs et angles maximum permis. Dans ce cas, un plan approuvé par un ingénieur doit être soumis pour les murs, parois ou constructions ayant une hauteur supérieure à 1,5 mètre avec un angle supérieur à 30°.

12.10 Coupes forestières commerciales

12.10.1 Dispositions applicables à certaines zones

Dans les zones où elle est permise, la coupe forestière doit être conforme aux dispositions suivantes :

- 1) aucune coupe ne peut être pratiquée et aucun chemin forestier ne peut être construit dans les zones inondables ou sujettes au mouvement de terrain;
- 2) aucune coupe forestière n'est autorisée :
 - dans une bande de 60 mètres de l'emprise du chemin de La Minerve;
 - dans une bande de 30 mètres calculée à partir de la limite de l'emprise d'une rue publique ou privée;
 - dans une bande de 60 mètres calculée à partir de la limite de l'emplacement d'un terrain construit; sauf si l'une ou l'autre des conditions suivantes est rencontrée:
- a) la coupe forestière ne prélève pas plus de 33 % des tiges de quinze (15) centimètres et plus de diamètre par période de dix (10) ans pour le même

emplacement visé par la coupe et ce, à l'aide d'un prélèvement uniforme sur la superficie de coupe;

- b) malgré la disposition précédente, la coupe forestière peut être autorisée sur toute la superficie de terrain destinée à l'implantation d'un bâtiment principal, d'une construction, d'aménagement d'une aire de séjour extérieure, d'aménagement récréatif (ex : golf), d'accès véhiculaire ou récréatif ou de travaux d'utilité publique ou municipale;
 - c) malgré la disposition en a) ci-dessus, la coupe forestière est effectuée dans le cas d'arbres morts ou endommagés par le feu, les insectes, le vent (chablis), les champignons ou autres agents naturels nocifs. De plus, lorsqu'un peuplement est sévèrement affecté par le feu, le vent ou autres agents naturels nocifs, la coupe total d'arbres, la coupe de conversion ou de récupération peut être autorisée sur l'ensemble de la superficie affectée et ce, malgré toute indication contraire du présent article; »
- 3) aucune coupe forestière n'est autorisée à l'intérieur d'une bande de protection riveraine d'un cours d'eau à l'exception de celle prévue à l'article **12.5**;
 - 4) aucun chemin forestier ne peut être construit à moins de soixante (60) m de tout milieu humide, lac et cours d'eau permanent, à l'exception des chemins permettant la traverse d'un cours d'eau;
 - 5) les traverses des cours d'eau doivent être construites perpendiculairement au cours d'eau. Aucune traverse ne doit entraver l'écoulement des eaux;
 - 6) la jetée, l'aire d'empilement et le site d'enfouissement des déchets de tronçonnage doivent être localisés à plus de soixante (60) m de tout cours d'eau, lac ou milieu humide et à plus de trente (30) m de l'emprise d'une rue publique ou privée;
 - 7) la voie d'accès à la jetée ne doit pas avoir une pente supérieure à dix degrés (10°) et la largeur maximale de son emprise ne doit pas dépasser dix (10) m. L'angle maximal de cette voie d'accès avec l'emprise d'une rue publique ou privée est soixante-quinze degrés (75°);
 - 8) après la période de coupe, les aires d'empilement, les jetées et sites d'enfouissement des déchets de tronçonnage doivent être remis en état de production forestière;
 - 9) sur les terrains de plus de trente (30% et +) pour cent de pente moyenne et plus, aucune coupe à blanc n'est autorisée ;
 - 10) aucune coupe à blanc n'est autorisée;
 - 11) aucune coupe sans mesure de protection de la régénération ou de plantation n'est permise;

- 12) à l'intérieur des aires de ravage de cerfs de Virginie les activités sylvicoles et les pratiques d'aménagement forestier doivent viser à maintenir les peuplements d'abri, les peuplements de nourriture-abri et les corridors de déplacement d'une profondeur de 60 à 100 mètres, une bande boisée d'une largeur minimale de 60 mètres doit être conservée entre chaque secteur de coupe.

12.10.2 Coupes d'assainissement

Dans toutes les zones, la coupe d'assainissement dans le but d'améliorer un peuplement dont les tiges sont endommagées par le feu, le vent (chablis) et les maladies est autorisée. Les normes de l'article **12.10.1** s'appliquent aux coupes d'assainissement en les adaptant.

12.10.3 Coupe forestière domestique

Une coupe forestière domestique de 40 cordes ou moins est autorisée pour la production de bois de chauffage à des fins privées pour un bâtiment résidentiel. Également, une coupe forestière domestique de 40 cordes ou moins est autorisée pour une cabane à sucre artisanale. Il est nécessaire d'obtenir un certificat d'autorisation auprès de la municipalité.

La coupe d'arbres est effectuée dans le cas d'arbres morts ou endommagés par le feu, les insectes, le vent (chablis), les champignons ou autres agents naturels nocifs.

Une coupe forestière domestique ne peut être autorisée pour abattage d'arbres sur un terrain riverain.

D'autre part, la coupe forestière doit tenir compte des dispositions prévues aux articles 12.10.1, 12.11 et 12.12 du présent règlement.

12.10.4 Coupe forestière au sein d'une érablière se localisant dans une zone agricole ou agroforestière

Les coupes forestières mentionnées au sein de la décision 400897, paragraphe 68, à même une érablière en zone agricole ou agroforestière ne requière pas d'autorisation de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) avant l'émission d'un certificat d'autorisation.

De plus, lorsque l'érablière possède moins de 4 hectares de superficie, aucune autorisation de la CPTAQ avant l'émission d'un certificat d'autorisation n'est requise.

Dans les autres cas que ceux précédemment mentionnés, la demande de certificat d'autorisation doit être précédée d'une autorisation de la CPTAQ.

12.11 Disposition sur le déboisement dans les ravages de cerfs de Virginie

12.11.1 Certificat d'autorisation pour la coupe d'arbres dans un ravage de cerfs de Virginie³⁶

À l'intérieur d'une aire de ravages de cerfs de Virginie tel que délimité au plan sur les caractéristiques du milieu naturel, tout déboisement impliquant la coupe de plus du tiers (1/3) des tiges d'un diamètre de quinze centimètres (15 cm) et plus sur une superficie d'un (1) hectare ou plus, d'un seul tenant, sur une même propriété et au cours d'une année, requiert une demande de certificat d'autorisation en vertu du présent règlement.

12.11.2 Norme sur la coupe totale dans un ravage de cerfs de Virginie³⁷

À l'intérieur d'une zone de ravages de cerfs de Virginie, la superficie d'une coupe impliquant les deux tiers (2/3) ou plus des tiges d'un diamètre de quinze centimètres (15 cm) et plus doit être limitée à un maximum de quatre (4) hectares d'un seul tenant, sur une même propriété et par période de dix (10) ans.

12.11.3 Conservation d'une bande boisée lors d'une coupe forestière dans un ravage de cerfs de Virginie³⁸

En référence à l'application des articles précédents de la présente sous-section, une bande boisée d'une largeur minimale de soixante (60) mètres doit être conservée entre chaque secteur de coupe sur la propriété; cette bande boisée peut faire l'objet de prélèvements d'un maximum du tiers (1/3) des tiges d'un diamètre de quinze centimètres (15) et plus et ce, par période de dix (10) ans.

12.12 Dispositions sur l'abattage d'arbres le long des corridors touristiques³⁹

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux terres du domaine public ainsi qu'aux territoires compris à l'intérieur des périmètres d'urbanisation.

À l'intérieur d'une bande de soixante (60) mètres calculée à partir de la limite extérieure de l'emprise d'une route identifiée à un corridor touristique localisé sur la plan de Hiérarchie du réseau routier faisant partie intégrante du Plan d'urbanisme, tout abattage d'arbres est interdit, sauf si l'une ou l'autre des conditions suivantes est rencontrée:

1. l'abattage d'arbres ou le déboisement ne doit pas prélever plus de trente-trois pour cent (33%) des tiges de quinze (15) centimètres et plus de diamètre par période de dix (10) ans pour le même emplacement visé par la coupe et ce, à l'aide d'un prélèvement uniforme sur la superficie de coupe;
2. malgré la disposition du paragraphe précédent, l'abattage d'arbres ou le déboisement peut être autorisé sur toute la superficie de terrain destinée à l'implantation d'un bâtiment principal, d'une construction, d'aménagement d'une

³⁶ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 59

³⁷ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 60

³⁸ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 61

³⁹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 72

aire de séjour extérieure, d'aménagement récréatif (ex: golf), d'accès véhiculaire ou récréatif ou de travaux d'utilité publique ou municipale;

3. malgré la disposition du paragraphe 1. du deuxième alinéa du présent article, l'abattage d'arbres ou le déboisement est autorisé dans le cas d'arbres morts ou endommagés par le feu, les insectes, le vent (chablis), les champignons ou autres agents naturels nocifs ou pour le défrichement à des fins agricoles:
 - a) de plus, lorsqu'un peuplement est sévèrement affecté par le feu, le vent ou autres agents naturels nocifs, la coupe totale d'arbres, la coupe de conversion ou de récupération peut être autorisée sur l'ensemble de la superficie affectée.

12.13 Intervention dans une zone d'héronnière⁴⁰

Les dispositions contenues au présent article font référence à la cartographie des sites d'héronnières identifiés au Plan d'urbanisme sur le plan caractéristique du milieu naturel».

À l'intérieur d'un site d'une héronnière et d'une zone déterminée par un rayon de soixante (60) mètres entourant celui-ci, aucune construction, aucun ouvrage, aucun bâtiment, ni aucune activité d'abattage, de récolte d'arbres ou de remise en production n'est autorisée; dans cette zone, la culture et l'exploitation d'une érablière à des fins acéricoles y est également interdite.

De plus, aucune construction, aucun ouvrage relatif à l'aménagement de chemins ou de rues, ni aucune activité d'abattage et de récolte d'arbres n'est autorisée à l'intérieur d'une zone déterminée par un rayon de deux (200) cents mètres entourant un site d'une héronnière, pour la période de nidification du 15 avril au 15 juillet.

⁴⁰ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 35

SECTION 13 STATIONNEMENT ET ACCÈS AUX EMPLACEMENTS

13.1 Normes de stationnement (L.A.U., art. 113, 10°)

13.1.1 Règles générales

Dans tous les cas, on doit avoir un nombre minimal de cases de stationnement hors rue pour répondre aux besoins de ou des usagers d'un immeuble. Les exigences qui suivent s'appliquent à tout projet de construction, de transformation, d'agrandissement de bâtiments ainsi qu'à tout projet de changement d'usage ou de destination en tout ou en partie d'un immeuble. Dans le cas d'un agrandissement, seul l'agrandissement ou l'addition est soumis aux présentes normes.

Un bâtiment ne peut être occupé sans que les cases de stationnement hors rue n'aient été aménagées selon les dispositions de la présente section.

13.1.2 Dimensions des cases de stationnement

- ◆ Chaque case de stationnement doit avoir les dimensions minimales suivantes :
 - longueur : 5,5 m
 - largeur : 2,4 m
 - la longueur minimale d'une case perpendiculaire à une bordure d'une hauteur maximale de quinze (15) cm délimitant l'aire de stationnement ou un terre-plein d'une largeur minimale de (1) m, peut être réduite à cinq (5) m.
- ◆ La largeur minimale d'une allée de circulation ainsi que la largeur minimale d'une rangée de cases de stationnement et de l'allée de circulation qui y donne accès doivent, suivant l'angle de stationnement, être comme suit :

TABLEAU J: DIMENSIONS DES ALLÉES DE CIRCULATION		
Angle des cases de stationnement	Largueur minimale en mètres l'allée de circulation sens unique	Largueur minimale en mètres l'allée de circulation double sens
0°	3 m	6 m
30°	3 m	6 m
45°	3,5 m	6 m
60°	5 m	7 m
90°	5 m	7 m

13.1.3 Permanence des espaces de stationnement

Les exigences de cette réglementation sur le stationnement ont un caractère obligatoire continu durant toute la durée de l'occupation.

13.1.4 Nombre de cases requises

Le nombre minimal de cases requises pour répondre aux besoins d'un usage est établi ci-après et tous les usages desservis doivent être considérés séparément dans le calcul total du nombre de cases.

Lorsque plusieurs établissements partagent un même emplacement, le calcul du nombre total de cases s'effectue comme suit : cent pour cent (100 %) des cases exigées pour l'établissement exigeant le plus de cases en nombre, plus cinquante pour cent (50 %) du nombre de cases exigées pour les autres établissements. Dans les zones où les articles 13.1.2 et 13.1.3 s'appliquent, le calcul du nombre de cases s'effectue comme suit :

TABLEAU K : NOMBRE DE CASES MINIMALES REQUISES	
USAGES	NOMBRE DE CASE DE STATIONNEMENT
1) Habitations	
• habitation uni-, bi- et tri-familiale :	une (1) case par unité.
• habitations multifamiliales :	une case et quart (1,25) par logement; sur le compte total, toute fraction de case doit être convertie en case complète.
• habitations destinées à loger des occupants permanents mais servant à la location de chambres	une (1) case par chambre louée en plus de celles requises par l'usage principal.
• habitations pour personnes âgées, foyer d'accueil ou immeuble à logements communautaires :	une (1) case par quatre (4) unités d'habitation ou quatre (4) chambres.
2) Commerces	
• service personnel et domestique tel que salon de coiffure, d'esthétique, de barbier et de bronzage • service de restauration; • service de mets à apporter • taverne, bar, club de nuit;	une (1) case par dix (10) m ²
• cabinet de médecin, chirurgien, dentiste et autres praticiens du domaine de la santé; • vétérinaire;	une (1) case par vingt (20) m ²

<ul style="list-style-type: none"> • vente au détail; • studio de danse; • banque et caisse d'épargne 	
<ul style="list-style-type: none"> • dépanneur; • vente de détail de pièces et accessoires d'automobiles; • salon et résidence funéraire; 	une (1) case par trente (30) m ²
<ul style="list-style-type: none"> • service postal; • association; • bureau de professionnel • service gouvernemental; • laboratoire; 	une (1) case par quarante (40) m ²
<ul style="list-style-type: none"> • constructeur, promoteur et entrepreneur général; • service d'enseignement; • garderie pour enfants; • services de transport; • commerce de gros; • commerce de détail de bois et de matériaux de construction; • commerce de meubles, appareil et accessoires d'ameublement de maison; 	une (1) case par soixante-quinze (75) m ²
<ul style="list-style-type: none"> • concessionnaire d'automobile neuve; • concessionnaire d'automobiles d'occasion; • commerce de détail de monuments funéraires; 	une (1) case par cent (100) m ²
• atelier de réparation d'automobile	deux (2) cases par baie de réparation
• hébergement	une (1) case par chambre
• club de golf :	cinq (5) cases par trou;
• club de tennis	deux (2) cases par court;
• salon de quilles	deux (2) cases par allée
• salon de billard	deux (2) cases par table
• cinéma et théâtre	une case par cinq (5) sièges jusqu'à huit cents (800) sièges, plus une (1) case par huit (8) sièges au-delà de huit cents (800) sièges;
• place d'assemblée tel clubs privés, salles de congrès, salle d'expositions, stadiums, gymnases, centres communautaires, arénas, pistes de course, cirques, salles de danse et autres places similaires d'assemblées publiques	une (1) case par dix (10) sièges et/ou une (1) case pour chaque dix (10) m ² de plancher pouvant servir à des rassemblements, mais ne contenant pas de sièges fixes;
• station-service	quatre (4) cases
• débit d'essence avec dépanneur comme usage additionnel	quinze (15) cases sans être moindre qu'une (1) case par quarante (40) m ²

3) Industrie	
	Une (1) case par soixante-quinze (75) m ² de superficie brute de plancher y compris tout espace utilisé à des fins d'entreposage intérieur. Pour toute partie d'un bâtiment utilisée pour fins de bureaux, la norme applicable est d'une (1) case par vingt-cinq (25) m ² de la superficie brute de plancher
4) Communautaire	
• église	une (1) case par dix (10) m ² de superficie brute de plancher
• école primaire et secondaire	une (1) case par soixante quinze (75) m ² de superficie brute de plancher
• collège	une (1) case par quarante-cinq (45) m ² de superficie brute de plancher
• centre d'accueil tels que sanatorium, maison de convalescence, maison de retraite, résidence religieuse	une (1) case par trois (3) chambres
• bibliothèque et musée	une (1) case par vingt-cinq (25) m ² de superficie brute de plancher
• lieux de rassemblement tels que aréna, gymnase, centre communautaire	une (1) case par cinq (5) sièges ou places de banc et une (1) case par vingt (20) m ² de superficie servant au rassemblement s'il n'y a pas de siège.
5) usages non mentionnés dans le présent règlement	
	pour tous les usages non mentionnés spécifiquement, le nombre de cases de stationnement requis sera établi en appliquant la norme de l'usage s'y apparentant le plus

13.1.5 Localisation des cases de stationnement

1) Règles générales

Les cases de stationnement doivent être situées sur le même emplacement que l'usage desservi.

2) Usages résidentiels

Règle générale, dans les limites des emplacements servant aux usages résidentiels, le stationnement est permis sur l'ensemble du terrain, sauf dans l'espace de la marge avant qui est vis-à-vis le bâtiment principal, soit dans le prolongement des murs latéraux, à l'exclusion des garages intégrés ou attenants et des annexes et cela conditionnellement au respect des autres dispositions du présent règlement et du

règlement de lotissement qui s'appliquent. Font aussi exception à cette règle les espaces de stationnement localisés dans un accès en forme de demi-lune localisé dans la cour avant.

Pour les terrains dont la pente est égale ou supérieure à quinze (15 %) pour cent entre l'emprise de la rue et la limite de l'alignement, l'espace de stationnement est permis sur toute la largeur de la marge avant. Cette norme ne s'applique pas aux habitations unifamiliales contiguës à la condition que la marge de recul avant soit augmentée de un (1) m minimum de la marge de recul prescrite par zone et que les aires de stationnement soient regroupées deux à deux sauf pour les unités d'extrémité. Pour les habitations multifamiliales, l'espace de stationnement est autorisé uniquement en cour latérale ou arrière seulement.

3) Usages autres que résidentiels

Pour les usages autres que résidentiels, les aires peuvent être situées sur un terrain adjacent ou distant d'au plus deux cents (200) m de l'usage desservi (distance de marche) pourvu que :

- elles soient localisées dans les limites de la zone où est situé l'usage desservi ou dans une zone permettant le même type d'usage;
- l'espace ainsi utilisé soit garanti par servitude ou bail notarié et inscrit au bureau de la publicité des droits;
- tout changement ou annulation de la servitude ou du bail doit être approuvé par le fonctionnaire désigné;
- le Certificat d'autorisation n'est alors valide que pour la période prévue dans ladite entente.

13.1.6 Accès aux aires de stationnement (allée d'accès)

- 1) Dans tout espace de stationnement, il doit être prévu des allées pour accéder aux cases et pour en sortir sans être contraint de déplacer un autre véhicule;
- 2) Toute case de stationnement doit être implantée de telle sorte que toutes les manœuvres de stationnement se fassent en dehors de la rue publique à partir d'une allée de circulation.

Cette disposition ne s'applique pas aux usages résidentiels nécessitant trois (3) cases et moins;

- 3) Tout espace de stationnement doit communiquer directement avec la rue, ou via une ruelle ou un passage privé conduisant à la rue publique;
- 4) Une allée d'accès servant à la fois pour l'entrée et la sortie des automobiles doit avoir une largeur minimale de cinq (5) m et maximale de neuf (9) m;
- 5) Une allée d'accès unidirectionnelle pour automobiles doit avoir une largeur minimale de trois (3) m et maximale de cinq (5) m .

- 6) Les allées de circulation dans l'aire de stationnement ainsi que les allées d'accès ne peuvent en aucun temps être utilisées pour le stationnement.
- 7) Allées d'accès ne doit pas avoir une pente supérieure à dix (10 %) pour cent. Elles ne doivent pas commencer leur pente en deçà de un mètre cinquante (1,50 m) de la ligne de l'emprise de rue ni être situées à moins de 7 mètres cinquante (7,50 m) de l'intersection des lignes d'emprise de deux (2) voies publiques.
- 8) La distance entre deux (2) allée accès sur un même emplacement ou avec un accès d'un terrain adjacent ne doit pas être inférieure à six (6) m pour les usages résidentiels et douze (12) m pour les autres usages.
- 9) Une allée d'accès mitoyenne entre deux propriétés permettant une accessibilité à des espaces de stationnement situés sur des terrains adjacents est autorisée;
- 10) Dans tous les cas, un maximum de deux (2) allée d'accès par rue bordant un emplacement peut être autorisé.

13.1.7 Aménagement et tenue des aires de stationnement

- 1) Toute surface doit être pavée ou autrement recouverte de manière à éliminer tout soulèvement de poussière et qu'il ne puisse s'y former de boue au plus tard six (6) mois après le parachèvement des travaux du bâtiment principal; en cas d'impossibilité d'agir à cause du climat, un délai peut être accordé jusqu'au 15 juin suivant le parachèvement du bâtiment principal.
- 2) Sauf dans les zones agricoles (Ag), pour un espace de stationnement comprenant cinq (5) cases de stationnement et plus, l'espace de stationnement doit être recouvert d'asphalte, de béton ou de pavé imbriqué et chacune des cases de stationnement doit être délimitée par une ligne peinte sur le pavé.

Dans le cas d'un changement d'usage générant une augmentation du nombre de cases, la totalité de l'espace de stationnement doit être pavée. Cette disposition ne s'appliquant pas dans le cas d'un changement d'usage s'il n'y a pas d'augmentation du nombre de cases à l'exception d'un changement d'usage habitation à un autre usage;

- 3) Dans le cas d'un agrandissement excédant vingt-cinq (25 %) pour cent ou plus de la superficie totale de plancher du bâtiment existant, la totalité de l'espace de stationnement doit être pavée;
- 4) Nonobstant les paragraphes précédents, l'obligation du pavage n'est pas requise pour le stationnement ou la partie du stationnement localisé en cour arrière, sauf si cette partie donne sur une rue;
- 5) Tout espace de stationnement ayant une superficie supérieure à cent (100) m² doit être entouré d'une bordure de béton ou autres matériaux de maçonnerie, d'asphalte ou de bois traité dont la hauteur et la largeur sont d'au moins de sept (7) cm et dix (10) cm respectivement;

- 6) Tout espace de stationnement ayant une superficie supérieure à cent mètres carrés (200) m² ne peut être drainé vers la rue sauf dans les cas où le terrain est adjacent à un fossé situé dans l'emprise de la rue; il doit être pourvu d'un système de drainage de surface composé d'au moins un puisard de quarante-cinq (45) cm de diamètre pour chaque quatre mille mètres carrés (4 000) m² de superficie drainée; cet espace peut être drainé vers un cours d'eau dans la mesure où un bassin de sédimentation capte les sédiments et que des mesures appropriées soient prises afin d'éviter tout problème d'érosion;
- 7) Tout espace de stationnement doit être situé à une distance minimale de 2,5 m de la ligne de l'emprise de toute rue, à au moins 1 m de toute autre ligne et à 1 m de tout mur d'un bâtiment, sauf à un accès. Cet espace libre doit être gazonné ou paysager et surélevé d'au moins quinze (15) cm par rapport au trottoir ou à la rue. En aucun temps ces espaces ne peuvent être asphaltés.
- 8) Tout espace de stationnement doit être accessible en tout temps et à cette fin, laissé libre de tout objet (autre que les véhicules automobiles) ou de toute accumulation de neige;
- 9) Le faisceau lumineux de toute source d'éclairage d'un terrain de stationnement doit être projeté en tout temps à l'intérieur des limites du terrain;
- 10) Lorsqu'une aire de stationnement est adjacente à un emplacement servant ou destiné à un usage exclusivement résidentiel, elle doit être séparée prioritairement par une haie ou encore par un muret de maçonnerie, une clôture non ajourée d'une hauteur minimale de 1,5 m. Toutefois, si l'aire de stationnement en bordure d'un emplacement servant à un usage résidentiel est à un niveau inférieur d'au moins un (1) m par rapport à celui de cet emplacement, aucun muret, ni clôture, ni haie n'est requis.
- 11) Les pentes longitudinales et transversales des espaces de stationnement ne doivent pas être supérieures à cinq (5 %) pour cent ni inférieures à 1,5 pour cent.

13.1.8 Réduction du nombre de cases requises

Nonobstant le premier paragraphe de l'article **13.1.4**, le nombre minimal de cases requises peut- être réduit de la moitié :

- 1) à l'intérieur de la zone U (périmètre urbain) ;
- 2) à un emplacement se localisant à au plus cent (100) m, en distance de marche de la zone U ;
- 3) à un usage de la catégorie commerce (C).

13.1.9 Stationnement commun

L'aménagement d'une aire commune de stationnement pour desservir plus d'un usage peut être autorisé sur production d'une preuve d'une servitude ou un bail publié au Bureau de la publicité et des droits selon la loi liant les requérants concernés. Tout changement ou annulation de la servitude ou du bail doit être approuvé par le

fonctionnaire désigné. Le certificat d'autorisation n'est alors valide que pour la période prévue dans ladite entente.

Dans tel cas, lorsqu'il est démontré que les besoins de stationnement de chacun des usages ne sont pas simultanés, le nombre total de cases requises est équivalent au plus grand nombre de cases requis par les usages qui utilisent simultanément l'aire de stationnement.

13.1.10 Espaces pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées

Règle générale, pour les emplacements accessibles au public, un permis de construction ou certificat d'autorisation ne peut être émis à moins que n'aient été prévus au nombre des espaces exigés en vertu de l'article 13.1.4 du présent règlement des espaces pour le stationnement des véhicules utilisés par les personnes handicapées au sens de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées (L.R.Q., chapitre E-20.1) et ce, selon les dispositions du présent tableau :

De plus, lors de tout aménagement d'une aire de stationnement comprenant 4 cases et plus, de ce norme une case minimale de stationnement doit être réservé et aménagé pour les personnes handicapées.

TABLEAU L : NOMBRE DE CASES DE STATIONNEMENT REQUISES		
Type d'usage	Superficie de plancher m ² ou nombre de logements	Nombre minimal de cases requises
Résidences multifamiliales	4 logements et plus	1 par 10 logements
Établissements commerciaux	300 – 1500 m ²	1
	1 501 – 10 500 m ²	3
	10 501 – et plus	5
Établissements industriels	300 – 2 000 m ²	1
	2 001 – 5 000 m ²	2
	300 – 10 000 m ²	2
	5 001 – 10 000 m ²	4
	10 001 – et plus	4
Autres édifices non mentionnés ailleurs	10 001 – et plus	5

13.1.11 Dimensions des cases de stationnement utilisées par les personnes handicapées physiquement

Les cases de stationnement utilisées par les personnes handicapées doivent avoir au moins 3,7 m de largeur et 5,5 m de profondeur.

13.1.12 Emplacement des cases de stationnement pour handicapés

L'emplacement des cases de stationnement utilisées par les personnes handicapées doit être d'une surface dure et plane, situé entièrement sur le terrain de l'usage desservi à proximité d'une entrée accessible aux handicapés. Ces cases doivent être réservées aux véhicules utilisés par des personnes handicapées par un marquage de la chaussée ou un affichage conçu à cette fin.

13.1.13 Allées d'accès aux bâtiments pour fauteuils roulants

Toutes les aires de stationnement comportant un espace de stationnement pour des personnes handicapées physiques doivent comporter une allée d'accès au bâtiment pour fauteuil roulant aménagée selon les dispositions du présent règlement

13.1.14 Aménagement de stationnement pour bicyclette

Pour tout les emplacements accessibles au public se localisant dans la zone , un permis de construction ou certificat d'autorisation ne peut être émis à moins que n'aient été prévus un nombre de cases de stationnement pour bicyclette (support à vélos).

Pour l'application du précédent paragraphe, deux (2) cases de stationnement pour bicyclette doivent être aménagées sur un emplacement bien défini à cet effet, par tranche de quatre (4) cases de stationnement pour automobile.

13.2 Espace de chargement de véhicule

13.2.1 Règles générales

Des espaces de chargement nécessaires au bon fonctionnement d'un établissement doivent être prévus.

Un permis de construction ou un certificat d'autorisation ne peut être émis à moins que n'aient été prévus des espaces de chargement, selon les dispositions du présent article.

Le nombre requis d'espaces de chargement ne s'applique pas lors d'un changement d'usage.

13.2.2 Nombre d'espace de chargement et de déchargement requis

Le nombre minimum d'espaces de chargement et de déchargement requis est fixé à un (1) pour les établissements commerciaux de trois cent cinquante mètres carrés (350) m² et plus de superficie de plancher.

Pour les classes d'usages industrie et communautaire, le nombre d'espace de chargement est fixé à un (1) par bâtiment principal.

13.2.3 Emplacement des espaces de chargement

Les espaces de chargement doivent être situés entièrement sur l'emplacement de l'usage desservi, dans les cours latérales et arrières.

13.2.4 Contenants à déchets

L'espace réservé pour un contenant à déchet doit être clairement indiqué et intégré à l'espace de chargement. Les contenants à déchets ne doivent pas se trouver ailleurs sur le terrain.

L'espace réservé aux contenants à déchets doit être caché par une haie dense de 1,2 m de hauteur ou par un autre aménagement paysager ou par une construction servant à le dissimuler de la vue s'il n'est pas intégré au bâtiment.

13.2.5 Aménagement, tenue et permanence des espaces de chargement

Les exigences de cette réglementation sur les espace de chargement ont un caractère obligatoire continu durant toute la durée de l'occupation.

13.3 Normes concernant les accès le long des corridors routiers

13.3.1 Normes relatives au nombre et à la localisation d'un accès ou d'une entrée charretière se raccordant au chemin de La Minerve

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux terrains liés à une entreprise agricole ou forestière de même qu'aux terrains non occupés par un bâtiment ou un usage principal pouvant être utilisé sur une base occasionnelle ou saisonnière. De façon générale, un (1) seul accès ou une (1) seule entrée charretière se raccordant à une section du chemin de La Minerve est autorisé sur la largeur d'un terrain.

Malgré la disposition précédente du présent article, un second accès se raccordant à une section de route visée peut être autorisé sur un même terrain si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie:

- 1) L'aménagement d'un second accès peut être autorisé sur un même terrain lorsque celui-ci est localisé et possède une largeur de cent (100) m et plus:
 - a) à une distance d'au moins cinquante (50) mètres mesurée centre/centre d'un autre accès situé sur un autre emplacement;
 - b) à une distance d'au moins cinquante (50) mètres de l'emprise d'une rue;
- 2) l'aménagement d'un second accès peut être autorisé sur un même terrain lorsqu'il est requis pour accéder à un équipement ou bâtiment d'utilité publique, à un réseau d'aqueduc ou d'égout, d'électricité, de gaz, de télécommunication, de câblodistribution

- 3) l'aménagement d'un second accès peut être autorisé sur un même terrain lorsque celui-ci constitue une entrée mitoyenne, aménagée à parts égales entre deux propriétés, à la condition de respecter les normes de distance par rapport à une intersection de rue qui sont prescrites au 1^{er} alinéa et au 2^{ème} alinéa du 2^e paragraphe du présent article.

Sous réserve du premier paragraphe, lorsqu'un deuxième accès est autorisé sur le même emplacement et qu'il s'agit d'un usage principal commercial ou industriel situé dans le périmètre urbain, ce deuxième accès est situé à 12 mètres et plus du premier. Cette distance minimale est de 20 mètres et plus à l'extérieur du périmètre urbain.

En vertu de la Loi sur la voirie (L.R.Q., c.v-9), une personne voulant utiliser un terrain qui nécessite un accès à une route sous responsabilité du ministère des Transports doit, avant de construire cet accès, obtenir l'autorisation du ministre.

Les dispositions du présent article ne peuvent avoir pour effet d'empêcher :

- 1) l'émission par le ministère des Transports du Québec de tout permis d'accès requis à des fins d'aménagement d'une rue publique, de travaux d'utilité publique ou connexes à des projets d'aménagement routier;
- 2) la réalisation de travaux à des fins municipales ou de sentiers récréatifs.

13.3.2 Dispositions spéciales relatives aux accès au chemin de La Minerve

Lorsque la norme spéciale **13.3.2** est spécifiée à la grille de spécification, aucun accès privé ou entrée charretière se raccordant au chemin de La Minerve n'est autorisé.

13.3.3 Dispositions relatives à l'aménagement des accès

Nonobstant tout article du présent règlement, les largeurs maximales des accès pour les emplacements adjacents au chemin de La Minerve sont les suivants :

TABLEAU M: LARGEUR MAXIMALE DES ACCÈS		
ACCÈS ET USAGE	Dans un périmètre urbain	Hors périmètre urbain
Bâtiment résidentiel d'au plus 5 logements <ul style="list-style-type: none"> • entrée simple • entrée mitoyenne 	6 m 8 m	6 m 8 m
Bâtiment résidentiel de 6 logements et plus <ul style="list-style-type: none"> • entrée simple • entrée mitoyenne 	8 m 8 m	8 m 8 m
Entreprise commerciale et de service <ul style="list-style-type: none"> • entrée simple • entrée mitoyenne • entrée et sortie avec îlots séparateurs • entrée et 2 sorties avec îlots séparateurs 	11 m 15 m 12 m 15 m	11 m 15 m 12 m 15 m
Entreprise agricole, forestière ou usage secondaire <ul style="list-style-type: none"> • entrée principale • entrée auxiliaire 		8 m 6 m

SECTION 14 ENSEIGNES ET AFFICHAGES (L.A.U., art. 113, 14°)

14.1 Règles générales

Toute enseigne, partie ou éléments dérogatoires au présent règlement ne peuvent être utilisés lors de l'implantation d'un nouveau commerce.

Toute enseigne annonçant un service ou un commerce doit être implantée sur le terrain où le service est rendu et où s'exerce le commerce.

14.2 Disposition applicable sur l'ensemble du territoire

14.2.1 Enseignes prohibées

À moins d'indication contraire, les enseignes suivantes sont prohibées sur l'ensemble du territoire :

- 1) les panneaux-réclame;
- 2) les enseignes à éclat ou dont l'éclairage est clignotant;
- 3) les enseignes susceptibles de créer la confusion ou de faire obstruction à la signalisation routière;
- 4) les enseignes rotatives;
- 5) les enseignes animées;
- 6) les enseignes ayant le format de bannière ou banderole faites de tissu ou autre matériel non rigide, à l'exception de celles se rapportant à des événements communautaires pour une durée limitée
- 7) les enseignes peintes sur le pavé, un muret, une clôture et un mur d'un bâtiment, sauf celles à des fins municipales. Dans le cas d'une murale, le projet doit être remis à la Municipalité pour approbation. Cet alinéa ne s'applique pas à l'affichage intégré à un auvent ou à un affichage dans une vitrine;
- 8) les enseignes sur ballon ou autre dispositif en suspension dans les airs et reliés au sol de quelque façon que ce soit à l'exception de ceux installés par les organismes communautaires, après approbation du Conseil municipal, pour une durée limitée et qui ne sont pas installés à des fins promotionnelles;
- 9) les enseignes apposées ou peintes sur un véhicule ou une remorque stationnée de manière continue;
- 10) les enseignes composées en tout ou en partie de filigrane néon sauf si elles sont situées à l'intérieur d'un commerce et possède une superficie de moins d'un (1) mètre carré;
- 11) les enseignes sur roues.

14.2.2 Enseignes autorisées sans certificat d'autorisation d'affichage

Les enseignes autorisées sans certificat d'autorisation doivent être maintenues en bon état, en tout temps.

Les enseignes suivantes sont autorisées sur l'ensemble du territoire et ne requièrent pas de certificat d'autorisation :

- 1) Les enseignes émanant de l'autorité publique et les enseignes de la Société québécoise de promotion touristique (SQPT);
- 2) les enseignes portatives telles les enseignes de type chevalet ;
- 3) Les enseignes commémorant un fait public ou un fait historique, pourvu qu'elles ne soient pas destinées ou associées à un usage commercial;
- 4) Les enseignes se rapportant à une consultation populaire tenue en vertu d'une Loi, conformément aux dispositions de la Loi applicable
- 5) Les enseignes placées à l'intérieur d'un bâtiment et non visibles de l'extérieur;
- 6) Les drapeaux d'organismes civiques, des clubs de service reconnus, éducationnels ou religieux à raison de trois (3) drapeaux maximum.

Les fanions ne sont autorisés que pour les organismes communautaires, après approbation du Conseil municipal, pour une durée limitée. Tous ces drapeaux doivent être maintenus en bon état ou être enlevés suivant la fin de l'évènement.

- 7) Une enseigne directionnelle indiquant le parcours pour accéder à un stationnement, un lieu de livraison, une entrée, une sortie ou une interdiction de stationner et de passer y compris une enseigne indiquant un danger ou identifiant les cabinets d'aisance et autres choses similaires, pourvu :
 - qu'elle n'ait pas plus de 0,5 m² de superficie;
 - qu'elle soit apposée sur un mur ou sur un poteau d'une hauteur max. de 1,5 m;
 - qu'elle soit placée sur le même terrain que l'usage auquel elle réfère;
 - qu'elle soit, dans le cas d'une enseigne détachée du bâtiment, installée à au moins 0,3 m de toute ligne du terrain.
- 8) Une enseigne temporaire sur un chantier de construction identifiant à la fois l'architecte, l'ingénieur, l'entrepreneur et les sous-entrepreneurs d'une construction, l'institution financière responsable du financement du projet, pourvu :
 - qu'elle soit située sur le terrain où est érigée la construction à au moins un (1) m de toute ligne du terrain;
 - qu'elle soit non lumineuse;
 - que sa superficie d'affichage n'excède pas 5 m²;
 - qu'elle soit fixée sur poteau et que sa hauteur n'excède pas trois (3) m

- qu'elle soit enlevée dans les quinze (15) jours suivant la date de fin des travaux majeurs ou leur annulation.
- 9) Une enseigne d'identification de projets de développement commerciaux, industriels ou communautaires, pourvu :
- qu'il y ait une (1) seule enseigne temporaire érigée sur poteaux, sur le site du projet;
 - que cette enseigne soit érigée que lorsque le projet a débuté, c'est-à-dire, au début des travaux sur le chantier et d'une durée maximale de quatre-vingt-dix (90) jours;
 - que la superficie de cette enseigne n'excède pas six (6) m² avec une hauteur maximale de six (6) m;
 - qu'elle soit située à au moins un (1) m de toute emprise de rue et à au moins trois (3) m de toute propriété contiguë;
 - que cette enseigne ne soit illuminée que par réflexion.
- 10) Une enseigne temporaire d'identification de projets de lotissement ou de construction, pourvu :
- qu'une (1) seule enseigne temporaire soit érigée sur poteaux, sur le site du projet;
 - que cette enseigne soit érigée que lorsque le projet a débuté, c'est-à-dire, au début de la construction d'une maison ou des services publics;
 - que la superficie de cette enseigne n'excède pas six (6) m² avec une hauteur maximale de six (6) m;
 - qu'elle soit située à au moins un (1) m de toute emprise de rue et à au moins trois (3) m de toute propriété contiguë;
 - que cette enseigne ne soit illuminée que par réflexion et non lumineuse le long des corridors touristiques;
 - que cette enseigne soit enlevée suivant la dernière construction érigée;
 - dans le cas d'un projet de lotissement, l'enseigne peut être érigée dès l'acceptation par le Conseil du plan image final• dans le cas des projets intégrés ou d'opération d'ensemble, le lot où peut être mis l'enseigne correspond au lot commun.
 - Les enseignes permanentes relatives aux développements domiciliaires ne sont pas visées par cette disposition.
- 11) Une enseigne d'identification de maison modèle, pourvu :
- qu'il n'y ait qu'une (1) seule enseigne d'identification par maison modèle;
 - que la superficie de cette enseigne n'excède pas 0,5 m²;
 - qu'elle soit apposée sur le bâtiment ou sur poteau;
 - qu'elle soit située à une distance minimum de un (1) m de la limite d'emprise de la rue et qu'elle ait une hauteur maximale de 1,5 m dans le cas d'une enseigne détachée du bâtiment;
 - que cette enseigne ne soit illuminée que par réflexion;
 - que cette enseigne soit érigée que pour une durée maximale de vingt-quatre (24) mois.

12) Une enseigne "à vendre" ou "à louer" pour un terrain ou un bâtiment, pourvu :

- que sa superficie d'affichage n'excède pas :
 - 1,5 m² pour les bâtiments uni, bi et trifamiliaux;
 - 2 m² pour les bâtiments multifamiliaux.
- dans le cas spécifique d'une telle enseigne identifiant un terrain ou un bâtiment localisé en bordure du chemin de La Minerve, sa superficie n'excède pas 3,0 m²;
- qu'une seule enseigne soit érigée par terrain ou par bâtiment installée sur le terrain faisant l'objet de la vente;
- qu'elle soit non lumineuse;
- que sa hauteur n'excède pas deux et demi (2,5) m;
- qu'elle soit enlevée au plus tard une (1) semaine après la vente ou location du terrain ou de la propriété;
- les lots d'angles et/ou transversaux peuvent bénéficier d'un maximum de deux enseignes, une par frontage de rue.

13) Une enseigne d'un organisme politique, civique, éducationnel, philanthropique ou religieux, pourvu :

- qu'elle soit non lumineuse;
- qu'elle soit apposée à plat sur le mur d'un bâtiment ou sur le terrain où s'exerce l'usage;
- que sa superficie d'affichage n'excède pas un (1) m².

14) Une enseigne indiquant les heures des offices et les activités religieuses, placées sur le terrain des édifices destinés au culte, pourvu :

- qu'elle n'ait pas plus de deux mètres carrés (2) m²;
- qu'il n'y ait pas plus d'une seule enseigne par édifice destiné au culte;
- qu'elle soit non lumineuse.

15) Une plaque d'identification professionnelle apposée à plat sur un bâtiment dont l'usage principal est résidentiel et indiquant le nom, la profession, le sigle, le numéro de téléphone et l'adresse de son exploitant, pourvu :

- qu'elle ait une superficie d'affichage maximale de 0,5 m²;
- qu'elle soit apposée à plat sur le mur d'un bâtiment si situé à moins de 15 m de l'emprise de rue;
- qu'elle soit non lumineuse.

16) Un fanion, une enseigne temporaire, ou une banderole annonçant une campagne, une activité culturelle, éducative, de loisir, de santé, de culte, une exposition, un événement public appuyé par la Municipalité, pourvu :

- qu'un dépôt en garantie d'une valeur de deux cent dollars (200.00\$) soit déposé à la Municipalité;
- qu'il n'ait pas plus de deux (2) m² à l'exception des fanions et banderoles;
- que les fanions et banderoles ne soient pas situés à l'extérieur du site ;
- dans le cas d'un autre type d'enseigne, il peut être situé à l'extérieur du site ;
- qu'il soit installé à l'extérieur des voies de circulation;

- qu'il soit éclairé que par réflexion;
- qu'il ne soit pas installé avant quatre (4) semaines de la date de l'événement;
- qu'il soit enlevé dans les cinq (5) jours suivant la fin de l'événement.

17) Un panneau d'affichage annonçant un menu de restaurant, pourvu :

- qu'il soit installé dans un panneau fermé;
- que la superficie d'affichage du panneau n'excède pas 0,2 m²;
- qu'il soit à au moins soixante (60) cm du trottoir. En l'absence de trottoir, le panneau doit être apposé sur le mur du bâtiment.

18) Un panneau d'affichage pour le menu spécial d'un restaurant, pourvu :

- qu'il ait une superficie d'affichage maximale de 0,6 m²;
- qu'il soit apposé à plat sur le bâtiment ou rattaché à la galerie ou à la terrasse.

19) Les enseignes de cinémas à raison d'une (1) enseigne par salle, pourvu :

- qu'elle soit installée sur le mur et fermée par une vitre;
- que la superficie n'excède pas 2 m².

20) Les inscriptions gravées, les lettres autocollantes ou peintes et les affiches sur les surfaces vitrées des portes et fenêtres d'une construction, pourvu :

- qu'il n'y ait qu'une enseigne ou un message par surface vitrée;
- que la superficie d'affichage n'excède pas, par vitrine, trente (30 %) pour cent de la surface vitrée sans jamais dépasser un (1) m² par vitrine.

21) Un fanion, une enseigne ou une banderole annonçant l'ouverture éventuelle d'un nouvel établissement commercial, pourvu :

- qu'il soit non lumineux;
- qu'il soit posé à plat sur le bâtiment;
- que sa superficie n'excède pas six (6) m²;
- qu'une seule enseigne de ce type par établissement soit érigée;
- qu'il ne soit pas installé avant deux (2) semaines de la date précédant l'ouverture de l'établissement;
- qu'il soit enlevé dans les trente (30) jours suivant l'ouverture de l'établissement.

22) Une enseigne annonçant une vente de garage, pourvu:

- que cette enseigne soit installée sur le terrain où la vente doit avoir lieu;
- que sa superficie d'affichage n'excède pas un demi (0,5) m²;
- qu'elle soit installée au plus tôt quatre (4) jours avant le début de la vente de garage et qu'elle soit enlevée à la fin de la vente de garage.

23) Une enseigne permanente pour un projet domiciliaire, pourvu :

- que son nombre ne dépasse pas une (1) par projet;
- que son message comporte uniquement le nom du projet Domiciliaire

- qu'elle soit construite avec une structure en base de pierre;
- que sa superficie d'affichage n'excède pas 3,5 m²;
- que sa hauteur n'excède pas 2,5 m;
- qu'elle soit implantée en dehors de l'emprise de la rue;
- qu'elle soit éclairée que par réflexion.

Une clôture décorative, telle une entrée de type «portail» est autorisée et n'entre pas dans le calcul de la superficie de l'enseigne.

14.2.3 Endroit où la pose d'enseigne est prohibée

À moins d'indication contraire, la pose d'enseigne est prohibée, selon le cas, aux endroits suivants :

- a) sur ou au-dessus de l'emprise d'une voie de circulation, à moins d'indication contraire
- b) sur ou au dessus du toit d'un bâtiment, un escalier, un garde-fou d'une galerie, une clôture, une antenne, un appentis, une construction hors-toit, un bâtiment accessoire. En aucun cas une enseigne ne peut excéder la hauteur du toit d'un bâtiment.
- c) devant une porte ou une fenêtre;
- d) à moins de trois (3) m, mesuré perpendiculairement à l'enseigne, d'un tuyau de canalisation contre l'incendie et toute issue dans le cas d'une enseigne détachée du bâtiment;
- e) sur un arbre;
- f) sur un poteau non érigé exclusivement à cette fin;
- g) à moins d'un (1) m de toute ligne électrique;
- h) sur un véhicule stationné ou sur une remorque installée de manière continue;
- i) sur un équipement fixé au sol appartenant à la municipalité;
- j) à l'exception des centres commerciaux, dans les cours arrières ne donnant pas sur une rue
- k) à l'intérieur du triangle de visibilité sauf si le dégagement sous l'enseigne est d'au moins 3 m;
- l) à moins d'un (1) m de toute ligne latérale de l'emplacement.

14.2.4 Structure et construction de l'enseigne

Une enseigne et son support doivent être conçus de façon sécuritaire avec une structure permanente; chacune de ses parties doit être solidement fixée. L'officier responsable peut exiger un plan préparé par un professionnel pour s'assurer de la solidité de l'enseigne et son support.

14.2.5 Entretien et permanence d'une enseigne

Toute enseigne doit être entretenue, réparée et maintenue en bon état et ne doit présenter aucun danger pour la sécurité publique. La réparation de tout bris dans les trente (30) jours est obligatoire.

14.2.6 Éclairage des enseignes

Une enseigne peut être éclairée par réflexion, c'est-à-dire que l'éclairage constant est dirigé sur l'enseigne et ne projette aucun rayon lumineux hors du terrain sur lequel l'enseigne est située. Il ne doit y avoir en tout temps d'éblouissement provenant du système d'éclairage.

Les fils d'alimentation électrique de la source d'éclairage pour une enseigne non rattachée au bâtiment doivent être enfouis. Aucun fil aérien n'est autorisé.

14.2.7 Message de l'enseigne

Le message de l'affichage peut comporter uniquement :

- des identifications lettrées et/ou chiffrées de la raison sociale;
- un sigle ou une identification commerciale de l'entreprise;
- la nature commerciale de l'établissement ou place d'affaires;
- la marque de commerce des produits vendus, l'identification des concessions et des accréditations pourvu qu'elles n'occupent pas plus de vingt (20 %) pour cent de la superficie de l'affichage;
- un court message promotionnel sur une portion interchangeable de l'enseigne pourvu qu'il n'occupe pas plus de vingt (20 %) pour cent de la superficie de l'enseigne
- l'adresse et le numéro de téléphone de l'établissement ou place d'affaires pourvu qu'il n'en occupe pas plus de vingt (20 %) pour cent de la superficie de l'enseigne.

14.2.8 Enlèvement des enseignes et supports

Toute enseigne doit être enlevée dans les trente (30) jours de calendrier suivant la date de cessation des activités, de fermeture de l'établissement ou de l'abandon des affaires à cet endroit.

Dans le cas du support des enseignes référant à un commerce, un service, un établissement ou une entreprise qui a cessé ses activités, il doit être enlevé dans un délai de six (6) mois suivant la date de cessation des activités, de fermeture de l'établissement ou de l'abandon des affaires à cet endroit

14.3 Dispositions particulières applicables dans les zones du périmètre urbain (zones U)

L'article 14.3 et ses sous-article exclusivement s'appliquent aux enseignes dans les zones U.

14.3.1 Nombre

Dans les zones U, le nombre d'enseignes autorisé est le suivant :

- enseigne rattachée au bâtiment : 1 par établissement

Ou

- enseigne détachée du bâtiment : 1 par terrain

Une enseigne supplémentaire, rattachée ou détachée, est permise pour un terrain d'angle ou transversal. L'enseigne doit être installée dans une cour ou sur un mur distinct de l'enseigne principale. L'enseigne peut être collective.

14.3.2 Superficie

La superficie maximale pour une enseigne est déterminée selon son type :
enseigne rattachée au bâtiment : 1,25 m².

Cette superficie peut être augmentée de l'une ou l'autre des façons suivantes :

- 1) Cette superficie peut être augmentée de 0,04 m² pour chaque mètre linéaire de mur de l'établissement sur lequel l'enseigne est posée sans excéder 2,5 m².
 - 2) Lorsque le bâtiment est implanté au-delà de la marge de recul prescrite, la superficie maximale peut être augmentée de 0,1 m² fois la profondeur de la cour avant sans excéder 2,5 m².
 - 3) Lorsque l'enseigne est collective, une superficie minimale de 0,9 m² est accordée à chaque établissement. En aucun cas la superficie de l'enseigne ne peut excéder 2,7 m².
- enseigne détachée du bâtiment : 1,5 m² La superficie d'une enseigne sur socle ou poteau peut être augmentée à 2,0 m² s'il s'agit d'une enseigne collective identifiant au moins trois (3) établissements.

La superficie de l'enseigne supplémentaire ne peut pas excéder la superficie de l'enseigne principale.

14.3.3 Hauteur

La hauteur maximale d'une enseigne est déterminée comme suit :

- enseigne rattachée au bâtiment : 1,5 m

- enseigne détachée du bâtiment : 2,5 m

La hauteur d'une enseigne rattachée au bâtiment représente la hauteur de l'enseigne elle-même, alors que la hauteur d'une enseigne détachée du bâtiment est calculée du niveau moyen du sol adjacent à la partie supérieure de l'enseigne.

14.3.4 Empiètement dans l'emprise de rue

L'empiètement maximal de la projection au sol d'une enseigne dans l'emprise de la rue est la suivante :

- enseigne rattachée au bâtiment : 20 cm
- enseigne détachée du bâtiment : La distance minimale entre le poteau et une ligne de rue peut être nulle. La projection au sol maximale de l'enseigne dans l'emprise de la rue, excluant son ancrage au sol, est de vingt (20) cm.

Dans tous les cas, un dégagement d'au moins deux (2) m est requis entre la partie la plus basse de l'enseigne et la surface de circulation

14.3.5 Matériaux

Une enseigne doit être composée d'un ou plusieurs des matériaux suivants :

- bois
- métal
- uréthane ou matériau similaire
- toile dans le cas d'un auvent
- cresson (bois)

14.4 Dispositions applicables dans les zones qui permettent les usage de type (C3) – Commerce semi-industriel.

L'article 14.4 et ses sous-article s'appliquent aux enseignes dans les zones qui permettent les usages de type (C3) - Commerce semi-industriel

14.4.1 Nombre

Le nombre d'enseignes autorisé est le suivant :

- enseigne rattachée au bâtiment : 1 par établissement
- enseigne détachée du bâtiment : 1 par terrain

Une enseigne supplémentaire, rattachée ou détachée, est permise pour un terrain d'angle ou transversal. L'enseigne supplémentaire doit être installée dans une cour

ou sur un mur distinct de l'enseigne principale. Pour un terrain d'angle ou transversal adjacent au chemin de La Minerve, une enseigne supplémentaire de chaque type est autorisée dans chacune des cours donnant sur rue. S'il y a plusieurs établissements, l'enseigne peut être collective.

14.4.2 Superficie

La superficie maximale pour une enseigne est déterminée selon son type :

- enseigne rattachée au bâtiment : 0,6 m² pour chaque mètre linéaire de mur sur lequel l'enseigne est posée sans jamais excéder 5 m²;
- enseigne détachée du bâtiment : 0,3 m² pour chaque mètre linéaire de terrain sur lequel l'enseigne est posée sans jamais excéder 5 m². L'enseigne supplémentaire ne peut pas excéder la superficie de l'enseigne principale.

Pour un terrain adjacent au chemin de La Minerve, la superficie maximale d'une enseigne peut être augmentée à dix (10) m² (rattachée ou détachée)

14.4.3 Hauteur

La hauteur maximale d'une enseigne est déterminée comme suit :

- enseigne rattachée au bâtiment : 1,5 m
- enseigne détachée du bâtiment : 5,5 m

Pour un terrain adjacent au chemin de La Minerve, la hauteur maximale d'une enseigne est déterminée comme suit :

- enseigne rattachée au bâtiment : 2 m
- enseigne détachée du bâtiment : 7 m

La hauteur d'une enseigne rattachée au bâtiment représente la hauteur de l'enseigne elle-même, alors que la hauteur d'une enseigne détachée du bâtiment est calculée du niveau moyen du sol adjacent à la partie supérieure de l'enseigne.

Malgré la disposition précédente du présent article, la hauteur d'une enseigne ou sur poteau ou sur socle pour un terrain adjacent au chemin de La Minerve peut être supérieure à sept (7) m ou à la hauteur du bâtiment, si toutes les conditions suivantes sont remplies :

- 1) le terrain visé où est destinée l'enseigne détachée doit se retrouver en contrebas, à une élévation inférieure d'au moins trois (3) m par rapport à une voie principal;
- 2) le terrain où est destinée l'enseigne détachée doit être contigu à l'emprise du chemin de La Minerve; un emplacement séparé par une rue publique adjacente de ladite emprise est considéré comme un terrain contigu;

- 3) la partie supérieure d'une enseigne autonome peut s'élever jusqu'à une hauteur correspondante à la projection d'une élévation maximum de sept (7) m, calculée à partir du niveau de l'accotement extérieur de la voie principale de circulation du chemin de La Minerve; ladite projection doit être horizontale et perpendiculaire par rapport à l'emplacement destiné à l'enseigne;
- 4) en aucun cas, la hauteur de la partie supérieure de ladite enseigne ne doit excéder quinze (15) m, calculée à partir du sol nivelé adjacent au support de l'enseigne projetée

14.4.4 Localisation

La distance minimale d'une enseigne par rapport à toute ligne de rue est la suivante :

- enseigne rattachée au bâtiment : 2 m de toute voie de circulation;
- enseigne détachée du bâtiment :

La distance minimale entre la projection de l'enseigne au sol et une ligne de rue est de zéro (0) m.

14.4.5 Matériaux

Une enseigne doit être composée d'un ou plusieurs des matériaux suivants :

- bois
- métal
- uréthane ou matériau similaire
- toile dans le cas d'un auvent
- cresson (bois)

14.5 Disposition applicable le long des corridors touristiques⁴¹

14.5.1 Champ d'application concernant les dispositions sur l'affichage le long des corridors touristiques

Les dispositions de la présente section s'appliquent exclusivement aux corridors touristiques, un corridor touristique étant défini en relation avec tout terrain situé à l'intérieur d'une bande de cent (100) mètres de profondeur, calculée à partir de la limite extérieure de l'emprise d'une route visée par un corridor touristique; les corridors touristiques sont identifiés sur le plan de *Hiérarchie du réseau routier* faisant partie intégrante du Plan d'urbanisme.

Les dispositions contenues dans la présente section s'appliquent à toutes les enseignes ou affiches, y compris les enseignes communautaires, qui sont implantées dans un corridor touristique, à l'exception de celles énumérées ci-après:

⁴¹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 73

1. les affiches, les enseignes émanant d'une autorité publique, gouvernementale ou scolaire se rapportant à une activité, à des travaux publics, à un événement, à une élection ou à une consultation populaire liée à ces autorités;
2. les enseignes, inscriptions historiques, commémoratives, d'interprétation d'un lieu patrimonial, pourvu qu'elles ne soient pas rattachées à un usage commercial ou activité philanthropique;
3. les inscriptions, figures ou symboles incorporés à même l'enveloppement extérieur d'une construction, d'un bâtiment et conservant la même texture et couleur que les surfaces exposées;
4. les affiches ou enseignes à caractère temporaire se rapportant à un événement social, communautaire, culturel, sportif, à une exposition ou tout autre événement public temporaire;
5. les enseignes intérieures ou en vitrine ainsi que les enseignes commerciales temporaires situées à l'extérieur d'un établissement;
6. les drapeaux ou emblèmes d'un organisme gouvernemental, politique, institutionnel, éducationnel ou religieux;
7. les affiches ou enseignes non lumineuses temporaires identifiant une construction, un ouvrage projeté ou un chantier de construction, pourvu qu'elles soient installées sur le même terrain;
8. les affiches ou enseignes non lumineuses temporaires annonçant la mise en vente ou en location d'un immeuble;
9. les affiches ou enseignes fonctionnelles, directionnelles et de signalisation comprises à l'intérieur de l'emprise d'une voie de circulation à caractère public.

14.5.2 Enseignes prohibées le long d'un corridor touristique⁴²

À l'intérieur d'un corridor touristique défini à l'article précédent, les affiches ou enseignes suivantes sont prohibées:

1. les enseignes à éclat;
2. les enseignes mobiles installées sur une période permanente, ladite période devant être prescrite dans la réglementation d'urbanisme municipale;
3. les enseignes placées sur un véhicule non immatriculé pour l'année courante;
4. les panneaux-réclames.

14.5.3 Nombre d'enseignes pour un usage principal le long d'un corridor touristique⁴³

À l'intérieur d'un corridor touristique défini à l'article 14.5.1, un maximum d'une (1) enseigne autonome ou sur poteau et d'une (1) enseigne appliquée ou en saillie sur un

⁴² Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 74

⁴³ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 75

mur extérieur est autorisé par terrain ou par bâtiment principal comprenant un seul établissement.

Pour un terrain d'angle ou transversal borné par plus d'une rue ou route, la disposition au premier alinéa du présent article s'applique pour chacune des parties de terrain adjacentes à ladite rue ou route.

Dans le cas d'un centre commercial, d'un centre d'affaires ou d'un bâtiment principal abritant plus d'un établissement, est permise:

1. une seule enseigne appliquée par établissement dont la façade extérieure donne sur une rue ou route;
2. une seule enseigne autonome ou un seul module d'enseignes sur poteau est permis sur le terrain.

14.5.4 Localisation d'une enseigne pour un usage principal le long d'un corridor touristique⁴⁴

À l'intérieur d'un corridor touristique, une enseigne doit être posée à plat sur un mur extérieur d'un bâtiment ou rattachée au mur de façon à former un angle perpendiculaire audit bâtiment.

Une enseigne autonome ou sur poteau peut être installée sur le même terrain où est implanté le bâtiment principal ou l'établissement pour laquelle elle est destinée.

L'installation d'une enseigne est prohibée aux endroits suivants:

1. sur un arbre ou sur un poteau de services publics;
2. sur un escalier, sur un garde-fou d'une galerie, sur une clôture ou sur un bâtiment complémentaire, sauf dans le cas d'une enseigne accessoire rattachée à un bâtiment complémentaire;
3. devant une porte ou une fenêtre;
4. sur un toit ou sur une construction hors-toit tel ouvrage d'accès, cheminée, cage d'ascenseur.

Dans le cas d'une enseigne située dans l'encadrement d'une porte, d'une fenêtre, sur le toit ou sur une construction hors-toit, l'interdiction peut être levée à condition que ladite enseigne soit conçue et apposée de manière à faire corps avec les composantes architecturales du bâtiment.

⁴⁴ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 76

14.5.5 Hauteur d'une enseigne pour un usage principal le long d'un corridor touristique⁴⁵

À l'intérieur d'un corridor touristique, la hauteur d'une enseigne apposée sur un bâtiment ne doit pas dépasser la hauteur du mur dudit bâtiment; dans tous les cas, la hauteur maximale de l'enseigne est de sept (7) mètres, à l'exception d'une enseigne posée sur un toit ou une construction hors-toit où la cote maximale est fixée à dix (10) mètres.

À l'intérieur d'un corridor touristique, la hauteur d'une enseigne autonome ou sur poteau ne doit pas excéder les élévations prescrites au tableau N.

TABLEAU N : NORMES SUR LA HAUTEUR MAXIMALE D'UNE ENSEIGNE AUTONOME LE LONG D'UN CORRIDOR TOURISTIQUE - exprimées en mètres (m)	
HAUTEUR MAXIMUM	Corridors touristiques
à moins de 70 m de l'emprise	5,5 m
à 70 m et plus de l'emprise	7,0 m

Note : Distance calculée à partir de la limite extérieure de l'emprise de la route.

14.5.6 Superficie d'une enseigne pour un usage principal le long d'un corridor touristique⁴⁶

À l'intérieur d'un corridor touristique défini à l'article 14.5.1, la superficie d'une enseigne autonome ou posée sur un mur extérieur d'un bâtiment, calculée sur un seul côté de ladite enseigne, ne doit pas excéder les superficies prescrites au tableau O.

Malgré la disposition précédente du présent article, la superficie d'une enseigne modulaire, pour un centre commercial, un centre d'affaires ou un bâtiment principal avec plus d'un établissement, peut être augmentée d'un (1) mètre carré par établissement additionnel, jusqu'à concurrence d'une superficie maximum de quinze (15) mètres carrés.

TABLEAU O : NORMES SUR LA SUPERFICIE MAXIMALE D'UNE ENSEIGNE AUTONOME LE LONG D'UN CORRIDOR TOURISTIQUE - exprimées en mètres (m)	
SUPERFICIE MAXIMALE	Corridors touristiques
à moins de 70 m de l'emprise	5,0 m ²
à 70 m et plus de l'emprise	10,0 m ²

Note : Distance calculée à partir de la limite extérieure de l'emprise de la route.

⁴⁵ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 77

⁴⁶ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 78

SECTION 15 NORMES APPLICABLES À CERTAINS USAGES ET DANS CERTAINES ZONES

15.1 Projet intégré d'habitation

En cas de conflit entre les dispositions de la présente section et de toute autre disposition du présent règlement, les dispositions de la présente section ont préséance.

15.1.1 Normes générales applicables à tous les projets intégrés d'habitation

Lorsque qu'identifié à la grille des usages et normes, la planification d'un projet intégré d'habitation est autorisé.

15.1.1.1 Les dispositions suivantes s'appliquent au projet intégré d'habitation

15.1.2 Critères généraux

À moins qu'une des grilles de spécification du présent règlement ne stipule autrement, toutes les catégories d'usage peuvent faire l'objet d'un projet intégré.

La construction de bâtiments regroupés en projet intégré comportant, sur un même terrain, plusieurs bâtiments et une utilisation commune de certains espaces récréatifs et de stationnement est autorisée dans les zones d'application, conformément aux dispositions de la présente section et de toute autre disposition applicable. Un projet intégré d'habitation doit être desservi par un réseau public ou privé d'égout et/ou d'aqueduc. Les réseaux mis en commun sont considérés comme des réseaux privés.

Dans les zones où elle est permise, la construction de bâtiments regroupés en projets intégrés est autorisée aux conditions ci-après énumérées :

- 1) Un plan d'aménagement détaillé fait et présenté par un urbaniste ou tout professionnel compétent en la matière, comportant la localisation des bâtiments, leur hauteur, leurs dimensions, les espaces libres, les allées véhiculaires, les stationnements, les aires d'entreposage des déchets domestiques, les servitudes passives et actives ;
- 2) Lorsque le projet intégré prévoit l'identification d'un lot pour une unité d'habitation résidentielle à des fins privées, le plan doit montrer le détail du lotissement proposé, le détail des constructions proposées, le bâtiment principal, les bâtiments accessoires, l'entrée charretière, s'il y a lieu, les installations individuelles de captage d'eau et de traitement des eaux usées ;
- 3) Le plan doit identifier le lot mis en commun et tous les aménagements qui y sont prévus incluant leur superficie et leurs dimensions ;
- 4) Un plan de caractérisation environnementale établissant la localisation, la description et l'inventaire des éléments naturels liés à la conservation.

15.1.2.1 Nombre minimal de constructions requises

Tout projet intégré doit comporter un minimum de 4 bâtiments principaux pour un même projet.

15.1.2.2 Implantation des constructions

Les marges minimales prescrites doivent être appliquées pour l'ensemble du projet intégré et non pas pour chaque logement ou bâtiment.

Une aire d'isolement minimale entre deux bâtiments ou deux groupes de bâtiments et entre un bâtiment ou groupe de bâtiments et l'allée d'accès principale doit être aménagée afin que les bâtiments, les groupes de bâtiments et l'allée d'accès principale aient entre eux une distance minimale de :

- a) 6 mètres dans le cas de résidences unifamiliales et bifamiliales;
- b) 8 mètres dans le cas de résidences trifamiliales ou multifamiliales;
- c) 6 mètres dans le cas d'une allée d'accès et d'une aire de stationnement.

15.1.2.3 Superficie du terrain⁴⁷

La superficie minimale de terrain s'applique pour l'ensemble du terrain sur lequel sont érigés des bâtiments en projet intégré et non pas pour chaque unité d'habitation tout en respectant les normes concernant le rapport bâti/terrain et les densités suivantes:

1. Dans le cas d'un projet intégré d'habitation situé à l'extérieur du périmètre urbain, les densités maximales brutes permises sont les suivantes :
 - Dans le cas d'un terrain non desservi, le nombre maximum de logements à l'hectare brut est de deux logements (2) ;
 - Dans le cas d'un terrain partiellement desservi, le nombre maximum de logements brut à l'hectare est de trois logements (3) ;
 - Dans le cas d'un terrain desservi, le nombre maximum de logements à l'hectare brut est de cinq logements (5).

Malgré la disposition du paragraphe précédent, la densité ne doit pas excéder deux logements (2) à l'hectare brut pour tout projet localisé à l'intérieur d'une bande de soixante (60) mètres, calculée à partir de la ligne des hautes eaux d'un lac ou d'un cours d'eau.

2. Dans le cas d'un projet intégré d'habitation situé à l'intérieur du périmètre urbain, la densité maximale brute permise est la suivante :
 - Le nombre maximum de logements à l'hectare est de six logements et demi (6,5).

⁴⁷ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 52

Pour l'application de la présente disposition, le terrain destiné à la construction d'un bâtiment principal ou de plusieurs bâtiments principaux doit être desservi par un réseau d'aqueduc et/ou d'égout sanitaire.

15.1.2.4 Superficie du bâtiment principal

La superficie minimale du bâtiment s'applique à chaque bâtiment du projet intégré, conformément aux normes applicables.

15.1.2.5 Critères ou normes pour l'aménagement des espaces communs

Chaque projet intégré d'habitation doit comporter au minimum quinze (15) pourcent de l'espace du terrain, consacrée aux espaces mis en commun.

Ces espaces peuvent être destinés à des fins de parcs ou espaces verts, ou d'aires extérieures de séjour ou de protection de boisés, de sentiers récréatifs, de terrains de golf, de milieux naturels sensibles, de contraintes naturelles ou espaces tampons.

Ces espaces ne peuvent faire l'objet d'une opération cadastrale à des fins de construction d'un bâtiment résidentiel.

15.1.2.5.1 Allées véhiculaires

Tout terrain à bâtir doit être accessible depuis une rue ou une route, par une allée véhiculaire carrossable, gravelée, pavée ou asphaltée, de sorte que chaque bâtiment soit accessible aux véhicules d'urgence.

Toute allée véhiculaire est assujettie au respect de la disposition suivante :

1° une largeur minimale de 6 mètres et maximale de 7 mètres:

- a) toute allée véhiculaire sans issue sur un chemin doit se terminer par un cercle de virage d'un diamètre minimal de 9 mètres.

15.1.2.5.2 Réseaux récréatifs et espaces naturels

Chaque projet intégré d'habitation doit conserver le pourcentage minimum requis en espace naturel délimité à la grille des usages et normes.

Des sentiers piétonniers doivent être aménagés pour permettre d'accéder aux aires communes, aux aires récréatives, aux aires de stationnement et aux rues ou routes, aux arrêts d'autobus, et pour permettre de se relier aux réseaux récréatifs, piétonniers et cyclables existants, le cas échéant. Les espaces libres collectifs entre les bâtiments principaux doivent être laissés à l'état naturel lorsqu'il ne font pas l'objet d'un aménagement particulier.

15.1.2.5.3 Aire de stationnement

Toute aire de stationnement aménagée dans le cadre d'un projet intégré est assujettie au respect des dispositions relatives au stationnement hors rue du présent règlement.

Pour un bâtiment communautaire, une case de stationnement pour chaque 40 mètres carrés de plancher doit être prévue.

15.1.2.5.4 Bâtiment accessoire

Un bâtiment principal peut avoir des bâtiments accessoires tels qu'autorisés au présent règlement, ils doivent en plus répondre aux dispositions suivantes :

- 1 ils doivent respecter les marges minimales prescrites à la grille des usages et des normes;
- 2 ils doivent respecter les mêmes aires d'isolement que celles établies pour le bâtiment principal;
- 3 les matériaux utilisés pour le revêtement extérieur doivent être les mêmes que ceux des bâtiments principaux.

Les bâtiments d'utilité publique ne sont pas limités quant à leur nombre et sont exclus du pourcentage maximal de constructions accessoires prescrit sur un terrain. Les cabines pour dormir sont interdites.

15.1.2.5.5 Piscine

Une seule piscine est autorisée pour un projet intégré. Cette piscine doit être mise en commun et située sur le lot indivis.

15.1.2.5.6 Quai

Un seul quai par plan d'eau est autorisé pour un projet intégré. Ce quai doit être mis en commun et situé sur le lot indivis.

15.2 Terrain de camping

L'implantation de tout nouveau terrain de camping et de tout agrandissement de terrain de camping existant exige l'émission d'un certificat d'autorisation conforme aux conditions du présent article.

Un plan d'aménagement d'ensemble effectué par un urbaniste ou un tout professionnel compétent, comprenant les accès véhiculaires, les allées de circulation véhiculaires et piétonnières, la localisation des bâtiments administratifs et de services, la localisation des installations sanitaires, la disposition des emplacements, et l'aménagement des aires récréatives, doit être soumis préalablement à toute demande de certificat d'autorisation, et ce, conformément au présent règlement.

L'aménagement d'un terrain de camping doit respecter les conditions suivantes :

- 1) seuls sont autorisés les roulottes, les véhicules récréatifs motorisés, les tentes-roulottes et les tentes, ainsi que les usages complémentaires et les constructions accessoires et de services;
- 2) les maisons mobiles sont prohibées dans les terrains de camping;
- 3) aucune roulotte ou caravane motorisée ne peut être transformée, agrandie ou installée sur une fondation permanente;
- 4) un seul bâtiment accessoire est autorisé par emplacement de camping dans la mesure où il n'excède pas 7,5 m²;
- 5) tout terrain de camping doit être entouré d'une aire tampon conforme aux dispositions de l'article **12.3.1.2** qui doit ceinturer complètement le camping à l'exception des entrées. Cette aire tampon ne doit pas servir à des usages autres qu'espace vert;
- 6) de plus, aucune roulotte, véhicule motorisé, tente-roulotte et tente ne peut être localisé à moins de quinze (15) m de la ligne de propriété;
- 7) tous les espaces non utilisés pour des usages permis par le présent règlement et pour des espaces naturels doivent être gazonnés.

15.3 Commerces d'hébergement (C603)

Dans les zones où ils sont permis, les commerces d'hébergement léger (article **7.2.2.7**) doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1) l'architecture résidentielle doit être conservée dans le cas d'un bâtiment existant;
- 2) dans le cas d'un nouveau bâtiment ou d'un agrandissement, aucune chambre ne peut avoir un accès extérieur si elle n'a pas d'accès par l'intérieur du bâtiment;
- 3) toute chambre en location doit être munie d'un avertisseur de fumée installé en série;
- 4) il ne doit y avoir aucun système de cuisson à l'intérieur des chambres en location;
- 5) le nombre de chambre en location ne peut être augmenté sans l'obtention préalable du permis de construction ou du certificat d'autorisation applicable;
- 6) les commerces d'hébergement situés dans une zone habitation ne peuvent être situés que dans un bâtiment unifamiliale isolé.

15.4 Regroupement de chalets en location

Dans les zones où elle est permise, l'exploitation ou la construction d'un regroupement de chalets en location sur un même terrain est autorisée aux conditions suivantes :

- 1) un plan d'aménagement détaillé conçu par un urbaniste ou un professionnel compétent, comportant la localisation des bâtiments, leur hauteur, les dimensions, le détail architectural, les espaces libres, les allées véhiculaires, les espaces de stationnement, l'aménagement paysager, les services d'aqueduc et d'égout ou d'approvisionnement en eau et en traitement des eaux usées doit être soumis préalablement à toute demande de permis et ce, conformément au présent règlement;
- 2) chaque regroupement de chalets ne peut comporter plus de vingt (20) unités ;
- 3) les services privés ou publics sont existants en bordure du terrain,
- 4) la superficie minimale du terrain prescrite à la grille des usages et normes s'applique à l'ensemble du commerce d'hébergement et non pour chaque chalet;
- 5) la superficie minimale des chalets est de trente-sept (37) m² et la largeur minimale est de six (6) m. Les hauteurs minimale et maximale en étage contenues à la grille des usages et normes s'appliquent;
- 6) la distance entre deux (2) bâtiments est de neuf (9) m;
- 7) les marges avant, arrière et latérales sont celles prescrites par la grille des usages et normes. Ces marges minimales s'appliquent à l'ensemble du projet et non pas à chaque bâtiment;
- 8) la densité maximale est celle établie par le coefficient d'occupation du sol indiqué à la grille des usages et normes;
- 9) une superficie minimale d'espace naturel doit être préservée et entretenue selon les prescriptions de la grille des usages et normes;
- 10) toutes les autres dispositions du présent règlement s'appliquent intégralement
- 11) tout regroupement de chalets en location doit être entouré d'une aire tampon conforme aux dispositions de l'article **12.3.1.2** qui doit ceinturer complètement le regroupement de chalets, à l'exception des entrées. Cette aire tampon ne doit pas servir à des usages autres qu'espace vert.

15.5 Motel

Pour les zones où ils sont permis, les motels doivent respecter les conditions suivantes :

- 1) chaque unité d'un motel doit être pourvue des services d'hygiène, d'éclairage et de chauffage;

- 2) les unités d'un motel peuvent être regroupées dans un seul bâtiment ou plusieurs bâtiments sur un même terrain;
- 3) toutes les unités situées à l'extérieur d'un même bâtiment doivent être accessibles par un corridor extérieur;
- 4) sur un emplacement, l'implantation des unités de motel doit être conforme aux prescriptions suivantes :
 - superficie minimum de chaque unité : 12 m²
 - nombre d'unités minimum requis par bâtiment : 6 unités
 - façade avant maximum d'un bâtiment : 30 m
 - nombre d'étages maximum : 2 étages
 - marge d'éloignement d'un bâtiment par rapport à une aire de stationnement : 2 m
- 5) la façade avant d'un bâtiment peut être augmentée jusqu'à soixante (60) m maximum pourvu que la linéarité du bâtiment soit interrompue une ou plusieurs fois par l'introduction d'un décalage de trois (3) m minimum d'une partie de la façade avant du bâtiment, par des changements dans l'orientation du bâtiment, par des variations dans le nombre d'étages (niveaux décalés) ou autres techniques architecturales susceptibles de briser la régularité de l'implantation et la monotonie du bâtiment;
- 6) dans le cas où les unités sont implantées parallèlement à la ligne latérale ou arrière de l'emplacement, la façade principale des unités doit faire face à la cour intérieure de l'emplacement;
- 7) la distance séparant deux (2) bâtiments implantés parallèlement doit être au moins égale à la largeur requise pour les cases de stationnement et l'allée de circulation plus quatre (4) m additionnels;
- 8) toutes les autres prescriptions du présent règlement qui s'appliquent doivent être respectées.

15.6 Stations-service et postes de distribution d'essence au détail (L.A.U., art. 113, 5°)

Dans les zones où ils sont permis, les postes de distribution d'essence au détail et les stations-service doivent respecter les normes stipulées par les règlements provinciaux tout en se conformant aux dispositions ci-après.

15.6.1 Usage spécifiquement exclu

L'établissement ne doit contenir ni logement, ni usine ou manufacture, ni salle de réunion à l'usage du public, ni atelier, à l'exception des ateliers de réparations d'automobile.

15.6.2 Réparation d'automobile

Toute réparation d'automobile doit se faire exclusivement à l'intérieur du bâtiment.

15.6.3 Normes d'implantation

Les normes d'implantation suivantes s'appliquent :

1) les marges minimales de tout bâtiment :

- avant : quinze (15) m,
- latérale : six (6) m;
- arrière : six (6) m.

Dans le cas d'un terrain d'angle, la dimension minimale de la marge latérale adjacente à la rue est de 7,5 m;

2) les marges minimales de tout lave-auto :

- avant : quinze (15) m ;
- latérale : neuf (9) m;
- arrière : neuf (9) m.

3) distances minimales d'un îlot de pompe à :

- une ligne de rue : cinq (5) m ;
- un terrain adjacent : douze (12) m;
- un bâtiment principal : cinq (5) m.

4) marquise au-dessus d'un îlot de pompe :

- une marge minimale de six (6) m est exigée de toute ligne de terrain;

5) bâtiment principal :

- hauteur maximale, en étage, autorisée : un (1) étage ;
- largeur minimale du bâtiment principal : 7,5 m.

15.6.4 Normes d'aménagement

Les normes d'aménagement suivantes s'appliquent :

- 1) un maximum de deux (2) accès par frontage de rue est autorisé;
- 2) à moins d'indication contraire, la distance minimale entre deux (2) accès sur une même rue est de six (6) m;
- 3) la largeur maximale d'un accès est de dix (10) m;

- 4) tout accès doit être situé à un minimum de quinze (15) m de l'intersection de deux (2) lignes de rue et de trois (3) m de toute ligne séparatrice de terrain;
- 5) tout espace carrossable doit être recouvert d'asphalte ou de béton; tout espace non utilisable doit être gazonné ou aménagé;
- 6) il est interdit de ravitailler les automobiles à l'aide de tuyaux, boyaux et autres dispositifs suspendus et extensibles au-dessus de la voie publique;
- 7) il est interdit d'installer un réservoir de gaz naturel et de gaz propane à la verticale.

15.6.5 Occupation d'un espace libre

L'occupation de tout espace libre est soumise aux dispositions suivantes :

- 1) la vente et la location du véhicule moteur sont interdites;
- 2) le stationnement d'un véhicule moteur tel qu'autobus, auto-taxi, camion, machinerie lourde destinée à la construction ou au déneigement, ainsi que toute remorque de type conteneur train-routier est interdit;
- 3) l'entreposage extérieur de matériaux et d'équipement est interdit;
- 4) l'entreposage extérieur de tout véhicule accidenté ou non en état de marche, débris, pièces d'automobile ou tout autre objet est prohibé;
- 5) seul l'étalage de produits tels que huile à moteur, lave-vitre, le bois de chauffage et les bonbonnes de gaz propane utilisés pour assurer un service minimum aux véhicules est autorisé.

15.6.6 Dispositions particulières concernant un lave-auto

Tout lave-auto doit être pourvu d'un espace suffisamment grand pour stationner au moins six (6) automobiles en file d'attente, en raison d'une case de trois (3) m par sept (7) m par automobile.

15.7 Centre commercial

Dans les zones d'application, les centres commerciaux doivent répondre aux prescriptions suivantes :

15.7.1 Centre commercial

Par centre commercial, nous entendons un ensemble commercial conçu, construit et administré comme une unité localisée et étant intégré au tissu urbain de l'espace environnant. Les dispositions suivantes s'appliquent :

- 1) le centre commercial peut comprendre plusieurs bâtiments situés sur un même emplacement;
- 2) l'orientation des façades pour les bâtiments implantés le long des rues adjacentes à l'emplacement doit se faire du côté de la ou des rues de façon à ne pas tourner le dos à la rue; ces bâtiments peuvent aussi avoir façade sur l'intérieur avec allée véhiculaire ou réseau piétonnier ou espace de repos;
- 3) les marges avant, latérales et arrière sont celles relatives à la zone où est localisé le projet;
- 4) le nombre de cases de stationnement doit être conforme aux dispositions de l'article **13.1.4**;
- 5) malgré les normes prescrites à l'article **13.1.6**, la distance minimum entre deux (2) entrées charretières localisées sur l'emplacement est fixée à six (6) m et elles doivent être situées à au moins douze (12) m d'une intersection de deux (2) lignes de rue;
- 6) les espaces libres non occupés par les bâtiments, les allées véhiculaires, les réseaux piétonniers et le mobilier doivent être aménagés selon les dispositions de la section 12 du présent règlement.

15.8 Distance minimale pour l'implantation de certains usages à proximité de constructions imposant des contraintes⁴⁸

Toute nouvelle implantation d'une habitation, d'un édifice public de services culturels, éducatifs, récréatifs ou religieux, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et services sociaux et, d'un établissement d'hébergement touristique ou d'hébergement commercial doit être localisée à une distance minimale de 100 mètres d'une tour, bâtiment, construction ou autre structure de plus de 20 mètres de hauteur hébergeant une ou plusieurs antennes de télécommunication.

Malgré ce qui précède, la norme de distance est de cinquante (50) mètres lorsque l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie:

- 1) l'implantation projetée d'un bâtiment associé à un des usages décrits au premier alinéa du présent article, se retrouve sur un terrain contigu à une rue ou route existante déjà aménagée, à la date d'entrée en vigueur des règlements de concordance numéros 575, 577 et 579 de la municipalité de la Minerve.

⁴⁸ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 44

- 2) l'usage contraignant se retrouve dans une zone industrielle ou commerciale identifiée par la réglementation d'urbanisme, en vertu de laquelle des dispositions sur des espaces tampons et écrans visuels y sont prescrites pour ladite zone.»

15.9 Normes relatives aux sites d'extraction⁴⁹

Toute exploitation d'une nouvelle carrière ou sablière telle que définie à la réglementation municipale, ou tout agrandissement d'une carrière ou sablière existante au-delà des limites d'une aire d'affectation autorisant spécifiquement cet usage ou d'une aire d'exploitation déjà autorisée antérieurement par un certificat d'autorisation ou bénéficiant de droit acquis en vertu du Règlement sur les carrières et est interdite.

Les carrières et sablières exploitées sur une base temporaire pour des fins de réfection, de construction, de reconstruction ou d'entretien de chemins agricoles, forestiers ou miniers ne sont pas visées par le présent article.

15.9.1 Exploitation par phase

L'exploitation d'une carrière, «gravière» ou sablière doit se faire par phases consécutives et chacune des phases ne doit pas couvrir une superficie supérieure à cinq (5) hectares.

15.10 Normes relatives sur les implantations situées à proximité d'usages à caractère industriel et d'utilité publique⁵⁰

Toute nouvelle implantation d'une habitation, d'un édifice public de services culturels, éducatifs, récréatifs ou religieux, d'un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et services sociaux et, d'un établissement d'hébergement touristique ou commercial doit être localisée à une distance minimale de soixante (60) mètres, par rapport :

1. à l'aire d'exploitation actuelle et projetée d'une sablière ou carrière, d'un site de dépôt en tranchée, d'un établissement de traitement de récupération de déchets ou de boues, d'un site minier en exploitation, d'un site aéroportuaire, d'un poste de distribution d'énergie électrique ou de tout autre usage de nature contraignante.

Malgré ce qui précède, la norme de distance est de trente (30) mètres lorsque l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie:

1. l'implantation projetée d'un bâtiment associé à un des usages décrits au premier alinéa du présent article, se retrouve sur un terrain contigu à une rue ou route existante déjà aménagée, à la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

⁴⁹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 43

⁵⁰ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 44

2. l'usage contraignant se retrouve dans une zone industrielle ou commerciale identifiée par le présent règlement, en vertu de laquelle des dispositions sur des espaces tampons et écrans visuels y sont prescrites pour ladite zone.

15.11 Normes sur les marges de recul le long des principaux sentiers de motoneige⁵¹

La marge de recul à prescrire entre toute nouvelle implantation d'un bâtiment principal destiné à des fins d'habitation et la ligne centrale d'un sentier de motoneige visé au paragraphe suivant est de trente (30) mètres:

- les deux (2) sentiers régionaux numéros 319 et 323 reliant l'Outaouais via Labelle, La Minerve et La Macaza.

Exceptionnellement, la norme sur la marge de recul minimale identifiée au premier alinéa du présent article peut-être soustraite à l'application d'une réglementation d'urbanisme, si l'une ou l'autre des conditions suivantes est remplie:

1. tout terrain situé à l'intérieur des périmètres d'urbanisation;
2. tout terrain se trouvant à l'intérieur de l'espace visé par la marge de recul qui est desservi par une route ou une rue existante, à la date d'entrée en vigueur du règlement de concordance au schéma révisé;
3. pour tout terrain déjà existant à la date d'entrée en vigueur du règlement de concordance au schéma révisé et sur lequel le bâtiment projeté ne pourrait respecter les autres normes d'implantation, la distance d'implantation du bâtiment principal par rapport à la ligne centrale du sentier de motoneige doit être celle qui se rapproche le plus de la marge de trente (30) mètres.

15.12 Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole⁵²

Les dispositions sur les distances séparatrices doivent être appliquées en zone agricole pour toute unité d'élevage, sous réserve du droit de développement à certaines exploitations agricoles tel que prescrit à l'article **15.12.4**. L'application des normes de distance séparatrice s'applique aux unités d'élevage, aux lieux d'entreposage des engrais de ferme et à l'épandage des engrais de ferme.

Pour l'application des dispositions de la présente section, l'expression "distance séparatrice" ou "norme de distance séparatrice" fait référence à toute norme qui permet de délimiter l'espace devant être laissé libre en vue d'atténuer les inconvénients reliés aux odeurs inhérentes aux activités agricoles.

Les normes de distance séparatrice précisent l'espace qui doit être laissé libre entre un usage ou un bâtiment autre qu'agricole et, une unité d'élevage, un lieu d'entreposage des engrais de ferme ou d'épandage des engrais de ferme. Une norme de distance

⁵¹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 45

⁵² Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 81

séparatrice doit être appliquée obligatoirement à l'égard d'une exploitation agricole en fonction des dispositions de la présente section, alors que celle-ci n'a qu'une valeur indicative quant à l'emplacement projeté d'un usage ou un bâtiment autre qu'agricole.

Exceptionnellement, la règle d'interprétation sur l'application des distances séparatrices relatives aux îlots déstructurés en zone agricole doit être interprétée comme suit :

1. dans le cas d'une implantation d'une nouvelle unité d'élevage, d'un nouveau lieu d'entreposage des engrais de ferme ou de nouveau lieux d'épandage des engrais de ferme ou lors de l'agrandissement de ceux-ci, la norme de distance séparatrice ne s'applique pas à l'égard de toute nouvelle résidence autorisée dans un îlot déstructuré à partir de la date d'entrée en vigueur du règlement de concordance au règlement numéro 282-2013 modifiant le schéma d'aménagement révisé de la MRC des Laurentides;
2. dans le cas de l'implantation d'une nouvelle résidence située dans un îlot déstructuré, la distance séparatrice à l'égard d'une unité d'élevage, d'un lieu d'entreposage des engrais de ferme ou d'un lieu d'épandage des engrais de ferme n'est pas prise en compte.

(modification 2014, règlement no.618)

15.12.1 Définitions relatives aux dispositions sur l'atténuation des odeurs liées aux usages / activités agricoles⁵³

Les définitions suivantes doivent être interprétées exclusivement aux fins d'application des dispositions relatives à l'atténuation des odeurs liées aux usages/activités agricoles en zone agricole:

1° habitation:

Un bâtiment faisant partie du groupe habitation (H), d'une superficie d'au moins vingt et un (21) mètres carrés qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant d'une personne morale qui est propriétaire ou exploitant de ces installations.

Aux fins de la présente section, une résidence est assimilée à une habitation.

2° bâtiment protégé:

Bâtiment principal implanté sur l'immeuble pour lequel la distance séparatrice par rapport à un usage ou une activité qui s'y retrouve est applicable en vertu de l'article 15.13.4 du présent règlement.

⁵³ Découlant du Schéma d'aménagement révisé de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 82

3° immeuble protégé:

Terrain pour lequel la distance séparatrice par rapport à un usage ou une activité qui s'y retrouve est applicable en vertu de l'article **15.12.4**; lorsque spécifié, la distance séparatrice applicable à un immeuble protégé doit être calculée à partir des limites de la propriété sur lequel se retrouve l'usage ou l'activité visé, cette propriété étant identifiée par un numéro de matricule distinct au plan de la matrice graphique du rôle d'évaluation.

4° immeuble ou bâtiment protégé:

a) un parc municipal.

- La distance séparatrice est applicable à l'immeuble du parc municipal.

b) un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture.

- La distance séparatrice est applicable au bâtiment associé à l'usage visé

c) un théâtre d'été.

- La distance séparatrice est applicable au bâtiment associé à l'usage visé

d) un service communautaire faisant partie du groupe publique et communautaire (P); comprend également un temple religieux, un établissement d'enseignement ou un établissement au sens de la Loi sur la santé et les services sociaux (L.R.Q., c.S-4.2).

- La distance séparatrice est applicable à l'immeuble du service visé.

e) un usage de récréation intensive ou extensive impliquant une vaste étendue de terrain aménagé, tel centre de ski alpin, golf, jardin zoologique, piste de course, base de plein air ou centre d'interprétation de la nature.

- La distance séparatrice est applicable au bâtiment associé à l'usage visé

f) une plage publique ou une marina.

- La distance séparatrice est applicable à l'immeuble du service visé.

g) un établissement de camping.

- à l'immeuble rattaché à l'établissement visé la distance séparatrice est applicable

h) un usage du groupe commerce de restauration et hôtellerie (C6), qui comprend un établissement d'hébergement, un centre de vacances ou une auberge de jeunesse au sens du règlement sur les établissements d'hébergement touristique, à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire, d'un établissement de restauration et d'un théâtre d'été.

- La distance séparatrice est applicable au bâtiment associé à l'usage visé

i) un usage du groupe commerce de restauration et hôtellerie (C6), qui comprend un établissement de restauration de vingt (20) sièges et plus détenteur d'un permis

d'exploitation à l'année ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

- La distance séparatrice est applicable au bâtiment associé à l'usage visé

j) un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble

- La distance séparatrice est applicable au bâtiment associé à l'usage visé

De plus, les usages/activités suivants qui sont compatibles avec les aires d'affectation agricole et agroforestière, connexes à une exploitation agricole et situés sur la même propriété que celle-ci, **ne sont pas considérés comme des immeubles protégés**:

- a) commerce d'hébergement lié à une exploitation agricole;
- b) commerce de vente au détail lié à une exploitation agricole;
- c) commerce de restauration lié à une exploitation agricole;
- d) commerce de type para-industriel lié à une exploitation agricole;
- e) commerce de type industriel lié à une exploitation agricole.

5° site patrimonial protégé:

Site patrimonial reconnu par une instance compétente.

6° périmètre d'urbanisation d'une municipalité:

La limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité, déterminée par le schéma d'aménagement révisé à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans une zone agricole.

7° marina:

Ensemble touristique comprenant le port de plaisance et les aménagements qui le bordent.

8° camping:

Établissement qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

9° gestion solide:

Le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieure à 85% à la sortie du bâtiment.

10° gestion liquide:

Tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion solide.

11° installation d'élevage:

Un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à des fins autres que le pâturage des animaux, y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

12° unité d'élevage:

Une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent.

15.12.2 Application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole⁵⁴

À l'intérieur d'une zone agricole établie en vertu de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, un permis de construction ou un certificat d'autorisation relatif à l'application d'une réglementation d'urbanisme d'une municipalité, ne peut être émis pour une unité d'élevage, à moins de respecter les normes sur les distances séparatrices.

Les distances séparatrices sont obtenues en multipliant entre eux les paramètres **B, C, D, E, F et G** présentés ci après :

1° le paramètre A correspond au nombre maximum d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production et sert à la détermination du paramètre B; il est déterminé à l'aide du **tableau P**.

2° le paramètre B est celui des distances de base déterminé à l'aide du **tableau P1**; selon la valeur calculée pour le paramètre A, on y choisit la distance de base correspondante; on retrouve à **l'annexe 3** du présent règlement un tableau plus détaillé pour le calcul par unité animale des distances de base;

3° le paramètre C à l'aide du **tableau P2** indiquant le potentiel de charge d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux concernés;

4° le paramètre D qui correspond au type de fumier, tel que déterminé au **tableau P3**, lequel fournit la valeur de ce paramètre en regard du mode de gestion des engrais de ferme;

5° le paramètre E réfère au type de projet tel que décrit au **tableau P4**; une unité d'élevage qui répond aux conditions de l'article 83.1 du document complémentaire peut bénéficier de la totalité du droit de développement que lui confère la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, soit d'accroître son cheptel d'au plus soixante-

⁵⁴ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 83

quinze (75) unités animales sans toutefois excéder un total de 225 unités animales pour l'unité d'élevage;

6° le **paramètre F** est le facteur d'atténuation indiqué au **tableau P5**, lequel permet d'intégrer l'effet d'atténuation des odeurs résultant de la technologie utilisée;

7° le **paramètre G** correspond au facteur d'usage qui est déterminé en fonction du type d'immeuble ou de bâtiment protégé qui figure ci-dessous :

- a. pour un **bâtiment ou un immeuble** protégé, on obtient la distance séparatrice en multipliant l'ensemble des paramètres entre eux avec $G = 1,0$;
- b. pour une habitation, $G = 0,5$;
- c. pour un périmètre d'urbanisation, $G = 1,5$.

15.12.3 Dispositions particulières pour un ouvrage d'entreposage des déjections animales⁵⁵

Lorsqu'un ouvrage d'entreposage des déjections animales, un autre ouvrage visant à réduire la pollution ou un ouvrage visant à réduire les inconvénients reliés aux odeurs provenant d'une unité d'élevage ne peut être érigé qu'en empiétant sur l'espace qui doit être laissé libre en vertu des normes de distance séparatrice, l'érection peut être autorisée malgré ces normes de distance séparatrice sous la seule réserve que cet ouvrage ne doit pas être érigé du côté du bâtiment utilisé à une fin autre qu'agricole dont l'emplacement, s'il était tenu de ces normes, aurait l'effet le plus contraignant sur la capacité d'accroissement des activités agricoles de cette unité d'élevage.

15.12.4 Droit de développement à certaines exploitations agricoles⁵⁶

Le présent article s'applique à toute exploitation agricole qui, le 21 juin 2001, comprenait au moins une (1) unité animale, et qui est enregistrée conformément au Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le remboursement des taxes foncières et des compensations édicté par le décret numéro 340-97 (1997, G.O. 2, 1600).

C'est l'unité d'élevage qui bénéficie de ce droit de développement et non son propriétaire; par conséquent, si une personne possède plusieurs unités d'élevage dont chacune respecte la définition d'unité d'élevage, chacune d'elles peut alors bénéficier du droit au développement sous réserve du respect des conditions mentionnées à l'alinéa suivant.

L'accroissement d'une exploitation agricole visée au premier alinéa du présent article est, sous réserve de toute norme par ailleurs applicable en vertu d'une loi ou d'un règlement, permis si les conditions suivantes sont respectées :

1. les installations d'élevage qui constituent l'unité d'élevage sont utilisées par un même exploitant;

⁵⁵ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 83.1

⁵⁶ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 83.2

2. l'unité d'élevage est dénoncée conformément à l'article 79.2.6 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, article en vertu duquel un exploitant agricole désirant bénéficier de son droit de développement doit transmettre avant le 21 juin 2002 une déclaration assermentée à la municipalité où se retrouve l'unité d'élevage;
3. un point du périmètre de toute installation d'élevage et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections animales nécessaire à l'accroissement de l'exploitation agricole est à moins de cent cinquante (150) mètres de la prochaine installation d'élevage ou du prochain ouvrage d'entreposage des déjections animales de l'unité d'élevage;
4. le nombre d'unités animales, tel que déclaré pour cette unité d'élevage dans la dénonciation mentionnée à l'article 79.2.6 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, est augmenté d'au plus 75, sans toutefois excéder en aucun cas 225 unités animales;
5. le coefficient d'odeur des catégories ou groupes des nouveaux animaux n'est pas supérieur à celui de la catégorie ou du groupe des animaux qui compte le plus d'unités animales.

Dans le cas d'une unité d'élevage où sont élevés ou gardés des porcs, deux (2) conditions s'ajoutent à celles prescrites aux paragraphes précédents:

1. l'épandage des lisiers provenant de cette unité d'élevage doit être effectué à l'aide d'une rampe ou, lorsque la topographie du terrain ne permet pas l'usage d'une rampe, par la méthode d'aspersion basse;
2. doivent être recouverts d'une toiture, tout ouvrage d'entreposage des lisiers provenant de cette unité d'élevage situé à l'intérieur d'un périmètre d'urbanisation et tout ouvrage situé en zone agricole dont un point du périmètre est à moins de 550 mètres du périmètre d'urbanisation.

L'accroissement des activités agricoles dans cette unité d'élevage qui bénéficie de ce droit au développement selon les conditions précédentes n'est toutefois pas assujetti aux normes suivantes :

1. toute norme de distance séparatrice relative à la gestion des odeurs en milieu agricole contenu dans le présent règlement ou dans la Directive relative à la détermination des distances séparatrices relatives à la gestion des odeurs en milieu agricole élaborée par le ministre de l'Environnement, et incluant toute modification ultérieure que pourra y apporter le ministre;
2. toute norme sur les usages agricoles découlant de l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe 3 du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
3. toute norme découlant de l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe 5 du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Malgré les restrictions suivantes, l'accroissement des activités agricoles de cet unité d'élevage demeure assujetti à l'application des normes relatives à l'espace qui doit être laissé libre entre les constructions et les lignes de rues et les lignes de terrains.

15.12.5 Implantation ou agrandissement d'un bâtiment agricole⁵⁷

En zone agricole, un bâtiment utilisé ou destiné à être utilisé à une fin autre qu'agricole ne doit pas être érigé ou agrandi du côté de l'unité d'élevage dont l'emplacement aurait l'effet le plus contraignant sur la capacité d'y accroître les activités agricoles s'il était tenu compte de l'emplacement ou l'agrandissement de ce bâtiment dans l'application de normes de distance séparatrice. Cependant, un permis de construction ne peut être refusée pour le seul motif que cette condition n'est pas respectée.

Lorsque, en application de l'alinéa précédent, un point du périmètre d'un tel bâtiment ou de son agrandissement empiète sur l'espace qui, en vertu des normes de distance séparatrice, doit être laissé libre depuis toute unité d'élevage voisine, toute norme de distance séparatrice applicable lors de l'érection ou de l'agrandissement de ce bâtiment continue de s'appliquer à l'accroissement des activités agricoles de toute unité d'élevage voisine sans tenir compte de l'emplacement de ce bâtiment ou de son agrandissement.

Dans le cas où le bâtiment visé aux alinéas précédents du présent article est une résidence construite après le 21 juin 2001 en vertu des dispositions de l'article 40 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles, toute norme portant sur les usages agricoles, découlant de l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe 3^o du deuxième alinéa de l'article 113 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme et toute norme de distance séparatrice s'appliquent aux unités d'élevage voisines, sans tenir compte de l'emplacement de ce bâtiment ou de son agrandissement.

15.12.6 Dispositions particulières sur l'application des distances séparatrices ⁵⁸

1. toute demande relative à l'implantation d'un bâtiment, d'un ouvrage ou d'un usage autre qu'agricole en zone agricole qui est visée par les dispositions des articles **15.12.2, 15.12.3, 15.12.4, 15.12.5** et **10.4.1** du présent règlement, doit être accompagnée d'un plan effectué par un arpenteur-géomètre localisant l'implantation prévue et la distance la séparant des installations d'élevage, des lieux d'entreposage ou d'épandage des engrais en zone agricole.

Le demandeur dispose d'un délai de trente (30) jours pour transmettre les documents demandés au fonctionnaire désigné. À défaut par l'exploitant de transmettre ces renseignements à la municipalité dans le délai fixé, le fonctionnaire désigné pour l'application de la réglementation d'urbanisme peut, aux frais de cet exploitant, recueillir tout renseignement ou constater tout fait nécessaire à l'application d'une norme de distance séparatrice;

2. la distance séparatrice, lorsqu'elle est applicable à un bâtiment protégé, est calculée à partir des murs extérieurs qui se retrouvent dans la partie la plus avancée de ce bâtiment, en excluant les bâtiments complémentaires non utilisés à des fins d'habitation ou de chambre tel cabanons, abris d'auto, ainsi que les

⁵⁷ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 83.4

⁵⁸ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 80.1 et 84

- parties annexées telles galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses et cheminées;
3. la distance séparatrice doit être également prescrite selon les mêmes modalités que pour l'érection d'un nouveau bâtiment protégé, dans le cas d'un agrandissement dans une proportion de 50% et plus de la superficie au sol d'un bâtiment protégé existant, à la date d'entrée en vigueur d'un règlement de concordance d'une municipalité au schéma révisé;
 4. la distance séparatrice applicable à une installation d'élevage est calculée à partir de lignes décrivant un périmètre imaginaire à l'intérieur duquel se retrouve l'ensemble des bâtiments, des aires, des ouvrages faisant partie de cette installation d'élevage, à l'exception de galeries, perrons, avant-toits, patios, terrasses, cheminées et rampes d'accès; ce périmètre imaginaire doit être constitué de lignes reliant entre eux sur la plus courte distance les bâtiments, les aires et les ouvrages qui sont situés le plus en périphérie de l'installation d'élevage.

TABLEAU P : NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (Paramètre A)

Groupe ou catégorie d'animaux	Nombre d'animaux équivalent à une unité animale
Vache ou taure, taureau; cheval	1
Veaux d'un poids de 225 à 500 kilogrammes chacun	2
Veaux d'un poids inférieur à 225 kilogrammes chacun	5
Porc d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogrammes chacun	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelet d'un poids inférieur à 20 kilogrammes chacun	25
Poules ou coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Dindes à griller d'un poids de 13 kilogrammes chacune	50
Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kilogrammes chacune	75
Dindes à griller d'un poids 5 à 5,5 kilogrammes chacune	100
Visons femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	100
Renards femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et les chevreaux de l'année	6
Lapins femelles (on ne calcule pas les mâles et les petits)	40
Cailles	1 500
Faisans	300

Notes : Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kilogrammes ou un groupe d'animaux de cette espèce dont le poids total est de 500 kilogrammes équivaut à une (1) unité animale. Le poids indiqué est celui d'un animal à la fin de la période d'élevage.

TABLEAU P1 : DISTANCES DE BASE (Paramètre B)

Nombre total d'unités animales	Distance (m)	Nombre total d'unités animales	Distance (m)	Nombre total d'unités animales	Distance (m)
10	178	300	517	880	725
20	221	320	528	900	730
30	251	340	538	950	743
40	275	360	548	1 000	755
50	295	380	557	1 050	767
60	312	400	566	1 100	778
70	328	420	575	1 150	789
80	342	440	583	1 200	799
90	355	460	592	1 250	810
100	367	480	600	1 300	820
110	378	500	607	1 350	829
120	388	520	615	1 400	839
130	398	540	622	1 450	848
140	407	560	629	1 500	857
150	416	580	636	1 550	866
160	425	600	643	1 600	875
170	433	620	650	1 650	883
180	441	640	656	1 700	892
190	448	660	663	1 750	900
200	456	680	669	1 800	908
210	463	700	675	1 850	916
220	469	720	681	1 900	923
230	476	740	687	1 950	931
240	482	760	693	2 000	938
250	489	780	698	2 100	953
260	495	800	704	2 200	967
270	501	820	709	2 300	980
280	506	840	715	2 400	994
290	512	860	720	2 500	1 006

voir **annexe 3** à la fin du règlement de zonage pour les tableaux sur le calcul détaillé des équivalences des distances de base (paramètre B) et le nombre d'unités animales

TABLEAU P2 : CHARGES D'ODEUR PAR ANIMAL (Paramètre C)

Groupe ou catégorie d'animaux	Paramètre C
Bovin de boucherie:	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons:	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules:	
- poules pondeuses en cage	0,8
- poules pour la reproduction	0,8
- poules à griller / gros poulets	0,7
- poulettes	0,7
Renards	1,1
Veaux lourds:	
- veaux de lait	1,0
- veaux de grain	0,8
Visons	1,1

Note : Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C = 0,8: ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

TABLEAU P3 : TYPE DE FUMIER (Paramètre D)

Mode de gestion des engrais de ferme	Paramètre D
Gestion solide:	
- Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
- Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide:	
- Bovins de boucherie et laitiers	0,8
- Autres groupes ou catégories d'animaux	1,0

TABLEAU P4 : TYPE DE PROJET (Paramètre E)
Nouveau projet ou augmentation du nombre d'unités animales

Augmentation jusqu'à ...(u.a.)	Paramètre E	Augmentation jusqu'à ... (u.a.)	Paramètre E
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226 et plus ou nouveau projet	1,00
101-105	0,60		
106-110	0,61		
111-115	0,62		
116-120	0,63		
121-125	0,64		
126-130	0,65		
131-135	0,66		
136-140	0,67		
141-145	0,68		
146-150	0,69		
151-155	0,70		
156-160	0,71		
161-165	0,72		
166-170	0,73		
171-175	0,74		
176-180	0,75		

Note: À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E = 1.

TABLEAU P5 : FACTEUR D'ATTÉNUATION (Paramètre F) $F = F_1 \times F_2 \times F_3$	
Technologie	Paramètre F
Toiture sur lieu d'entreposage	F1
· absente	1,0
· rigide permanente	0,7
· temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	0,9
Ventilation	F2
· naturelle et forcée avec multiples sorties d'air	1,0
· forcée avec sorties d'air regroupées et sorties de l'air au-dessus du toit	0,9
· forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	0,8
Autres technologies	F3
· les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée.	Facteur à déterminer lors de l'accréditation

15.12.7 Application des distances séparatrices relatives aux lieux d'entreposage des engrais de ferme situés à plus de 150 mètres d'une installation d'élevage⁵⁹

Dans le cas d'un lieu d'entreposage des engrais de ferme situé à une distance supérieure à cent cinquante (150) mètres d'une installation d'élevage, les distances séparatrices sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de vingt (20) mètres cubes. Pour trouver la valeur du **paramètre A**, chaque capacité d'entreposage de 1 000 mètres cubes correspond donc à cinquante (50) unités animales. L'équivalence déterminée, on peut trouver la valeur du **paramètre B** correspondante, pour ensuite appliquer la formule selon les paramètres suivants : **B x C x D x E x F x G**.

15.12.8 Application des distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme⁶⁰

Des distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme auxquelles doivent s'appliquer, en les adaptant, les restrictions déjà stipulées **articles 15.12.2, 15.12.3, 15.12.4, 15.12.5 et 10.4.1** du présent règlement sont applicables.

L'application de ces distances séparatrices doit être conforme aux prescriptions indiquées au tableau sur les distances séparatrices relatives à l'épandage des engrais de ferme.

⁵⁹ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 85

⁶⁰ Découlant du Schéma d'aménagement revise de la MRC des Laurentides, chapitre 10 - article 86

TABLEAU P6 : DISTANCES SÉPARATRICES RELATIVES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME ⁽¹⁾				
			Distance requise de toute habitation protégée, d'un périmètre d'urbanisation, ou d'un bâtiment ou d'un immeuble protégé (m)	
Type	Mode d'épandage		15 juin au 15 août	Autre temps
LISIER	Aéroaspersion (citerne)	lisier laissé en surface plus de 24h	75	25
		lisier incorporé en moins de 24h	25	---(2)
	Aspersion	Par rampe	25	---(2)
		Par pendillard	---(2)	---(2)
	Incorporation simultanée			
FUMIER	frais, laissé en surface plus de 24h		75	---(2)
	frais, incorporé en moins de 24h		---(2)	---(2)
	Compost		---(2)	---(2)

(1) Les distances séparatrices du tableau ci-dessus ne s'appliquent pas pour les zones inhabitées d'un périmètre d'urbanisation.

(2) L'épandage est permis jusqu'aux limites du champ

15.12.9 Marge de recul et distance séparatrice pour une nouvelle résidence dans l'affectation agroforestière.

Les normes et critères sur les distances séparatrices sont identifiés à la section 15.12.

L'implantation d'une nouvelle résidence sur une unité foncière vacante d'une superficie minimale de 10 hectares, est assujettie au respect d'une distance à l'égard des champs en culture à proximité et des propriétés voisines non résidentielles afin d'atténuer les odeurs liées aux usages / activités agricoles, s'établissant ainsi :

- une distance séparatrice de 150 m à l'égard de tout établissement de production animale (bâtiment, site d'entreposage de fumier et cour d'exercice);
- une distance séparatrice de 75 m à l'égard d'un champ en culture d'une propriété voisine;
- une marge latérale de 30 m d'une ligne de propriété voisine non résidentielle.

(Modification 2014, règlement no.618)

15.13 Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agricole ou agroforestière

15.13.1 Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agricole

La municipalité de La Minerve étant visée par la décision 370030 de la CPTAQ au sujet des îlots déstructurés, les nouvelles habitations sont autorisées conformément à cette décision, si celles-ci répondent à une des situations suivantes :

- Résidence liée à une exploitation agricole;
- Résidence avec droits acquis en vertu de la LPTAA;
- Résidence sur un terrain dont la superficie est d'au moins 100 hectares;
- Résidence déjà autorisée par la CPTAQ à la date d'entrée en vigueur d'un règlement de concordance d'une municipalité au schéma d'aménagement révisé;
- Résidence située dans un îlot déstructuré reconnu par la décision 370030 de la CPTAQ;
- Résidence ayant fait l'objet d'une décision du Tribunal administratif du Québec (TAQ) ou d'un autre tribunal compétent à l'égard d'une décision défavorable rendue préalablement par la CPTAQ.

(Modification 2014, règlement no.618)

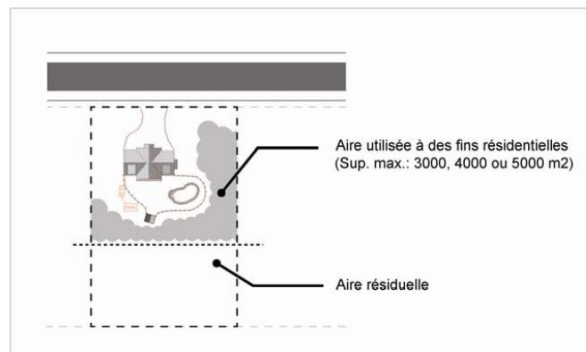
15.13.1.1 Superficie autorisée à des fins résidentielles en zone agricole.

Dans une zone agricole, la superficie maximale utilisée à des fins résidentielles ne doit pas excéder 3000 m² ou 4000 m² en bordure d'un plan d'eau et d'un cours d'eau.

Toutefois, advenant le cas où la résidence n'est pas implantée à proximité du chemin public et qu'un chemin d'accès doit être construit pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'ajouter à la superficie de 3000 m², ou de 4000 m² en bordure d'un plan d'eau et d'un cours d'eau, et devra être d'un minimum de 5 m de largeur. Dans ce cas, la superficie totale d'utilisation à des fins résidentielles ne peut excéder 5000 m², et ce, incluant la superficie du chemin d'accès.

Dans le cas où la résidence est implantée sur un terrain de plus de 3000 m², 4000 m² ou 5000 m² selon le cas, seuls les grandeurs maximales édictées au présent article, peuvent être utilisées à des fins résidentielles, tels qu'illustrées au croquis ci-dessous.

(Modification 2014, règlement no.618)



15.13.2 Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière

- Résidence liée à une exploitation agricole;
- Résidence avec droits acquis en vertu de la LPTAA;
- Résidence sur un terrain dont la superficie est d'au moins 100 hectares;
- Résidence déjà autorisée par la CPTAQ à la date d'entrée en vigueur d'un règlement de concordance d'une municipalité au schéma d'aménagement révisé;
- Résidence située dans un îlot déstructuré reconnu par la décision 370030 de la CPTAQ;
- Résidence ayant fait l'objet d'une décision du Tribunal administratif du Québec (TAQ) ou d'un autre tribunal compétent à l'égard d'une décision défavorable rendue préalablement par la CPTAQ;
- Construction d'une résidence sur une unité foncière vacante publiée au registre foncier au 16 septembre 2010, d'une superficie minimale de 10 hectares, en vertu de la décision 370030 de la CPTAQ.

À l'intérieur des limites des îlots déstructurés correspondant aux zones AF-52, AF-53, AF-54, AF-55, AF-56 et AF-57, du plan de zonage, les normes particulières de lotissement suivantes s'appliquent :

- 1) Îlots déstructurés se situant dans les zones AF-52, AF-54, AF-55, AF-56 et AF-57 : toute nouvelle subdivision doit respecter les normes du règlement de lotissement de la municipalité locale;
- 2) Îlot déstructuré se situant dans la zone AF-53 : aucune subdivision de terrain n'est autorisée.

Dans le cas des implantations résidentielles existantes à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, ou de nouvelles implantations résidentielles bénéficiant de droits acquis ou d'autorisations autres qu'agricoles en vertu de la LPTAA, celles-ci doivent se conformer minimalement aux normes de densité et de lotissement régulières hors périmètre urbain, telles que fixées au règlement de lotissement.

(Modification 2014, règlement no.618)

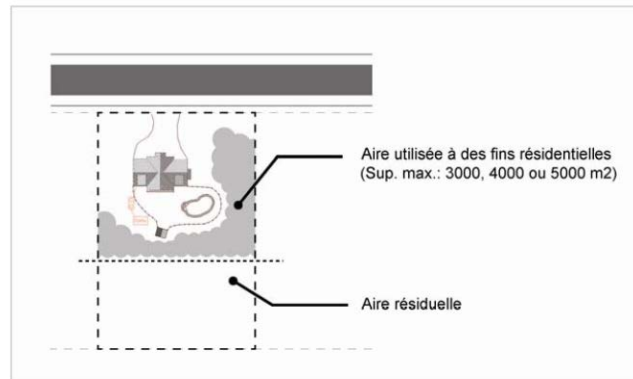
15.13.2.1 Superficie autorisée à des fins résidentielles en zone agroforestière.

Dans une zone agricole, la superficie maximale utilisée à des fins résidentielles ne doit pas excéder 3000 m² ou 4000 m² en bordure d'un plan d'eau et d'un cours d'eau.

Toutefois, advenant le cas où la résidence n'est pas implantée à proximité du chemin public et qu'un chemin d'accès doit être construit pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'additionner à la superficie de 3000 m², ou de 4000 m² en bordure d'un plan d'eau et d'un cours d'eau, et devra être d'un minimum de 5 m de largeur. Dans ce cas, la superficie totale d'utilisation à des fins résidentielles ne peut excéder 5000 m², et ce, incluant la superficie du chemin d'accès.

Dans le cas où la résidence est implantée sur un terrain de plus de 3000 m², 4000 m² ou 5000 m² selon le cas, seuls les grandeurs maximales édictées au présent article, peuvent être utilisées à des fins résidentielles, tels qu'illustrées au croquis ci-dessous.

(Modification 2014, règlement no.618)



15.14 Cabane à sucre artisanale

L'implantation et l'exercice d'une cabane à sucre sont permis aux conditions suivantes :

- Une seule cabane à sucre artisanale peut être implantée sur un emplacement ;
- Les cabanes à sucre artisanales peuvent seulement être opérées durant la période des sucres ;
- La superficie maximale de la cabane à sucre est de 75 m² ;
- La cabane à sucre n'a qu'un étage sans excéder une hauteur maximale de 7 mètres. Elle peut être pourvue d'une aire de repos. Cet espace doit avoir une superficie de plancher maximale de 50% de la superficie totale de plancher de la cabane à sucre. Aucune cloison ou mur intérieur n'est permis dans cet espace, à l'exception de ceux séparant cet espace de l'aire de production et de ceux nécessaires à la toilette ;
- La cabane à sucre est implantée sur un lot qui comporte un minimum de 50 entailles d'érable à sucre ;
- L'exercice de l'usage doit se faire uniquement par les propriétaires de l'emplacement ou les occupants de l'habitation ;
- Aucun entreposage ou étalage extérieur n'est autorisé, sauf pour le bois de chauffage ;
- Aucune activité commerciale de service de repas, de tenue de réception, de location de salle, etc. n'est autorisée.

15.15 - Dispositions applicables à un poulailler

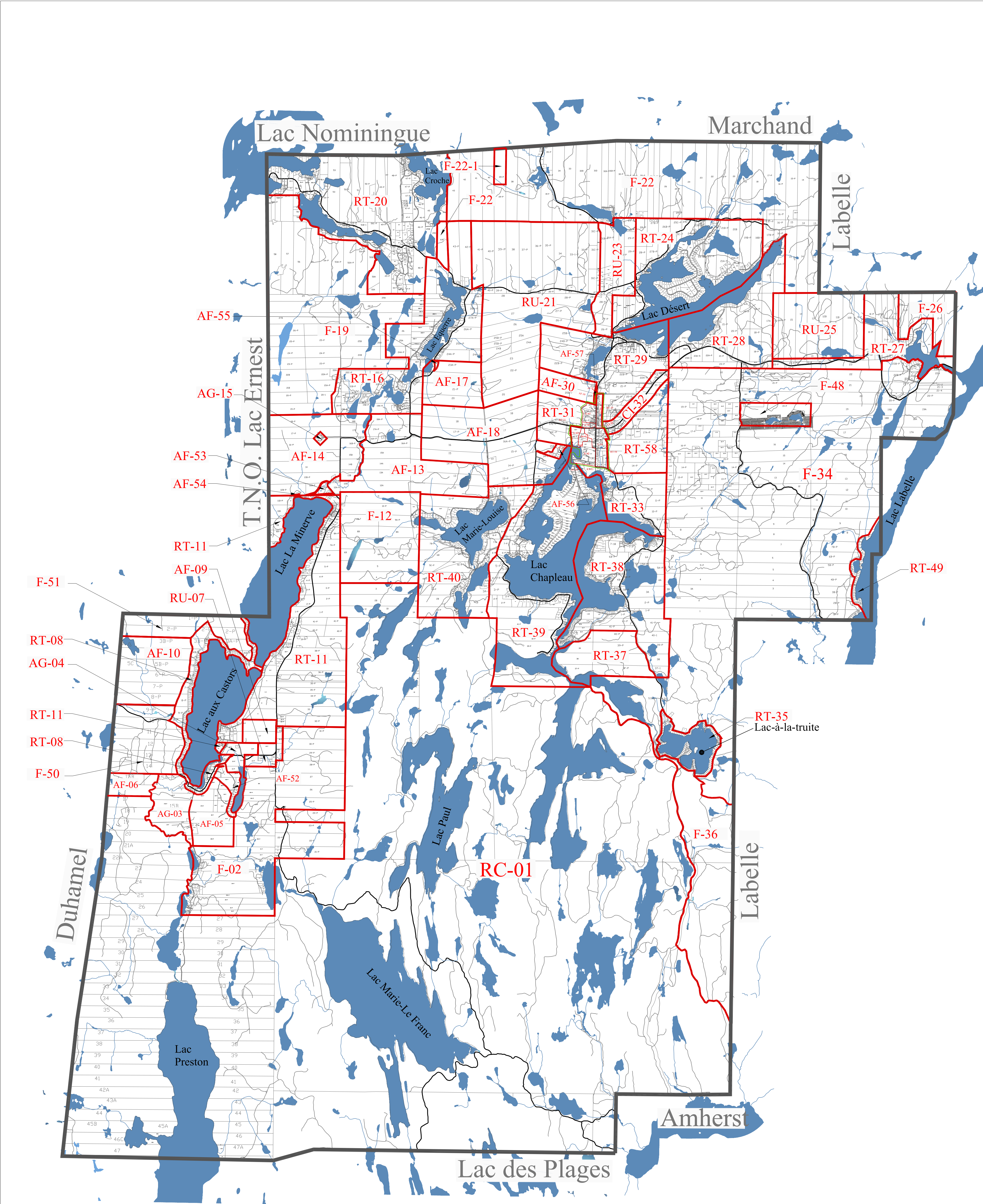
Il est permis de posséder un maximum de quatre (4) poules pondeuses sur un emplacement résidentiel non situé en zone agricole en respectant les conditions suivantes :

- 1) L'emplacement doit présenter une résidence unifamiliale isolée occupée à l'année (non-saisonnière) ;
- 2) Les coqs sont interdits ;
- 3) Les poules doivent être abritées dans un poulailler ainsi qu'un enclos en prenant exemple sur l'image ci-dessous ;



Réf. : www.meilleur-poulailler.com [en ligne]

- 4) Le poulailler doit :
 - comprendre un minimum de quinze (15) cm de perchoir par poule ;
 - comprendre un (1) pondoir par poule ;
 - comprendre une fenêtre d'aération ;
 - comprendre un espace dédié aux déjections possédant la capacité de recevoir et d'accumuler sans débordement l'ensemble des déjections animales qui y sont produites entre chaque vidange;
 - comprendre un abreuvoir rempli en tout temps
 - posséder un sol fait d'un matériel étanche protégeant le sol naturel de tout contact avec les déjections animales qui y sont produites par un plancher étanche.
- 5) L'enclos doit :
 - posséder une superficie minimale de 4 mètres carrés par poule (2 m² pour enclos de jour et 2 m² pour enclos de nuit);
 - être entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 1,20 mètres est requise autour de l'enclos ainsi que l'enterrement d'une partie de celle-ci à 30 cm sous le sol afin d'éviter le passage de prédateur. Les dispositions de la section 12 du présent règlement doivent être respectées relativement à la clôture ;
 - exposer une strate d'herbacé, car l'herbe est essentielle pour garder une poule en bonne santé ;
- 6) Le poulailler ainsi que l'enclos doivent se localiser en cour arrière ou latérales du bâtiment principal. Pour un terrain riverain, le poulailler ainsi que l'enclos doivent être implantés à une distance minimale de 33 mètres de la ligne naturelle des hautes eaux ;
- 7) Les déjections doivent être enlevées au moins une (1) fois par semaine et évacuées du terrain de façon à respecter les normes du Ministère de l'Environnement.
- 8) Dans le cas où l'activité d'élevage cesse, les bâtiments accessoires et enclos extérieurs doivent être démantelés ;
- 9) Aucun épandage ou étalage de déjections animales, de compost de ferme ou de matières résiduelles fertilisantes non certifiées conformes aux normes provinciales et fédérales, n'est autorisé.

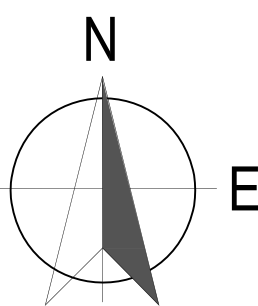


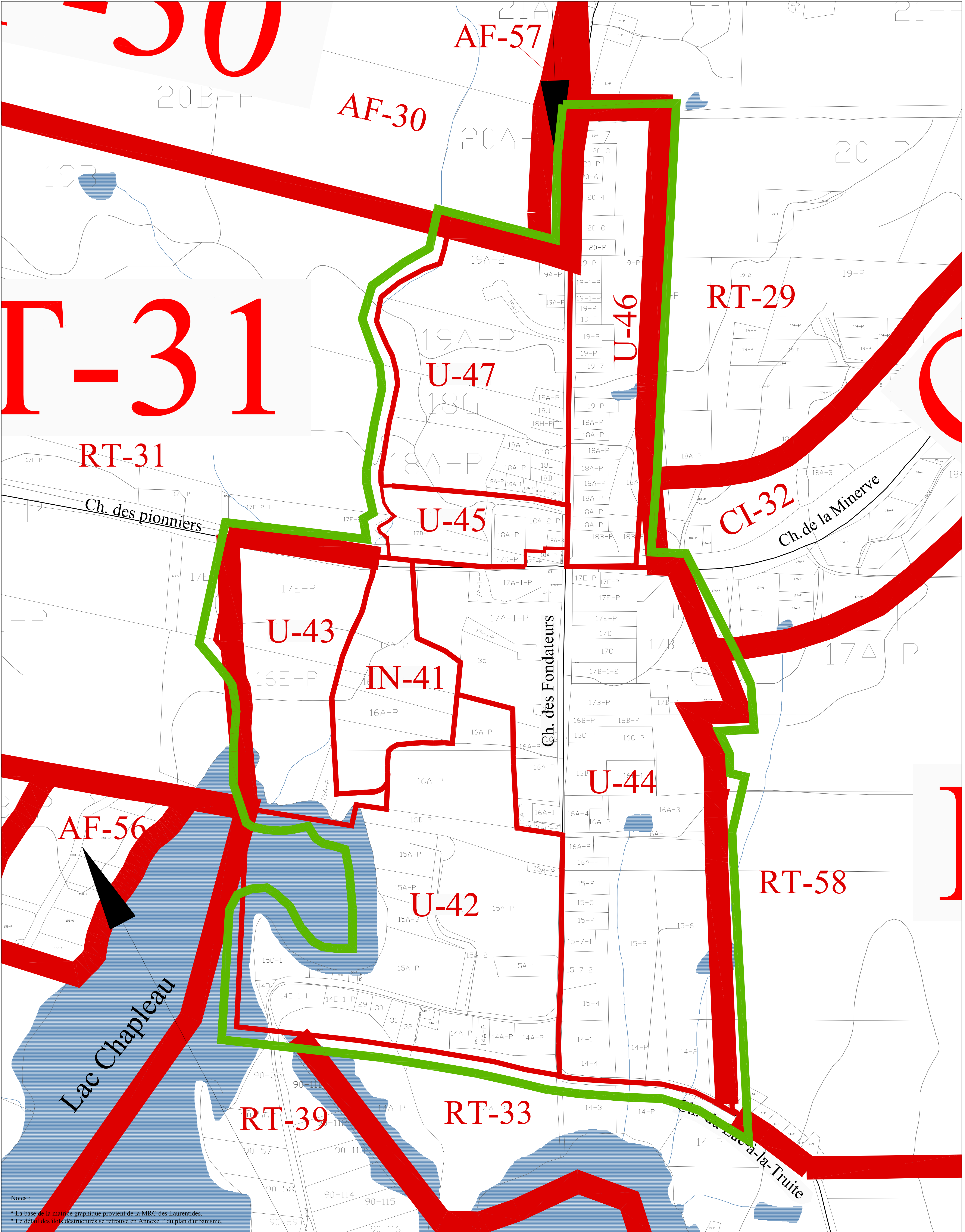
Notes :

* La base de la matrice graphique provient de la MRC des Laurentides.

* Le détail des îlots déstructurés se retrouve en Annexe F du plan d'urbanisme.



<div><div><div>N</div><div>E</div></div><div><div>Signature du maire</div><div>Signature du directeur général</div></div></div>	<div><div>Modifications</div><div>Mars 2015 Codification administrative : Intégration du règlement numéro 618 permettant l'intégration des îlots déstructurés</div><div>Septembre 2015 Omnibus numéro 626 : Modification de la zone RT-33 et création d'une nouvelle zone RT-58</div><div>Août 2017 Omnibus numéro 659 Modification de la zone RC-37 pour RT-37 et création d'une nouvelle zone F-22-1</div></div>	<div><div>Légende</div><div><div><div></div> Limite de la municipalité</div><div><div></div> Limite de zonage</div><div><div></div> Limite du périmètre urbain</div><div><div></div> Limite de la zone du PPU</div><div><div>RT-58</div> Numéro de zone</div><div><div>Zones</div></div><div><div>RC</div> Récréation et conservation</div><div><div>Ag</div> Agricole</div><div><div>Af</div> Agroforestière</div><div><div>F</div> Forestière</div><div><div>U</div> Urbaine</div><div><div>RU</div> Rurale</div><div><div>RT</div> Résidentielle touristique</div><div><div>CI</div> Commerce / Industrie</div><div><div>IN</div> Industrielle</div></div></div>	<div><div>Plan</div><div>Plan de zonage</div><div><div>Titre</div><div>ANNEXE A</div></div><div><div>Consultants</div></div><div><div>Échelle : Voir au plan</div><div>Date : 04-04-2013</div></div></div>
--	--	---	--



Notes :
* La base de la matrice graphique provient de la MRC des Laurentides.
* Le détail des îlots déstructurés se retrouve en Annexe F du plan d'urbanisme.

<div><div><div>N</div><div>E</div></div><div>Signature du maire</div><div>Signature du directeur général</div></div>	<div>Modifications</div> <div>Mars 2015 Codification administrative : Intégration du règlement numéro 618 permettant l'intégration des îlots déstructurés</div> <div>Septembre 2015 Omnibus numéro 626 : Modification de la zone RT-33 et création d'une nouvelle zone RT-58</div> <div>Août 2017 Omnibus numéro 659 Modification de la zone RC-37 pour RT-37 et création d'une nouvelle zone F-22-1</div>	<div>Légende</div> <div><div>—</div> Limite de la municipalité</div> <div><div>—</div> Limite de zonage</div> <div><div>—</div> Limite du périmètre urbain</div> <div><div>-----</div> Limite de la zone du PPU</div> <div><div>RT-58</div> Numéro de zone</div> <div><div>Zones</div></div> <div><div>RC</div> Récréation et conservation</div> <div><div>Ag</div> Agricole</div> <div><div>Af</div> Agroforestière</div> <div><div>F</div> Forestière</div> <div><div>U</div> Urbaine</div> <div><div>RU</div> Rurale</div> <div><div>RT</div> Résidentielle touristique</div> <div><div>CI</div> Commerce / Industrie</div> <div><div>IN</div> Industrielle</div>	<div>Plan</div> <div>Plan de zonage</div> <div>Titre</div> <div>ANNEXE A</div> <div>Consultants</div>	<div>Échelle : N/A</div>	<div>Date : 04-04-2013</div>

ANNEXE 2

GRILLES DES USAGES & NORMES



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				RC-01
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
	INDUSTRIE I	C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
		I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
	PUBLIC P	I3 : Industrie extractive					
		P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère					
	AGRICOLE A	P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
		A1 : Agriculture et pisciculture					
	FORESTERIE F	A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
		F1 : Exploitation commerciale					
	CONSERVATION CN	F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières			●		
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	CN : Conservation	CN 01				
		Prohibées					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Autorisées					
		USAGES COMPLÉMENTAIRES					
		Autorisés					
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	7		7		
		1,5 étages et plus (m)	7		7		
		1 étage (m)	6		6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	1,5 étages et plus (m)	6		6		
		Étages (min / max)	1 / 2,5		1 / 1,5		
		Mètres (max)	10		10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /		67 / 75		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	LOGEMENT / HECTARE					
		Lot non desservi (max) (%)	4		14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Lot desservi (max) (%)					
		Isolée	●		●		
		Jumelée					
	LOT	Contiguë					
		SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)	10 000		10 000		
		PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)	60		60		
		LARGEUR (m) (min)	50		50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60		80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-02
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				● (3)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)	Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	6		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	6		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	55 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	55 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE					1,3	
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14			14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●			●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000		4000(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	40		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Refuge naturel (2) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectares. -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels. (3) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RU-07
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel	●(1)					
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif					●	
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					●	
		A2 : Fermette et élevage artisanal					●(2)	
		A3 : Élevage						
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
		F2 : Exploitation non commerciale				●		
		F3 : Exploitation des érablières				●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées			C 302 C 603			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2.					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 1,5		
		Mètres (max)	10	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14				
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000	10 000	10 000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	60	40	10		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Limite de 200 m ² de plancher maximum (2) Les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				RT-08
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●				
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale			●		
		F2 : Exploitation non commerciale			●		
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)	
		Autorisées		C 604 C 603			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. - b)				
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 1,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 / 75	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /			
	LOGEMENT / HECTARE		2,5				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	60		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●				
NOTES		(5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-11
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation	●					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif		●				
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal				●(2)		
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					●	
		F2 : Exploitation non commerciale					●	
		F3 : Exploitation des érablières						●
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					(5)	
		Autorisées		C 502 C 603				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)				P 301 (1)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7		7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7		7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6		6
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6		6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5		1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10		10		10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		67 / 75
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14		14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●		●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60	60
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	60		10	40	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIHA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Refuge naturel. (2) Hors secteurs riverains. De plus, les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits. (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-12
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)(4)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage					
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)	Art.8.4.2. (3)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE					1,3	
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●		
	Jumelée						
	Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	4000(2)		4000(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	120		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	80		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Refuge naturel (2) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare (3) Superficie de plancher maximum de 100 m ² (4) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement no. 626					

-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-16
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation	●					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif		●				
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture				●		
		A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale					●	
		F2 : Exploitation non commerciale						
		F3 : Exploitation des érablières						●
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					(5)	
		Autorisées		C 502 C 603				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. - b)				P 301 (1)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7		7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7		7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6		6
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6		6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5		1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10		10		10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		67 / 75
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14		14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●		●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60	60
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40		40	40	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Refuge naturel (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					F-19
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					●(3)	
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation			●			
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif				●		
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●				
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●					
		F2 : Exploitation non commerciale	●					
		F3 : Exploitation des érablières	●					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées			C 503			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)		Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 2,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	55 /	55 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	55 /	55 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE						1,3	
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	8	8	8		8	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	10 000		4000 (2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		120	
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		50	50	40		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		(1) Refuge naturel (2) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare. - Art. 5.6 – ravage de cerfs de Virginie - L'usage de tour de télécommunication (P 603) EST soumis au règlement sur les usages conditionnels. (3) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS				ZONE				RT-20
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale	●					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			●			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal				●(2)		
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					●	
		F2 : Exploitation non commerciale					●	
		F3 : Exploitation des érablières						●
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					(5)	
		Autorisées		C 502 C 503 C 603				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)				P 301 (1)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7		7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7		7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6		6
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6		6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5		1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10		10		10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		67 / 75
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14		14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●		●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60	60
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	60		10	40	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIHA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Refuge naturel (2) Les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RU-21
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel	●(1)					
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif					●	
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					●	
		A2 : Fermette et élevage artisanal					●(2)	
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale			●			
		F2 : Exploitation non commerciale			●			
		F3 : Exploitation des érablières			●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées			C 302 C 603			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2.					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 1,5		
		Mètres (max)	10	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14				
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000	10 000	10 000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	60	40	10		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Limite de 200 m ² de plancher maximum (2) Les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-22
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées			P 301		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	6		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	6		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	55 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	55 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE					1,3	
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14			14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●			●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	4000		4000(1)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		<p>(1) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare.</p> <p>(2) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.</p> <p>-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.</p>					
AMENDEMENTS		<p>NUMÉRO DE RÉGLEMENT :</p> <p>- Règlement no. 626</p>					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS					ZONE		F-22-1
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●	●
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					●
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées			P 301		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art. 8.4.2.	Art. 8.4.2.
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	6		7	4.5
		1,5 étages et plus (m)	7	6		7	4.5
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	4.5
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	1 / 2,5
		Mètres (max)	10	10		10	10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	55 /		67 /	36 /
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	55 /		67 /	36 /
	LOGEMENT / HECTARE					1,3	1,3
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14			14	14
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●			●	●
		Jumelée					
		Contiguë					
SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)			10 000	4000		4000(1)	4000(1)
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10		80	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare. (2) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%. -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				RU-23
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●				
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation	●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture				●(1)	
		A2 : Fermette et élevage artisanal				●(1)(2)	
		A3 : Élevage				●(1)(2)	
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale		●			
		F2 : Exploitation non commerciale		●			
		F3 : Exploitation des érablières		●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées		C 502 C 603		A301	
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2.				
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 1,5	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		2,5				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000	10 000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	50	40	10	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●				
NOTES		(1) les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits (2) Hors secteur riverain (à plus de 300 mètres d'un lac) -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS				ZONE				RT-24
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	•					
		H2 : Bifamiliale	•					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		•				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		•				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			•			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					•	
		F2 : Exploitation non commerciale				•		
		F3 : Exploitation des érablières					•	
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					(5)	
		Autorisées		C 503 C 603 C 604				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)			P 301 (1)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7			7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7			7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6			6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6			6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5			1 / 1,5	
		Mètres (max)	10	10			10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /			67 / 75	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /				
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14			14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	•	•			•	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	30		40	80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		•					
NOTES	(1) Refuge naturel (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.							
AMENDEMENTS	NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement no. 626							



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RU-25
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel	● (1)					
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation				●		
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie				●		
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			●	●		
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal						● (2)
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
		F2 : Exploitation non commerciale				●		
		F3 : Exploitation des érablières				●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées					C503, C603, C604	
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2.					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7	7	7
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7	7	7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	7	6	6	6
		1,5 étages et plus (m)	6	6	7	6	6	6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 /	1 / 1,5	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5
		Mètres (max)	10	10	12	10	10	10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	100 /	100 /	67 /	67 /	55 /
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	100 /	100 /	67 /	67 /	55 /
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	14	14	14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	●	●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	10 000	10 000	10 000	4 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60	60	60
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	50	50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	50	40	40	60 (3)	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		<p>(1) Limite de 200 m² de plancher maximum</p> <p>(2) Les établissements agricoles de plus fortes contraintes environnementales excédant chacun 30 unités animales ou tout autre type d'établissement agricole excédant 100 unités animales sont interdites dans cette zone.</p> <p>(3) Le taux minimal d'espace naturel est de 40% pour l'usage C503-commerce récréotouristique extérieur extensif.</p> <p>-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.</p>						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT :						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-26
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			●(1)(2)		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés		P 301	Art. 8.4.2.		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7		7		
		1,5 étages et plus (m)	7		7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6		6		
		1,5 étages et plus (m)	6		6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5		1 / 2,5		
		Mètres (max)	10		10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /		67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE				1,3		
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14		14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●		●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000		10 000 (1)		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60		60		
	LARGEUR (m) (min)		50		50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40		80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		<p>(1) Art. 5.6 – ravage de cerfs de Virginie -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.</p> <p>(2) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.</p>					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				RT-27
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●				
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation		●			
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		●			
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale			●		
		F2 : Exploitation non commerciale			●		
		F3 : Exploitation des érablières			●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)	
		Autorisées		C 502 C 603			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)			P 301(1)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7			
		1,5 étages et plus (m)	7	7			
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6			
		1,5 étages et plus (m)	6	6			
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5			
		Mètres (max)	10	10			
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /			
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /			
	LOGEMENT / HECTARE		2,5				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14			
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●			
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50(2)	50(2)		50(2)	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40		40	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●				
NOTES		(1) Refuge naturel (2) Lots de 80m de frontage face au chemin de La Minerve (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-28
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation	●(3)					
	INDUSTRIE I	C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●					
		I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
	PUBLIC P	I3 : Industrie extractive						
		P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif		●				
		P4 : Utilité publique légère						
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	AGRICOLE A	P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
		A1 : Agriculture et pisciculture				●(1)		
	FORESTERIE F	A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
		F1 : Exploitation commerciale					●	
	CONSERVATION CN	F2 : Exploitation non commerciale					●	
		F3 : Exploitation des érablières						●
		CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées	C 505	C 501 C 601			(5)	
		Autorisées						
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)					
	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7		7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7		7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7		6		6
		1,5 étages et plus (m)	6	7		6		6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5		1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10		10		10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		67 / 75
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14		14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●		●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000		10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60		60
	LARGEUR (m) (min)		50(2)	50(2)		50(2)		50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40		10		80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Hors secteurs riverains. De plus, les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits. (2) Lots de 80m de frontage face au chemin de La Minerve. (3) Théâtre d'été. (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-29
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	•					
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		•				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		•				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			•			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal				•(1)		
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					•	
		F2 : Exploitation non commerciale					•	
		F3 : Exploitation des érablières					•	
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						(5)
		Autorisées		C 502 C 503 C 604				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7		6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	7		6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5	1 / 1,5	
		Mètres (max)	10	10		10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	•	•		•	•	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	4000		10 000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40		10	40	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		•					
NOTES	(1) Hors secteurs riverains. De plus, les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits. (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.							
AMENDEMENTS	NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626							



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-31
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	•					
		H2 : Bifamiliale	•					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		•				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		•				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			•			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal				•(1)		
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					•	
		F2 : Exploitation non commerciale					•	
		F3 : Exploitation des érablières						•
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					(5)	
		Autorisées		C 502 C 603				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7		7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7		7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6		6
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6		6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5		1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10		10		10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /		67 / 75
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14		14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	•	•		•		•
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		4000	4000		10 000	10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60		60
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50		50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40		10		80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		•					
NOTES	(1) Les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits. (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.							
AMENDEMENTS	NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626							



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				CI-32
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			●		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel	●				
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive			●		
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif	●				
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne	●				
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	20	20	15	30	
		Arrière (m)	15	15	10	30	
		Latérale (m)	15	15	5	30	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	10	10	7		
		1,5 étages et plus (m)	10	10	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	10	10	6		
		1,5 étages et plus (m)	10	10	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 2,5		
		Mètres (max)	12	12	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	100 /	100 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	100 /	100 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE				2,5		
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000	5000	4000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50 (1)	50 (1)	50 (1)	50 (1)	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		30	30	80	80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES	(1) Lots de 80m de frontage face au chemin de La Minerve						
	-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS	NUMÉRO DE RÉGLEMENT :						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-33
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale	●					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			●			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal					●(1)	
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
		F2 : Exploitation non commerciale				●		
		F3 : Exploitation des érablières				●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)		
		Autorisées		C 603 C 503 C 604				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)			A 301		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7		6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	7		6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 1,5	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●	●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000 (2)	4000 (2)		10 000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50 (3)	50 (3)		50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60 (4)	40 (4)		40	10	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits (2) Terrain non-riverain: 8 000 m ² (3) Terrain non-riverain: 75 m (4) Terrain non-riverain: 80% (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626 Règlement no. 2019-106						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-34
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				● (6)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation			●		
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		● (1)			
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées			C 503 (5)		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	P 301 (2)	A 301		Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	7	7	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE					1,3	
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	4000 (3)	4000 (3)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50(4)	50(4)	120	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10	40	80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Sauf dans les secteurs riverains (2) Refuge naturel (3) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare. (4) Lots de 80m de frontage face au chemin de La Minerve (5) Pourvoies - Art. 5.6 – ravage de cerfs de Virginie - L'usage de tour de télécommunication (P 603) soumis au règlement sur les usages conditionnels. (6) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				RT-35
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●				
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières		●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées		C 603 C 604			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)				
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	7	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 1,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /	67 / 75		
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /			
	LOGEMENT / HECTARE		2,5				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		4000	4000	10 000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40	80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●				
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE			F-36
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			● (3)	
		H2 : Bifamiliale				
		H3 : Trifamiliale				
		H4 : Multifamiliale				
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)				
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail				
		C2 : Commerces de services et bureaux				
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel				
		C4 : Commerce pétrolier				
		C5 : Commerce de récréation				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées				
		I2 : Industrie lourde				
		I3 : Industrie extractive				
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage				
		P2 : Service public régional				
		P3 : Communautaire récréatif	●			
		P4 : Utilité publique légère				
		P5 : Utilité publique moyenne				
		P6 : Utilité publique lourde				
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture				
		A2 : Fermette et élevage artisanal				
		A3 : Élevage				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●			
		F2 : Exploitation non commerciale	●			
		F3 : Exploitation des érablières	●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation				
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				
		Autorisées				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	P 301 (1)		Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE				1,3	
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)				
		Lot desservi (max) (%)				
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●		●	
		Jumelée				
		Contiguë				
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000		4000 (2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)					
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)					
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)					
NOTES		(1) Refuge naturel (2) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare. - Art. 5.6 – ravage de cerfs de Virginie - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.				
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626				

(3) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-37
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					●	
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif		●				
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
		F2 : Exploitation non commerciale						
		F3 : Exploitation des érablières			●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation	CN 01					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)		
		Autorisées						
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés						
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	15	10	10	10	10	
		Latérale (m)	15	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7		7	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7		7	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6		6	6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6		6	6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5		1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 1,5	
		Mètres (max)	10		10	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /		67 / 75	67 / 75	67 / 75	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /					
	LOGEMENT / HECTARE							
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	4		14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●		●	●	●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000		10 000	4 000 ⁽¹⁾	4 000 ⁽¹⁾	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		100		60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		100		50 ⁽²⁾	50 ⁽²⁾	50 ⁽²⁾	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60		60 ⁽³⁾	60 ⁽³⁾	60 ⁽³⁾	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIHA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels. (1) Terrain non-riverain: 8 000 m ² (2) Terrain non-riverain: 75 m (3) Terrain non-riverain: 80% (5) Coupe à blanc						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : Règlement no. 2019-106						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-38
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale	●					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			●			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal					●(1)	
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
		F2 : Exploitation non commerciale				●		
		F3 : Exploitation des érablières						●
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)		
		Autorisées		C 5 (3) C 6 (4) (2)				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)			A 301		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7			7	7
		1,5 étages et plus (m)	7	7			7	7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7			6	6
		1,5 étages et plus (m)	6	7			6	6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5			1 / 2,5	1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10			10	10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /			67 /	67 / 75
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /			67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14			14	14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●				●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		4000 (6)	4000 (6)			10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60			60	60
	LARGEUR (m) (min)		50 (7)	50 (7)			50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60 (8)	40 (8)			10	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Hors secteurs riverains. De plus, les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits. (6) Terrain non-riverain: 8 000 m ² (7) Terrain non-riverain: 75 m (8) Terrain non-riverain: 80% (2) C601 Sans brasserie (3) C503 (4) C602, C603, C604 (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement no. 626 Règlement no. 2019-106						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					RT-39
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale	●					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation		●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			●			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					●(1)	
		A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
		F2 : Exploitation non commerciale				●		
		F3 : Exploitation des érablières						●
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)		
		Autorisées		C 5(3) C 6 (4) (2)				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)			A 301		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7			7	7
		1,5 étages et plus (m)	7	7			7	7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7			6	6
		1,5 étages et plus (m)	6	7			6	6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5			1 / 2,5	1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10			10	10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	75 /			67 /	67 / 75
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	75 /			67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		2,5					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14			14	14
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●				●
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		4000 (6)	4000 (6)			10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60			60	60
	LARGEUR (m) (min)		50 (7)	50 (7)			50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60 (8)	40 (8)			10	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Hors secteurs riverains. De plus, les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits.(6) Terrain non-riverain: 8 000 m2 (7) Terrain non-riverain: 75 m (8) Terrain non-riverain: 80% (2) C601 Sans brasserie						
AMENDEMENTS		(3) C503 (4) C602, C603, C604 (5) Coupe à blanc L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626 Règlement no. 2019-106						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				RT-40
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●				
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation	●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal				●(1)	
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					●
		F2 : Exploitation non commerciale			●		
		F3 : Exploitation des érablières					●
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					(5)
		Autorisées		C 502 C 604			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)				
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	7
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7		6	6
		1,5 étages et plus (m)	6	7		6	6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 2,5	1 / 1,5
		Mètres (max)	10	10		10	10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 / 75
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		2,5				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	14
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●	●
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		4000	4000		10 000	10 000
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	60
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	50
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40		10	80
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●				
NOTES		(1) Hors secteurs rivaux. De plus, les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits. (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				IN-41
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde	●				
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	(2)				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15				
		Arrière (m)	15				
		Latérale (m)	15				
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	10				
		1,5 étages et plus (m)	10				
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	10				
		1,5 étages et plus (m)	1 / 1,5				
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	12				
		Mètres (max)	120 /				
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	120 /				
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)					
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	8				
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20 (1)				
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000				
		PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)	60				
		LARGEUR (m) (min)	50				
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		20				
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Plus d'un bâtiment accessoire lié à cet usage (2) Scierie existante					
		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					U-42
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●					
		H2 : Bifamiliale	●					
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)			●			
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail				●		
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation	●					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif				●		
		P4 : Utilité publique légère				●		
		P5 : Utilité publique moyenne				● (4)		
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale						
		F2 : Exploitation non commerciale						
		F3 : Exploitation des érablières						
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées		C 5 (2) C 6 (3)			(5)	
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés						
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	10	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	10	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7	10	6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	7	10	6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	12	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /	100 /	67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /	67 /	67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE		15,0					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20	20	20	20	20	
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		1500	2000	3000	1500	1500	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		45	45	45	45	45	
	LARGEUR (m) (min)		25	25	30	25	25	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	20	30	40	40	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIHA)		●	●	●	●	●	
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●					
NOTES		(1) Les usages mixtes commerce / habitation sont permis dans toutes les zones U (2) C504, C505, C502 (assujetti au règlement sur les usages conditionnels) (3) C602, C603, C604 (4) Aire de protection de 30m autour du puits -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels. (5) C102						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement no. 626						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				U-43
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	•				
		H2 : Bifamiliale	•				
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)		•			
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	10	15			
		Arrière (m)	10	10			
		Latérale (m)	5	10			
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	10			
		1,5 étages et plus (m)	7	10			
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	10			
		1,5 étages et plus (m)	6	10			
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5			
		Mètres (max)	10	12			
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	100 /			
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	100 /			
	LOGEMENT / HECTARE		15,0				
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14			
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20	20			
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	•	•			
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		1500	3000			
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		45	45			
	LARGEUR (m) (min)		25	30			
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	40			
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		•				
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				U-44
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale		●			
		H2 : Bifamiliale		●			
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)			●		
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail	●				
		C2 : Commerces de services et bureaux	●				
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère			●		
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	C 601 C 602 C 603				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	5	5	15	5	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	10	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	10	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	10	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	10	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 1,5	
		Mètres (max)	10	10	12	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	100 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	100 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE			15,0			
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)					
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20	20	20	20	
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		2000	1500	3000	1500	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		45	45	45	45	
	LARGEUR (m) (min)		25	25	30	25	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		20	40	40	40	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)		●	●	●	●	
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)			●			
NOTES		(1) Les usages mixtes commerce / habitation sont permis dans toutes les zones U -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					U-45
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale						
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage	●					
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif	●					
		P4 : Utilité publique légère	●					
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
		A2 : Fermette et élevage artisanal						
		A3 : Élevage						
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale						
		F2 : Exploitation non commerciale						
		F3 : Exploitation des érablières						
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées						
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés						
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	5					
		Arrière (m)	10					
		Latérale (m)	5					
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7					
		1,5 étages et plus (m)	7					
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6					
		1,5 étages et plus (m)	6					
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5					
		Mètres (max)	12					
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /					
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /					
	LOGEMENT / HECTARE							
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)						
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20					
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●					
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		2000					
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		45					
	LARGEUR (m) (min)		25					
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		30					
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)		●					
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				U-46
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale		●			
		H2 : Bifamiliale		●			
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail	●				
		C2 : Commerces de services et bureaux	●				
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier	●				
		C5 : Commerce de récréation	●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif		●			
		P4 : Utilité publique légère		●			
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	C 505 C 601 C 603				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	5	5	5		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE			15,0			
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)					
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20	20	20		
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		2000	1500	2000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		45	45	45		
	LARGEUR (m) (min)		25	25	25		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		30	40	30		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)		●	●	●		
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)			●			
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				U-47
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale		●			
		H2 : Bifamiliale		●			
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)			●		
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail	●				
		C2 : Commerces de services et bureaux	●				
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation	●				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère			●		
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture					
		A2 : Fermette et élevage artisanal					
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	C 505 C 601 C 603 C 604				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	5	5	5	5	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	10	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	10	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	10	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	10	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	12	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	100 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	100 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE			15,0			
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)					
		Lot partiellement desservi (max) (%)	20	20	20	20	
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		2000	1500	3000	2000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		45	45	45		
	LARGEUR (m) (min)		25	25	30	25	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		30	40	40	40	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)		●	●	●	●	
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)			●			
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT :					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE			F-48	
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			● (4)(5)		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		● (1)			
		A3 : Élevage					
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées			H 101		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisées	P 301 (2)	A 301			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	7		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	7		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 2,5	1 / 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE				1,3		
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	4000(3)		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10	80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		<p>(1) Sauf dans les secteurs riverains (2) Refuge naturel (3) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare.</p> <p>(4) H 101 maisons mobiles -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels. (5) Pour un usage résidentiel, si le terrain est dans une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.</p>					
AMENDEMENTS		<p>NUMERO DE RÈGLEMENT :</p> <p>- Règlement no. 626</p>					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE			RT-49
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●			
		H2 : Bifamiliale				
		H3 : Trifamiliale				
		H4 : Multifamiliale				
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)				
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail				
		C2 : Commerces de services et bureaux				
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel				
		C4 : Commerce pétrolier				
		C5 : Commerce de récréation				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie	●			
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées				
		I2 : Industrie lourde				
		I3 : Industrie extractive				
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage				
		P2 : Service public régional				
		P3 : Communautaire récréatif				
		P4 : Utilité publique légère				
		P5 : Utilité publique moyenne				
		P6 : Utilité publique lourde				
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture				
		A2 : Fermette et élevage artisanal				
		A3 : Élevage				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				
		F2 : Exploitation non commerciale				
		F3 : Exploitation des érablières		●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation				
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				
		Autorisées		C 603		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés		Art. 8.4.2. – b)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	7	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	7	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5	1 / 1,5	
		Mètres (max)	10	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /	67 / 75	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE		2,5			
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)				
		Lot desservi (max) (%)				
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	
		Jumelée				
		Contiguë				
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		4000	4000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		60	40	80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIHA)					
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)					
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)		●			
NOTES		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.				
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626				



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-50
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			● (4)		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		● (1)			
		A3 : Élevage					
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	P 301 (2)	A 301			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	7		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	7		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 2,5	1 / 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE				1,3		
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	4000(3)		
		PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)	60	60	60		
		LARGEUR (m) (min)	50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10	80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Sauf dans les secteurs riverains (2) Refuge naturel (3) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare.	(4) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.				
		-L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				F-51
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			● (4)		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		● (1)			
		A3 : Élevage					
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	P 301 (2)	A 301			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	7		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	7		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 2,5	1 / 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE				1,3		
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	4000(3)		
		PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)	60	60	60		
		LARGEUR (m) (min)	50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10	80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		<p>(1) Sauf dans les secteurs riverains (2) Refuge naturel (3) Art. 5.5 – à l'extérieur d'un ravage de cerfs de Virginie / la condition 6 porte la superficie minimale d'un terrain à 0,8 hectare.</p> <p>L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels. (4) Pour un usage résidentiel, si le terrain est à l'extérieur d'une zone de ravage de cerf de Virginie, l'espace naturel peut être de 60%.</p>					
AMENDEMENTS		<p>NUMÉRO DE RÈGLEMENT :</p> <p>- Règlement no. 626</p>					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS							ZONE	AG-03
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(1)		
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif						
P4 : Utilité publique légère								
P5 : Utilité publique moyenne								
P6 : Utilité publique lourde								
AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●					
	A2 : Fermette et élevage artisanal		●					
	A3 : Élevage		●					
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●						
	F2 : Exploitation non commerciale	●						
	F3 : Exploitation des érablières	●						
CONSERVATION CN	CN : Conservation							
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées							
	Autorisées		A 301					
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art. 8.4.2. (3)			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	15	10		
		Latérale (m)	5	5	15	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /	40 /	67 /		
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /	40 /	67 /		
	LOGEMENT / HECTARE							
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	70	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●			
	Jumelée							
	Contiguë							
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000	10 000	(1)		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)							
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		(1) Art. 15.13.1 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agricole. (3) Superficie de plancher maximum de 100 m². - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement numéro 618						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE			AG-04
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			●(1)	
		H2 : Bifamiliale				
		H3 : Trifamiliale				
		H4 : Multifamiliale				
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)				
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail				
		C2 : Commerces de services et bureaux				
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel				
		C4 : Commerce pétrolier				
		C5 : Commerce de récréation				
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie				
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées				
		I2 : Industrie lourde				
		I3 : Industrie extractive				
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage				
		P2 : Service public régional				
		P3 : Communautaire récréatif				
		P4 : Utilité publique légère				
		P5 : Utilité publique moyenne				
		P6 : Utilité publique lourde				
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●		
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●		
		A3 : Élevage		●		
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●			
		F2 : Exploitation non commerciale	●			
		F3 : Exploitation des érablières	●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation				
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				
		Autorisées		A 301		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			Art.8.4.2. (2)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE					
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)				
		Lot desservi (max) (%)				
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	
		Jumelée				
		Contiguë				
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	(1)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)					
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)					
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)					
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)					
NOTES		(1) Art. 15.13.1 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agricole. (2) Superficie de plancher maximum de 100 m ² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.				
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618				



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-05
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive				●(3)	
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●				
	A2 : Fermette et élevage artisanal		●				
	A3 : Élevage		●				
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●					
	F2 : Exploitation non commerciale	●					
	F3 : Exploitation des érablières	●					
CONSERVATION CN	CN : Conservation						
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
	Autorisées		A 301				
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)	Art. 8.4.2. (4)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●		
	Jumelée						
	Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		10	10		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Abris sommaires de 20 m² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Usage déjà existant de gravière et sablière ou pour des fins d'amélioration agricole. Cette restriction ne s'applique pas aux terres du domaine de l'État. (4) Superficie de plancher maximum de 100 m² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-06
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage		●			
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
		F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées		A 301			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)	Art. 8.4.2. (3)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000		(2)	
		PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)	60	60		60	
		LARGEUR (m) (min)	50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		10	10		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Abris sommaires de 20 m ² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Superficie de plancher maximum de 100 m ² . - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-09
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●			
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage		●			
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●				
F2 : Exploitation non commerciale		●					
F3 : Exploitation des érablières		●					
CONSERVATION CN	CN : Conservation						
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
	Autorisées		A 301				
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)	Art.8.4.2. (3)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
Contiguë							
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		10	10		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Abris sommaires de 20 m² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Superficie de plancher maximum de 100 m² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-10
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●				
	A2 : Fermette et élevage artisanal		●				
	A3 : Élevage		●				
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●					
	F2 : Exploitation non commerciale	●					
	F3 : Exploitation des érablières	●					
CONSERVATION CN	CN : Conservation						
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées		A 301				
	Autorisées						
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			P 301 (1)	Art.8.4.2. (3)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
Contiguë							
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		10	10		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Abris sommaires de 20 m² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Superficie de plancher maximum de 100 m² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS							ZONE	AF-13
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					●(2)	
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel			●			
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif				●		
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●					
	A2 : Fermette et élevage artisanal		●					
	A3 : Élevage		●					
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●						
	F2 : Exploitation non commerciale	●						
	F3 : Exploitation des érablières	●						
CONSERVATION CN	CN : Conservation							
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées							
	Autorisées		A 301(1)	C 304 (4)				
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					Art.8.4.2 (3).		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	7		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	7		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1.5	1 / 1.5	1 /		1 / 2.5	
		Mètres (max)	10	10	12		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /	75 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /	75 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE							
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	●	
Jumelée								
Contiguë								
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60			
	LARGEUR (m) (min)		50	50	120		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10	30		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		(1) Abri sommaire de 20m² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Superficie de plancher maximum de 100 m² (4) Machinerie et équipement agricole - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÉGLEMENT : - Règlement numéro 618						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-14
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(1)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●				
	A2 : Fermette et élevage artisanal		●				
	A3 : Élevage		●				
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●					
	F2 : Exploitation non commerciale	●					
	F3 : Exploitation des érablières	●					
CONSERVATION CN	CN : Conservation						
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
	Autorisées		A 301				
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art.8.4.2. (2)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7	7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7	7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6	6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6	6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5	1 /	1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	10	10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /	67 /	67 /	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14	14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●		
	Jumelée						
	Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000	10 000	(1)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60	60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)						
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (2) Superficie de plancher maximum de 100 m² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-15
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde			●(1)		
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées			P 602		
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7				
		1,5 étages et plus (m)	7				
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6				
		1,5 étages et plus (m)	6				
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5				
		Mètres (max)	10				
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /				
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /				
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14				
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000				
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60				
	LARGEUR (m) (min)		50				
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)						
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Site d'enfouissement existant - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-17
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(2)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
	INDUSTRIE I	C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
		I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
	PUBLIC P	I3 : Industrie extractive					
		P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	AGRICOLE A	P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
		A1 : Agriculture et pisciculture		●			
	FORESTERIE F	A2 : Fermette et élevage artisanal		●			
		A3 : Élevage		●			
		F1 : Exploitation commerciale	●				
	CONSERVATION CN	F2 : Exploitation non commerciale	●				
		F3 : Exploitation des érablières	●				
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	CN : Conservation					
		Prohibées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisées		A 301			
		Autorisés			P 301 (1)	Art.8.4.2. (3)	
	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	Latérale (m)	5	5	5	5	
		1 étage (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
		1 étage (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
		Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	Mètres (max)	10	10		10	
		1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE	1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /		67 /	
		COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL					
	TYPES DE STRUCTURES	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
		Isolée	●	●		●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10		60	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Abris sommaires de 20 m ² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Superficie de plancher maximum de 100m ² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE					AF-18
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale					●(2)	
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel			●			
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif				●		
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●				
		A3 : Élevage		●				
	FORESTIERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●					
		F2 : Exploitation non commerciale	●					
		F3 : Exploitation des érablières	●					
	CONSERVATION CN	CN : Conservation						
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées						
		Autorisées		A 301	C 304 (1)			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés					Art.8.4.2. (3)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5	1 /		1 / 2,5	
		Mètres (max)	10	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		67 /	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	67 /	67 /		67 /	
	LOGEMENT / HECTARE							
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	●	
		Jumelée						
		Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	40	30		80	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)							
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		(1) Machinerie et matériel agricole (2) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (3) Superficie de plancher maximum de 100m ² - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS							ZONE	AF-30
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(1)		
		H2 : Bifamiliale						
		H3 : Trifamiliale						
		H4 : Multifamiliale						
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)						
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail						
		C2 : Commerces de services et bureaux						
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel						
		C4 : Commerce pétrolier						
		C5 : Commerce de récréation						
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie						
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées						
		I2 : Industrie lourde						
		I3 : Industrie extractive						
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage						
		P2 : Service public régional						
		P3 : Communautaire récréatif			●			
		P4 : Utilité publique légère						
		P5 : Utilité publique moyenne						
		P6 : Utilité publique lourde						
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture		●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal		●				
		A3 : Élevage		●				
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale	●						
	F2 : Exploitation non commerciale	●						
	F3 : Exploitation des érablières	●						
CONSERVATION CN	CN : Conservation							
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées							
	Autorisées		A 301					
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art. 8.4.2.			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 1,5	1 / 1,5		1 / 2,5		
		Mètres (max)	10	10		10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /		
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67 /	67 /		67 /		
	LOGEMENT / HECTARE					1,0		
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)						
		Lot desservi (max) (%)						
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●		
Jumelée								
Contiguë								
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000		(2)		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60				
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)		40	10		60		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)							
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)							
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)							
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618						



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-52
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			●(1)		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation			●		
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale		●			
		F2 : Exploitation non commerciale		●			
		F3 : Exploitation des érablières		●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	A 301				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			Art. 8.4.2.	P 301 (2)	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1/1,5	1/1,5	1/ 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67/	67/	67/		
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67/	67/	67/		
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
LOT	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)			10 000	10 000	4000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)				60		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (2) Abri sommaire de 20 m² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-53
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				● (1)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale		●			
		F2 : Exploitation non commerciale		●			
		F3 : Exploitation des érablières		●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées		A 301 (3)			
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15		15	
		Arrière (m)	10	10		10	
		Latérale (m)	5	5		5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1/1,5	1/1,5		1/ 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67/	67/		67/	
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67/	67/		67/	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●		●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	10 000		(2)	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		(2)	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		(2)	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)					60	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. (2) Aucun subdivision de terrain n'est autorisée (Réf. Art. 15.13.2). (3) Abri sommaire de 20 m² de plancher maximum sans autorisation de la CPTAQ. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-54
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale		●(1)			
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières			●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés		Art. 8.4.2.			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1/1,5	1/2,5	1 / 1,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67/	67/	67 / 75		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67/	67/			
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	4000	10000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)			60	80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-55
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale			●(1)		
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale		●			
		F2 : Exploitation non commerciale		●			
		F3 : Exploitation des érablières		●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	A 301				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés			Art. 8.4.2.		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1/1,5	1/1,5	1/ 2,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67/	67/	67/		
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67/	67/	67/		
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000	4000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)				60		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-56
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale				●(1)	
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale		●			
		F2 : Exploitation non commerciale		●			
		F3 : Exploitation des érablières		●			
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées	A 301				
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés				Art. 8.4.2.	
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	
		Arrière (m)	10	10	10	10	
		Latérale (m)	5	5	5	5	
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6		6	
		1,5 étages et plus (m)	6	6		6	
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1/1,5	1/1,5		1/ 2,5	
		Mètres (max)	10	10		10	
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m ²) (min/max)	67/	67/		67/	
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67/	67/		67/	
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée	●	●	●	●	
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)		10 000	10 000		4000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60		60	
	LARGEUR (m) (min)		50	50		50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)					60	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE				AF-57
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale		●(1)			
		H2 : Bifamiliale					
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel					
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation					
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie					
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC P	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif					
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
	AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture	●				
		A2 : Fermette et élevage artisanal	●				
		A3 : Élevage	●				
	FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale					
		F2 : Exploitation non commerciale					
		F3 : Exploitation des érablières			●		
	CONSERVATION CN	CN : Conservation					
	DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées					
		Autorisées					
	USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés		Art. 8.4.2.			
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15		
		Arrière (m)	10	10	10		
		Latérale (m)	5	5	5		
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7	7		
		1,5 étages et plus (m)	7	7	7		
	LARGEUR MINIMALE DES MURS LATÉRAUX	1 étage (m)	6	6	6		
		1,5 étages et plus (m)	6	6	6		
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1/1,5	1/2,5	1 / 1,5		
		Mètres (max)	10	10	10		
	SUPERFICIE D'IMPLANTATION	1 étage (m²) (min/max)	67/	67/	67 / 75		
		1,5 étages et plus (m²) (min/max)	67/	67/			
	LOGEMENT / HECTARE						
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot non desservi (max) (%)	14	14	14		
		Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
	TYPES DE STRUCTURES	Isolée			●		
		Jumelée					
		Contiguë					
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m²)		10 000	4000	10 000		
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)		60	60	60		
	LARGEUR (m) (min)		50	50	50		
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)			60	80		
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURAL (PIA)						
	PROJET D'AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES		(1) Art. 15.13.2 - Dispositions particulières applicables à un usage du groupe habitation se localisant dans une zone agroforestière. - Art. 15.12 - Principes d'application des distances séparatrices relatives aux installations d'élevage en zone agricole et agroforestière établies par la LPTAA. - L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.					
AMENDEMENTS		NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement numéro 618					



GRILLE DES SPÉCIFICATIONS			ZONE RT-58				
GROUPES D'USAGES	HABITATION H	H1 : Unifamiliale	●				
		H2 : Bifamiliale	●				
		H3 : Trifamiliale					
		H4 : Multifamiliale					
		H5 : Habitation collective (résidences collectives)					
	COMMERCE C	C1 : Commerce de détail					
		C2 : Commerces de services et bureaux					
		C3 : Commerce semi-industriel et artériel		●			
		C4 : Commerce pétrolier					
		C5 : Commerce de récréation		●			
		C6 : Commerce restauration et d'hôtellerie		●			
	INDUSTRIE I	I1 : Industrie légère de nuisances limitées					
		I2 : Industrie lourde					
		I3 : Industrie extractive					
	PUBLIC p	P1 : Service public de voisinage					
		P2 : Service public régional					
		P3 : Communautaire récréatif			●		
		P4 : Utilité publique légère					
		P5 : Utilité publique moyenne					
		P6 : Utilité publique lourde					
AGRICOLE A	A1 : Agriculture et pisciculture						
	A2 : Fermette et élevage artisanal					●(1)	
	A3 : Élevage						
FORESTERIE F	F1 : Exploitation commerciale				●		
	F2 : Exploitation non commerciale				●		
	F3 : Exploitation des érablières				●		
CONSERVATION CN	CN : Conservation						
DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES	Prohibées				(5)		
	Autorisées		C3052(2) C503, C603 C604				
USAGES COMPLÉMENTAIRES	Autorisés	Art. 8.4.2. – b)			A 301 (1)		
NORMES DU BÂTIMENT PRINCIPAL	MARGES	Avant (m)	15	15	15	15	15
		Arrière (m)	10	10	10	10	10
		Latérale (m)	5	5	5	5	5
	LARGEUR MINIMALE DU MUR DE FAÇADE	1 étage (m)	7	7		7	7
		1,5 étages et plus (m)	7	7		7	7
	LARGEUR MINIMALE DES	1 étage (m)	6	7		6	6
		1,5 étages et plus (m)	6	7		6	6
	HAUTEUR DE BÂTIMENT	Étages (min / max)	1 / 2,5	1 / 2,5		1 / 1,5	1 / 2,5
		Mètres (max)	10	10		10	10
	SUPERFICIE D'IMPLANTATI ON	1 étage (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 /
		1,5 étages et plus (m ²) (min/max)	67 /	75 /		67 /	67 /
	LOGEMENT / HECTARE		2,5				
		Lot non desservi (max) (%)	14	14		14	14
	COEFFICIENT D'EMPRISE AU SOL	Lot partiellement desservi (max) (%)					
		Lot desservi (max) (%)					
Isolée		●	●		●	●	
TYPES DE STRUCTURES	Jumelée						
	Contiguë						
LOT	SUPERFICIE DE TERRAIN (m ²)	4000	4000		10 000	10 000	
	PROFONDEUR DE TERRAIN (m) (min)	60	60		60	60	
	LARGEUR (m) (min)	50	50		50	50	
DIVERS	ESPACE NATUREL (%)	60	40		40	10	
	PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTEGRATION ARCHITECTURAL (PIIA)						
	PROJET D'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE (PAE)						
	PROJET INTÉGRÉ D'HABITATION (PIH)						
NOTES	(1) les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits (2) L'usage « Les établissements d'entreposage en général » (C3052). Cet usage est limité à un par zone (contingentement d'usage) (5) Coupe à blanc -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.						
AMENDEMENTS	NUMÉRO DE RÈGLEMENT : - Règlement no. 626						

(1) les établissements agricoles à forte contrainte environnementale excédant 30 unités animales et tout autre type d'établissement agricole excédant chacun 100 unités animales sont interdits
 (2) L'usage « Les établissements d'entreposage en général » (C3052). Cet usage est limité à un par zone (contingentement d'usage)
 (5) Coupe à blanc
 -L'usage de tour de télécommunication (P 603) est soumis au règlement sur les usages conditionnels.

21 SEPTEMBRE 2017

GRILLES DES USAGES ET NORMES EN DATE DU 21 SEPTEMBRE 2017, INCLUANT
LA CODIFICATION DU RÈGLEMENT 659.

ANNEXE 3

DISPOSITIONS SUR L'ATTÉNUATION DES ODEURS LIÉES AUX USAGES/ACTIVITÉS AGRICOLES

Le calcul détaillé des équivalences des distances de base (paramètre B) et le nombre d'unités animales

Source:

Ministère de l'Agriculture, de la Pêcherie, et
de l'alimentation du Québec

Distances de base (paramètre B)

U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)
1	86	51	297	101	368	151	417	201	456	251	489	301	518	351	544	401	567
2	107	52	299	102	369	152	418	202	457	252	490	302	518	352	544	402	567
3	122	53	300	103	370	153	419	203	458	253	490	303	519	353	544	403	568
4	133	54	302	104	371	154	420	204	458	254	491	304	520	354	545	404	568
5	143	55	304	105	372	155	421	205	459	255	492	305	520	355	545	405	568
6	152	56	306	106	373	156	421	206	460	256	492	306	521	356	546	406	569
7	159	57	307	107	374	157	422	207	461	257	493	307	521	357	546	407	569
8	166	58	309	108	375	158	423	208	461	258	493	308	522	358	547	408	570
9	172	59	311	109	377	159	424	209	462	259	494	309	522	359	547	409	570
10	178	60	312	110	378	160	425	210	463	260	495	310	523	360	548	410	571
11	183	61	314	111	379	161	426	211	463	261	495	311	523	361	548	411	571
12	188	62	315	112	380	162	426	212	464	262	496	312	524	362	549	412	572
13	193	63	317	113	381	163	427	213	465	263	496	313	524	363	549	413	572
14	198	64	319	114	382	164	428	214	465	264	497	314	525	364	550	414	572
15	202	65	320	115	383	165	429	215	466	265	498	315	525	365	550	415	573
16	206	66	322	116	384	166	430	216	467	266	498	316	526	366	551	416	573
17	210	67	323	117	385	167	431	217	467	267	499	317	526	367	551	417	574
18	214	68	325	118	386	168	431	218	468	268	499	318	527	368	552	418	574
19	218	69	326	119	387	169	432	219	469	269	500	319	527	369	552	419	575
20	221	70	328	120	388	170	433	220	469	270	501	320	528	370	553	420	575
21	225	71	329	121	389	171	434	221	470	271	501	321	528	371	553	421	575
22	228	72	331	122	390	172	435	222	471	272	502	322	529	372	554	422	576
23	231	73	332	123	391	173	435	223	471	273	502	323	530	373	554	423	576
24	234	74	333	124	392	174	436	224	472	274	503	324	530	374	554	424	577
25	237	75	335	125	393	175	437	225	473	275	503	325	531	375	555	425	577
26	240	76	336	126	394	176	438	226	473	276	504	326	531	376	555	426	578
27	243	77	338	127	395	177	438	227	474	277	505	327	532	377	556	427	578
28	246	78	339	128	396	178	439	228	475	278	505	328	532	378	556	428	578
29	249	79	340	129	397	179	440	229	475	279	506	329	533	379	557	429	579
30	251	80	342	130	398	180	441	230	476	280	506	330	533	380	557	430	579
31	254	81	343	131	399	181	442	231	477	281	507	331	534	381	558	431	580
32	256	82	344	132	400	182	442	232	477	282	507	332	534	382	558	432	580
33	259	83	346	133	401	183	443	233	478	283	508	333	535	383	559	433	581
34	261	84	347	134	402	184	444	234	479	284	509	334	535	384	559	434	581
35	264	85	348	135	403	185	445	235	479	285	509	335	536	385	560	435	581
36	266	86	350	136	404	186	445	236	480	286	510	336	536	386	560	436	582
37	268	87	351	137	405	187	446	237	481	287	510	337	537	387	560	437	582
38	271	88	352	138	406	188	447	238	481	288	511	338	537	388	561	438	583
39	273	89	353	139	406	189	448	239	482	289	511	339	538	389	561	439	583
40	275	90	355	140	407	190	448	240	482	290	512	340	538	390	562	440	583
41	277	91	356	141	408	191	449	241	483	291	512	341	539	391	562	441	584
42	279	92	357	142	409	192	450	242	484	292	513	342	539	392	563	442	584
43	281	93	358	143	410	193	451	243	484	293	514	343	540	393	563	443	585
44	283	94	359	144	411	194	451	244	485	294	514	344	540	394	564	444	585
45	285	95	361	145	412	195	452	245	486	295	515	345	541	395	564	445	586
46	287	96	362	146	413	196	453	246	486	296	515	346	541	396	564	446	586
47	289	97	363	147	414	197	453	247	487	297	516	347	542	397	565	447	586
48	291	98	364	148	415	198	454	248	487	298	516	348	542	398	565	448	587
49	293	99	365	149	415	199	455	249	488	299	517	349	543	399	566	449	587
50	295	100	367	150	416	200	456	250	489	300	517	350	543	400	566	450	588



Distances de base (paramètre B)

U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)
501	608	551	626	601	643	651	660	701	675	751	690	801	704	851	718	901	731	951	743
502	608	552	626	602	644	652	660	702	676	752	690	802	704	852	718	902	731	952	743
503	608	553	627	603	644	653	660	703	676	753	691	803	705	853	718	903	731	953	744
504	609	554	627	604	644	654	661	704	676	754	691	804	705	854	718	904	731	954	744
505	609	555	628	605	645	655	661	705	676	755	691	805	705	855	719	905	732	955	744
506	610	556	628	606	645	656	661	706	677	756	691	806	706	856	719	906	732	956	744
507	610	557	628	607	645	657	662	707	677	757	692	807	706	857	719	907	732	957	745
508	610	558	629	608	646	658	662	708	677	758	692	808	706	858	719	908	732	958	745
509	611	559	629	609	646	659	662	709	678	759	692	809	706	859	720	909	733	959	745
510	611	560	629	610	646	660	663	710	678	760	693	810	707	860	720	910	733	960	745
511	612	561	630	611	647	661	663	711	678	761	693	811	707	861	720	911	733	961	746
512	612	562	630	612	647	662	663	712	679	762	693	812	707	862	721	912	733	962	746
513	612	563	630	613	647	663	664	713	679	763	693	813	707	863	721	913	734	963	746
514	613	564	631	614	648	664	664	714	679	764	694	814	708	864	721	914	734	964	746
515	613	565	631	615	648	665	664	715	679	765	694	815	708	865	721	915	734	965	747
516	613	566	631	616	648	666	665	716	680	766	694	816	708	866	722	916	734	966	747
517	614	567	632	617	649	667	665	717	680	767	695	817	709	867	722	917	735	967	747
518	614	568	632	618	649	668	665	718	680	768	695	818	709	868	722	918	735	968	747
519	614	569	632	619	649	669	665	719	681	769	695	819	709	869	722	919	735	969	747
520	615	570	633	620	650	670	666	720	681	770	695	820	709	870	723	920	735	970	748
521	615	571	633	621	650	671	666	721	681	771	696	821	710	871	723	921	736	971	748
522	616	572	634	622	650	672	666	722	682	772	696	822	710	872	723	922	736	972	748
523	616	573	634	623	651	673	667	723	682	773	696	823	710	873	723	923	736	973	748
524	616	574	634	624	651	674	667	724	682	774	697	824	710	874	724	924	736	974	749
525	617	575	635	625	651	675	667	725	682	775	697	825	711	875	724	925	737	975	749
526	617	576	635	626	652	676	668	726	683	776	697	826	711	876	724	926	737	976	749
527	617	577	635	627	652	677	668	727	683	777	697	827	711	877	724	927	737	977	749
528	618	578	636	628	652	678	668	728	683	778	698	828	711	878	725	928	737	978	750
529	618	579	636	629	653	679	669	729	684	779	698	829	712	879	725	929	738	979	750
530	619	580	636	630	653	680	669	730	684	780	698	830	712	880	725	930	738	980	750
531	619	581	637	631	653	681	669	731	684	781	699	831	712	881	725	931	738	981	750
532	619	582	637	632	654	682	669	732	685	782	699	832	713	882	726	932	738	982	751
533	620	583	637	633	654	683	670	733	685	783	699	833	713	883	726	933	739	983	751
534	620	584	638	634	654	684	670	734	685	784	699	834	713	884	726	934	739	984	751
535	620	585	638	635	655	685	670	735	685	785	700	835	713	885	727	935	739	985	751
536	621	586	638	636	655	686	671	736	686	786	700	836	714	886	727	936	739	986	752
537	621	587	639	637	655	687	671	737	686	787	700	837	714	887	727	937	740	987	752
538	621	588	639	638	656	688	671	738	686	788	701	838	714	888	727	938	740	988	752
539	622	589	639	639	656	689	672	739	687	789	701	839	714	889	728	939	740	989	752
540	622	590	640	640	656	690	672	740	687	790	701	840	715	890	728	940	740	990	753
541	623	591	640	641	657	691	672	741	687	791	701	841	715	891	728	941	741	991	753
542	623	592	640	642	657	692	673	742	687	792	702	842	715	892	728	942	741	992	753
543	623	593	641	643	657	693	673	743	688	793	702	843	716	893	729	943	741	993	753
544	624	594	641	644	658	694	673	744	688	794	702	844	716	894	729	944	741	994	753
545	624	595	641	645	658	695	673	745	688	795	702	845	716	895	729	945	742	995	754
546	624	596	642	646	658	696	674	746	689	796	703	846	716	896	729	946	742	996	754
547	625	597	642	647	658	697	674	747	689	797	703	847	717	897	730	947	742	997	754
548	625	598	642	648	659	698	674	748	689	798	703	848	717	898	730	948	742	998	754
549	625	599	643	649	659	699	675	749	689	799	704	849	717	899	730	949	743	999	755
550	625	600	643	650	659	700	675	750	690	800	704	850	717	900	730	950	743	1000	755

Distances de base (paramètre B)

U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)
1001	755	1051	767	1101	778	1151	789	1201	800	1251	810	1301	820	1351	830	1401	839
1002	755	1052	767	1102	778	1152	789	1202	800	1252	810	1302	820	1352	830	1402	839
1003	756	1053	767	1103	778	1153	789	1203	800	1253	810	1303	820	1353	830	1403	840
1004	756	1054	767	1104	779	1154	790	1204	800	1254	810	1304	820	1354	830	1404	840
1005	756	1055	768	1105	779	1155	790	1205	800	1255	811	1305	821	1355	830	1405	840
1006	756	1056	768	1106	779	1156	790	1206	801	1256	811	1306	821	1356	831	1406	840
1007	757	1057	768	1107	779	1157	790	1207	801	1257	811	1307	821	1357	831	1407	840
1008	757	1058	768	1108	780	1158	790	1208	801	1258	811	1308	821	1358	831	1408	840
1009	757	1059	769	1109	780	1159	791	1209	801	1259	811	1309	821	1359	831	1409	841
1010	757	1060	769	1110	780	1160	791	1210	801	1260	812	1310	822	1360	831	1410	841
1011	757	1061	769	1111	780	1161	791	1211	802	1261	812	1311	822	1361	832	1411	841
1012	758	1062	769	1112	780	1162	791	1212	802	1262	812	1312	822	1362	832	1412	841
1013	758	1063	770	1113	781	1163	792	1213	802	1263	812	1313	822	1363	832	1413	841
1014	758	1064	770	1114	781	1164	792	1214	802	1264	812	1314	822	1364	832	1414	842
1015	758	1065	770	1115	781	1165	792	1215	802	1265	813	1315	823	1365	832	1415	842
1016	759	1066	770	1116	781	1166	792	1216	803	1266	813	1316	823	1366	833	1416	842
1017	759	1067	770	1117	782	1167	792	1217	803	1267	813	1317	823	1367	833	1417	842
1018	759	1068	771	1118	782	1168	793	1218	803	1268	813	1318	823	1368	833	1418	842
1019	759	1069	771	1119	782	1169	793	1219	803	1269	813	1319	823	1369	833	1419	843
1020	760	1070	771	1120	782	1170	793	1220	804	1270	814	1320	824	1370	833	1420	843
1021	760	1071	771	1121	782	1171	793	1221	804	1271	814	1321	824	1371	833	1421	843
1022	760	1072	772	1122	783	1172	793	1222	804	1272	814	1322	824	1372	834	1422	843
1023	760	1073	772	1123	783	1173	794	1223	804	1273	814	1323	824	1373	834	1423	843
1024	761	1074	772	1124	783	1174	794	1224	804	1274	814	1324	824	1374	834	1424	843
1025	761	1075	772	1125	783	1175	794	1225	805	1275	815	1325	825	1375	834	1425	844
1026	761	1076	772	1126	784	1176	794	1226	805	1276	815	1326	825	1376	834	1426	844
1027	761	1077	773	1127	784	1177	795	1227	805	1277	815	1327	825	1377	835	1427	844
1028	761	1078	773	1128	784	1178	795	1228	805	1278	815	1328	825	1378	835	1428	844
1029	762	1079	773	1129	784	1179	795	1229	805	1279	815	1329	825	1379	835	1429	844
1030	762	1080	773	1130	784	1180	795	1230	806	1280	816	1330	826	1380	835	1430	845
1031	762	1081	774	1131	785	1181	795	1231	806	1281	816	1331	826	1381	835	1431	845
1032	762	1082	774	1132	785	1182	796	1232	806	1282	816	1332	826	1382	836	1432	845
1033	763	1083	774	1133	785	1183	796	1233	806	1283	816	1333	826	1383	836	1433	845
1034	763	1084	774	1134	785	1184	796	1234	806	1284	816	1334	826	1384	836	1434	845
1035	763	1085	774	1135	785	1185	796	1235	807	1285	817	1335	827	1385	836	1435	845
1036	763	1086	775	1136	786	1186	796	1236	807	1286	817	1336	827	1386	836	1436	846
1037	764	1087	775	1137	786	1187	797	1237	807	1287	817	1337	827	1387	837	1437	846
1038	764	1088	775	1138	786	1188	797	1238	807	1288	817	1338	827	1388	837	1438	846
1039	764	1089	775	1139	786	1189	797	1239	807	1289	817	1339	827	1389	837	1439	846
1040	764	1090	776	1140	787	1190	797	1240	808	1290	818	1340	828	1390	837	1440	846
1041	764	1091	776	1141	787	1191	797	1241	808	1291	818	1341	828	1391	837	1441	847
1042	765	1092	776	1142	787	1192	798	1242	808	1292	818	1342	828	1392	837	1442	847
1043	765	1093	776	1143	787	1193	798	1243	808	1293	818	1343	828	1393	838	1443	847
1044	765	1094	776	1144	787	1194	798	1244	808	1294	818	1344	828	1394	838	1444	847
1045	765	1095	777	1145	788	1195	798	1245	809	1295	819	1345	828	1395	838	1445	847
1046	766	1096	777	1146	788	1196	799	1246	809	1296	819	1346	829	1396	838	1446	848
1047	766	1097	777	1147	788	1197	799	1247	809	1297	819	1347	829	1397	838	1447	848
1048	766	1098	777	1148	788	1198	799	1248	809	1298	819	1348	829	1398	839	1448	848
1049	766	1099	778	1149	789	1199	799	1249	809	1299	819	1349	829	1399	839	1449	848
1050	767	1100	778	1150	789	1200	799	1250	810	1300	820	1350	829	1400	839	1450	848



Distances de base (paramètre B)

U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)
1501	857	1551	866	1601	875	1651	884	1701	892	1750	900	1801	908	1851	916	1901	923
1502	858	1552	867	1602	875	1652	884	1702	892	1751	900	1802	908	1852	916	1902	924
1503	858	1553	867	1603	875	1653	884	1703	892	1752	900	1803	908	1853	916	1903	924
1504	858	1554	867	1604	876	1654	884	1704	892	1753	900	1804	908	1854	916	1904	924
1505	858	1555	867	1605	876	1655	884	1705	892	1754	900	1805	909	1855	916	1905	924
1506	858	1556	867	1606	876	1656	884	1706	893	1755	901	1806	909	1856	917	1906	924
1507	859	1557	867	1607	876	1657	885	1707	893	1756	901	1807	909	1857	917	1907	924
1508	859	1558	868	1608	876	1658	885	1708	893	1757	901	1808	909	1858	917	1908	925
1509	859	1559	868	1609	876	1659	885	1709	893	1758	901	1809	909	1859	917	1909	925
1510	859	1560	868	1610	877	1660	885	1710	893	1759	901	1810	909	1860	917	1910	925
1511	859	1561	868	1611	877	1661	885	1711	893	1760	901	1811	910	1861	917	1911	925
1512	859	1562	868	1612	877	1662	885	1712	894	1761	902	1812	910	1862	917	1912	925
1513	860	1563	868	1613	877	1663	886	1713	894	1762	902	1813	910	1863	918	1913	925
1514	860	1564	869	1614	877	1664	886	1714	894	1763	902	1814	910	1864	918	1914	925
1515	860	1565	869	1615	877	1665	886	1715	894	1764	902	1815	910	1865	918	1915	926
1516	860	1566	869	1616	878	1666	886	1716	894	1765	902	1816	910	1866	918	1916	926
1517	860	1567	869	1617	878	1667	886	1717	894	1766	902	1817	910	1867	918	1917	926
1518	861	1568	869	1618	878	1668	886	1718	895	1767	903	1818	911	1868	918	1918	926
1519	861	1569	870	1619	878	1669	887	1719	895	1768	903	1819	911	1869	919	1919	926
1520	861	1570	870	1620	878	1670	887	1720	895	1769	903	1820	911	1870	919	1920	926
1521	861	1571	870	1621	878	1671	887	1721	895	1770	903	1821	911	1871	919	1921	927
1522	861	1572	870	1622	879	1672	887	1722	895	1771	903	1822	911	1872	919	1922	927
1523	861	1573	870	1623	879	1673	887	1723	895	1772	903	1823	911	1873	919	1923	927
1524	862	1574	870	1624	879	1674	887	1724	896	1773	904	1824	912	1874	919	1924	927
1525	862	1575	871	1625	879	1675	888	1725	896	1774	904	1825	912	1875	919	1925	927
1526	862	1576	871	1626	879	1676	888	1726	896	1775	904	1826	912	1876	920	1926	927
1527	862	1577	871	1627	879	1677	888	1727	896	1776	904	1827	912	1877	920	1927	927
1528	862	1578	871	1628	880	1678	888	1728	896	1777	904	1828	912	1878	920	1928	928
1529	862	1579	871	1629	880	1679	888	1729	896	1778	904	1829	912	1879	920	1929	928
1530	863	1580	871	1630	880	1680	888	1730	897	1779	904	1830	913	1880	920	1930	928
1531	863	1581	872	1631	880	1681	889	1731	897	1780	905	1831	913	1881	920	1931	928
1532	863	1582	872	1632	880	1682	889	1732	897	1781	905	1832	913	1882	921	1932	928
1533	863	1583	872	1633	880	1683	889	1733	897	1782	905	1833	913	1883	921	1933	928
1534	863	1584	872	1634	881	1684	889	1734	897	1783	905	1834	913	1884	921	1934	928
1535	864	1585	872	1635	881	1685	889	1735	897	1784	905	1835	913	1885	921	1935	929
1536	864	1586	872	1636	881	1686	889	1736	898	1785	905	1836	913	1886	921	1936	929
1537	864	1587	873	1637	881	1687	890	1737	898	1786	906	1837	914	1887	921	1937	929
1538	864	1588	873	1638	881	1688	890	1738	898	1787	906	1838	914	1888	921	1938	929
1539	864	1589	873	1639	881	1689	890	1739	898	1788	906	1839	914	1889	922	1939	929
1540	864	1590	873	1640	882	1690	890	1740	898	1789	906	1840	914	1890	922	1940	929
1541	865	1591	873	1641	882	1691	890	1741	898	1790	906	1841	914	1891	922	1941	930
1542	865	1592	873	1642	882	1692	890	1742	899	1791	906	1842	914	1892	922	1942	930
1543	865	1593	874	1643	882	1693	891	1743	899	1792	907	1843	915	1893	922	1943	930
1544	865	1594	874	1644	882	1694	891	1744	899	1793	907	1844	915	1894	922	1944	930
1545	865	1595	874	1645	883	1695	891	1745	899	1794	907	1845	915	1895	923	1945	930
1546	865	1596	874	1646	883	1696	891	1746	899	1795	907	1846	915	1896	923	1946	930
1547	866	1597	874	1647	883	1697	891	1747	899	1796	907	1847	915	1897	923	1947	930
1548	866	1598	875	1648	883	1698	891	1748	899	1797	907	1848	915	1898	923	1948	931
1549	866	1599	875	1649	883	1699	891	1749	900	1798	907	1849	915	1899	923	1949	931
1550	866	1600	875	1650	883	1700	892	1750	900	1799	908	1850	916	1900	923	1950	931



Distances de base (paramètre B)

U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)	U.A.	Distance (m)
2001	938	2051	946	2101	953	2151	960	2201	967	2251	974	2301	981	2351	987	2401	994
2002	939	2052	946	2102	953	2152	960	2202	967	2252	974	2302	981	2352	987	2402	994
2003	939	2053	946	2103	953	2153	960	2203	967	2253	974	2303	981	2353	987	2403	994
2004	939	2054	946	2104	953	2154	960	2204	967	2254	974	2304	981	2354	988	2404	994
2005	939	2055	946	2105	953	2155	961	2205	967	2255	974	2305	981	2355	988	2405	994
2006	939	2056	946	2106	954	2156	961	2206	968	2256	974	2306	981	2356	988	2406	994
2007	939	2057	947	2107	954	2157	961	2207	968	2257	975	2307	981	2357	988	2407	994
2008	939	2058	947	2108	954	2158	961	2208	968	2258	975	2308	981	2358	988	2408	995
2009	940	2059	947	2109	954	2159	961	2209	968	2259	975	2309	982	2359	988	2409	995
2010	940	2060	947	2110	954	2160	961	2210	968	2260	975	2310	982	2360	988	2410	995
2011	940	2061	947	2111	954	2161	961	2211	968	2261	975	2311	982	2361	988	2411	995
2012	940	2062	947	2112	954	2162	962	2212	968	2262	975	2312	982	2362	989	2412	995
2013	940	2063	947	2113	955	2163	962	2213	969	2263	975	2313	982	2363	989	2413	995
2014	940	2064	948	2114	955	2164	962	2214	969	2264	976	2314	982	2364	989	2414	995
2015	941	2065	948	2115	955	2165	962	2215	969	2265	976	2315	982	2365	989	2415	995
2016	941	2066	948	2116	955	2166	962	2216	969	2266	976	2316	983	2366	989	2416	996
2017	941	2067	948	2117	955	2167	962	2217	969	2267	976	2317	983	2367	989	2417	996
2018	941	2068	948	2118	955	2168	962	2218	969	2268	976	2318	983	2368	989	2418	996
2019	941	2069	948	2119	955	2169	962	2219	969	2269	976	2319	983	2369	990	2419	996
2020	941	2070	948	2120	956	2170	963	2220	970	2270	976	2320	983	2370	990	2420	996
2021	941	2071	949	2121	956	2171	963	2221	970	2271	976	2321	983	2371	990	2421	996
2022	942	2072	949	2122	956	2172	963	2222	970	2272	977	2322	983	2372	990	2422	996
2023	942	2073	949	2123	956	2173	963	2223	970	2273	977	2323	983	2373	990	2423	997
2024	942	2074	949	2124	956	2174	963	2224	970	2274	977	2324	984	2374	990	2424	997
2025	942	2075	949	2125	956	2175	963	2225	970	2275	977	2325	984	2375	990	2425	997
2026	942	2076	949	2126	956	2176	963	2226	970	2276	977	2326	984	2376	990	2426	997
2027	942	2077	949	2127	957	2177	964	2227	971	2277	977	2327	984	2377	991	2427	997
2028	942	2078	950	2128	957	2178	964	2228	971	2278	977	2328	984	2378	991	2428	997
2029	943	2079	950	2129	957	2179	964	2229	971	2279	978	2329	984	2379	991	2429	997
2030	943	2080	950	2130	957	2180	964	2230	971	2280	978	2330	984	2380	991	2430	997
2031	943	2081	950	2131	957	2181	964	2231	971	2281	978	2331	985	2381	991	2431	998
2032	943	2082	950	2132	957	2182	964	2232	971	2282	978	2332	985	2382	991	2432	998
2033	943	2083	950	2133	957	2183	964	2233	971	2283	978	2333	985	2383	991	2433	998
2034	943	2084	951	2134	958	2184	965	2234	971	2284	978	2334	985	2384	991	2434	998
2035	943	2085	951	2135	958	2185	965	2235	972	2285	978	2335	985	2385	992	2435	998
2036	944	2086	951	2136	958	2186	965	2236	972	2286	978	2336	985	2386	992	2436	998
2037	944	2087	951	2137	958	2187	965	2237	972	2287	979	2337	985	2387	992	2437	998
2038	944	2088	951	2138	958	2188	965	2238	972	2288	979	2338	985	2388	992	2438	998
2039	944	2089	951	2139	958	2189	965	2239	972	2289	979	2339	986	2389	992	2439	999
2040	944	2090	951	2140	958	2190	965	2240	972	2290	979	2340	986	2390	992	2440	999
2041	944	2091	952	2141	959	2191	966	2241	972	2291	979	2341	986	2391	992	2441	999
2042	944	2092	952	2142	959	2192	966	2242	973	2292	979	2342	986	2392	993	2442	999
2043	945	2093	952	2143	959	2193	966	2243	973	2293	979	2343	986	2393	993	2443	999
2044	945	2094	952	2144	959	2194	966	2244	973	2294	980	2344	986	2394	993	2444	999
2045	945	2095	952	2145	959	2195	966	2245	973	2295	980	2345	986	2395	993	2445	999
2046	945	2096	952	2146	959	2196	966	2246	973	2296	980	2346	986	2396	993	2446	999
2047	945	2097	952	2147	959	2197	966	2247	973	2297	980	2347	987	2397	993	2447	1000
2048	945	2098	952	2148	960	2198	967	2248	973	2298	980	2348	987	2398	993	2448	1000
2049	945	2099	953	2149	960	2199	967	2249	973	2299	980	2349	987	2399	993	2449	1000
2050	946	2100	953	2150	960	2200	967	2250	974	2300	980	2350	987	2400	994	2450	1000

